



EDITION SPÉCIALE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14833 - 7 F

MARDI 6 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La politique du bâton en Algérie

E pouvoir a-t-il choisi les méthodes de la répression à tout prix pour tenter de mater la rébellion islamique? La décrat que vient de signer M. Ali Kafi, président du Heut Comité d'Ebst (HCE), et qui prévoît la création de trois cours spéciales pour juger les auteurs d'actes terro-ristes ou subversifs, le donne à penser. Il s'agit d'un retour en arrière plus que symbolique puis-que ces tribunaux d'exception svalent été supprimés par la Constitution de février 1989, adoptée par référendum après les sanglantes émeutes d'octobre

Décontenancé par une violence qu'il n'arrive pas à maîtriser malgré des « coups de filet» réussis nais sans cesse à recommencer, le pouvoir cherche, aujourd'hui, à intimider ses adversaires inté-gristes dont il semble, hélas, mal mesurer la détermination. Cette politique du gros bâton. Il la conduit parallèlement aux « discussions » qu'il vient d'entamer avec les « forces vives » du pays, et dont on voit mal, dans ces conditions, vers quelle heureuse issue elles vont conduire.

DOUR arriver à leurs fins, M. Kafi et son équipe n'y vont pas par quatre chemins. Pas de procès publics, semble-t-il, pour les «terroristes», puisque l'identité disc magistrate na poura dera divulguée au risque d'ancount de deux à cinq ans de prison. La défai de garde à vue passe de quarante-huit heures à douze jours pieins. Les peines dont sont passibles les auteurs d'actes terroristes ont été revues à la hausse : de cinq ane mini-mum à la peine capitale. Un délai de grâce de deux mois sans poursuite judiciaire est, cepen-dant, accordé aux membres des « groupes armés » qui se repenti-

L'âge de la responsabilité pénale est abaissé de dix-huit ans à seize ans. Des mineurs pourront done être traduits devant les cours spéciales. Manière de décourager les jeunes de se laisser entraîner dans des manifestations à carac-tère politique ou religieux. Le gros des manifestants intégristes ont, en effet, toujours été formés d'adolescents des quartiers dés-hérités des villes, où l'ex-Front islâmique du sajut (FIS) est soli-dement implanté.

QUANT aux éléments les radicaux des « groupes _ armés », membres d'une organisation terroriste à l'étranger en clair les cafghans » jadis enrôlés dans la résistance contre le régime de Kaboul, els sont passibles de lourdes peines. Le nouvelle régle-mentation définit toute une gamme d'actes considérés comme terroristes ou subversifs : attentat à la vie, obstacle au libre exercice du culte, atteinte aux libertés publiques et privées ainsi qu'aux symboles de l'Etat, entrave à la circulation aur la voie publique, reproduction de documents jugés subversifs.

> Ces dispositions, qui offrent prise à toutes sortes d'abus, pourront aussi bien être utilisées contre d'autres forces politiques que l'ex-FIS pour réprimer des mouvements purement sociaux, voire pour contraindre au alience de simples individus, tentés de s'opposer à tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. C'est dire que le pouvoir, sous la pression de l'armée – ou du moins de certains de ses chefs les plus influents, - s'engage sur la route de tous les périls.



Pour la dernière session parlementaire de la législature

M. Bérégovoy tente d'éviter le vote d'une motion de censure

L'Assemblée nationale se réunit pour sa dernière session avant les élections législatives. Avent d'entamer la discussion budgétaire, elle débattre de la réforme de la procédure pénale et de la lutte contre le corruption. M. Bérégovoy va tenter d'éviter la vote d'una motion de censure contre son gouvernement.

par Thierry Bréhier

Comment se lancer dans un sprint au terme d'un marathon? A l'ouverture de la dernière session de la seconde législature socialiste, à la veille d'une consultation électorale que toutes les enquêtes d'opinion lui promettent catastrophique, M. Pierre Bérégovoy aimerait que les entraîneurs des coureurs victorieux lui fournissent une recette miracie.

Quand, jeudi, à la sortie du conseil des minis-tres, le président de la République lui remettra les insignes de grand-croix de l'ordre du Mérite, témoignage qu'il est depuis six mois à l'hôtel Matignon, le premier ministre pourra, certes, se retourner avec satisfaction sur le chemin percouru.

Lire la suite et nos informations page 11



La chute du Boeing-747 d'El Al

Plus de 200 morts et disparus dans la catastrophe d'Amsterdam

Un Boeing-747 cargo de la compagnie israélienne El Al s'est écrasé, dimanche soir 4 octobre, sur deux immeubles d'un quartier d'Amsterdam (Pays-Bas). Un bilan faisait état, lundi matin 5 octobre, de six morts (dont les trois membres d'équipage et un passager), vingt-neuf blassés et deux cent neuf disparus. En Israel, les autorités n'écartent aucune hypothèse, y compris celle d'un attentat.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Imagine-t-on les ravages que provoquerait le crash d'un Boeing-747 sur la cité des 4000 de La Courneuve ou sur les tours de Savigny-sur-Orge, peu de temps après avoir décoilé de Roissy on d'Orly, les réservoirs pleins de kérosène? C'est exactement ce qui s'est passé, dimanche 4 octobre, dans le sud-est d'Amsterdam, où un avion-cargo de la compagnie israélienne El Al a transpercé deux des immeubles

18 h 36, soit pour certains l'heure du dîner et pour d'autres celle de l'émission sportive dominicale la plus regardée.

Transformées en murs de seu les deux tours ont constitué l'effroyable toile de fond d'un « spectacle » dantesque : gyrophares des véhicules de secours (600 pompiers ont été mobilisés), brancards déployés à même le sol, noria des ambulances et des hélicoptères d'évacuation des

CHRISTIAN CHARTIER

Après seize ans de guerre civile

Après seize ens de guerre, et vingt-sept mois de négociations, le gouvernement marxiste de Maputo a signé, dimanche 4 octobre, à Rome, un accord de cassez-le-feu avec son opposition armée, la RENAMO (Resistance nationale du Mozambique), scutenue par l'Afrique du Sud. L'accord met fin au dernier conffit né de la décolonisation et de la guerre froide en Afrique australe. Ancienne colonie portugaise, le Mozambique est aujourd'hui dévasté, guetté per la famine et paralysé per quelque deux mil-lions de réfuglés fuyant les

L'accord prévoit un cesse: le-fau immédiet, la démilitarisation des zones sous contrôle de l'une et l'autre partie, la regroupement des troubes belligérantes et leur fusion su sein d'une nouvelle armée. Des élections, législatives et présidentielle, seront organisées dans les douze mois. L'Italie devrait mettre aur pied, dans un délai de trente jours, une Conférence des deneteurs pour coordonner l'aide internationale à ca pays, qui est l'un des plus pauvres de la planète.

Lire page 4 l'article de GEORGES MARION

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Luxembourg préparent l'ordre du jour du sommet de Birmingham

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Depuis que M. John Major a annoncé, le 1º octobre, son inten-tion de présenter le traité de Maastricht à la Chambre des communes pour ratification vers la fin de l'année, la menace d'une crise européenne grave a reculé. Londres, au moins jusqu'au pro-chain revirement, semble à nouveau souscrire à la démarche suropéenne telle que l'entendent ses partenaires.

Mais la Communauté pour autant n'est pas encore remise sur les rails : la spéculation sur les marchés des changes peut se déclencher à la moindre manifestation de faiblesse des gouvernements et, en dépit du sursant de M. Major, la «bataille de la ratification > est loin d'être gagnée. C'est dans ce contexte incertain que les ministres des affaires étrangères des Douze devaient, lundi et mardi à Luxembourg, préparer le sommet extraordi-

naire qui se tiendra le 16 octobre

à Birmingham.

Les chefs d'Etat et de gouvernement y auront un ordre du jour chargé. Ils doivent s'interroger sur les moyens de faire abou-tir les processus de ratification, en particulier au Danemark, et sur les réponses à donner aux inquiétudes apparues dans l'opinion publique, en France et ail-leurs, à propos de la construction européenne; enfin, ils évoqueront les problèmes monétaires, même s'ils le font délibérément en termes très généraux.

> PHILIPPE LEMAITRE Lire la saite page 5

Atmosphère de krach à la Bourse de Paris

Après une beisse brutale de 8,7 % la semaine der-nière, la chure de la Bourse de Paris s'est encore accé-lérée lundi 5 octobre dans une atmosphère de panique. Le recul de 0,8 % en début de matinée de la place pari-sienne n'a cessé de s'amplisiente n'e cease de s'anya-fier tout su long de la jour-née. En milieu d'après-midi, l'indice CAC 40 perdeit envi-ron 5 %, du jameis yu depuis

Mais Paris n'était pas un cas isolé. La Bourse de Lon-dres cédait 3,6 %, comme Francfort en clôture, et Wall Street près de 2 % après une heure de cotations.

Elections au Koweit Une remarquable liberté d'expression

Les désordres de Cabourg Le maire est au centre de

polémiques sur fond d'af-

EN PAGE CENTRALE AVEZ-VOUS DE BONS REFLEXES?

ESPACE EUROPÉEN

Allemagne : les racines de la xénophobie

La tradition de la « germanité », traduite encore aujourd'hui dans le droit du sang, crée un repport à «l'autre» en contradiction avec le conception moderne des droits de l'homme (lire aussi page 5). Dialogue euro-arabe en panne : les pays de la Communauté comprennent mai l'évolution du Maghreb sur lequel pèse la menace intégriste.

pages 7 à 10

L'ÉCONOMIE

L'unification outre-Rhin: la crise des deux ans

L'unification, le 3 octobre 1990, des deux Allemagnes n'a pas tenu ses promesses. Le redressement des nouveaux Lander se révèle plus lent, plus douloureux et surtout beaucoup plus coûteux que prévu.

L'insolente santé du tabac : loin de souffrir de la mauvaise image de leur produit, les fabricants de cigarettes voient leurs bénéfices

Lire aussi « Chers catalogues », « La Thellande rebondit» et la chronique de Paul Fabra

pages 31 à 36 et pages 43 à 46

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE

Le retour de la petite voiture

Le Mondial de l'automobile, qui ouvre ses portes le 8 octobre à Paris, est placé sous le signe de la petite voiture destinée à ménager les budgets familiaux, mais aussi la circulation urbaine. Mais les grosses cylindrées seront aussi présentes car la course à

pages 37 à 42

L'ÉTRANGER : Alorie, 4,50 DA; Marco, 8 DH; Tunisle, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Austrine, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canach. 2,25 \$ CAN : Anniles-Réumion, 9 F; Côte-d'Avoire, 465 F CFA : Denoment, 14 KRD : Espagne, 190 FTA ; 85 p.; Grèce, 220 DR; Intende, 1,20 Z; Indie, 2 200 L; Lucianibourg, 42 R; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bet, 2,75 R; Porcupal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suèce, 15 KRS; Suèce, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (NY

M. Serge Tchuruk dist

· Manager europeen dell

Un entretien avec Jean-Claude Barreau

« Il faut renforcer sans honte notre politique traditionnelle d'assimilation »

«L'an dernier, vous aviez fait un certain bruit en publiant un livre assez vit sur l'islam, qui allait vous coûter votre poste de président de l'Office des migra-tions internationales (OMI). Aujourd'hui, vous récidivez, chez le même éditeur, dans la même collection, avec un livre eur l'immigration.

- Dans les deux cas, il y a l'am-bition de parler simplement de questions complexes. Mais, pour l'islam, l'étais le non-spécialiste qui interpellait les spécialistes. Cette fois, je suis le spécialiste qui s'adresse au public. Pendant trois ans, j'ai été en France l'un des ani, jai ete en france i un des animateurs principaux de la politi-que des flux migratoires. Or, chose étrange, personne pendant ces trois années ne m'a donné la moindre directive. C'est un fait révélateur : les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne savent plus quoi penser. Et quand on n'a plus d'idées-forces, on ne peut plus commander. Avec les responsables d'autres organismes publics, nous avons imagine une politique et l'avons peu ou prou imposée à l'Etat. Aujourd'hui, cette politique fait l'objet d'un consensus général mais inavoué. C'est ce consensus inavoué que je veux expliquer. Le fait de ne plus être président de l'OMI me donne une plus grande

- Cette politique de l'immi-gration, à laquelle vous voulez vous identifier, n'est-elle pas perçue par le public comme un áchec?

. - Cette politique n'a pas échoué. Elle est sculement inachevée, C'est une politique à deux faces : l'une, de rigueur ; l'autre, d'ouverture. Jusqu'ici, seul le volet répressif a été perçu, parce que l'ouverture n'a pas été avouée.

 Mais, aux yeux de beaucoup de Français, c'est l'inverse : ils ont l'impression de vivre en plein laxisme, avec des fron-tières-passoires.

- La plupart des mesures adop-tées sous les gouvernements de Michel Rocard et d'Edith Cresson ont été des mesures de reprise en main : la réforme de l'Office de protection: des rélagies et apa-trides, la réforme des visas, la léga-lisation des zones de transit dans les ports et aéroports, la suppres-sion des autorisations de travail pour les demandeurs d'asile, l'in-tervention de l'OMI dans la délivrance des certificats d'héberge-ment... Si beaucoup de Français ont cependant l'impression que l'Etat ne contrôle pas grand-chose, c'est parce que, depuis 1974, les divers gouvernements, de droite et de gauche, ont popularisé l'idée -fausse - que l'immigration était stoppée. C'est un mythe. Dans un système de frontières ouvertes comme le nôtre, l'immigration est

» De la même manière, affirmer » De la même manière, aftirmer et répéter que le nombre d'étran-gers en France n'augmente pas a un effet dévastateur. C'est seule-ment une vérité juridique. Les hommes politiques s'abritent der-rière la définition légale de la citoyenneté pour cacher un fait patent : la stabilité du nombre des trangers selon la loi masque une forte et visible augmentation de la proportion de personnes d'origine

Président de l'Institut national d'études démographiques (INED) depuis 1989, Jean-Claude Barreau passe volontiers pour un provocateur. Dans les diverses fonctions qu'il a occupées, cet homme de cinquante-neuf ans s'est souvent distingué par des initiatives peu orthodoxes. Prêtre à Paris, chargé de l'adolescence délinquante, il avait publiquement annoncé son mariage en 1971 et demandé sa réduction à l'état laic. Editeur, écrivain, il fut nommé rapporteur de la commission du livre au ministère de la culture (1981) puis conseiller culturel et de coopération à l'ambassade de France à Alger. Revenu en France, il fut chargé de mission à la présidence de la République (1985-1986), puis nommé inspecteur général de l'éducation nationale et président de l'Office des migrations internationales (OMI). Il allait être relevé de cette dernière fonction en novembre 1991 après la parution d'un livre controversé, De l'islam en général et du monde moderne en particulier (Le Pré-aux-Clercs), Jean-Claude Barreau publie cas jours-ci, chez le même éditeur, De l'immigration en général et de la nation française en particulier (201 pages, 110 F).

étrangère. Chaque année, la popu-lation de nationalité française s'en-richit – et c'est un bien – de quelque cent mille personnes d'origine que cent mille personnes d'origne étrangère par le moyen des natura-lisations, celles des arrivants et celles qui résultent de notre droit du sol (qui naturalise à dix-huit ans les enfants nés en France, sauf opposition explicite de leur part). Ainsi le stock de la population étrangère devrait-il diminuer de ceut mille personnes par an. La stabilité du nombre des étrangers en France est, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, la preuve mathématique que les mmigrés arrivent toujours.

«Au lieu d'expulser on ferme les yeux ou on met

L'immigration, dites-vous, est inévitable. Il faut donc s'y

en prison»

- Elle est inévitable. La France est géographiquement un carrefour.
Même en envoyant l'armée aux frontières, Le Pen ne l'arrêterait pas. Les individus les plus dynamiques du tiers-monde sont fascinés par les «lumières de la ville», les lumières de notre civilisation lumières de notre civilisation technique. Dans un système de frontières ouvertes, celui que nous voulons conserver par respect pour notre droit, l'arrêt de l'immigration est impossible. Mais on peut, on doit en moduler les flux. Il y a des rythmes de tolérance : trop rapides, les flux deviennent une immigration de substitution, géné-ratrice de troubles et mal acceptée par les indigènes; lents, les flux sont percus comme une immigration de renfort, et bien acceptés, surtout en France, vieux pays d'immigration.

» Aujourd'hui, on ne veut pas parler de flux, on ne veut parler que d'intégration. Le mot «immigration» est banni du vocabulaire, comme si Le Pen l'avait rendu comme si Le Pen l'avait rendu grossier. On s'imagine qu'une politique de l'intégration dispensera d'une politique de l'immigration. Si, depuis 1974, date de l'arrêt officiel de l'immigration par le président Giscard d'Estaing, il n'y avait plus de flux, le problème de l'intégration ne serait-il pas largement résolu? Or il ne l'est pas. Sans une politique claire et énergique des flux migratoires, l'intégration est vouée à l'échec. C'est le tonneau des Danaïdes: les immigrés intégrés - à Montfermeil, à grés intégrés - à Montfermeil, à Mantes-la-Jolie ou silleurs - sont aussitôt remplacés par de nou-

Comment contrôler les flux, dans un système de frontières ouvertes?

- Par la dissussion. L'effet dissuasif est capital. Pour ne pas subir un afflux d'immigrés, il faut clairement faire savoir que les irré-guliers teront expulsés. Et il faut les expulsés. Or on ne le fait pas. Cela se sait, à des milliers de kilo-mètres d'ici, car il existe une sorte de téléphone planétaire qui fonc-tionne très bien. De Ceylan aux Galapagos, la France a la réputa-tion d'être le pays du monde duquel on ne risque jamais d'être expulsé. Au lieu d'expulser, on ferme les yeux ou on met en pri-son des irréguliers qui n'ont rien à y faire et font dangereusement aug-menter la population pénale.

Vous savez bien qu'il n'est pas facile d'expulser un étran-ger, même par la contrainte. Beaucoup de pays refusent d'accueillir leurs nationaux

- C'est difficile, mais nous - C'est difficile, mars nous avons les moyens - y compris diplomatiques - d'obliger les pays de départ à reprendre leurs ressortissants. Il faudrait y affecter de l'argent, des hommes... C'est d'ailleurs ce que nous avons fait pour l'Office des réfugiés. Les dossiers de demande d'asile sont maintenant traités en trois mois au lieu de trois ans. L'effet dissuasif a été immédiat : en 1992, le nombre des demandeurs d'asile a diminué de

central en France, car la France est un vieux pays d'immigration. Elle a été, au vingrième siècle, après les Etats-Unis, le principal pays d'im-migration de la planète. C'est ce qui la distingue de ses voisines, Allemagne, Italie ou Espagne, qui, elles, ont une culture d'emigration. Si la France a accueilli tant d'étrangers, c'est qu'elle a réalisé

sa révolution démographique en même temps que sa révolution politique, un siècle avant les autres pays européens. L'immigration fut un mouvement naturel pour com-penser la baisse des naissances. Par la suite, les deux guerres mondiales opérèrent une hécatombe parmi la population mascuine, et il fattut encore faire appel à des étrangers. Aujourd'hui, quatorze millions de Français, soit un quart de la popu-lation, ont un rapport direct avec l'immigration, ayant un père, une mère, un grand-père ou une grand-mère d'origine étrangère.

«Casser la machine à désintégrer qui a été mise en place»

Les immigrés proviennent de pays de plus en plus loin-tains, de cultures de plus en plus éloignées. Le modèle fran-çais d'intégration est il encore possible dans ces conditions?

- Le modèle français se distin-

- Le modèle français se distin-gue doublement du modèle améri-cain : d'abord, par sa laïcité; puis, par le fait qu'il intègre des indivi-dus et non des communautés. Ce modèle peut très bien fonctionner encore, à condition de casser la machine à désintégrer qui a été mise en place il y a une vingtaine d'années. Je veux dire per la une d'années. Je veux dire par la une série de mesures fondées sur le multiculturalisme et le communau-

- Par exemple? - Les conventions sur le service militaire conclues avec un certain nombre de pays. Il n'est pas nor-mal qu'un jenne Français assume ses obligations militaires dans un

autre pays. » Ou encore l'enseignement des langues et cultures d'origine par des professeurs étrangers, envoyés et payés par des États étrangers. Ce que nous avons refusé à Musso-lini, nous l'avons, en 1973, accordé

- Comment concevez-vous

- Il faut casser les ghettos et renforcer sans honte notre politique traditionnelle d'assimilation. J'emploie le mot à dessein ; je suis

pour l'assimilation, même si ce mot fait aujourd'hui grincer des dents. Cette assimilation respecte une assimilation de citoyenneté.
Elle n'est pas forcée : celui qui
veut rester étranger peut le rester.
L'assimilation était l'idéal des
pères fondateurs de la République, en l'an II, comme en 1848 ou en 1889. Elle ne retranchait nullement de l'universel. La continuation du processas de francisation suppose cependant que nous soyons fiers de notre citoyenneté française. Nous en sommes loin! Il faut réexami-ner les propositions faites à ce sujet en 1986 par la commission

Marceau Long sur la nationalité. - Qu'entendez-vous exactenelle d'assimilation » ? Et comment pourrait-on a renforcer a aujourd'hui une telle politique?

- La commission de la nationalité avait prévu d'instituer pour les «nouveaux Français» une cérémo-nie d'accession à la citoyenneté à dix-huit ans. Excellente idée, mais je propose de l'étendre à tous les jeunes Français, pour leur majorité civique, ce qui oterait à cette cérémovie son caractère discriminatoire. Car pourquoi les enfants d'immigrés seraient-ils fiers de la citoyenneté française si les enfants de bourgeois ne le sont pas?

» D'autre part, il faut restaurer fortement l'éducation civique à l'école (qu'elle soit publique ou privée). Pas seulement une information sur les institutions, comme aujourd'hui, mais un apprentissage de la nation. «Vive la nation» est le cri fondateur de la République. Pour faire vivre les hommes ensemble, il n'y a que deux forces, la religion et la nation. Il est possi-ble d'éduquer les jeunes à un fort patriotisme qui ne soit pas xéno-phobe. La République française fur l'un des exemples réussis d'une l'un des exemples réussis d'une citoyenneté universaliste. Ne la jugeons pas trop vite ringarde. Jean-Jacques Rousseau le constate: « Sans patrie, il n'y a plus de citoyens. » La « société civile » n'est rien d'autre que la nation. Par le biais d'une réflexion sur l'immigration, on va au plus profond de la question de l'identité nationale. Or celle de la France est assimilatrice.

lam d'être obligé d'élaborer une théologie moderne dans un pays laïc. Comme pour le patriotisme, il est possible d'éduquer la religion à la tolérance. Pour que cela arrive, nous devous aussi contrôler strictement le flux de l'argent saoudien qui est en passe d'« intégriser » l'islam français. Retrouvous notre originalité laïque : le modèle communautariste et multiculturel n'est pas le nôtre.

— A l'heure de l'Europa, le modèle français est-il encore valable?

- Mais bien sûr! Cessons de rèver à une intégration des immi-grés directement à l'Europe. L'Enrope n'est pas une patrie. Préten-dre supprimer le patriotisme procède de la même illusion castratrice que celle de nos ancêres puritains quand ils croyaient pouvoir faire l'impasse sur la sexualité. La nation est le seul lieu possible de l'intégration. Pour intégrer, l'Europe est trop grande, et les régions sont trop petites. Le modèle français d'intégration n'est pas remis en question par la construction européenne.

«Si nous avions plus d'enfants, nous aurions moins peur de l'immigration»

 Comment imaginer, dans une même Europe, sans fron-tières intérieures, la coexistence d'un modèle français d'imágra-tion, d'un modèle britannique marqué par le communauta-risme et d'un modèle allemand fondé sur le droit du sang?

- La politique des flux doit être menée en commun. C'est le sens des accords de Schengen conclus le 19 juin 1990 par plusieurs pays de la CEE: ils visent notamment à unifier les réglements qui concer-nent les étrangers aux frontières politique d'intégration reste et doit rester nationale, car elle touche à l'affectif, au lien social. Notre tradition est bien assimilatrice en même temps que tolérante. Rien ne nous interdit de l'asporter» à nos voisins, d'én faire un modèle européen. Nos voisins qui n'ont TIRE COSATOR MOUSEAUGUEZ PÉTIENCE séculaire de l'immigration auraient beaucoup à apprendre de notre savoir-faire à ce sujet si nous osions l'assumer à nouveau.

- Sur le plan des institutions, quelle mesure immédiate faudrait-il prendre?

 Je plaide pour la restauration du grand ministère de la popula-tion qui a existé de 1945 à 1975. Un ministère chargé de tous les arrivants dans la société française: les nouveau-nés comme les immi-grés. Car, contrairement aux idés reçues, le fait de vouloir des enfants n'est pas opposé à une volonté d'ouverture à l'immigra-tion. Ce sont les enfants français, à l'école comme dans le quartier, qui intègrent les culants étrangers. Si nous avions plus d'enfants, nous nous avions plus d'entants, nous aurions moins peur de l'immigration. Peadant les «trente glorieuses», la France a eu à la fois une forte politique pour la nashité et une forte politique pour l'immigration. Même si les circonstances ont changé, même si les politiques doivent être différentes, il y a là une lecon à retenir.»



une leçon à retenir.» Le Monde Edité per le SARL Le Monde Comité de grecous:
Jacques Lescurne, gérant
directeur de la publication
Struto Frappat
directeur de la réaccion
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Luchart
secrétaire général Comité de direction : Rédacteurs en chef : Yves Agnès Jacques Amatric: Thomas Ferencai Philippe Herranan cques-François Sim Daniel Vernet (directeur Anciena directeurs : fusbert Seuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1962-1985) André Fontaine (1986-1991) REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15. RUE FALGUIÈRE
75801 PARIS CEDEX 15
18.: (1) 40-65-25-25.
184:copeur: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1. PLACE HUBERT-BELVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: [1) 40-65-25-25
I déscapeur: 49-60-30-10



DU MONDE

La campagne pour les élections du 5 octobre a permis une remarquable liberté d'expression

KOWETT

laude Barrea

de notre envoyée spéciale

Des banderoles le long de toutes les rues, les portraits des candidats à tous les ronds-points, de grandes tentes bédouines sur chaque terrain vague au cœur de la ville; depuis un mois, les Koweitiens vivent un formidable «happening» démocratique pour élire leur nouveau Parlement, promis par l'émir Jaber Al-Ahmad Al-Sabah au temps noir de l'occupation irakienne.

Ces élections, réclamées de longue date par l'opposition, devraient mar-quer le retour à la vie parlementaire, quer le retour à la vie parlementaire, interrompue depuis la dissolution, en 1986, « pour mauvais usage de la démocratie», du dernier Parlement élu démocratiquement. Le Kowest est la seule monarchie du Golfe à s'être dotée à l'indépendance, en 1961, d'une Constitution stipulant que « la souveraineté réside dans le peuple» et le Parlement kowestien jouit d'un réel pouvoir de contrôle sur l'exécuréel pouvoir de contrôle sur l'exécu-

Dix-neuf mois après la libération du pays, ces élections se déroulent toutelois dans un climat de grand désenchantement politique, économi-que et social, qui a succédé aux espoirs de changement nés après la libération. Ceci explique sans doute libération. Ceci explique sans doute le grand intérêt montré par les Kowestiens pour les discours des 178 candidats qui s'affrontent pour les 50 sièges de l'Assemblée nationale. «L'invasion iradenne et l'occupation ont donné une nouvelle conscience politique à la population et hui ont ouvert les veux sur les dangers environnants, affirme un universitaire. Plus qu'auparavant, les électeurs cherchent à choisir le bon candidat, qui n'est plus uniquement leur ami ou quelqu'un de leur fanille.» La campagne électorale a en tout cas permis pagne électorale a en tout cas permis à chacun de s'exprimer librement et les attaques violentes et directes contre le souvemement, accusé d'incaracité, de corruption, de violation de la démocratie, de népotisme, n'ont pas manqué, non seulement de la part des ténors, mais aussi de candidats nouveaux qui constituent les deux tiers des postulants

LEAST TO THE STATE OF THE STATE

7024 TE

1.64 1/12

Out to easi

2017

10 4 CE 1 2 12

15 EX 5

100

(1) (1) (2) (**2**) ্র -৪.৬ ক নেক্টো

4. 57.

4-37-4-51

 $4 \leq k_0 \leq |\mathcal{L}_{0,0}|$

AND STATE

e .

A ...

y , (a t= +) 1 1 1

1. Sec. 1. 1.

Une particularité de ces élections ouvertement du gouvernement, même si celui-ci soutient bien évidemment en sous-main un certain nombre d'entre eux. «Le gouvernement a tellement déçu notre attente pendant un an et demi, que même les gens qui le soutiennent doivent le critiquer pour répondre au sentiment général», explique ainsi un analyste.

JE NE VOIS PAS TROP DE DIFFÉRENCE ENTRE LES CANDIDATS



L'opinion dénonce toutefois d'ores et déjà l' «ingérence» du gouvernement, accusé de pratiquer l'achat de voix et la promesse de prébendes et, surtout, d'avoir poussé à l'organisa-

> *L'invasion* et ses conséquences

Regroupée depuis la libération, sous le thème unique de l'application de la Constitution, en un front de sept groupes, l'opposition islamique et démocratique a toutefois fait campagne séparément, et dans un certain nombre des vingt-cinq circonscriptions qui élisent chacune deux députés plusieurs candidats de ces tés, plusieurs candidats de ces groupes s'affrontent. Réclamé par tous, le « nécessaire » retour à la démocratie a été d'autant plus souli-gné que nombre de candidats ont besu jeu de rappeler, comme l'a mar-telé à plusieurs reprises le docteur Ahmad Al-Khatib, un des leaders du Forum democratique, eque toutes les calastrophes qui ont frappé le Koweit, comme le Krach financier de 1982 ou l'invasion trakienne, sont arrivées en l'absence d'un Parlement. Jouer avec l'avenir du peuple koweitien, c'est fini », a-t il dit. Nombre de candidats soulignent également la responsabilité de la communaté internationale.

continuer à veiller sur le Koweit ». Avec des nuances sur les conséquences à en tirer, l'opinion dans son ensemble a réclamé avec force l'ouverture des dossiers de l'invasion irakienne pour, au minimum, «com-prendre et savoir ce qui s'est réellement passé»; une revendication qui a d'ailleurs amené, à la veille du scrutin, le prince béritier et premier ministre, cheikh Saad Al Salem Al Sabah, à affirmer que « le gouverne ment ne s'opposera pas à l'ouverture de ces dossiers », tout en précisant que « ceux qui vivent dans les mai-sons de verre ne devraient pas jeter la pierre». Une façon de rappeler que nul à l'époque ne s'était montré très clairvoyant et que si l'opposition entend attaquer le gouvernement sur œ point, celui-ci saura se défendre.

Au cœur du débat électoral, l'in-vasion irakienne et ses conséquences ont amené un certain nombre de thèmes nouveaux lors de cette cam-pegne. L'un des moindres n'est pas la pagne. L'un des monutres n'est pas la volonté exprimée par la plupart des candidats d'abolir la double classe de citoyens: qui tonche les bidoun, ces bédouins sans nationalité, nombreux auparavant dans la police et l'armée. et qui seraient au nombre d'environ deux cent mille. Donner le droit de vote aux femmes est un autre thème. d'hui les hommes de plus de vingt et un ans qui bénéficient de la citoyen-neté de première classe, c'est-à-dire de la communauté internationale, neté de première classe, c'est-à-dire aqui n'est pas intervenue pour libérer dont la famille était installée au la seule famille Al Sabah et qui doit Kowelt avant 1920; ce qui corres-

pond à seulement quatre- vinet mille personnes, sur les cirq cent vingt mille habitants (envirou 12 % de la population). Ces thèmes devraient laire l'objet de debats importants au sein du futur Parlement, même si côté gouvernemental on ne fait montre d'aucune objection a priori à cette

La sécurité a bien évidemment été un des thèmes majeurs soulevés lors de toutes les réunions électorales, un consensus existant pour l'instant sur l'alliance nécessaire avec l'Occident.
Si nul ne reme en œuse les accords de sécurité signés avec les Etats-Unis la Grande-Bretagne et la France. l'inquiétude demeure pour l'avenir, les Koweitiens ayant bien conscience que les intérêts occidentaux peuvent changer. « Notre politique etrangère doit etre entierement revue ., nous affirmait ainsi un candidat islamiste, bien incapable toutefois d'avancer au stade actuel une solution crédible à un problème qui ne dépend pas seu-lement du Koweit.

L'opposition a également dénoncé avec virulence « la dilapidation des richesses du pays », les Koweitiens voulant savoir oû en sont les réserves de leur pays et que réserve l'avenir. Le contrôle financier, privilège que s'est acquis le gouvernement, demeure une revendication d'autant plus forte que la guerre et la recons-truction ont englouti des sommes considérables et que le déficit du budget koweitien atteindra cette année 6 milliords de dollars. «La corruption, avoue un homme politi-que, a atteint dans ce pays des pro-portions inimaginables, comme si la crainte de l'avenir poussait chacun à s'en mettre plein les poches avant-qu'il ne solt trop tard.»

Si le doute demeure sur la réelle volonté du gouvernement de jouer le jeu d'une démocratie à laquelle il a été contraint après la tibération, cha cun admet qu'il lui sera plus difficile cette fois de balayer un Parlement de la lace de lace de la lace de récalcitrant. Pour l'instant on n'en est pas là et en permettant à chacun de s'exprimer librement, le temps au moins de la campagne électorale, le gouvernement a sans doute desamorcé quelque peu le mécontente-ment réel qui règne dans le pays. La tout cas du futur Padement qu'il ôte au gouvernement et, donc, à la famille régnante, le blanc-seing qu'ils s'étaient octroyés sur les affaires du pays. Un an et demi après la libération du Koweit par les alliés, c'est la libération du lib première vraie sanction politique de l'invasion.

FRANÇOISE CHIPAUX

Après un bref voyage en Syrie, en Egypte et en Israël

M. Dumas affirme que la France veut «faciliter le travail des uns et des autres»

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a achevé, dimanche 4 octobre, en Israël, une rapide tournée au Proche-Orient qui l'a également mené en Syrie et en Egypte. A Jérusalem, M. Dumas a déclaré que la France veut e faciliter le travail des uns et des autres », et annoncé que M. François Mitterrand effectuera une visite d'Etat en Israël à la fin du mois prochain.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La France presse Israël de répon-dre aux ouvertures syriennes, faute de quoi ni elle ni personne ne pourra promouvoir le sommet his-torique que beaucoup espèrent entre le président syrien Hafez El Assad et le premier ministre israélien Itzhak Rabin. Ce serait, en clair, le but de M. Dumas, s'il faut s'en tenir aux déclarations publiques faites durant son séjour de quarante-huit heures au Proche-Orient. Mais le résultat de l'actuelle tentative diplomatique l'actuelle tentative diptomarique française dans la région tiendrait, pour le moment, selon les Israéliens, en un seul mot : échec. « M. Dumas n'a rien apporté de bien nouveau », disait en substance lundi matin la presse insaéliens. Et hacturait de presse ismélienne. Et beaucoup de journaux d'ajouter : « De toutes façons, Israël n'anendait rien de cette tournée française. »

Sculement voilà, M. Dumas, qui s'est entretenn samedi 3 octobre, et pour la seconde fois en trois semaines, avec le chef de l'Etat syrien à Damas, a terminé sa mission à Jérusalem par deux tête-à-tête

mon Peres. Personne, normus ces trois hommes, ne sait ce qui s'est dit. Plus tôt dans la matinée, le chef de la diplomatie française avait été reçu au Caire par le président Hosni Moubarak, partenaire et soutien de Paris dans cette entreprise de remise sur rails de la politique française au Proche-Orient.

« Optimisme raisonnable », « discussions franches et cordiales ». M. Dumas, aussi bien à Damas qu'au Caire et à Jérusalem, s'est montré, en public, plus scrupuleux que jamais de ne rien revéler de sa mission. Ne niant ni ne confirmant mission. Ne mant ni ne contifmant que son objet était de s'entrementre pour obtenir un sommet israélo-syrien, le ministre français a loué « la volonté certains d'ouverture et de sérieux » perçue aussi bien à Damas qu'à Jérusslem, et il a répété, après tant d'autres, qu'il existait bel et bien, ces temps-ci, « une chance pour la paix » dans la région.

> M. Mitterrand fin novembre en Israël

Le président syrien, qui, comme à son habitude, a très longuement parlé, a notamment répété et com-menté devant M. Dumas le récent discours de son ministre des affaires étrangères aux Nations unies, discours dans lequel la Syrie proposait une « paix totale » à Israël contre un a retrait total » des territoires arabes occupés, « Cette déclaration, a dit le ministre français, appelle une déclaration en retour.»

Annonçant la date de la visite d'Etat que M. François Mitterrand fera en Israël du 26 au 28 novembre prochain, après celle du président Haim Herzog à Paris le 18 du même mois, le chef de la diplomatie a très classiquement rappelé les son a jerusaiem par deux ieto-a-tele séparés, le premier avec M. Rabin, l'autre avec son homologue et « excellent ami » israélien, M. Shi
Pérès, que l'on dit beaucoup plus huit députés du Hezbollah,

francophile que son premier ministre, lequel ne jurerait que par l'Amé-rique, s'est à son tour félicité de « la chaleur et de la proximité retrouvée » entre Istaël et la France.

M. Dumas, apparemment soucieux de ne pas inquiéter outre mesure Washington, a notre souci est de faciliter le travail des uns et des autres sans vouloir interfèrer dans ce qui est organisé, et qui fonctionne bien. Notre idée est de faciliter ce qui ne va pas de soi.» Bien qu'un peu fcustrée d'avoir été tenue à l'écart du processus de paix israélo-arabe lancé par les Etats-Unis – et accessoire-ment par l'ex-URSS – il y a onze mois, la France n'a pas l'intention de se substituer au «parrain» favori des belligérants. Ainsi, même si elles changent de rythme ou d'ampleur. les négociations entre l'Etat juif et la Syrie, a dit M. Dumas, «doivent se tenir dans les enceintes prévues par la conférence de Madrid». «Si les

choses doivent se développer, a-t-il ajouté, c'est là qu'elles le pourront.»

Pour le moment, avait déclaré à la sortie du conseil dominical des ministres M. Benyamin Ben Eliezer, responsable du logement, « nous sommes encure très très loin d'un compromis territorial « avec la Syrie. Les «révélations» de deux publica-Pour autant, a indiqué tions britanniques selon lesquelles les adversaires se seraient en fait déjà mis d'accord sur une formule de retrait partiel du plateau du Golan, conquis en 1967 et annexé par Israel en 1981, n'ont pas été confirmées. Selon le Middle-East Mirror, l'Etat juif serait prêt à reconnaître la souveraineté syrienne sur la totalité du plateau, à condition que Damas accepte de laisser un cinquième de la surface en loca-tion-bail aux Israéliens et un autre cinquième en zone démilitarisée, contrôlée par une force internatio-

PATRICE CLAUDE

Nouvelles attaques du Hezbollah dans le Sud

BEYROUTH de notre correspondant

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, le Hezbollah, pro-ira-nien, a lancé, dimanche 4 octobre, deux attaques contre la milice liba-naise auxiliaire d'Israël, l'Armée du Liban sud (ALS), dans la «zone de sécurité» limitrophe de l'Etat juif. «La résistance reste l'unique moyen pour libèrer les territoires occupés (...). Nous ne remetirons nos armes que lorsque l'armée israélienne se sera retirée du Liban», a déclaré l'un des

M. Mohammed Raad. Un citoyen chiite, considéré comme le « traître en chef r., M. Hussein Abdel Nabi, agent notoire des Israéliens dans la «zone de sécurité» et tortionnaire connu au camp de prisonniers de Khyam, tenu par l'ALS, aurait été

tué dans l'opération. Selon le Hezbollah, les deux atta-ques ont fait six morts et cinq blessés dans les rangs de l'ALS, qui affirme pour sa part ne déplorer que deux morts et cinq blessés. Une vive tension règne dans la région, où l'on craint une riposte israélieune.

L. G.

ÉTATS-UNIS : à un mois du scrutin présidentiel

M. George Bush semble incapable de rattraper son retard sur M. Clinton

M. Bush n'a plus que quatre semaines de campagne pour convaincre. C'est peu. Même les commentateurs les plus prudents commencent à sérieusement douter

que le président sortant et candidat républicain puisse réaliser « la remontée historique à la Harry Truman, qu'il est de plus en plus seul à prédire.

un visage satigué et semble parfois las. Le président passe d'un train à un avion, d'une limousine à un hélicoptère, d'un plateau de télévi-sion à un studio de radio. Il silsion à un studio de radio. Il sillonne le pays sans un moment de
répit. Les résultats n'en sont que
plus accablants: M. Bush ne
dépasse pas le seuil des 40 % d'intentions de vote; il paraît incapable d'entamer l'inébranlable avance
de 10 points dont dispose son
concurrent démocrate. M. Bill
Clinton, le gouverneur de l'Arkanless.

Sans doute faut-il se méfier de sondages faits à partir d'un échan-tillon national puisque l'élection se joue État par État, Mais même les enquêtes d'opinion réalisées dans les Etats qui pèsent le plus donnent M. Bush largement battu. « L'inca-pacité du président à communiquer (avec les électeurs), écrit l'hebdo-madaire Newsweek dans sa dernière édition, ne laisse pas de stu-péfier ses collaborateurs. »

entendus, au cours du week end, isur la tenue de trois débats télévisés entre M. George Bush et M. Bill Clinton, les 11, 15 et 19 octobre le débat du 13 octobre étant réservé aux candidats à la vice-présidence). Les républicains comptent sur la présence du candi-dat indépendant Ross Perot, simplement « invité » sur le plateau. Aux côtés du milliardaire texan souvent clownesque et du gouverneur Clinton encore un peu «jeune», ils espèrent que M. Bush, toujours à la traîne dans les sondages, apparaîtra comme le plus «présidentiable» des trois.

WASHINGTON

de notre correspondant

S'il ne baisse pas les bras. M. Bush (soixante-huit ans) affiche

Les états-majors républicain et démocrate se sont finalement

Souhaité par les républicains, le retour de M. Perot n'a, pour le moment, pas changé la physionomoment, pas change la physiono-mic de la course. Selon un dernier sondage CNN/USA Today, M. Clinton reste en tête avec 51 % des intentions de vote, devançant M. Bush (35 %) et le milliardaire texan (8 %). Signe des temps : la presse commence à publier le Who's Who d'une éventuelle admi-pistration démocrate. nistration démocrate...

> Une « vision » tardive de l'économie

Ce n'est pas que M. Clinton (quarante-cinq ans) paraisse susci-ter un enthousiasme débordant. C'est plutôt M. Bush qui semble désayoué. Le président est accusé de n'avoir rien fait pour empêcher la détérioration de la situation éco-nomique. Cette accusation recouvre en réalité divers griefs, essen-tiellement formulés dans la classe moyenne : une école publique en piteux état et une école privée de plus en plus hors de prix; un sys-tème de santé défaillant, aux coûts les plus élevés du monde occidental, une insécurité de l'emploi croissante.

Les républicains voulaient éviter que la campagne tournat autour de ces questions : ils entendaient privilégier un débat sur la personnalité

du scrutin du 3 novembre, le moins que l'on puisse dire est que leur stratégie n'a pas – ou pas encore – fait ses preuves. Pour sa part, Bill Clinton a constamment

mainienu la barre sur le même cap, celui du débat économique et social, et les électeurs lui en savent gré : c'est l'essentiel de leurs préoc-

Tardivement, M. Bush - sur les conseils de M. James Baker - s'est efforcé de définir sa « vision » de l'économie. La campagne y a gagné en sérieux, présentant aux électeurs deux approches de politique écono-mique bien distinctes. D'un côté, George Bush, chantre du «capita-lisme entrepreneur», pourfendeur de toute esquisse d'une hausse de la fiscalité, convaincu des mérites du libre-échange et décidé à pro-mouvoir sans tarder, avec le Canada et le Mexique, une grande zone commerciale américaine, le zone commerciale americane, le traité NAFTA. North American Free Trade Agreement, que les présidents des trois pays doivent parapher le 7 octobre à San-Antonio, au Texas. M. Bush compte sur la libéralisation du commerce et sur des baisses sélectives de la fiscalité pour relancer le croissance et l'inpour relancer la croissance et l'in

M. Perot veut envahir le petit écran

De l'autre, un Bill Clinton, qui avec beaucoup d'économistes, estime que seule une impulsion de l'Etat peut enrayer le cycle de croissance très faible dans lequel est empêtrée l'économie améri-caine. Il propose un programme de grands travaux publics étalé sur quatre ans et devant être financé-par une bausse sélective de la fisca-lité. M. Clinton a donné son approbation de principe, dimanche, au NAFTA, tout en fai-sant part de réserves : il redoute le démantèlement de secteurs entiers de l'industrie américaine qui pour-raient franchir la frontière mexicaine pour se libérer de toute contrainte en matière d'environnement et trouver une main-d'œuvre docile à moins de un dollar de

Entre les deux «grands», qui se dénigrent à coups de «spots» télévisés, l'un et l'autre tronquant allègrement faits, chiffres et déclarations, il y a Ross Perot, revenu dans la bataille pour qu'on ne puisse point l'accuser de l'avoir fuie. Il taxe MM. Bush et Cliaton de s'actionne de l'avoir que l'actionne de l'a de « négligence criminelle », parce que ni l'un ni l'autre ne paraisseni se soucier du déficit budgétaire. Le milliardaire texan promet un bomvisées. Il ne veut pas répondre à la presse ni prendre la route: il veut envahir le petit écran et il en a les moyens.

Les républicains y comptent bien, qui espèrent que l'indépen-dant mordra suffisamment sur l'électorat Clinton dans quelques Etats-clés pour les mettre à la por-tée de George Bush. Un petit déplement de Bush. Un petit déplacement de voix pourrait faire la différence. La règle du « vainqueur emporte tout », permetrant d'empocher tous les « grands élec-teurs » attachés à un Etat – au total, il en faut 270, – les républicains pensent pouvoir gagner l'élec-tion avec seulement 45 % du vote populaire, des l'instant où M. Perot, en prenant quelque 10 % des suffrages aux bons endroits, rendrait M. Bush à nouveau com-

ALAIN FRACHON

Un nouveau secrètaire à la marine.

- Le président George Bush a nommé, veudredi 2 octobre, M. Sean 4 octobre, la presse de Lima. En O'Keefe secrétaire à la marine en remplacement de M. Lawrence Garrett, qui avait démissionné cet été à la suite d'un scandale de harcèlement sexuel lors d'une réunion d'officiers.

M. O'Keefe était déjà serrétaire à la marine par intérim. Sa nomination doit être confirmée par le Sénat. Agé de trente-six ans. M. O'Keefe a count de l'unique parter de de l'interior parter de l'inte occupé plusieurs postes administratifs pour le groupe républicain du Sénar, notamment dans le domaine de la défense, avant de devenir contrôleur et responsable financier du Pentagone en 1989. - (AFP.)

a PÉROU : des membres du Sentier nord) ont été abattus d'une balle AFP.)

été assassiné par des guérilleros du Sentier lumineux dans le nord du Pérou, a annoncé vendredí 2 octobre une station de radio. Enlevé à Jan gas, à 310 kilomètres au nord-est de Lima, Giuglio Rocca Oriana, agé de trente ans, a été tué d'une balle dans la tête, a ajouté Radio Programas del Peru, sans préciser quand s'était produit l'enlèvement. Le Sentier lumineux, qui cherche à intimider les missionnaires étrangers, nombreux au Pérou, avaient tué trois prêtres, deux Polonais et un Italien, en août 1991. Par ailleurs, cinq avocats étrangers, immineux out assessiné trois person- dont trois Américains, ont réclamé nalités locales. - Le maire de Canray un procès civil pour Abimaci Guz-Chico (200 kilomètres au nord-est de man, le chef du Sentier lumineux Lima), le chef d'une milice antiterro- capturé le 12 septembre. Son procès riste locale et le directeur d'une école devant un tribunal militaire a comà Mancos (40 kilomètres plus au mencé le 28 septembre. - (Reuter,

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SE Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le gouvernement de Maputo a conclu un accord de paix avec la rébellion

L'accord de paix entre le Mozambique et son opposition armée a été signé, dimanche 4 octobre, à Rome, par M. Joaquim Chissano, président du Mozambique, et M. Afonso Dhlakama, chef de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), après d'ultimes négociations menées au siège de la communauté catholique de Sant'Egidio et commencées depuis plus de deux ans. Les « parrains » de l'accord, le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, et le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha. assistaient à la signature. L'accord devrait mettre fin à l'une des guerres les plus longues du continent africain.

d'Afrique australe, l'accord de cessez-le-feu signé dimanche entre tion et de la guerre froide dans la réclamant du marxisme,

Comme en Angola, autre région. Durant seize ans, dès l'inancienne possession portugaise dépendance du Mozambique. les troupes de la RENAMO, soutenues et armées par l'Afrique du Sud et dans le cadre du règlement global la Rhodésie voisines, ont affronté des conflits issus de la décolonisa- le pouvoir de Maputo, régime se

Le résultat est dramatique : neupié de 15 millions d'habitants, ravagé par la sécheresse, la famine et les destructions de toutes sortes, le pays sort de la guerre exsangue. Il est l'un des plus pauvres au monde. Selon la Banque mondiale, le Mozambique a un revenu annuel de quatre-vingts dollars par tête d'habitant, contre cent vingt à la Somalie. Samedi, la radio mozambicaine annonçait encore que, pour la deuxième fois en quinze jours, et après plusieurs autres mouvement similaires, des troupes de l'armée régulière, stationnées dans le centre du pays, s'étaient mutinées à la suite du non-paiement de leur solde depuis plusieurs mois.

Un million de Mozambicains

sont morts durant le conflit tandis que, selon les organisations humanitaires basées à Genève, deux millions d'autres errent sur les routes de leur pays, poussés par la famine et des combats qui, jusqu'à la dernière minute, n'ont pas cessé. On estime qu'un million et demi de Mozambicains ont, par ailleurs, trouvé refuge dans les pays limi-trophes où ils survivent difficile-

Les discussions entre les belligérants avaient commencé il y a vingt-sept mois, sous la médiation de l'Italia, et avec la participation de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, soutiens de chacune des parties. En août dernier, les négociateurs avaient fait un pas important dans la voie d'un accord en annonçant une heureuse conclusion pour le 1= octobre 1992. Des difficultés de dernière minute portant, notamment, sur l'administration des zones contrôlées par la RENAMO, sur l'organisation de la future armée nationale et sur celle des services de sécurité, ont repoussé de quelques jours la

Dans ses grandes lignes, l'accord de dimanche prévoit une cessation immédiate des hostilités - le Parlement de Maputo doit se réunir rapidement pour donner force de loi au cessez-le-feu - snivie du regroupement des troupes, de la démilitarisation des zones de guerre, de la libération des prison-

niers et de la formation d'une nouvelle armée composée de trente mille hommes venant des deux camps. Des élections générales -Assemblée et présidence de la République - se tiendront dans les douze mois, sous contrôle international. Enfin, l'Italie devrait convoquer dans les trente jours une conférence des donateurs » pour aider le Mozambique à sortir de la situation economique catastrophique où il se trouve, ce qui n'est pes la moindre des difficultés dans un pays où tout est à reconstruire et où la sécheresse risque de susciter une famine comparable à celle qui sévit en Somalie.

Section

. ::

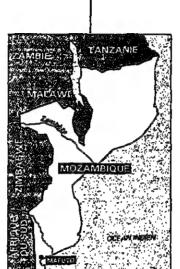
AFRIQUE DU SUD Un tueur sans regrets

Bénéficiaire des accords conclus entre M. De Klerk et M. Mandela, qui ont permis, la semaine demière, la libération de quelque cent cinquante prisonniers. Barend Strydom. membre d'una organisation neonazie sud-africaine, ne regrette rien. Condamné à mort pour le meurtre, en novembre 1988, de sept Noirs et d'un Indien, tués au hasard dans une rue de Pretoria, Barend Strydom, dans un antretien publié dimanche 4 octobre par le quotidien Repport, affirme : « Mes victimes n'étalent pas des gens innocents, Il s'agissait de gens qui voulaient s'emparer de mon pays. (...) Je ne regrette rien. Si saire, je tuerai encore. »

Barand Strydom, qui déclara avoir tué des Noirs par amour

ajouté : «Mon geste n'avait rien d'impulsif. Il était préparé de longue date. Mon attaque devait répondre à la campagne de terreur menée à l'époque par l'ANC. (...) Pour moi, ce n'était qu'une journée de travail comme une autre. J'étais un guerrier. » Il compte avoir sept enfants avec son épouse, car «ce n'est qu'an développant la race blanche que l'on pourra s'opposer à la domination numérique des Noirs ».

Il y a quelques jours, une paychologue qui l'avait longuement examiné durant sa détention avait déclaré que Barend Strydom, un ancien policier, était un dangereux psychopathe. Elle se disait convaincue qu'il tuerait à



- SUPERFICIE: 784 000 km².

- POPULATION: 15 600 000 habitants. - CAPITALE : Maputo.

- LANGUE : portugais (officialle). RELIGIONS: animistes (40 %), chrétiens (30 %), musulmans (30 %).

- HISTOIRE : Découvert par Vasco de Gama en 1498, le pays a été une colonie portugaise jusqu'à l'indépendance, le 24 juin 1975. Depuis lors, le guerre civile n'a pas cessé, opposant le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui a pris le pouvoir au départ des Portugais, à la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), et a fait plus d'un million de morts.

La RENAMO a engagé, le 8 juillet 1990, à Rome, des négociations directes avec les représentants de Maputo sous l'égide du gouvernement italien et de la communauté catholique Sant'Egidio, organisation spécialisée dans l'aide au tiers-monde. Au cours de sa longue lutte, le mouvement rebelle, qui effirme disposer de 22 000 hommes, a enlevé aux forces gouvernementales le contrôle de larges portions du territoire, notamment au centre, dans la vallée du Zambèze.

Ses actions de guérilla ont pratiquement réduit à néant les transports terrestres dans le pays, où seuls quelques axes restent ouverts, mais de facon précaira, sous la protection de convois armés. La premier accord, signé à Rome le 1- décembre 1990, a

AFGHANISTAN

entre gouvernementaux

et intégristes du Hezb

Des combats ont opposé,

dimanche 4 octobre, le groupe intégriste Hezb-I-Islami aux forces

gouvernementales, à Hérat, dans

l'ouest de l'Afghanistan. Les

hommes de M. Hekmatyar auraient

tué cent cinquante hommes et fait

deux cents prisonniers, selon des

moudjahidins. Des affrontements

sporadiques ont lieu, par ailleurs,

dans la province du Baghlan, dans

le nord du pays. Une source du

Hezb a assuré samedi que Keboul

lui avait demandé un délai supplé-

mentaire de dix jours pour appli-

du cessez-le-feu du 29 août : le

retrait hors de la capitale des milices ouzbèkes alliées du prési-

dent Rabbani et du général Mas-

Le chef de l'Etat intérimaire,

dont le mandat expire le 28 octo-

bre, vient par ailleurs de demander

l'appul des Nations unies pour

superviser, début novembre, una

grande assemblée a qui devrait

décider de la composition et de la

structure du prochein gouverne-ment, a annoncé samedi Radio-Ka-

boul. L'ONU a fait connaître son

acceptation de principe. - (AFP,

soud, ministre de l'intérieur.

quer l'une des conditions crucia

Combats

voies de communication et de transport, notamment la région de Beira et le long du fleuve Limpopo.

La RENAMO reconnaît avoir reçu le soutien des Rhodésiens (jusqu'à l'indépendance du Zimbabwe en 1980), puis des Sud-Africains, mais affirme que ces demiers ont cessé leur assistance depuis 1984. année de la signature du traité de Nkomati - pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud. Mais l'aide sud-africaine à la rébellion a continué durant plusieurs années sous diverses formes.

M. Joaquim Chissano est à la tête de l'Etat depuis le 3 novembre 1986, après la mort de Samora Machel. Une nouvelle Constitution, adoptés le 30 novembre, 1990, a supprimé la référence au communisme et au socialisme, introduit le multipartisme et prévu des élections législatives et prési-dentielle, mais celles-ci ont été repoussées en attendant l'accord de paix.

- ÉCONOMIE ET RESSOURCES : Ruiné par seize ans de guerre civile, le Mozambique est un des pays les plus pauvres du monde. L'agriculture constitue l'essentiel des ressources : noix de cajou, noix de coco avec la pêche (crevettes) et les mines (charbon). Deux grands ports : Maputo et Beira. PNB : 80 dollars par habitant en 1990.

DETTE EXTÉRIEURE : 5,3 milliards de dollars

- FORCES ARMÉES: 58 000 hommes (garde

16,55 17,55

DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ETOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nuce et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de chosir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son tarif Super Loisirs pour tous a 830 F Aller Petour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur catte ligne. Renseignez vous vité aupres d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER



ATRAVERS LE MONDE **IRAK**

Chute du dinar

Conséquence de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, vendredi 2 octobre, de la résolution 778 autorisant la saisie d'une partie des avoirs irakiens gelés à l'étranger (le Monde daté 4-5 octobre), le diner irakien a perdu près de 34 % de sa valeur sur le marché noir, chutant de 23 à 35 dinars pour un dollar. Au change official, 1 dinar vaut 3 dol-

Cette chute entraînera un renchérissement des marchandises importées. Selon des sources officielles, elle devrait également entraver les capacités du gouvernement à continuer de subventionner certains produits. Le ministre irakien de la culture et de l'information, M. Harned Youssef Harnmadi, a qualifié la résolution 778 d'aacte de piraterie» et de «larcin commis sous le couvert du Conseil de sécurité ».

MAURITANIE Manifestations

contre la vie chère

L'ougulya, la monnale nationale de la Mauritanie, a été dévalué de 28 % par rapport au dollar, conformément aux accords passés avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, a déclaré,

plan, M. Mohamedou Ould Michel,

dimanche 4 octobre, le ministre du

L'annonce de la dévaluation, qui a entraîné une augmentation de 40 % des prix des produits de première nécessité, a provoqué, dimanche, des manifestations à Nouakchott, près du marché central. Les forces anti-émeutes ont dû intervenir et un couvre-feu a été instauré dans la capitale, durant la

nuit. M. Ahmed Ould Daddah, responsable de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal parti d'opposition, a affirmé que la dévaluation est « la preuve la plus évidente de l'écroulement de la politique économique du régime». Plusieurs autres formations ont appelé à des manifestations de protestation. Pour sa part, le ministre du plan a précisé que «les besains de la Meuritanie en pro-duits de première nécessité sont assurés pour trois mois », estimant ∉injustifiée la fièvre qui s'est emparée du marché ». - (AFP.)

□ Visa d'entrée pour les Français. - L'entrée des Français en Mauritanie est désormais soumise à un visa, a-t-on annoncé, samedi 3 octobre, de source officielle dans la capitale mauritanienne. Cette mesure a été prise dans le cadre d'une nouvelle convention, signée jeudi à Nouakchott, sur la circulation des personnes et des biens entre les deux pays, - (AFP.)

EN BREF

Reuter, UPI.)

a ALGÉRIE : un homme d'affaires allemand tué par les forces de l'ordre. - Le représentant en Algérie de la firme allemande Siemens a été tué, jeudi 1ª octobre, dans le quartier d'Hydra, à Alger, par les forces de l'ordre alors qu'il rentrait chez lui en voiture, a-t-on appris samedi 3 octobre. Il semble que les forces de l'ordre ont ouvert le feu parce qu'il franchissait, à grande vitesse, un barrage de contrôle. -

le voyage de l'empereur en Chine. -

semble s'agir d'un geste de protes-tation contre la visite, hautement controversée dans les milieux nationalistes et d'extrême droite, que le couple impérial doit faire en Chine du 23 au 28 octobre. Plusieurs manifestations en ce sens ont cu lieu ces derniers jours. Un sanctuaire shintoïste a ainsi été endommagé samedi, à Tokyo, par une bombe. - (AFP, Reuter.)

o MAROC : saisie d'un hebdomadaire indépendant. - Le dernier a JAPON : manifestations contre numéro de Maroc-Hebdo, un hebdomadaire d'informations indépen-Un inconnu a lancé un engin dant, a fait l'objet d'une saisie, contre l'empereur Akihito alors vendredi 2 octobre, a indiqué, qu'il prononçait un discours dans samedi, son directeur, M. Mohaun stade à Tendo, dans le nord du med Selhami. Celui-ci a précisé Japon, le dimanche 4 octobre. Le que le numéro en question comchef de l'Etat n'a pas été touché. Il portait notamment un dossier sur les élections communales du 16 octobre. - (AFP.)

D Le Front Polisario menace de reprendre la lutte armée. - Le « ministre » des affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie dimanche 4 octobre à Alger, que le Front Polisario mena-çait de reprendre la lutte armée contre le Maroc si celui-ci a refuse l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental ». M. Salem Ould Salek a accusé Rabat d'avoir conduit le plan de paix de l'ONU à une « impasse », et l'a appelé à retirer les populations qu'il a transférées au Sahara occidental, jugeant qu'un référendum « crédible » ne peut se tenir dans les conditions actuelles. - (AFP.)

Inquiétude croissante face à l'intolérance

Le premier anniversaire de l'unification allemande avait été marqué par un mouvement d'indignation générale devant les premières attaques racistes d'Hoyerswerds. Le deuxième, célébré ce week-end, l'a été per l'inquiétude croissante des forces politiques traditionnelles devant la propagation d'une vague d'intolérance dont per sonne n'avait prévu l'ampleur e qui se révèle compiliquée maîtriser. Trois cimetières juil ont été profanés, à l'oue comme à l'est du pays, ent The state of the s comme à l'est du pays, entre vendredi et dimanche. Par alifeurs, quelques milliers de personnes out assisté, vendredi à Pennemünde, à une commémo-ration d'ampleur limitée du lancement de la première fusée Cement us as promosed 1944

V2, utilisée à partir de 1944 Contraction of the second pour bombarder la Grande-Bre-

dera.

de paix avec la rébelli

BERLIN de notre correspondent

The second second second

render till mit in

POLICE & STATE STE

o & Grammari

1. 1. 42

was the same of the same

a section to the property of the section of the sec

er are areaside in the second

Los Cours per is in

7 7 18 FEET

AND THE SECTION AND ADDRESS OF

100 of 12 6 13 7 18 28.

The last that he was Hall Friedrick Star

The Branch by

STORY SERVICE

Section 1

The state of the state of

Let Elicated

La célébration de la nouvelle fête nationale a donné lieu à plusieurs ationale a donné lieu à plusieurs tentatives de mobilisation, en ordre dispersé, contre la résurgence du racisme et de l'antisémitisme. Cinq racisme et de l'antisemusame mille personnes ont participé, dimanche 4 octobre, à un rassemdimanche 4 octobre, a un research blement au camp de concentration de Sachsenhausen, près de Berlin, où un mémorial dédié aux victimes

le gouvernement de Brandebourg et tous les groupes parlementaires du Parlement régional avaient appelé à ce rassemblement.

Deux antres manifestations, réu-nissant une dizzine de miliera de personnes chacune, avaient eu lion, samedi, à Franciort et à Nuremberg pour dénoucer la multiplica-tion des attaques contre les foyers d'immigrés et les dangers de l'ex-trême droite. La direction des Verts avait vouln fiète de la mani-festation de Francfort le premier restation de Pranctort le premier grand rassemblement au niveau fédéral. A l'issue du meeting, le conseiller municipal pour les relations multiculturelles, M. Daniel Cohn-Bendit, a estimé qu'il s'agissait du début d'un mouvement autraciste en Allemagne.

Antiraciste en Aflemagne.

Les principaux dirigeants de la majorité et de l'opposition s'étaient retrouvés, samedi, à Schwerin, capitale du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, dans l'est de l'Allemagne, pour chéber ensemble la fête nationale. On redoutait des incidents, mais la manifestation s'est déroulée dans le calme. Les' groupes d'extrême droite avaient obtenu l'autorisation de se rissembler à Duesde, où quelde se rassembler à Duesde, où quel-ques centraires de jeunes ont mu-ché derrière des emblèmes aéo-na-zis. A Schwerin, ils ne se sont pas

Les deux mille cisq cents poli-ciers mobilisés pour la circonstance n'ont trouvé, pour s'occuper, qu'un

juives avait été détrait par un le temps de jeter des mais et quel-incendie criminel une sensaine plus tôt. Une vingtaine d'organisations, le gouvernement de Brandebourg . An cours de la cérémonie offi-cielle, le président de la Républi-

An cours de la cérémonie offi-cielle, le président de la Républi-que fédérale, M. Richard von Weizslicker, et le ministre président régional, M. Berndt Seite, out appelé une nouvelle fois les Alle-mands de l'Est et de l'Onest à ne mana de l'êst et de l'Osest à ne pas se décourager, à savoir server les coudes et consentir des sacri-fices pour surmonter les difficultés de la réunification. Ils ont tous deux dénoncé les violences contre les immigrés et la montée de l'into-lérance. Le président fédéral a appelé l'opinion publique à se désolidariser des servesurs II « désolidariser des agresseurs. Il a souligné que chacun était responsa-ble de la défense de la démocratie, de l'Etat de droit.

de l'Etat de droit.

On ne doit pes une nouvelle fois assister à ce qui se déroule devant nos yeux e quand ou charse des hommes sans défenses, a-t-il dit. Cette mise en garde contraste avec l'attitude observée jusqu'ici par les responsables gouvernementaux, qui se sont toujours refusé officiellement à admettre que les agressious bénéficient d'un soutien dans use partie de l'opinion publique. Leur tactique vise pour le moment à essayer de marginaliser la violence en l'imputant uniquement à des en l'imputant uniquement à des groupes extrémistes qui, comme autrefois pour l'extrême ganche, sersient coupés de la population.

HENRI DE BRESSON Lire également page 7 Particle de LUC ROSENZWRIG et page 34 les articles «ÉRIC LE BOUCHER et SOPHIE CHÉRARDI

justifiés depuis longtemps), d'autre part ne cousentent pas les efforts de convergence qui seraient nécessaires. Le souci prioritaire des onze partenaires de M. Major est de calmer les marchés en confirmant leur ferme volonté de maintenir le cap vers l'Union monétaire et de continuer à s'appuyer sur le SME durant les étapes intermédiaires.

Les Douze auront aussi un échange de vues sur la manière d'inciter les Danois à regagner le giron communautaire. Ils feront un premier tour de table sur la «subsidianité», écut-à-dire sur les ouécantique i prendre pour éviter des transferts de pouvoirs excessifs vers les institu-tions bruxelloises. Copenhague a l'in-tention de transmettre le 12 octobre à ses partenaires un Livre blanc exposant sa position après le «non» au référendum de join, mais sum préciser encore exactement ce qu'il

L'inconnue danoise

Dans ces conditions, les débats ne pourront aller très loin à Birmin pourront aller tres tom a Birtompham, où devrait surtout s'exprimer
le désir de faciliter la tâche du gouvernement danois. Ainsi, du côté
français, ou semble puêt à accorder
sur Danois, s'ils la demandent, une
ciause d'exemption (opeing out), comparable à celle dont bénéficient les Anglais et qui leur permettrait de ne pas passer, le moment venu, à la mounaie unique. Mais une telle manifestation de bonne volonté suffira-t-elle à convaincre les dép pritamiques hostiles au traité tant qu'ils ne seront pas assurés que, l'af-faire danoise réglée, il entrera effec-tivement en vigueur?

Yu de Londres, le débat sur la subsidiarité risque également d'être décevant à Birmingham. Les Francais, et d'autres, se mélient d'une unilisation de ce concept qui en ferait un instrument de blocage, sous pré-texte de fremer la prétendue fringale réglementaire de la Commission. ezue ur uemer in pretendue tringile réglementaire de la Commission, e Maastricht n'a pas inventé la subsi-diarité, on en fait depuis vingt aus sans le savoir. Il faudra assurément en parier, c'est le condiment à la mode, mais un code de bonne conduite devrait suffire, explique l'un d'eux avec un scepticisme non dissimulé.

demeure un voyage à risque», estime une personnalité bruxelloise. L'acte de-foi dans Maastricht auquel les Douze vont probablement se livrer à Birmingham, même avec quelques fioritares destinées à apaiser une oreille britannique sensible, risquè d'être mei accueilli par une fraction appréciable du Parti conservateur.

D, comme le remarquait l'ancien sident de la Bundesbenk, M. Karl orto Pochi, à propos des troubles monétaires récents (le Monde daté 4-5 octobre), il n'existe pas acquelle-ment de avéritable leadership» en Europe capable de convaincre les Angiais qu'il n'y a pas de solution alternative à la stratégie de consoli-dation proposée. Ni la Commission européenne, encore mal remise des critiques qui hi out été adressées n le tandem franco-allemand qui, pour de multiples raisons, n'est pas au mieux de sa forme, ne semblent en mesure de jouer ce rôle. PHILIPPE LEMAITRE

GÉORGIE

Les revers essuyés par l'armée en Abkhazie provoquent des tensions entre Moscou et Tbilissi

des militaires géorgiens après leurs revers militaires en Abha-zie inquiètent le Russie. Le pré-sident géorgien, M. Edouard Chevardoudze, a bien du mai à

de notre correspondent

Cette fois, c'est la guerre, rien que la guerre : la prise de la ville de Gagra par les forces abiduszes et leurs aliás a sucaé de la part de responsables géorgiens en fiot de déclarations martiales, accompagaées de bombardements de la locagies par l'aviation. M. Chevardmadze, le président géorgien, a lancé sanadi 3 octobre un appel à la reconquête de la ville, ajoutant que d'importants préparatifs militaires étaient en coura. Mais c'est le jeune commandant du corps d'intervention géorgienne en Abiduzie, Gueorgni Karterachvili, qui a manifesté les intentions les plus radicales : «A présent, la pailence de la Géorgie est épuisée, nous déclarons la guerre à l'Abiduzie, et il ne restera plus à Gagra un seul Abiduze, un seul Tchêtchène [des volontaires tchétchènes combattent aux côtés des Abiduzes], ni un seul bâtiment», a déclaré, selon l'agence Nega, le commandant Karkarachvili.

Autre signe de détermination - les autorités de Thilissi ont annoncé, samedi également, leur intention de prendre le contrôle de tous les équi-pements militaires de l'ex-armée soviétique sur le territoire géorgien, qui avaient été placés récemment sous juridiction russe par un décret de M. Eltrine: « Toutes les installade M. Eltsine: «Toutes les installa-tions et les armements de l'es-Union soviétique, y compris les bases aériennes, maritimes et les unités de gardes-frontières deviennent propriété de la Géorgie», stipule un décret du Conseil d'Etat géorgien. Les consé-quences pratiques de ce décret res-tent à vérifier sur le terrain, et il

pourrait en fait s'agir d'un avertisse-ment, sinon d'une simple manifesta-tion de mauvaise humour.

Le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev, a'en a pas moins immédiatement réagi, ordon-nant aux unités russes présentes sur nent aux unités resues présentes sur place de faire obstacle à toute tenta-tive «lilégale» de s'emparer de leur matériel. « La décision unitatérale » prise par Tbilissi risque de « provo-quer une aggravation rapide de la situation et un affrontement armé avec des unités des forces armés raines», a ajouté le général Grat-

Sept semaines après le lancement de leur opération de remise au pas de l'Abkhazie, les autorités géorgiemes se trouvent donc dans une situation paradoxale : alors même qu'elles disposant en principe d'une énoume supériorité militaire, et que M. Chevarduadze n'avait guère eu de mal à utiliser au profit de la Géorgie ses bonnes relations avec Moscon et son excellente «image» en Occident, les forces géorgiennes out subi un retentissant échee sur le terrain et leurs rapports avec la Rusont subi un retentissant échee sur le terrain et leurs rapports avec la Rus-sie sont en passe de tourner au vinzigre. Le président géorgien accuse le Parlement de Moscou, qui a adopté récemment une résolution plusôt favorable aux Abkhazes, et de manière plus générale les « forces réactionnairers qui font pression sur Boris Étisine, de porter la responsa-bilité des événements récents.

« Collusion » russo-géorgieane

Mais la réalité est sans doute plus complexe: l'accord pesse début sep-tembre entre les présidents russe et géorgien, et que les dirigeant abihazes avaient accepté de très mauvais gré, a vite révélé ses graves défauts. Il prévoyait que les forces géorgiennes resteraient sur le terrain, georgiannes resteratent sur le terrain, ce qui ne pouvait manquer de relan-cer les affrontements. Il supposait d'autre part que la Russie se charge-rait de rendre hermétique la fron-tière entre son territoire et celui de la Géorgie, pour rendre impossible

le pessage des « volontaires» de la fédération des peuples du Caucase du Nord, et que les troupes russes restées sur place observeraient une

En fait, les infiltrations de volontaires se sont poursuivies, et les troupes russes, irritées par certains incidents et par le comportement brutal d'une garde géorgienne son-vent constituée d'éléments incontrôlés, ont manifesté une cermcontroles, out mannesse une cer-taine compréhension à l'égard des agissements des combattants abichares et de leurs alliés, même si elles ne les out pas forcément aidés directement. Sympathies ou autipa-thies mises à part, agir autrement surait d'ailleurs été très difficile sans autan d'auteurs etc très difficae sains risquer de voir la situation dégénérer dans toutes les régions musulmanes du Caucase du Nord, où les activistes locaux, qui contestent l'autorité des dirigeants mis en place à l'époque soviétique et sur leaquels Moscou s'appuie toujoux, s'empresent d'utiliser à leur profit tout segue sent d'utiliser à leur profit tout signe de «collusion» russo-géorgienne.

cours du week-end un entretien télé-phonique avec M. Chevardnadze, et doit s'adresser mardi 6 octobre aux députés russes, aura l'occasion d'apporter un peu de clarté sur les intentions actuelles de Moscon. Si l'on se fonde sur certaines déclarations officielles récentes, il semble que les Russes veuillent à nouveau obtenir ce que les Géorgiens ont toujours refusé: un retrait de leurs troupes d'Abkhazie. Mais les déclarations belliqueuses des dirigeants géorgiens rendent un tel retrait plus improba-ble que jamais, et M. Chevarulandze, soumis aux pressions de responsa-bles d'humeur très batailleuse, va devoir jouer un jeu très senté pour tenter de garder son image d'homme raisonnable et de bonne volonté. Sa position, à en croire le grand écri-vain Fasil Islander (lui-même d'origine abkhaze), est peu enviablo : « [l' court devant un train et pense qu'il le conduit tout en ayant peur de se faire écraser par ce même train.»

JAN KRAUZE

Maastricht : la bataille and the second of the second of the second Control of the state of the sta des ratifications

Le gouvernement britannique compte sur une démonstration d'unité des sur une démonstration d'umes des Douze, à la fois pour mieux enrayer la spéculation qui continue d'attaquer la livre et pour convaincre le Parlement de Westminster de ratifier le traité. M. Major n'a pas-les de la convention de moyens de «jouer les Thatcher» en tapent du poing sur la tablé, sortant à peine de la phase de désarroi profond qu'ont provoquée la sortie obligée de la livre du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et sa forte dévaluation, il 心性。但如此無常 a besoin du soutien des pays parte-

Same will and ment le principal obstacle est bien davantage britannique que danois, sont prêts à le lui accorder, comme en témoigne ce qu'un diplomate français appelle « le déinge de bonne volonté qui se manifeste pour aider Major». Mais la difficulté tient su 11. 2011 BE 2 222 THE PERSON OF SEC. fait que les solutions initialem envisagées par le premier ministre britannique pour amatouer les «eurosceptiques» de son propre parti sont récusées per les autres Etats

Walter B. Walter THE REPORT OF THE PARTY. On peut penser que M. Major, en convoquant le Conseil extraordinaire de Birmingham, y voyait l'occasion de susciter un débat sur la politique de Maastricht (à laquelle le gouvernement britannique n'a souscrit qu'isprès bien des hésitations) et sur l'avenir du SME. Ce projet a tourné 1, 1943 R. 15 a core is his markets. TO THE REPORT A Property PART NUT : 28 TELLS 100 m 2 100 m

court. S'agissant de la satification du traité, l'attitude qui consistent pour Londres à se cacher derrière le Danemark, et à renvoyer au printemos le débat de ratification devant le Parie-ment de Westminster, n'était pas renable M. Millerrand IV sails doute fait valoir à M. Major lors de leur iques britanniques out plaidé dans le même sens : prolonger aimi l'in-certitude ne peut que railumer la fiè-vre sur les marchés et interdire la baisse des taux qu'ils espèrent. M. Major en a pris acte et a corrigé

Sur le terrain monétaire, personne ne suit exactement ce que veulent les Britanniques. Lors de la réunion des douze ministres des finances le 28 septembre. M. Norman Lazona, le chancelier de l'Echiquier, a sous-crit, contraint et forcé, à des «conclusions» présentant le SME comme a un élément-clé de la stabilité et de la prospérité économique en Europe». Le lendemain, M. Major revenait cependant à la charge pour une réforme du SME. A-t-il en réserve un plan précis? Rien ne l'indique. Il y a tout lieu de croire que ses partenaires s'en tiendront de toute façon à l'idée que, pour l'essentiel, les règles du SME sont satisfaisantes et que, s'il fant changer quelque chore, c'est le comportement des gouvernements qui, d'une part, les appliquent mai (des changements de Britanniques. Lors de la rémion des

parité su sein du SME auraient

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street # San Francisco CA 94104 Université à San Francisco.

isée en management international, habilitée à délivrer le

Master of Business Administration for International Management

Fillère d'admission : 3° CYCLE: Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacle - Ingénieurs - DEA -DESS - IEP - Grandes Ecolés - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogle interactive liée à l'expérience du projet professionne conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Challiot, 751 16 Paris

Tél.: (1) 40:70 11 71





Les négociations sur la séparation sont dans l'impasse

PRAGUE

de notre correspondant

La crise politique qui secoue la Tchécoslovaquie depuis le rejet, le 2 octobre, par le Parlement d'une loi devant permettre la scission de la Fédération au moyen d'une encore aggravée dimanche soir. Les premiers ministres tchèque et slovaque, M. Vaclav Klaus et M. Vladimir Meciar, qui devaient se ren-contrer mardi 6 octobre à Zidlochovice (Moravie) pour discuter des relations entre leurs deux Républiques une fois la Tchécoslo vaquie dissoute, ont annoncé que la réunion des deux gouvernements, prévue depuis deux semaines, n'aurait pas lieu.

Les deux hommes, qui ont été en contact téléphonique pendant le week-end, ne se sont pas mis d'ac-cord sur les modalités et le thème de cette rencontre. Le chef du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) a souhaité une reunion à l'échelon des directions politiques avec le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus. afin de « débloquer la

Irrité par le soutien apporté par les députés du HZDS au projet social-démocrate de constitution d'une commission parlementaire devant permettre la transformation de la Fédération en une Union tchéco-slovaque (le Monde du 3 octobre), l'ODS a refusé de dis-cuter d'une loi sur le transfert de nouveaux pouvoirs fédéraux vers les Républiques - transfert réclamé par les Slovaques.

Mise en garde

M. Meciar a justement posé comme condition à une rencontre des gouvernements de Prague et de Bratislava l'adoption préalable de cette loi, qui ouvrirait la voie à une structure confédérale. Or, cette loi est la dernière arme entre les mains de M. Klaus pour obliger son homologue slovaque à discuter de la séparation des deux Républi-

Visiblement affecté par les revers subis ces derniers jours, le premier ministre tcheque n'a d'ailleurs per caché que sa patience avait des limites. Estimant que les dirigeants slovaques avaient rompu des accords importants, à commencer par la « dénonciation par M. Meciar » de la règle retenue par le gouvernement fédéral pour le partage des biens de la Fédération (le Monde du 25 septembre), pour finir par le vote de jeudi, M. Klaus a clairement signifié que son horseleurs deux fraisses par le vote de la la contra de la contra del contra de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra de la contra del la contra del la contra de la contra accords importants, à commencer homologue devait faire un geste pour confirmer qu'il pense sérieu-sement à une séparation.

Il a, par ailleurs, mis en garde contre « une dérive chaotique » du pays, dont la séparation est, selon lui, inéluctable. « Je ne vois pas comment pourrait exister un État commun tchéco-slovaque après le Ir janvier 1993 », puisqu'il ne disposera pas de ressources. « Les par-lements ne voteront pas un budget fédéral, comme nous l'avons fait ces deux ou trois dernières années »,

MARTIN PLICHTA

Après l'accident de la mer Égée

La marine américaine limite le déploiement des missiles Sea Sparrow

La marine américaine a décidé, samedi 3 octobre, de restreindre le déploiement des missiles Sea Sparrow en attendant les résultats de l'enquête sur le tir accidentel de deux de ces missiles, à partir du porte-avions Saratoga, qui a fait cinq morts dont le commandant dans l'équipage d'un escorteur d'es-cadre ture, pendant des manœuvres de l'OTAN en mer Egée.

Un communiqué de la marine précise que ces missiles seront pla-cés à un « niveau limité de préparation», ce qui inclut « le retrait de certains composants servant à la mise à feu de ces missiles ». Certaines unités pourront toutefois rester opérationnelles afin d'assurer la protection des bâtiments. Une enquête sur cet incident sera ouverte, dans le cadre de l'OTAN. Le président George Bush a, lui aussi, promis aux autorités turques l'ouverture d'une enquête « totale l'ouverture d'une enquête « totale et exhaustive ». – (AFP, Reuter.)

zégovine ». Et le major Halilovie d'accuser : « Les pays occidentaux

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Lente reprise du pont aérien humanitaire à Sarajevo

chargés de vivres et de médicaments se sont posés, dimanche matin 4 octobre, à Saraievo, mais cinq autres vols prévus ont dû être annulés en raison des mauvaises

Quatre avions américains et canadiens par les combats de ces demières semaines, les installations de guidage au sol de l'aéroport sont actuellement inutilisables.

Dans la nuit de dimanche à lundi, une offensive de l'artillerie serbe dans le quar-

capitale bosniaque, toujours privée d'électricité, ont également été les cibles de tirs de mortiers. L'hôtel Holiday Inn, où résiconditions atmosphériques. Endommagées tier musulman de Dobrinia a fait au moins internationale, a été touché, lundi matin, Reuter.)

deux morts. La vieille ville et le centre de la par des tirs de chars et de mitrailleuses qui ont provoqué un début d'incendie. Selon des témoins, au moins deux obus ont touché un des étages supérieurs de l'établisdent les envoyés spéciaux de la presse sement, faisant un blessé léger - (AFP,

Le CICR dénonce les exécutions sommaires dans les camps

Face à l'aggravation de la tragédie que vit la population de Bosnia-Herzégovine, M- Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), et M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), se sont efforcés, samedi 3 octobre à Genève, de mobiliser l'opinion mondiale en faveur

des centaines de milliers d'hommes et de femmes en danger de mort dans cette République de l'ex-Yougoslavie. Selon le HCR, une aide massive est nécessaire pour que 2,7 millions de personnes pulssent affronter « le rigoureux hiver balkanique ».

da notre correspondante

M. Sommaruga a convoqué les diplomates en poste à Genève et leur a remis une déclaration qui explique notamment que « des dizaines de milliers de personnes ont eté déplacées de force dans des condi-

tions inhumaines. Des centaines, voire des milliers, de civils ont péri pendant ces déplacements : des mil-liers de prisonniers ont été mattraités et nombre d'entre eux ont disparu ou ont été sommairement exécutés, même dans des camps visités par le

Au cours de la conférence, le pré Au cours de la conférence, le pré-sident Sommaruga s'est départi de la réserve qui avait, depuis toujours, force de loi à la Croix-Rouge, pour dresser un implacable réquisitoire. Devant la presse, il s'est félicité que ses délégués aient pu libérer 1 561 internés du camp de Traopoije, au prix de négociations ardues tendant à garantir la sécurité de passage à destination de la ville croate de Kardestination de la ville croate de Kar-lovac (le Monde daté 4-5 octobre), mais il a révélé que des milliers d'autres détenus civils y avaient été conduits de force immédiatement après les opérations de libération...

Le CICR a pu visiter à ce jour 12 000 prisonniers civils dans vingt-six camps, mais, malgré les démarches entreprises et en dépit des engagements pris à Londres, il n'a pas eu accès à plus de vingt autres lieux de détention dont l'em-placement est pourtant connu de l'organisation. M. Sommaruga s'est insurgé contre « les traitements intolérables réservés aux blessés. Il a rappelé que l'emblème de la Croix-Rouge et les principes essentiels du droit international sont sans cesse bafoués.

Il s'est élevé avec indignation contre la «politique perverse» de « puri-fication ethnique» dont la plupart des victimes sont, précise-t-il, des Musulmans. M. Sommaruga affirme avoir eu connaissance d'autres « documents » et « écrits » des belligé rants qui, non seulement permettent, mais recommandent le pire : pil-lages, viols, exécutions sommaires. Il lages, viols, executions sommaires. In en conclut que tous les efforts déployés par le CICR « n'ont eu que des effets insignifiants par rapport à la tragédie ». Le CICR récuse la thèse selou laquelle les coupables des atrocités seraient des « éléments incontrôlés».

Les vrais responsables, selon l'or-ganisation humanitaire, sont les diri-geants musulman, croate et serbe de Bosnie, respectivement MM. Alija Izetbegovic, Mate Boban et Radovan Karadzic, à qui il demande de prendre «sans délai toutes les mesures qui s'imposent pour que cer-sent les exactions commises par les groupes armés dans les régions qu'ils contrôlent».

ISABELLE VICHNIAC

Lord Owen «porteur de nouvelles sombres» devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe

STRASBOURG (Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

« Je suis porteur de nouvelles tristes, de nouvelles sombres ». a déclaré lord Owen devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, samedi 3 octobre, à Strasbourg. Le représentant de la CEE à la Conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie a longuement décrit les atrocités dues à la politique de « purification ethnique ». Se référant à l'Holocauste, il s'est indigné du massacre de civils pour la seule raison qu'ils sont

Aussi a-t-il lancé un avertissement i « ceux qui tournent le dos à ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie : les centaines de millions de musulmans dans le monde ne pardonneront jamais aux Européens de s'être résignés et d'avoir accepté que leurs coreligionnaires soient déportes ou privés de leurs droits civils ».

La priorité aujourd'hui, en rai-son de l'arrivée de l'hiver, doit être, a expliqué M. Owen, l'intensification de l'aide alimentaire. Il n'est pas certain, a-t-il poursuivi, que la reprise du pont aérien suf-

fise à rattraper le temps perdu : « Les stocks nécessaires n'ont pu être constitués et certains experts ont calculé qu'il y aurait cent # mille morts en Bosnie-Herzégovine dans le moins mauvais des cax »

Ensuite, il faudra tenter d'obtenir. selon le médiateur européen, la démilitarisation de Sarajevo car il n'est pas question de « creer un nouveau Beyrouth ». Pour lord Owen, il est impérieux d'appliquer les principes de la Conférence de Londres en ce sens que e les frontières géographiques de Tito ne pourront être modifiées par la force, sans accords communs ».

Dans ces conditions, la Bosnie devra être organisée en régions « non exclusivement fondées sur des bases ethniques, autrement dit elles seront à populations mixtes ». Selon la même logique, les Albanais du Kosovo resteront en Serbie comme les Hongrois dans la 🖡 Voïvodine. Et M. Owen de poursuivre : « Les Serbes de la Krajina devront également accepter l'idée de vivre en Croatie en bénéficiant d'un statut spèciai.»

MARCEL SCOTTO

désarroi des Bosniaques

Assiégés par les Serbes, les Musulmans de Sarajevo se sentent trahis par une Europe indifférente qui leur avait promis une aide. Mais où sont les armes?

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Prions Dieu pour nous venir en aide, car personne ne peut plus nous aider que Dieu. » D'une voix émue mais ferme, le prêcheur de la prière du vendredi dans cette mos-quée de Sarajevo vient de résumer ce sentiment croissant d'isolement total et d'abandon de la capitale bosniaque assiégée et bombardée depuis six mois par les forces sécessionnistes serbes de M. Radovan Karadzic. Un dernier sursaut d'espoir : « Que Dieu aide l'Europe à ouvrir les yeux pour qu'elle voie ensin ce qui se passe ici.»

Ces restes d'espoir, nombreux sont ceux ici qui y ont totalement renoncé, y compris au cœur du pouvoir bosniaque. Ainsi, conseiller du président Alija Izetbegovic, M. Kemal Muftic ne se fait-il plus aucune illusion sur les chances d'intervention étrangère: une intervention que le souvernement intervention que le gouvernement bosniaque n'a cessé de réclamer, estimant qu'elle seule pourrait faire reculer les forces serbes; interven-tion également à laquelle la présition également à laquelle la prési-dence bosniaque voulait encore croire il y a quelques semaines seu-lement, faisant tout pour la provo-quet. « L'étranger aurait eu large-ment le temps [d'intervenir] mais ne l'a pas fait. déplore-t-il aujour-d'hui pour dénoncer : « Il est scan-daleux de laisser se déchaîner l'ar-mée, le régime serbes de Slobodan Milosevic (le président de la Serbie) et laisser les gens se faire massa-crer. »

A ce sentiment d'abandon, s'ajoute celui d'avoir été trahi par une communauté internationale – mais surtout par l'Europe – indiffé-rente aux épreuves endurées par les Bosniaques. A la question de l'imam : « L'Occident nous avait promis une aide, mais où sont les armes?*, le commandant en chef de l'armée bosniaque, le major Seler Halilovic, répond. « Nous nous sentons trahis chaque jour davantage par la communauté internationale. Les gouvernements étrangers savent très bien ce qui se passe ici, connaissent tout de l'agression serbo-monténègrine », constate-t-il en parlant de l'embargo sur les armes touchant toutes les Républiques de l'ex-Yougosla-vie et de « la plus grande injustice faite à la population de Bosnie-Her-

ble d'une unité bosniaque, Ramiz Delalic, dit «Celo» (le Tondu), jeune chef (il a vingt-sept ans), de l'un de ces groupes paramilitaires que l'armée a récemment absorbés dans le cadre d'une réorganisation totale : «Le monde occidental nous a condennés de mort Nous a l'over totale: « Le monde occidental nous a condamnés à mort. Nous n'avons pas le droit de vivre en tant que musulmans dans les Balkans », dit-il, ajoutant avec amertume, après avoir évoqué le cynisme de l'Occident: « Le monde s'occupe des espèces animales en voie de disparition. Ici, c'est tout un peuple qui disparaît dans l'indifférence. »

> Aucune hase arrière

Et, alors que son unité a déjà du Et, alors que son unité a déjà du mal à se pourvoir en vivres : « Si le monde ne nous envoie pas d'armes, nous serons très bientôt tués; nous sommes des morts en sursis. Personne ne survivra à l'hiver si nous ne recevons pas d'aide », conclut-il, après avoir souligné la différence existant entre la situation de la Croatie en guerre, bénéficiant de frontières perméables pour se procurer de l'armement, et celle de la Bosaie-Herzégovine, totalement enclavée, ne disposant d'aucune «base arrière» pour se ravitailler. « Celo » comme son supérieur

« Celo » comme son supérieur hiérarchique, le major Alilovic – ancien officier de l'ex-armée youancien officier de l'ex-armée you-goslave, où il avait ce grade, - sou-lignent le « déséquilibre écrasant des forces» dans ce qu'ils décrivent comme un combat « entre David et Goliath». Les munitions? Les Bos-niaques en ont « suffisamment pour se défendre», selon le chef de l'armée, a mais pas assez pour lancer une offensive v. Ce en quoi il paraît encore plus optimiste que «Celo», aux gestes et à la voix désabusés lorsqu'il affirme être « prêt à don-ner tout l'or du monde pour obtenir de l'armement v.

Optimisme est d'ailleurs un bien grand mot quand on constate la différence de langage survenue en quelques semaines. Car là où, au début de l'été, le major Alilovic annonçait que ses forces allaient rapidement briser l'encerclement de Sarajevo, il n'émet plus maintenant que l'espoir de pouvoir le

sont responsables de ce qui se passe ici. »

Plus direct encore, ce responsable de la défense, actuel ministre parinterim, M. Munip Bazic (un civil), est plus catégorique et explique calmement qu'il est « impossible de l'un de ces groupes paramilitaires que l'armée a récemment absorbés dans le cadre d'une réorganisation totale : « Le monde occidentai nous a condennés à mort Nous comptues de la capitale », dit-il.

Mais, pour ce faire, il faudrait davantage d'armes aux Bosniaques, et ces derniers projettent d'ouvrir une route pour acheminer de l'ar-mement dans Sarajevo. S'il ne cache visiblement pas la difficulté d'une telle tâche, compte tenu de la concentration des forces serbes autour de la capitale, M. Bazic évoque un impératif: « Nous devons briser l'encerclement avant l'hiver », pour toutefois tempérer le propos par un : « Tout dépendra des armes que nous arriverons à

> « Erreurs de préparation»

Commandant l'artillerie bosnia-que, ancien colonel de l'ex-armée yougoslave, Vehbija Karic assure qu'ils pourraient «briser l'encercle-ment de Sarajevo, mais à un prix faramineux, très lourd en vies humaines». Jusqu'à présent, les différentes tentatives bosniage des pour repousser les forces serbes de M. Karadzic ont toutes été vouées à l'échec, malgré des pertes très élevées. « En juillet. assure-t-il, nous avons échoué de peu. » Le ministre par intérim explique, quant à lui, ces échecs par « des erreurs de préparation », notam-ment de la part d'anciens officiers « yougoslaves » – passés aux forces bosniaques – mal entraînés. Ces erreurs, les autorités les analysent, mais n'en jugeront les responsables qu'après la guerre, car ils « ne [peu-vent] toucher à rien pour le moment ». Des mutations ont néanmoins déjà eu lieu au sein de l'état-major, qui a été réorganisé, selon M. Bazic.

Déjà en manque de munitions, les Bosniaques sont pourtant obli-gés de répondre quotidiennement aux bombardements serbes, usant ainsi celles dont ils auraient besoin pour lancer une contre-attaque, indique le colonel Karic. Ses hommes vont jusqu'à récupérer la charge des obus non explosés (par défaut de détonateurs) pour assurer leur approvisionnement à côté des munitions et des armes prises aux forces adverses, explique-t-il, en faisant état d'un autre handicap -de taille - dont souffrent les forces bosniaques : d'énormes difficultés de communication pour terminer des attaques de l'intérieur et de l'extérieur de Sarajevo, asin de bri-ser le siège.

> Les «alliés» croates

De plus, toujours selon le colonel Karic. les « alliés» croates « ne fournissent pas de munitions aux Bosniaques», sauf dans les quelques régions où la cohabitation entre les deux forces est bonne. Quant à une éventuelle démilitarisation de Sarajevo, le major Alilovic n'y est pas hostile, mais à condition que les forces serbes en fassent autant et retirent leurs « 580 canons de gros calibre, leurs 180 chars et 120 blindés». Dans le même temps, le commandant en chef de l'armée bosniaque assure ne croire en aucune garantie donne croire en aucune garantie don-née par l'adversaire, dont le but est d'« occuper la plus grande partie de Sarajevo pour s'y livrer à un net-toyage ethnique ». Un adversaire « qui n'a jamais respecté ses enga-gements, profitant de toutes les trèves nour se responser.

A Nous ne pouvons pas perdre;
Milosevic ne peut pas gagner et
faire la grande Serbie»: Sarajevo,
de plus en plus étouffée, paraît se
réfugier dans l'autopersuasion pour
combattre le découragement,
Entendue à de multiples reprises,
cette phrase est le plus sonvent suivie de cette simple réflexion: « Ce
serait injuste.» Quant à se rendre,
il n'en est pas question, affirmet-on à la direction du Parti de l'action démocratique (SDA), la fortion démocratique (SDA), la for-mation du président Izetbegovic. « La population est évidemment fatiguée du siège, mais elle ne sc rendra pas, car elle serait massa-

Un homme, au moins, garde espoir en une intervention étrangère : « Nous n'avons pas abandonné l'idée que nous faisons partie de la civilisation.» Il s'agit du chef spirituel de la communauté musul-mane de l'ensemble de l'ex-You-

goslavie, M. Yakub Selimovski. * La situation va chaque jour en empirant, mais nous vivons dans l'espoir que cela ira mieux», dit-il en assurant qu'il « espère toujouri une aide étrangère », que « l'Europe stoppe l'agression et protège la Bosnie-Herzégovine ». « Si le monde nous alde, nous aurons moins de victimes. S'il ne nous aide pas, nout en aurons plus, mais la Bosnie-Herzégovine survivra quand même. Tous les Basniaques ont conscience que l'Europe pouvait nous aider. mais qu'elle ne l'a pas fait. Tous savent que les Etats-Unis pouraient arrêter cette guerre très vite.»

La place de la Bosnie-Herzégovine est en Europe, sonligne M. Selimovski. Or, ace serait une erreur [de la part de cette dernière] de ne pas reconnaître l'islam comme une religion à l'égal des autres. Et si les gens ici cherchent des armes n'importe où, la responsabilité en incombena à l'Europe. Si quelqu'un nous offre des armes et que l'Europe rejuse toujours de nous aider, nous les accepterons d'où qu'elles viennent, de pays isla-miques ou autres », avertit M. Scli-movski, pour qui l'Europe sera mal placée pour reprocher quoi que ce y soit aux Musulmans. « Personne ne sera en droit de condamner les vic-times pour s'être procuré [là où elles le peuvent] les armes nèces-saires à leur défense.»

YVES HELLER

Les Serbes condamment une éventuelle « zone d'exclusion aérienne ». — M. Radovan Kardzic, dirigeant des Serbes de Bosnie, a menacé, dimanche 4 octobre, de ne plus participer aux efforts internapuis participer aux efforts interna-tionaux de paix si une «zone d'ex-clusion aérienne» est proclamée au-dessus de la Bosnie-Herzégo-vine. «Si une telle proposition est adoptée par les Nations unies et la Communauté européenne, les Serbes de Bosnie se désengageroni immédiatement du processo de paix mené par l'ONU et la CEE». écrit-il dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Il explique qu'une telle zone fournirait aux Musulmans de Bosnie un avantage stratégique « et laisserait les Serbes blessés, abandonnés et les nombreux civils sans lignes de ravi-

is racines c

Les racines de la xénophobie en Allemagne

Malgré l'ouverture de l'après-guerre, l'idée ethnique de la « germanité » l'emporte encore sur une conception plus politique des droits de l'homme

ES dirigeants allemands sont plus qu'embarrassés : un mois après les événements de Rostock, la vague de xénophobie qui se traduit par des attaques répétées de foyers abritant des demandents d'asile ne semble pas voitoir refiner. L'agressivité des activistes d'extrême droite s'étend mainte-nant aux symboles du génocide commis par les nazis contre les

humanitaire à San

Lors in a porten de mode

Learning to County

'ca# 1552

eta et anna Alam

o "b" to name ti

Bosniaques

THE REAL PROPERTY.

Carried Carried

no le man

Si la population reste majoritaire-

vivant sur le soi allemand. Cet état d'esprit gagne même une jeunesse éduquée – au moins dans la partie les «riches» des anciens Lander, les rendent en partie cadoes. ouest du pays - dans un esprit de tolérance et de refus des idéologies racistes. On a pu également observer des comportements inquiétants chez les habitants des quartiers de Rostock, Quedlinburg on Wismar, où se sont déroulés ces incident, une attitude plus que complaisante vis-à-vis des skinheads et autres

ce phénomène, avancées entre autres par le chancelier Kohl pour expliquer ces violences, le rejet des responsabilités sur le régime anté-tieur dans l'ex-RDA, ne suffisent plus à rassurer. L'extension des troubles à l'ouest du pays, la mon-

L'impuissance des autorités

Le problème n'est pas tant l'existence dans les cœurs et les esprits des Allemands de sentiments hos-tiles aux demandeurs d'asile, aux imaigrés, aux étrangers, dans l'or-dre croissant de détestation. Les Allemands ne se distinguent pas en cela de leurs voisins français, bri-tanniques ou italiens, qui cultivent enx aussi les fleurs vénéneuses du racisme et de la xénophobie dans leur jardin plus ou moins secret.

L'Allemagne ne possède pas non plus le monopole de l'exercice de la

violence anti-immigrés, de la profa-nation des cimetières juifs, de l'existence de partis politiques installés prônant ouvertement l'exclusion des «aliogènes».

Mais on sent, outre-Rhin plus qu'ailleurs, une impuissance dramatique des autorités politiques et morales de la nation à maîtriser des phénomènes qui causent un tort considérable à l'image de leur pays à l'étranger. Tous les hommes et les institutions disposant d'un certain intervenus pour condamner les actions xénophobes et demander un châtiment sévère pour leurs auteurs : le président fédéral Richard von Weizsacker, la présidente du Bundestag Rita Süssmuth, les évêques, tout l'establishment

politique, religieux et littéraire, se sont exprimés à ce sujet, sans effet notable sur les comportements. On peut même retirer l'impression que cette «réaction» des élites est plus destinée à donner le change à l'étranger qu'à intervenir efficacement dans le champ social.

Pire, au-delà des discours, on constate que les actions menées par le gouvernement viennent conforter les xénophobes dans leurs convictions. Ainsi, le récent accord signé à Bucarest entre Rudolf Seiters, ministre allemand de l'intérieur, et son collègue roumain, qui prévoit la « reprise », contre rétribution en la « reprise», contre retripution en deutschemarks, des ressortissants roumains expulsés d'Allemagne – pour l'essentiel des Tziganes, – marque la fin de la généreuse poli-tique de droit d'asile pratiquée par la RFA au nom de la responsabilité historique de l'Allemagne dans les pour feutiens dont ce reuple avait persécutions dont ce peuple avait été victime sous le IIIs Reich.

Le droit du sang

Roms fuyant les persécutions dont ils sont victimes dans les pays ex-communistes d'être des voleurs, des pollueurs, bref une insulte au pay-sage germanique, ne peuvent que de délits commis sur le territoire allemand. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDM) s'inquiète du précédent ainsi créé, en faisant valoir que ce traitement appliqué aux Tziganes originaires de l'ex-Yougoslavie pourrait conduire ceux-ci à la mort.

Gemeinschaft, cette communauté de culture et de valeurs constitutive de la Deutschtum, la germanité, impliquent une conception ethnique exclusive. Le « droit du sang » en matière de code de la nationalité est profondément ancré dans la leta ces dernières années assoupli les procédures permettant la naturalisation des enfants d'immigrés nés en Allemagne, n'ayant connu d'autre pays et d'autre culture que celle de la République l'édérale.

il y a deux siècles dans la Russie de l'impératrice Catherine II, ne connaissant que quelques mots de la langue de Goethe, sont-ils accueillis de plein droit dans la communauté nationale. Le jeune Ture, brillant titulaire de l'Abitur (baccalauréat), né et éduqué à Cologne ou à Berlin, n'envisageant pas de rentrer dans son pays d'origine, restera au contraire toujours un Auslander, un étranger, et non pas un immigré candidat à l'inté-

Il est difficile dans ces conditions aux responsables allemands de contredisent trop leurs belles paroles pour secouer comme il serait nécessaire la conscience colêtre, avec le néerlandais, le plus curieux des autres, comme en témoigne sa fringale de voyages à l'étranger et sa passion réelle pour l'ethnologie, il n'en reste pas moins attaché à la « pureté ethnique » de

juifs, comme l'a montré l'incendie du baraquement juif du camp de concentration de Sachsenhausen.

ment opposée à ces actes de vio-lence et de vandalisme, il apparaît dans les divers sondages effectués sur ce thème qu'une minorité importante éprouve des sentiments hostiles à l'égard des étrangers Le Suisse qui pourfend l'Europe

> Ténor de la droite nationaliste, Christoph Blocher mène croisade contre le rapprochement avec la CEE

URIEUSEMENT, Christoph Blocher a gardé na

bas dans les jours qui ont 1. 1. 1. 电电路 bre sur les nouvelles transversales ferroviaires alpines, largement approuvées par 63,5 % de «oui» par le corps électoral helvétique. Lui qui tient depuis de longs mois le hant du pavé de la croisade antieuropéeane a préféré ménager l'ave-nir en s'abstenant de s'engager sur ce terrain, même si ses adversaires présentaient ce vote comme un pretouches, il les réserve en priorité au traité instituant l'Espace économi-. que européen (EEE) qui sera soumis le 6 décembre prochain à l'approbation de ses compatriotes.

En attendant, le chef de file des opposants à l'Europe communautaire n'a pas manqué d'interpréter à sa manière l'acceptation du traité de Maastricht en France. A ses year, ce

résultet serré est « une raison de plus pour les Suisses de dire non à l'EEE». Malgré le refus du Danemark, constate-: ... t-il, « le petit « oui » français signifie que la CEE va réaliser l'union monétaire, ce qui prouve bien que les petits Etats n'ont rien à dire». « Un important chômage dans les pays économiquement faibles et une forte inflation dans les autres, par exemple en Allemagne, sont les conséquences de cette évolution erronée, poursuit-il. En adhérant à l'EEE, la Suisse ne pourra plus s'en dissocier, ce mi sera un désavantage pour son économie et les salariés.

Pas de contradiction

Quand il s'agit de pourfendre l'Europe, Christoph Blocher ne fait pas dans la dentelle. Il martèle ses arguments depuis qu'il bat la cam-pagne pour convaincre ses compatriotes des méfaits d'un rapprochement avec la CEE. Le spectacle est garanti quand, bon comédien, il s'adresse en dialecte alémanique à des auditoires conquis d'avance à ses thèses anti-enropéennes. A conj de slogans simplistes, il sait parler à la Suisse profonde qui se reconnaît en lui. Dans les arrière salles de bisstrot des villages ou dans les salles plus vastes des villes, il égrène inlassablement et sans complexes la litaaie de ses certitudes. « D'abord PEEE ressemble dangereusement à in traité colonial indigne d'un peuole libre. » Ensuite, il le décrit comme a un premier pas vers l'adhéion à la CEE entraînant une perte le souveraineté et la remise en cause le la traditionnelle neutralité de la Confédération ».

N'hésitant pas à exploiter les nquietudes de ses compatriotes, hristoph Biocher brandit l'épouantail d'une Europe « qui appaurira la Suisse. Le chômage et les mpôts augmenteront, les frontières eront ouvertes aux étrangers, nos

dans les entreprises».

Devant un parterre de petits propriétaires, il assure que « l'intégra-tion européenne fera grimper les taux d'intérêt ». S'adressant à des paysans et à des fromagers, il déclare que « les Suisses n'ont pas combattu en vain les juges étrangers pendant sept cents ans pour se ven-dre ensuite à l'encan». Pour mettre les rieurs de son côté, il va jusqu'à s'exclantes à l'encan». Pour mettre les rieurs de son côté, il va jusqu'à d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes à l'encan». Pour mettre d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes à l'encan». Pour mettre d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes à l'encan». Pour mettre d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes à l'encan». Pour mettre d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes à l'encan». Pour mettre d'un tablesu de Ferdinand Hodler s'exclantes qui choisissent eux-les plus stupides qui choisissent euxmêmes leur boucker. » Pour l'assisbres du gouvernement de Berne et aux eurocrates de Bruxelles.

Sûr de sa vérité, Christoph Blocher ne supporte pas la contradic-

tion, bien que les rares tentatives de débat sient jusqu'ici tourné court

(L'Hebdo.)

d'Etat Franz Blankart, qui a négocié pour la Suisse le traité sur l'EEE, l'a appris à ses dépens : sa courtoisie et sa parfaite connaissance du dossier n'ont pas pesé lourd devant la grosse artillerie de Christoph Blocher. Un face-à-face organisé par la revue Bilan avec le vice-président allemand de la Commission européenne Martin Bangemann a également viré au dialogue de sourds, son interlocuteur s'obstinant à voir dans la Communauté un « Reich européen » qui se substituerait à des Etats souverains.

de pasteur

Toujours est-il qu'en partant en guerre contre l'Europe Christoph Blocher est devenu l'un des hommes politiques les plus connus et sans donte aussi le pius contesté du pays. Le rôle qu'il jone contre l'intégration européenne rappelle un pen celui de James Schwarzenbach qui s'était fait, dans les années 70, le champion de la lutte contre « la surpopulation étrangère». Si l'époque a changé et si les caractères des deux hommes ne sont pas tout à fait comparables, tous deux sont des conservateurs nitras de Zurich et ont profité des hésitations de la classe politique tradi-

Agé de cinquante-deux ans. Christoph Blocher a tout du parfait notable helvétique : patron du

dris et nous devrons adopter la légis-lation européenne qui garantit le l'armée, député au Conseil national de grève et de participation à Berne depuis 1979 et président de ment fédéral vient d'approuver clail'Union démocratique du centre (UDC) du canton de Zurich. rement le traité sur l'EEE, Christoph Blocher persiste à penser que le « non » l'emportera le 6 décembre. Mais, confortés par le vote français sur Maastricht et le feu vert donné par le corps électoral suisse à la construction de nouveaux tunnels

pertisans de l'Europe se sont entre-

En quelque sorte le prototype d'un certain Helvète : avec sa solide ferroviaires à travers les Alpes, les

Fils d'un pasteur de la campagne septième d'une famille de onze enfants. Attribuent sa réussite à sa

Un véritable

seule volonté, il aime à raconter qu'il a d'abord travaillé chez un paysan avant d'entreprendre des études de droit tout en faisant de petits boulots pour se les payer. Croyant et pratiquant, il lit la Bible tous les matins de même qu'il accomplit chaque jour au moins 5 kilomètres

de jogging sur les bords du lac de Zurich. Depuis une dizaine d'années qu'il a repris l'entreprise chimique EMS, il s'est aussi rapidement enrichi. Sa fortune est évaluée à des centaines de millions de francs suisses et il est membre de plusieurs conseils d'administration.

En politique, Christoph Blocher so définit comme eun Suisse patriote, conservateur et libéral. attaché aux valeurs éprouvées ». Il n'apprécie cependant guère d'être comparé à Jean-Marie Le Pen ou qualifié d'extrémiste. Le modèle qu'il ne récuserait pas serait celui de Franz-Josef Strauss, le défunt chef de la CSU allemande, surnommé « le taureau de Bavière ». Chantre d'un néolibéralisme exacerbé, il se veut le porte-parole de la majorité silencieuse et il se plait à déranger par son franc-parier.

C'est à l'occasion du référendum sur l'adhésion à l'ONU refusée par les électeurs que Christoph Blocher avait créé l'Action pour une Suisse indépendante et neutre. Aujourd'hui, cette association, qui compte dix mille adhérents, surtout en Suisse alémanique, a trouvé dans l'opposition à l'Europe un nouveau cheval de bataille. En fait, Christophe Blocher incarne le refus de tout ce qui semble nouveau ou étranger dans la Confédération, de l'Europe aux avions de combat F-18, en passant par la semaine de quarante heures, la politique d'asile on l'aide au développement. Comme le remarquait un journaliste zurichois, Christoph Blocher est « un réactionnaire dans toute l'acception du terme». Pourtant, il se défend de préconiser le repli sur soi. A ceux qui en douteraient, il réplique que son usine, qui emploie 2 500 personnes, réalise près de 90 % de ses ventes à l'étranger, dont plus de la moitié dans la CEE.

S'il s'est imposé comme un leader de l'UDC, Christoph Blocher a aussi contribué à diviser son parti, dont le représentant au gouvernement helvétique, Adolf Ogi, sou-



Ainsi, les Allemands « ethniques», dont les ancêtres ont émigré

Ceux qui accusent les Sintis et triompher: ces gens seront retour-nés « en bloc », sur des critères ethniques, à l'envoyeur, et non pas, ce qui serait admissible, en raison

8 Le Monde • Mardi 6 octobre 1992 •

GAZ DE FRANCE EST HEUREUX

DE VOUS ANNONCER

UNE BAISSE DE 2% SUR

SES TARIFS DOMESTIQUES

A COMPTER DU 2 OCTOBRE.

APRES LA BAISSE DE 3%

SURVENUE EN AVRIL DERNIER,

C'EST LA DEUXIEME BONNE.

NOUVELLE EN 6 MOIS.

AVEC GAZ DE FRANCE,

ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

C'EST MIEUX EN PROFITER



AVEC LE GAZ NATUREL, VOIR AUTREMENT, VOIR PLUS LOIN.

CONOLL WOULE TQUES

TOBRE.

DERNIR.

BONNE

AOIS.

INCT.

ERCH

OHITER

REVUE

DE PRESSE A deux

vitesses

A deux vitesses, à géométrie variable, ou marchant d'un même pas vers le monnais unique, cetta Europe désomnais qualifiée de « maasurichtienne » cherche son rythma. En Grande-Bretagne, The Economist ne croît pas au « décollage immédiat d'une fusée auromonétaire sélective ». « Même si cale était le cas, ajoute l'hebdomadaire de la City, cele n'aurait rian pour effrayer les trainards. La Grande-Bretagne et le Danemark ont déjà réservé des tickets pour un voyage plus lent, avec le droit de sauter en marche....»

pour Dresde

En pieke tempête monétaire, l'industriei italien Carlo De Benedetti s'était écrié dans l'hebdomadaire l'Espresso, dont il est le propriétaire : « Morire per Dresda, no l'a Le PDG d'Olivetti exprimait ainsi une irritation largement peragée en Europe devant les conséquences de la rigidité allemande en matière de taux d'intérêt, conséquence des besoins du gouvernement de besoins du gouvernement de Bonn pour le redressement de l'ex-RDA. Ce refus de mourir métaphoriquement pour Dresde met en regé le directeur du Spiegel, Rudolf Augstein, qui traite Carlo Da Benedetti de « Polichinelle ».

Pour le directeur du magazine hambourgeois, il y aurait deux poids, deux mesures : «Pourquoi ne nous élèverions-nous pes contre le mauvaise gestion pas contre la mauvaise gestion économique de l'Italie du Sud?» Les citoyens de la ville hanséatique ayant l'anglophille dans leurs gènes, on ne s'étop-nera pas de voir fludolf Aliga-tein plaider pour que la Grande-Bretagne ne soit pas abandon-née au bord du chemin : « Nous avons besoin de l'Angleterre, et le président de la Bundes-bank Heimut Schleainger a fait une erreur en annonçant que la réadmission de la livre starling au sein du SME devrait se faire aux conditions posées par le aux conditions posees par la Bundesbank. Cele convient tout à felt à l'idée de Kohl et de Mit-terrand d'une Europe à deux vitesses, dont il ne pourrait résulter qu'un méli-mélo hor-rible. »

L'apparente solidité du couple franco-allemend dans le tourbillon monétaire et politique est remarquée mais diverse-ment appréciée : ainsi l'Esment apprecies : amsi / Es-presso constate que e le résul-tat de la crise actuelle a été de renforcer les llens entre le France et l'Allemagne, en pre-mier leu en créant un lien plus étroit entre le franc et le deut-schemark. Cette initiative est précepte comme un grand de présentée comme un mayen de sauver la CEE. Qu'en est-il en réalité? La naissance de ce couple renforcé, avec un rééquilibrage interne su détriment de la France, ne signifie-t-il pes plutôt la fin de l'Europe réelle-ment communautaire?)

The Economist ne se taisse The Economist ne se talese pas aller à l'europessimisme. largement répandu outre-Manche, et plaide pour l'appro-fondissement de la CEE avant qu'elle ne procède à son élar-gissement : « il est déjà clair qu'il est difficile de concilier les ambitions de douze membres, ambitions de douze mambres, sans créer une impression de coercition. Imaginons que l'on taille un habit susceptible d'aller à vingt-quatre personnes. Il serait essentiel d'effectuer des retouches pour chacun. Le sens de l'union sera préservé en lais-sant ouverre l'adhésion à che-cur des niveaux, avac des cricun des niveaux, avac des cri-tères clairs. »

Dialogue difficile par-dessus la Méditerranée

Les Etats de la Communauté comprennent mal l'évolution de leurs voisins maghrébins sur lesquels pèse la menace intégriste

de notre envoyé spécial

'ACCESSION éventuelle des Islamistes an pouvoir en Algérie n'est plus tout à fait une hypothèse d'école, propre à susciter des haussaments d'épaules et des grognements dubitatifs. Ce scénario calestrophe, les participants au récent séminaire ministériel franco-espanol de Salamanque l'ont évoqué au cours de leurs échanges de vues sur la situation au Maghreb (1). Actualité oblige...

A la vérité, les nevs européens, et

A la vérité, les pays européens, et singulièrement les plus concernés d'entre eux – au premier rang la France et l'Espagne, - ont du mai à saisir les évolutions qui se dessinent saisir les évolutions qui se dessinent sur les rives maghrébines de la Méditerranée et donnent l'impression de n'y voir que du bleu. Difficile, dans ces conditions, de parler de grande politique, de coopération à long terme. Les circonstances imposent de garder les pieds sur terre, d'agir au coup par coup en prenant bien soin, comme l'ont souligné les «séminaristes» de Salamanque, de «ne pas hypothéquer l'avenir». Dans un sens ou dans un autre...

Assistance à pays en danger

Les responsables espagnols n'ont pes tort de le penser : «Le Maghreb est une bombe à retardement », qui devrait franchir, en 2020, le cap des cent millions d'habitants. Avec des économies désarticulées sur lesquelles pèse le poids d'une dette extérieure qui dépasse les 60 milliards de dollars. Avec un chômage endémique qui touche plus de la moitié des jeunes en quête d'un premier emploi.

Avec des écarts de niveau de vie qui se creusent d'une rive à l'autre, de 1 à 20, par exemple, entre la lFrance et le Maroc. Et, au bout du

compte, avec une population prête à prendre tous les risques pour gagner l'Eldorado européen, même dans une embarcation de fortune, sur une mer cruelle, à travers le détroit de Gibraltar... Face à un possible déferiement, l'Europe compossible déferiement, l'Europe com-munantaire s'inquiète, se concerte et se protège. La France compte déjà deux millions do Maghrébins, l'Espagae en annouce entre trois cent et quatre cent mille, clandes-tins compris. L'une et l'autre out évoqué, à Salamanque, les moyens de mieux harmoniser leur politique de visas, dans le sens d'une plus grande rigneur. Sans se faire trop d'illusions sur la possibilité de dres-ser une muraille sans brêches, tout au long du flanc sud de la CEE.

an long du flanc sud de la CEE.

D'aucuns ont insisté, à Salamanque, sur la nécessité de soigner certe e mai-vie» à sa source. Ainsi out été évoqués, entre antres piates de réflexion, la réhabilitation des banlieues des grandes villes maghrébines, le développement du réseau des petites et moyennes entreprises (PME) sous couvert d'accords de partenariat, la relance des projets d'intégration régionale dans le cadre de la politique méditerranéense résovée (PMR). La liste n'est pas limitative, le concours d'idées reste ouvert... d'idées reste ouvert...

d'idées reste ouvert...

Pour leur part, les Etats du Maghreb appellent leurs vis-à-vis européens à la rescousse au nom du sain principe d'assistance à pays en denger, que ce danger ait le visage d'un chômeur ou d'un islamiste, les deux tendant à se confondre. Hassan II nourrit l'idée fixe d'un pont lancé au-dessus du détroit de Gibraltar pour amarrer concrètement le Marce à la CEE à l'entrée de laquelle son royaume est toujours candidat. L'Algérie, qui, faure de mieux, applique aujourd'hui la politique du «compter sur soi », aurait besoin d'une sorte de plan aurait besoin d'une sorte de plan Marshall pour échapper à la décon-liture économique.

sin occidental de la Méditerranée, le dialogue a du mal à se nouer. Les troubles en Algérie et la mise en quarantaine internationale de la Libye ont, pour le moment, fait capoter l'ambitieux dialogue des «5 + 5» – les cinq peys de l'Europe du Sud et les cinq Eixts de l'Union du Maghreb arabe (UMA). « Ce dossier est complètement bioqué », admettent les milieux officiels français (2).

L'Europe communantaire a cru, un pen trop vite, avoir trouvé avec l'UMA - anjourd'hui en panne - l'interlocateur idoine pour traiter les problèmes dans leur véritable dimension. De Tripoli à Nouak-chott, chaque pays en est réduit à s'enfermer dans ses frustrations ou ses fantasmes. Ainsi, le Maroc, qui réduirait volontiers le « Maghreb sea infinement Amis, le l'amort, qui réduirait voloniers le « Maghreb utile» aux senies limites de son territoire, ne serait pas mécontent de se voir appliquer de facto par la CEE la « clause de la nation maghrébine la plus favorisée»...

Si, d'une certaine manière, le Maghreb donne des fristons à l'Europe, l'inverse est également vrai. Les pays de l'UMA ont du mal à se situer par rapport à leurs voisins du Nord. Ils balancent entre une apprécient la solidité et un dialogue multilatéral, dénué de toute ambi-guîté. Il n'empêche que l'idée d'une Europe forte ne les séduit pas a priori, tant ils craignent de ne pas peser lourd en face d'elle.

Un défi lancé aux Arabes

Le Maroc tente donc de faire de l'entrisme et, pour l'heure, de négo-cier durement avec la CEE, au mieux de ses intérêts, la mise en mierx de ses intérêts, la mise en place d'une zone de libre-échange. L'Algérie se tient sur son quant-à-soi. Un commentaire du très officieux quotidien El Moudjahid dénonçait récemment « la mythologie de la culture méditerranéenne » qui ne serait rien d'autre qu'un

« défi lancé aux Arabes »... il est vrai que, économiquement parlant, l'Europe communautaire ne se sent pas naturellement attirée vers la Méditerranée et le Maghreb. Et ce d'autant moins qu'à l'avenir l'es-pace que la CEE est appelée à pace que la CEE est appelée à gagner se situera au nord et à l'est de ses frontières actuelles. « Nous devons sensibiliser nos partenaires aux problèmes du Maghreb, a déclaré Roland Dumas à Salamanque. C'est l'intérêt de toute l'Europe de prendre en considération ses difficultés. »

démocratique

An demenrant, la question reste posée de savoir si aide an développement et progrès démocratique doivent aller de pair. Déjà, la CEE se préoccupe d'inscrire la question du respect des droits de l'homme dans la logique d'une future coopération euro-maghrébine. Il est clair que l'interruption du processus électoral, au mois de décembre 1991, en Algérie, et les commentaires acides qu'elle a alors suscités du côté de l'Elysée continuent d'avoir un effet défeare sur les relations avec Paris. D'autant que le tions avec Paris. D'autant que le « dirigisme éclairé » du premier ministre, Belaîd Abdesslam, laisse sceptique plus d'un bailleur de fonds.

« La France va-t-elle s'acharner longtemps à faire de l'esthétisme démocratique alors que nous sommes en train de nous noyer? », s'interrogent amèrement les milieux algériens. L'accusation n'est pas sans fondements, dans la mesure où Paris entretient des rapports de bonne qualité avec les régimes marocain et tunisien qui n'ont, pourtant, de démocratique que la façade. Mais, vu d'Europe, il importe bien davantage de protéger ces deux pays de la « tornade verte» qui soufile depuis Alger.

A vrai dire, les gouvernements européens n'ont plus d'idées très

précises sur ce que devraient être les lignes de force d'une coopération avec leurs homologues maghrébins. Ce flou nourrit ainsi, à l'encontre de la France, un procès en suspicion sur l'autre rive de la Méditerranée, notamment en Algérie. Comme si cette politique «au fil de l'eau » dissimulait des visées inavouables ou trahissait simplement un manque de courage et de

Les pays européens savent le remue-ménage que créerait, d'un bout à l'autre du Maghreb et à l'inbines en Europe, l'arrivée au pouvoir des « barbus » en Algérie. Pour autant, ils ne s'interdisent pas de garder le contact avec les islamistes et même d'héberger les plus exaltés d'entre eux. Comme cela est de tradition avec n'importe quels oppo-sants susceptibles d'accéder, un jour, aux affaires.

Les incertitudes du moment, sur l'autre rive de la Méditerranée, rendent ainsi le dialogue euromaghrébin particulièrement laborieux. Elles brouillent les perapectives, poussent aux calculs, suscitent des malentendus. Les « séminaristes » français et espagnols de Salamanque n'ont pu que prendre acte de ces intempéries politico-économiques dont per-sonne ne semble être, aujourd'hui, en mesure de maîtriser le cours,

JACQUES DE BARRIN

(1) La réunion de Salamanque a réuni, les 28 et 29 septembre, autour des minis-tres des affaires étrangères et de l'intérieur français et espagnols, les ambasadeurs des deux pays accrédités dans les cinq Exats du Maghreb.

(2) D'un côté, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal; de l'autre, l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie

LIVRES ET REVUES,

L'Europe une

Jean-Pierre Feye propose un voyage à travers les philosophes qui, de la flenaissance à nos jours, ont annoncé cette «Europe une» qua Nietzschevoyait venir «lente et hésitante». Avec cet aphorisme de septembre 1888, tiré des Pensées sur les chors Européens d'aujourd'hai et de demain, que ne renierait pas Helmut Kohi: «...un «fleich allemand» – combien de «fleichs allemand» per donnerait-on pas pour un seul donnerait-on pas pour un seul Goethe I... »

▶ Jean-Pierre Faye, l'Europe une. Les philosophes et l'Eu-rope. Préface de Jacques Delors. Gelfimard. 290 pages. 75 france.

De l'Ourai vers l'Atlantique

Jusqu'à la fin des années 80, les démographes a intéressalent essentiellement aux migrations du Sud vers le Nord. La fin de la du sud vers le Nord. La mi de la division de l'Europe a attiré l'attention sur d'autres mouve-ments de populations possibles, de l'Est vers l'Ouest cette fois. Ce fivre contient les rapports préparés pour des réunions ministérialles du Conecè de l'Eu-

▶ De l'Oural à l'Atlantique, la nouvelle donne migratoire, Les éditions du Conseil de l'Eu-

La Communauté européenne dans une nouvelle. Енторе

Cet ouvrage, disponible en allemand, public sous la direc-

tion de Christian Deubner les tion de Christian Deubner les réflexions d'un groupe de travail d'universitaires et de heurs fonctionnaires français et allemands, sur la manière dont la Communeuté a réagi aux changements de 1989-1990 sur le Vieux Comment.

▶ Die suropaische Gemein-schaft in einem neuen Europa. Ed. Nomos, Baden-Baden.

L'Europe de l'Atlantique à l'Ourai?

Un jeune historien et diplomate allemand a étudié le pensée européenne du général de Gaulle et la politique menée dans ce domaine pendant les dix premières années de la V. République. Un regard original qui prend d'autent plus de valeur après les bouleversements de 1989.

Hans-Dieter Lucas, Europe vom Atlantik bis zum Ural? Ed. Bouvier. Bonn. 438 pages. 120 DM.

La vie quotidienne au Parlement européen

Pour qui veut connaître les coulisses du Parlement à trois sièges (Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg), neuf, douze pays et 518 élus, voici un livre qui apprendra beaucoup. Non seulement sur la petite histoire de la tribu parlementaire, mais sur la subtile politique menée par les groupes, où l'on voit que le fecteur national « est omniprésent dans le quotidien de l'actions.

Merc Abélès, la Vie quoti-➤ Marc Abélès, la Vie quoti-dienne au Parlement euro-péen. Hachette, 440 pages, 118 F.



PICARD

Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE

Livres neufs - Livres anciens

L'HERMES Editeur universitaire depuis 22 ans

DROIT **ECONOMIE - GESTION** LANGUES DES AFFAIRES

catalogue gratuit sur demande 13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

LIBRAIRIE INTERNATIONALE 82, rue Boosparte. PARIS VIª

ARCHITECTURE - BEAUT ARTS RÉCIONALISME

Envoi sur simple demande

Regain d'optimisme en Alsace

STRASBOURG

de notre correspondant ES actions de Strasbourg dans la lutte qui oppose la capitale alsacienne à Bruxelles pour le siège du Parlement auropéen sont en hausse Le résultat spectaculaire obtenu à Strasbourg au référendum sur le Traité de Meastricht - 72,2 % de « oui » - est en soi une récompensense pour tous les partisans de l'Europe. L'optimisme affiché par Catherine Trautmann ne tient pas seulement à ce score flatteur. Le maire de Strasbourg vient en quelques semaines de marquer plusieurs points.

Le Conseil de l'Europe a retrouvé une seconde jeunesse avec l'implosion du bloc communiste et l'intérêt que lui portent les nouvelles Républiques de l'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS. Le chantier du Palais des droits de l'homme où pourront être examinées les plaintes des citoyens de quarante pays europeens est largement avancé. Le système informatisé nécessaire à la mise en œuvre des accords de Schengen (SIS) sur la libre circulation s'installe à Strasbourg. Dans le même sanctuaire, Europol va être opérationnel au 1º janvier prochain pour coordonner la lutte de la CEE contre la criminalité internationale. La métropole alsacienne vient d'être préférée à Berlin et à Dosseldorf pour accusillir l'Observatoire européen de l'audiovisuel. Arte est sortie de la confiden-tialité et la chaîne culturelle franco-allemande doit s'élargir à d'autres pays de la Commu-

Combler le déficit démocratique

Catherine Trautmann vient - enfin - d'obtenir la garan-tie de l'Etat pour construire un nouvel hémicycle de 750 places (et plus si nécessaire) et 1200 bureaux supplémentaires. Certes, les nouve installations ne pourront être livrées à l'Assemblée avant la fin de 1996. D'ici là, il y sura bien longtemps que les parlementaires européens disposeront de l'Espace Léopold à Bruxelles, encore que la chantier ait oris beaucoup de retard.

Tout aussi gênantes pour Bruxelles apparaissent les déclarations de Helmut Kohl sur la « furie réglementaire » de la Commission européenne. Le diatribe du chancelier allemand ternit l'image de la commission

Ce besoin urgent d'une Communauté plus transparente fait souffler un vent d'optimisme sur Strasbourg. La cité alsacienne est prête, considèrent ses responsables, à répondre tout de suite aux aspirations de l'opinion publique européenne alors que ce n'est pas le cas de Bruxelles. D'autant que le gouvernement belge, confronté à de graves difficultés politiques et budgétaires, et la région bruxelloise avec lui, ont du mal à tenir leurs engagements à l'égard des institutions euro-

Aussi Strasbourg prend-elle au sérieux les signes d'apaisement manifestés par Bruxelles. On veut y voir la recherche de la paix dans la bataille du siège du Parlement. Les espoirs sont grands qu'au conseil européen d'Edimbourg de la fin de l'année, François Mitterrand obtienne un compromis définitif : les sessions « ordinaires » à Strasbourg et les sessions « extraordinaires » à Bruxelles. Restent les parle-mentaires européens qui, même si chez certains l'évolution est visible, sont toujours en majorité favorables à Bruxelles, le « contrôle démocratique » nécessitant, selon aux, d'ètre... « à proximité » du conseil des ministres des Douze et de la Commission

MARCEL SCOTTO

Etre autrichien, européen et... neutre

L'indépendance par rapport aux blocs était une composante de l'identité. Mais que faire quand les blocs ont disparu et que l'Europe ouvre ses portes ?

de notre correspondante 'AUTRICHE, confortablement retirée depuis 1955 dans le cocon de la neutralité, s'interroge, depuis l'éclatement d'une guerre sur le territoire voisin de l'ex-Yougoslavie, sur la valeur réelle de ce statut qui semble avoir perdu sa raison d'être avec la fin du conflit Est-Ouest. Par quelle politique de rechange garantir au mieux la sécurité du pays? Fayt-il défendre la neutralité au risque de se voir bar-rer la route de l'intégration dans la CEE? Peut-on l'abandonner et miser sur la future politique de sécurité commune européenne qui se dessine à un horizon encore bien lointain? Ou faut-il sans tarder demander l'adhésion à l'OTAN?

Autant de questions - et de réponses - qui divisent l'opinion et la classe politique autrichiennes, en particulier la coalition gouverne-mentale formée de socialistes et de conservateurs.

La voite-face de la Suède en matière de neutralité et la position nuancée de la Suisse - les deux pays n'ont pas évoque, contrairement à Vienne, la neutralité dans leurs demandes d'adhésion à la CEE - ont créé un certain malaise. Les désaccords sur cette question sont d'autant plus douloureux qu'en Autriche la neutralité n'est pas perçue comme simple concept juridique et politique, mais a contribué à façonner l'identité nationale après 1955. La fête nationale, le 26 octobre, commémore le vote au Parlement de la loi sur la neutralité en 1955 et le départ des dernières troupes allières.

Vienne cherche désespérément à ménager la chèvre et le chou, à

TRIBUNE

européenne commune. On ne sait mortes et demandé de « mettre fin jours privilégié un engagment interpas quand et sous quelle forme celle-ci verra le jour, mais elle est de plus en plus ressentie comme la seule garantie de sécurité pour un pays voué à vivre encore longtemps à la limite d'une région troublée.

Le chef de la diplomatie autrichienne, Alois Mock, n'est pas seul à faire une analyse très sombre de la crise des Balkans, qui risque, selon lui, de prendre une nouvelle tion dans le cas d'un engagement des pays islamiques en Bosnie-Herzégovine aux côtés des Musulmans. La scission de la Tchécoslovaquie et la présence de fortes minorités hongroises en Slovaquie, en Voivodine et en Roumanie sont d'autres éléments propres à créer un scénario assez inquiétant pour la sécurité de l'Autriche. « Jamais depuis 1968 la sécurité de l'Autriche n'a etè plus menacée vu la situation chaotique à nos frontières à l'Est », estime Andreas Khol, porte-parole du OeVP (parti conservateur) pour les affaires étrangères.

aux frontières

Les responsables restent prudents pour des raisons de politique intérieure et n'osent pas demander ouvertement l'abandon de la neutralité. Mais selon les sondages, l'opinion publique bouge : en jan-vier dernier, 96 % des Autrichiens ne voulaient pas qu'on touche à la sacro-sainte neutralité. En juin dernier, 38 % étaient déjà de l'avis qu'à la suite du grand chambardement à l'Est elle avait perdu son sens. Selon le directeur de l'institut ISMA, la raison de ce changement est la crise dans les Balkans.

Erhard Busek, chef de l'OeVP et vice-chancelier, avait néanmoins essuyé des critiques acerbes de tous les côtés lorsqu'il avait déclaré terprétant de manière plus souple et publiquement : « La neutralité telle très large de la « politique de neuintégrer le pays dans la défense qu'elle a été perçue en 1955 est ... tralité » dans laquelle Vienne a tou-

aux ambiguités « et de « reconna ouvertement que l'Autriche souhaite intégrer la CEE moins pour des raisons économiques que pour des raisons de sécurité ».

Le bouillant chef de l'opposition de droite, M. Joerg Haider, sur-nommé parfois le Le Pen antrichien, est allé jusqu'à réclamer haut et fort l'adhésion à l'OTAN, « seule organisation qui dispase des mayens militaires pour assurer la sécurité de

Des distances face à l'Allemagne

Le chancelier Franz Vranitzky et la quasi-totalité des responsables sociaux-démocrates hésitent et veulent surtout éviter de brûler les étapes, car ils savent bien que les Autrichiens tiennent à la neutralité, synonyme pour la génération d'après guerre d'essor économique, de stabilité politique et de nouvelle identité autrichienne face à l'Alle-

Le chancelier a rejeté l'idée d'une adhésion à l'OTAN. Il mise sur la sécurité européenne collective « à laquelle l'Autriche participera active-ment ». Un mémorandum adressé à Bruxelles en juin dernier ne mentionne d'ailleurs plus la neutralité et donne l'assurance aux Douze que l'Autriche souscrira à la politique commune aussi bien en matière de diplomatie que dans le domaine de

Dans le débat sur la neutralité, qui est systématiquement placé sous le signe de la discorde, il y a une seule certitude : la loi constitu tionnelle sur la neutralité interdit à l'Autriche d'adhérer à une alliance militaire et d'accepter des bases militaires étrangères sur son terri-

national. L'Autriche est membre de l'ONU (contrairement à la Suisse) et a toujours massivement participé aux opérations des « casques

bleus». Vienne s'est également ral-lié aux sanctions de l'ONU contre l'Irak et la Serbie. Sans parler des facilités accordées aux avions des alliés ayant participé sous l'égide de l'ONU au conflit dans le Golfe. Werner Fasslabend, ministre de

défense, a cependant lancé un pavé dans la mare lorsqu'il a offert à l'ONU l'utilisation de « bases logistiques » en Autriche pour les troupes et avions engagés dans ses missions humanitaires en ex-Yougoslavie. Comme lors de la guerre du Golfe, l'Autriche autorise les avions de l'ONU – plus de 500 jus-qu'à présent selon le ministre – à survoler l'Autriche.

Mais leur permettre d'atterrir en Autriche, pour Heinz Fischer, président du Parlement (social-démocrate), ce serait trop et dépasserait les engagements qu'impose à l'Autriche la solidarité internationale au sein de l'ONU. « Le status de neutralité serait progressivement vidé de son sens par de telles actions».

Un premier pas vers l'UEO

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) semble être la mieux placée, aux yeux de nombreux dirigeants autrichiens, pour devenir le piller de la future défense européenne commune. « L'Autriche devra se rapprocher de l'UEO, qui a un nou-veau rôle à remplir dans la future architecture de sécurité européenne», estime Ernst Sucharipa, directeur politique au ministère des affaires étrangères. Alois Mock însiste de son côté auprès des sociasentée par un observateur auprès de nord-atlantique (COCONA), forum Est-Ouest créé par l'OTAN et ses anciens adversaires de l'Est.

Le débat sur la sécurité de leur pays a pris les Autrichiens au dépourvu. Le conflit Est-Ouest et la présence de deux blocs militaires hostiles avaient fait bénéficier l'Autriche, grâce à sa position stratégique d'avant-poste de l'Ouest, à la charnière des deux blocs, d'une garantie implicite de l'OTAN en cas d'invasion par les troupes de l'URSS et de ses alliés. La disparition du pacte de Varsovie et la fin du conflit Est-Ouest ont privé le pays de ce parapluie dont on préférait ne pas parler en vertu de la

Mais maintenant? a L'Autriche restera seule dans un éventuel conflit et l'OTAN oreaniserait dans le meilleur des cas une opération « voisin en detresse » pour nous », estime Andreas Khol avec quelque ironie. en faisant allusion à l'aide humanitaire - « Voisin en détresse » organisée en Autriche pour l'ex-Yougoslavic.

Détail surprenant en marge d'un débat mené avec beaucoup d'émotion : personne n'a sérieusement évoqué jusqu'à présent l'éventualité de renforcer la défense du pays pour être en mesure, le cas échéant, de se défendre par ses propres moyens. Cette hypothèse semble totalement exclue en Autriche, qui dépense 1,3 % seulement de son .? PIB, soit 18 milliards de schillings (9 milliards de francs), pour sa défense. Peter Jankowitsch, porteparole social-démocrate pour les affaires étrangères, a catégoriquement exclu l'adhésion de l'Autriche à l'OTAN en arguant entre autres qu'un tel acte demanderait de tri-

WALTRAUD BARYLI

L'unité italienne en question

par Sergio Romano

I le gouvernement Amato ni les Italiens n'ont eu le temps et la Italiens n'ont eu le temps et la volonté, ces dernières semaines, de réfléchir à l'Europe de Maastricht et à la position de l'Italie dans la Communauté. Le référendum en France, le sommet franco-allemand de Paris, le procès fait à la technocratie bruxelloise, les déclarations de John Major et la dureté polémique des relations germano-britanniques ont été commentées en Italie comme des événements lointains, plus objet de curiosité intellectuelle que matière d'importance de la Communauté et d'établir pour

immédiate pour les intérêts du pays, Jamais l'opinion italienne n'a été autant absorbée par la contemplation de ses propres plaies et de ses pro- pas l'expression appropriée. Si la

pres malheurs : crise du système politique, corruption, déficit budgétaire, chômage, augmentation des impôts, réductions des dépenses sociales, manifestations, grèves, pro-testations contre les dirigeants syndi-caux. Tous savent que la crise finira par agir comme un instrument chirurgical sur leur sort personnel, sur le système politique et sur les restes de l'Etat-providence. Peu semblent se rendre compte que cela a déjà en pour effet, à l'échelle européenne, de modifier la hiérarchie entre les pays chacun d'entre eux, à la «Bourse de Bruxelles», une nouvelle quotation.

«L'Europe à deux vitesses» n'est

France et l'Allemagne, malgré tous les démentis, s'apprêtent, avec le Benelux, à créer de facto une monnaie unique, les absents et les retardataires formeront en fait un groupe hétérogène, caractérisé par des aspirations et des rythmes de développement divers. L'Angleterre et le Danemark n'ont jamais entièrement renoncé à la perspective d'une Europe des marchands dans laquelle chaque Etat aurait le contrôle de ses chaque Etat aurait le contrôle de ses dépenses sociales, de la politique fis-cale, de la masse monétaire et des taux d'intérêt.

Ils ont accepté d'adhérer à la Com-munauté afin de ne pas rester à l'écart d'une organisation forte; mais ils céderont toujours à la tentation de ils céderont toujours à la tentation de lui tourner le dos toutes les fois qu'elle manifestera des signes de faiblesse et de division. A tort ou à raison, Londres et Copenhague sont convaincus de pouvoir mener, si nécessaire, une autre politique, atlantique et nordique. Ils n'envisagent pas l'éclatement de l'Europe communautaire comme un malheur, mais comme la possibilité d'un retour à une liberté perdue.

Un cas à part

Cet éparpillement présente, pour l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce, à la fois des avantages et des désavantages, selon leur situation particulière. Mais, à une exception près, la Grèce, ils n'ont rien à se reprocher. Admis dans la Communauté quand ce club existait déjà demuis des années ces prost part fait depuis des années, ces pays ont fait de leur mieux - l'Espagne en particulier avec succès - pour moderniser leur économie, mettre de l'ordre dans leur budget et avancer du même pas que les grands pays.

Ce n'est pas leur faute si l'unifica-tion allemande, les élections américaines et la stagnation économique se sont donné rendez-vous en 1992 pour renverser les plans échafaudés à Maastricht en décembre dernier et gener la marche vers l'unité européenne. Aucun homme d'État espaanol. portugais ou irlandais ne peut être accusé d'impéritie, d'imprépara-tion ou de légèreté. Ils ont simple-ment subi les conséquences d'événo-ments extérieurs qu'ils ne pouvaient ni rejeter ni contrôler.

qui doive sortir du rang et relentir sa qui corve sorti du rang et raientr sa marche. Les événements des der-nières semaines comportent pour les Italiens une double régression : par rapport au groupe des Six qui a tou-jours joui d'une grande autorité morale en tant que noyau originel de la construction communautaire, et par raiport au grande de sert cent la construction communautaire, et par rapport au groupe des sept pays les plus industrialisés de l'Occident capitaliste. On pourra se consoler en évoquant l'exemple de l'Angleterre, contrainte elle aussi d'avouer publiquement sa fragilité économique. Mais la comparaison est trompeuse car elle ne tient pas compte de quelques différences. D'abord, la Grande-Bretagne croit pouvoir mener une autre politique alors que l'Italie a tout misé sur l'Europe.

Nous ne savons nes si les calculs

Platie a tout misé sur l'Europe.

Nous ne savons pas si les calculs anglais sont réalistes et combien de temps il faudra pour que la réalité se conforme aux vieilles convictions de M= Thatcher. Mais nous savons que l'Italie sans l'Europe est seulement un pays méditerranéen. L'Angleterre peut toujours vivre à l'ombre des Etats-Unis; l'Italie risque de tomber dans un club dont les membres s'appellent Monbarak, Khaddafi, Milosevic, Tudjman, Hassan II et dans la meilleure des hypothèses Felipe Gonzalez.

Un pays méditerranéen

Ce n'est pas tout. L'Angleterre a une économie fragile, stagnante, alourdie par les vieilles structures coloniales, mais elle a un système politique solide, une administration efficace, un marché financier fort. Elle n'est plus une grande puissance, mais sait encore vendre des services informations. - informations, assurances, finance - au reste du monde.

L'Italie est sous plusieurs aspects dans une situation inverse. Beaucoup de secteurs de son économie et de sa société sont dynamiques et entrepre-nants, mais son système politique et administratif est inefficace, corrompu et extraordinairement couteux. Son exclusion du club privilégié de l'Union monétaire n'est pas la conséquence d'une conjoncture défavorable et d'une difficile transition économique; c'est la sentence par laquelle l'Europe juge et condamne la classe politique et le régime italiens. Si la Grande-Breni rejeter ni controler.

Le cas de l'Italie est totalement différent. Parmi les fondateurs de la tagne est encore sous bien des aspects un vieil empire à la recherche

de son rôle international, l'Italie est une puissance moyenne en train de glisser vers les degrés les plus bas de sa catégorie. L'histoire anglaise des cinquante dernières années peut être représentée comme un déclin lent et continu; celle de l'Italie comme un long progrès extraordinaire, suivi d'une chute brutale.

Tot ou tard, les Italiens cesseront de penser seulement aux impôts, aux retraites, aux bons du Trésor, aux lépenses de santé et aux pots-de-vin. Ils découvriront alors brusquement que leur pays, entre-temps, a échoué dans la «série B». Il n'est pas possible aujourd'hui de dire s'ils préféreront croire les démentis apaisants des diplomates, ou s'ils chercheront à faire mentir le verdict par un sursaut d'orgueil. Tout dépendra en dernière analyse de leur capacité à réformer le régime et à licencier la classe politique qui a si mal administré leurs resultes économiques et possès sources économiques et morales.

S'ils n'y parviennent pas, si le pays reste à la porte de l'Union monétaire, la crise de Maastricht finira par accentuer l'incompatibilité et la division entre les régions du Nord, qui n'ont pas l'intention de renoncer à l'Europe, et les régions méridionales qui s'adonneraient plus facilement aux douces habitudes de la société méditerranéenne. Les frustrations de la politique européenne finiraient par alimenter les frustrations italo-italiennes et se répercuter sur l'unité nationale. Pour rester unie, l'Italie n's d'autre solution que de faire partie de l'Europe unie.

Ancien embessadeur, Sergio Romano commente l'actualité pour plusieurs journaux italiens.





EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

فتهلف والمراور والمتعارف والمراجع فالمستهين والمراجع المراجع والمراجع والمر

Le premier ministre se prononce pour un mandat présidentiel de sept ans non renouvelable

M. Pierre Bérégovoy dimanche 4 octobre, l'invité de l'émission € 7 sur 7 sur TF1. Voici les principaux extraits de son intervention.

ropéen et ... neu

....

70000

 $\mathcal{N}_{\overline{T}} = \mathcal{N}(\mathbb{R}^n)$

William Co.

. . .

Sections.

and the second

100

1.72

 $(-1) \cdot (-1) \cdot (-1) \cdot (-1)$

e en question

 Les sondages. – « Des sondages, nous lez-vous les sondages du mois de mai qui donnaient une majorité 🗐 « oul » variant === 1 = 70 %. Je == souviens d'un sondage d'octobre I qui 37 de suffrages à François Mitterrand, à la présidence la République, il en a = 52. Les sondages, il faut = 1 compte, c'est une photographie 🎳 l'ouinion, battons-nous d'abord

 J'espère aller jusqu'aux élections 1993, puis, si je réussis à République un décide ainsi, je poursuivrai volontiers l'œuvre pui j'ai entreprise (...). Je suis réaliste parce que je crois qu'il difficile aujourd'hui de qui l'emporter. Je crois d'ailleurs qu'aucune formation l'emportera nettement (...). Les Français prulents avisès (...), ils ne donneront majo-rité telle qu'elle écrosera

L'Europe. - e faut Commis-de fuit généralement bien. fuit faut qu'elle (...). J'ai confiance dans cette Commission, je souhaite qu'en effet itenne davantage compte des aspirations des peuples européens, je la politique agricole commune.»

. Le remaniement gouvernemental. Interrogé sur les mans du départ de M. Soisson Le gouvernement Cresson sur les conditions de son recons dans celui de M. Bérégovoy, le premier ministre explique : «Il y avait un doute et su doute M levé. D'ailleurs, Jean-Pierre Soisson a toujours considéré qu'il n'avait bénéficié d'aucune Mu du Front national. Ce doute levé parce les vice-presidents du conseil régional Bourgogne ont été élus les les les les front national (...), La démonstration est faite Jean-Pierre a obtenu majorité. majorité relative, imme qu'il peut gouverner la région Bourgogne sans compro-mission que le route national.

Interrogé sur l'amb d'écologistes son gouvernement, M. Bérégovoy déclare : « Je ne cours après personne (...). Je crois c'est l'alle clarié des choix politiqui déterminera l'attitude des Français (...). Je n'écarte personne (...). Être soj-même, cela un dire un pas rechercher ia démagogie il gruppiller quelques voix lci là; cela signifie avoir un langage

est complexe, il faut donc leur parler (...) le largage du l' de la responsabilité. A partir de la maturellement forge-ront des ensembles. Il y le du du progrès partir des élections 1993, »

■ La réforme 🖦 institutions. – ■ Une réforme la institutions, je crois souhai-table mieux clarifier les rapports l justice l'exécutif, sans doute, pour donner au Parlement plus plus pour donner au Parlement plus plus voir. Mais il faut cela résulte d'un faire en Congrès, mieux. L'référendum avant les élections législatives, cela problèmes.

A propos du mandat présidentiel le premier ministre explique : « Je » dis qui deux fois cinq » cela signifie » l'on

campagne pour le deuxième mandat, et un plus ce serait changer les institutions. Imm pert, je pourrais accepter un mandat de cinq ans a c'était un régime présidentiel, tir de là, il semble la meilleure formule, c'est (...) sept non renouvela-ble (...) cela permet au président de la mélée, de peuvoir de changement de majorité de cela donne une permanence d'institution (1.). Le président République, après réflexion, partage point de parce qu'il faut le gouvernement, même de la Constitution, il faut que le président de la Répu-blique, chef des armées, fixant les grandes orientations, puisse automo dans la sérénité cette haute fonction.

M. Bérégovoy tente d'éviter le vote d'une motion de censure

Suite 🖦 la première page

Il pourra se dire que, si les sociaaffaires - moins l'intermède le cohabitation, - Il le doivent en partie il politique il rigueur économique qu'il a fini
1983, qu'il a bien
qu'il devenu symbole, la façon dont le franc a résisté ces dernières semaines la spéculation étani la preuve de

Il pourra est contrainte de remettre les clés du pouvoir la droite dans les prochains mois, elle pourra se flatter de laisser leure que celle qu'elle si en meil-1981, et nul peut contester que l'actuel premier ministre est pour beaucoup

200

Mais M. Bérégovoy sait bien que dre : « Munim accomptie. » Bien au contraire, puisque, justement, cette politique économique et financière, qui est m grande partie responsable de la perte de crédibilité socialistes dans rat traditionnel, risque de leur coûter pouvoir.

Or, le chef gouvernement aimerait le ne ceui gara a conduit le PS a plus formation deroute électorale depuis création a Epinay. Certes, il mènera la legislative en compagnie du premier le la legislative en du parti. Mais, si M. Laurent Fahius peut espérer, grâce a son Fabius peut espérer, grâce son âge, une session rattrapage, M. Bérégovoy qu'à significant de la livrera probablement son dernier grand

Pour commune de cuisante,

Le RECOURS-France souhaite le retour de la droite

MONTPELLIER

correspondent :

Maria en congrès es 3 bre à Montpellier, les quatre délégués du RECOURS-France, organisation délense rapatriés d'Afrique du Nord, ma à exprimer leur « très vif mécontentement » face à un pouvoir ils s'estiment « totalement ignorés depuis 1988 ».

MM. Guy Forzy, président du mouvement la coules vement, Jacques son porte-parole, attendent désormais la de leurs problèmes – indem-nisation, retraites, logement et emploi enfants in harkis - d'un in la aux affaires, « excluant forme de cohabita

M. Jacques Chirac, qui avait fait adopter en 1986 de substantielles inid'indemnisation, a missi la quatre cents délégués, dans un message qui promet « l'accèlération » l'achèvede politique. Pour sa part, M. Georges Frêche, maire (PS) de Montpellier, a fait l'éloge, devant les congressistes, de «l'auwe accomplie par la France m Algèrie», fustigeant « les cheyssonnades » et le geant « les cheysponnaues » et le « tiers-mondisme pleurnichard » de la gauche ... Il a « une, refonte de l'époque colo-niale». « Je: peux comprendre les gens ayant rejoint l'OAS », a-t-il dit. Le congrès du RECOURS-France a décide de faire du le novembre prochain une la nationale de la sauvegarde 📠 cimetières français:

il faut que terme ses de la Cest vraiment envie de la Cest pourquoi, depuis quelques jours, il ne cesse, comme M. Fabius, de répéter d'l'intention il run musrades » o particulièrement députés socialistes qui, de leur circonscription, en première ligne, que rien n'est joué. Foch: "N'est | Land | Celui qui s'avoue | Land | Celui qui personi que misme ambiant au PS, contre le défait | de ceux qui pensont que etant perdu d'avantant que maintenant que maintenant que maintenant que la celui qui personi que etant perdu d'avantant que maintenant que la celui qui préparer des maintenant une reconquête future, contre qui leur âge perme e faire l'im-passe sur le futur immédiat.

> Du temps et de l'argent

victoire, M. Bérégovoy a besoin de temps. Il espère que les cinq mois qui lui restent, ai le calendrier toral est respecté, lui permettrone, mieux que les aix premiers mois qu'il a à Matignon, de faire admettre la gauche peut faire triompher le slogan qu'il lui propose : « Sécurité, solidarité, intégrité, compétitivité, » Car son printemps et son été ont ill moins qu'il a souhaitait qu'il souhaitait quand M. Mitterrand lui a enfin confié, il l'espérait depuis si longtemps, l'une d'iriger le

La mise en place d'une réforme aussi indiment mai préparte, le permis la points, l'a obligé à autoritarisme et dialogue avec la chauffeurs routiers. Une d'incidents dans les prisons l'a contraint à la même de personnel péniaons l'a contraint à la même le personnel pénitentisire. La mise i nu, pendant la campagne référendaire, i frustrations engendrées la tion de la et la lassitude suscitée douze ans de pouvoir socialiste, l'a forcé à au secours dirigeants de l'opposition pour éviter que ne soit déchiré e grand dessein envergéen du présile grand dessein européen du prési-les de la République.

Tenter d'author le rejet de la Tenter rejet de la gauc la rurale, rejet dont l'ampleur vient l'trée, impose que Jean-Pierre Soisson ait, lui, peu temps et... un peu d'argent. Or. la govoy promet depuis démontrer que politique démontrer que politique que politique compétitive » va permettre un redémarrage générati d'emplois, pas au rendezvous. Heureusement pour l'actuel premier ministre, la rigueur budgéqu'il a imposée ministre à M. Michel Land à M. Michel Sapin de se montrer un peu plus généreux que lui-même ne l'a été.

> La session de tous les dangers

Le imme souhaité est, en fait, entre mains des députés de l'opposition. renverser le gouvernement, le pré-sident de la République serait pro-bablement amené i dissoudre l'As-semblée nationale, qui, surcroît, affaiblirait encore son au cours d'une seconde cohabitation. Or, la sion parlementaire qui s'ouvre est relle de mar les dangers.

Dernière 🏰 la législature, 💼 ne phil être que la préparation 🖪 la ral députés de la majorité

obtenir les petits cadeaux et les grandes espèreconnaissants. Ceux de l'opposidémontrer leur force leur unité, d'où leur moutes occasions. Le ceux qui depuis plus de quatre ans, balancent d'un tett unité l'autre, and depuis plus de quatre ans, balancent d'un tett unité l'autre, and depuis plus de l'autre, and de l'autre, autre, peuvent que et la le camp qui leur mune réélection, c'est-à-dire, dans le contexte actuel, all droite.

Certes, une partie de l'état-major de l'opposition en fient pas à bous-culer les échéances, mais le Bourbon en un chaudron et la pression peut mettre à mai des stratègies mûrement réfléchies. Certes, la direction du PC préfère apparemment attendre le mois pour connaître le jugement de électeurs, mais certains députés communistes solidement implantés in la munici-paux peuvent être tentés de profi-ter de leur succès lors de la cam-pagne pour régler, très vite, can use avec l'appuil de in place du Colonel-Fabien avec les socialistes qui ont été sa avoués le Li septembre par les populaires.

Them fait et in il Iliui ses comptes. Il y a martin and seiges non pur u à l'Assemblée nationale, non M. André Billardon, nommé au garrantem, a fini le suppléant n'entrera en fonction que dans
i cinq i les titulaires sont
passés Sénat (quatre
un RPR), et deux à la suite démissions de Jean-Philippe Lachenaud, pour cause de cumul mandats, et François Léotard, après son inculpation de l'affaire de Port-Fréjus.

Il milli describe la voix pour gouvernement. Or, exactement le nombre de voix qu'avait la motion de sure, en juin dernier, un la réforme de la politique agricole commune, la deuxième à minimation de la commune, la deuxième de la commune de la com par 🔚 communistes après celle sur la terutribution en la généralisée en novembre 1950. Le gouvernement est plus que jamais sur le fil du rangia

La réforme la politique agricole

L'ordre du jour a donc cui bâti
façon à l' d'éviter les
de censure. Le l' la la dépenses de santé, que
Bérégovoy avait déjà la retirer
en juillet pour éviter d'être moresé, a sera pas d'octobre, prévu, a sera

D La cote M M. Mitterrand PIFOP. - Seion un PIFOP du 26 au 10 septembre auprès de III personnes et publié dans 🖿 Journal du dimanche du 11 octobre, 32 % 📠 personnes interrogées se disent rand comme président la République marm M% le marm précédent que 58 %, contre 60 %, se disent A l'égard de M. Bérégovoy, la proportion des coloniales et media des colo augmentent l' I l'III de quatre points, la première de 32 % à 36 % et la seconde de 38 % à 42 %.



seront encore plus exigeants pour probablement inscrit en décembre que a ma accord en trouvé a ma les organisations professionnelles. Après 🗎 code 💹 procedure pénale. semaine, le députés discute-ront de lutte contre la corrupgovoy compte beaucoup pour démontrer que le socialistes, mal-gré les affaires, sont vertueux. Il espère que, malgré les sacrifices qu'il demande une élus pour 📓 financement le leur par la publication de leur patrimoine personnel, le sujet s'avérera trop délicat pour offrir une sion de l'opposition.

> Fut i budget, pour lequel in gouvernement un fait li in merci des communistes qui pourient la droite. Reste, surtout, une censure particulièrement milialle par l'hôtel Matignon : non nouveile en cause de la more de la politique agricole commune, laquelle M. André Lajoinie, héraut du communisme ne pourrait que s'associer. Il faudra d'art de la manœuvre 🚉 M. 🖼 🕮 nour la désamorcer.

Premier ministre sursitaire, M. Bérégovoy doit, de surcroît, gére le situation relle par la leade de du chef le l'Etat. La difficulté n'est pas um la surcharge d'emploi

rand. Les états-majors des partis obligés d'intégrer à leur réflexion la possibilité d'une élection présidentielle anticipée. Les dirigeants entreprises tentés d'attendre wie le électeurs aient fait leur choix politique majeur avant d'investir. D'où l'obligation pour 🔳 premier minisin d'assurer, en toutes occasions. que we «convalescent» qu'il doit protéger un très bonne forme.

C'est sans doute pour d'ôter du crédit à l'and d'une présidentielle anticipée qu'il a, dimanche # «7 pr 7», exclu réduction a cinq ans du mandat présidentiel, assurant que le chef de l'Etat, manur lui-même, préférait maintenant la solution d'un septennat non renouvelable. M. Bérégovoy avait de été affublé du chapeau 🕶 🖦 gestionnaire de M Antoine Pinay, Va-t-il maintenant être doté du surnom d'un autre président du conseil 📠 la IV. République, Henri Queuille. ale 🔙 docteur Bérégovoy »?

du IIIIII qu'elle lui impose que l'alourdissement du climat politique et économique qu'a entraîne | les législatives. – Répondant déclarations du premier ministre M. Berégovoy, qui a indiqué, dimanche 4 octobre, m préférence M. Alain Juppé indiqué, lundi sur RMC, que «quelle soit question» d'une éventuelle révision constitutionnelle, il était ed'avis de s'opposer la lam réforme de type, la façon déterminée, la cinq mols des élections législatives Il s'agit d'une politi-cienne, c'est irréel», a affirmé pénéral du RPR, en ajou-tant que « M. Mitterrand » vit plus aujound'hui qu'en cherchant ii imagi ner les débats qui peuvent sicher 🔚

pagaille 🛲 се раук». □ M. Toubon (RPR) somhaite ■ de Paris, a regretté, vendredi 2 octobre, à l'ouverture 🖮 la 🚃 🙀 Parlement, que les textes relatifs I la bioéthique soient pes présentés à l'Allantia malimais avant la fin 🛍 🚾 🚾 🚾 🚾 Au cours de la mars séance. Es adopté en marie ture le projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises, présenté par M. Sapin, primm de THIERRY BRÉHIER

IMPRIMANTES

Nager, pédaler, courir mm répit et tenir la distance. Pas de doute, le triathlon exige un effort de tous les instants. Et une volonté proche de l'obstination, celle d'aller jusqu'au bout. Cette volonté qui anime le anume de fond, man la partageons totalement. Mieux, nom la vivons. Dans por spécialité, elle nous incite à num dépasser. A offrir des imprimantes d'une fiabilité I toute épreuve. A nous engager auprès de l'équipe de revendeurs sur laquelle vous pouvez compter. En bref I mettre notre expertise in service de vos exigences et de vos idées. C'est clair: aussi loin que yous irez, nous irons. OKI Systèmes (France) - Tél. (1) 46.15.80.00



 $(a,b) \in \mathcal{A}_{\mathcal{A}}$ 1 mm + 5% v

Le CDS est décidé à préserver son autonomie

Réuni samedi I octobre I Paris, le conseil politique du CDS a décide de préserver l'autonomie III groupe UDC de l'Assemblée manufil II repoussé également manu perspectives de rapprochement aver M. Jean-Pierre

Au lendemain l'élection le M. Monory la présidence du Sénat, le conseil politique du s'est laissé bercer par une euphorie. Tout expension continuant toucher dividendes deur leur gement faveur du « oui » Maastricht, dirigeants centristes peuvent de l'un des leurs. Outre qu'elle contribuera détendre leur trèsorerie, elle conforte, I leurs yeux, leur stratégie d'autonomie au min de l'UDF. M. Monory a de longuement ovationné par amis.

«C'est bonheur de plaisir pour nous tous», a

M. Pierre Méhaignerie. Non

M. Alain Poher assuré amis sa fidélité en expliquant qu'il continucrait comme par passé à participer à la participer de la participer de la participe de la participa de plus grand-chose. » Monory
réjoui « d'avoir fait démonstration
le CDS n'est marginalisé
l'UDF. »

CDS me retirent pas he mêmes enseignements que le plupart des dirigeants le l'UDF. Le persistent à penser que l'UDF reste un instrupenser que l'UDF reste un instru-indispensable à pui faire front un RPR », comme la démons-in en a été faite au Sénat. Mais son min le des identités demeure un atout précieux. Les groupes doivent durer, ils chent », a soutigné M. Bernard Bos-tion notable de leur président exécutif, M. Dominique Baudia, a olupart des responsables du COS

déloyale à la création du UDC I l'Assemblée nationale, il le aussi s'être ravisé. Certains il responsables il félicitaient même de ce que l'UDF se soit mobilisée pour leur il la prédicte pour le la la préd

«La porte de l'amerime

De la part RPR qui, l'improvent l'emoignages rapportés de province, encouragerait de l'une de l'une qui accentue actuellement le chantage aux investitures. Lors de bureau politique qui a partice conseil national, M. Méhaignerie a expressément exist qu'ils se reconseil qu'ils se reconse

a quelles foudres il doit s'attendre il duelles foudres il doit s'attendre il delle partenaires de l'opposition, le CDS a eu il cœur d'étoufier prestement il fermement. l'ouverture qui pourrait le ressurgir dans l'ombre de M. Jean-Pierre Soisson. Pour M. Méhaignerie, le ministre de l'agriculture ministre d'agriculture n'est qu'un « usurpateur », qui a choisi personnelle ».
« Nous l'aligués, a-t-il ajouté, volontairement entretenue. La porte d'ouferment entretenue depuis longiemps, c'est François biliterrand qui l'a luimème fermée.

Afin bien marquer leur détermination îne par accepter une ouverture qui, selon de l'élection présidentielle, la tristes ont voté în main levée în de censurer le gouvernement sur prochaîn budget en insistant sur la faillite de sa politi-d'aménagement rural. Un acquis à l'unanimité, moins le deux voix delegués de la comparation de la co

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Millon (UDF) souhaite une «cohabitation de combat»

A « L'heure du vérité » de France 2

Le nouveau président du Sénat

ne sera pas un «combattant politique»

«Le rôle du président du Sénat où elle est unie, elle devient un parte-

stricte de Constitution.» La nou-ter les dépenses de fonctionnement, alors qu'on avait de moins en moins président du Sénat de félicité alors qu'on avait de moins en moins

M. Charles Millon, président du groupe UDF le l'Assemblée nationale, qui était l'invité, l'assemblée nationale, qui était l'assemblée natio Monde», a rappelé a opposition la cohabitation. un socie de convictions qui a clair, al et précis, nous pourrons aller négocier aux le président de la République, a-t-il précisé. Si, par la président de la Vépublipeut jouer nos différences. divergences, la cohabitation telle qu'on aimeralt us voir durera 🚃 une seconde. 🛊

"J'espère " aurons une majorité suffisante président de la République en tire les conclusions. C'est meilleure des solutions, a ajouté M. Millon. Si le président "
Rèpublique n'en pas "
Rèpublique n'en pour au on appelle cohabitation de la réformes voulons faire, et qu'il n'y ai pas le moindre crochepatte pour empêcher ces patte pour empêcher ces réformes-là. Il y man peut-être m crise. Man crise, c'est la prési-dent de la République qui l'aura provoquée (...). Au moinare croche-

principale de veiller à l'application

Pour le président du groupe Pour le président du groupe de la compais ele devoir historique de manifalter de la crédibilité, a-t-il expliqué. C'est donc la droite qui les la de l'alternance. Le lle prend le risque gàcher ass par politiques compromis, par l'udes li n'y aura plus gauche, ni pour rendre l'espérance confitions, toutes les auraient possitoutes les armany seraient possibles, in extremistes, far-

Enfin, interroge and projet to budget 1993, M. IIII a estimé que « le politique a démissionné devant le budgétaire » qu'il faudrait a l'avenir a faire le nettoyage, chapitre achapitre, le services votes ». Prenant l'exemple budget il l'éducation, un line augmentation, il a affirmé :

"Ce n'est us un problème d'organisain d'utilisation a crédits, »

M. Harlem Désir lance le Mouvement Action Égalité

Le Mouvement Action parti politique de se faire le porte-voix du ∢ mouvement make urbake a tenu, samedi 3 💵 dimanche 4 octobre, à Paris, ses minima. Il s'as ibai d'un bureau national provisoire, prépar M. Harlem Désir.

La génération limite la SOS-La génération

Racisme, aujourd'hui trentenaire, piaffé d'impatience d'entrer politique.

Jessemble se frotter l'ensemble cité, donc désenclaver milieu purement associatif, elle veut prendre la parol car les les ucles dirigeants qui, naguère, les couvaient de de lui « confisqueient » plutôt. Ainsi vient-elle valent de quaient » plutôt. Ainsi vient-elle se doter d'un parti de classique facture. I Mouvement Action Egalité, forme retravaillée I Mouvement M.

inspirateurs
issus de la famille SOS-Racisme – MM. Harlem Désir, Terquem, de la Boutia... – Le la famille de la fa quem, leur borizons leur parvient l'alla horizons leur parvient l'alla horizons leur parvient qu'un petit quart de « potes » parmi leur quart de « potes » parmi leur l'alla cinparticipants l'alla cinpartici

Si l'on croit le projet le sur lequel ils le planché, de lan une entreprise rénovation le le municipale, nationale européenne présentant des profession foit, de reinsuffler une « passion civique » le vie politique aujourd'hui « réduite guerre chefs n'est politique, a déclaré M. René Monory, dimanche 4 octobre, de «L'heure de l'apposition de

Désigné provisoire président mouvement, M. Harlem Désir n'a pas tendre partis politiques. Il a épinglé parti socialiste « disqualifié méthodes » « espoirs trahis », ironisé une qui « joue aujourd'hui vertus effarouchées aujourd'hui vertus effarouchées
découvre soudain une fibre
sociale » promis Front
nal l'épouvantable de l'Hisqu'il n journais du quitter ». Quant aux écologistes, il en a
parlé d'orbanité mais en
soulignant que « le débat politique
ne peut se rèdui la question déchets

Le public par la clairement la ville la clairement la ville la clairement la ville la clairement la politique tous ceux qui se hier mobilisés pour endiguer la urbaine. Les doivent devents politiques devenir politiques demain », inc. M. Desir, qui a faire décide ».

Le Mouvement peut compter pour l'instant une sur un de sur un la fin de l'année. A plus long terme, l'ambition est de se lancer dans la lectorale des municipales de 1995, où l'objectif multier d'étus d'ores fixé cette perspective, législatives de mars l'usera un a tour de chauffe, selon le mul de M. Désir, des candidats seront présentés uniquement pour commencer s'éloigner l'

A lie, tout débat sur d'éventuelles électorales est donc jugé puis de puisque, insiste le président du Mouvement, insiste is president du Mouvement,

sommes une logique
d'affirmation », renvoyant à un
lointain li « la lague, désistement». Il a bien sûr des affinités avec les animateurs l'aile
gauche des Verts ou avec des refondateurs » du PC.



POLITIQUE

En lançant le club Témoin

M. Delors invite la gauche à placer la « question sociale » et la « question nationale » au cœur de sa réflexion

M. Jacques a présidé, samedi 🛘 🔳 dimanche 🚣 📂 bre, à Lorient, 🛦 🖿 🚾 🔠 club Témoin, mouvement 🚾 « réflexion » 🔳 d'« action » qui entend contribuer I I renaissance d'une pensée démocrate en France. Pour le président de M Commission auropéenne, la «question nale » doivent au cour la la réflexion 🔤 la gauche 📠 les venir.

anvoyé spécial Les Rencontres de

nisées depuis 1985 par 2000 ont pris, année, a mar inhabituel. Réservées. I l'inverse marquées par la transformation o club, Temoin, qui, président, M. François Hollande, député dent, M. François Hollande, député

Corrèze,
de réflexion d'action e e prendra position quand le faudra tant tel les choix politiques
essentiels ». Ce club, qui réunira en
générale le 21 novembre,
seta donc davantage qu'un lieu de
discussion - prétendre devenir pour ment un monte marrie au

La naissance association été saluée par le concours de personnalités socialistes. Aux «transdes des origines — groupe de socialistes quadragénaires qui refusaient, en 1985, le «dérive des cousaient, en 1985, le «dérive des cousaients », comme M. Hollande, M. Juntal Le Drian, député du Morbihan, maire de Lorient, le Ségolène Royal,

l'environnement, MM. Jean-Pierre Mignard ou Jean-Michel Jean-Pierre Mignard ou Jean-Michel Jean-Pierre d'autres membres d'autres membres de l'état, ministre d'Etat, l'état, ministre d'Etat, ministre d'autres d'

« Michel Illiami all an ami»

Deventage, en effet, la naisclub Témoin, le auraque M. M. Indiana de la comment, la présence d'éminents rocardiens
M. Tony Dreyfus, le prejour, m. M. Caran Josselin
Louis Le Pensee, respectivement
la comministre des DOM-TOM dimanche en voisins, l'un dimanche en voisins, l'un dimanche en voisins, l'un dimanche en voisins, l'un dimanche en prisident de la Commission européenne avait expliqué qu'il ne s'agissait pas, pour lui, de mettre en place une «écurie présidentielle», mais de participer à la réflexion sur la social-démocratie de la dernière décennie du siècle et des suivantes, les amis de M. Michel Rocard tenaient à souligner, par leur présence, ce que l'un d'entre eux appelle «l'excellent climat» qui pré-side anx relations entre les deux

= Michel Rocard est un ami », a confirmé M. Delors au cours confirmé M. Delors au cours transcatte avec la presse, ajoutant :
« Ne l'empêchez pas de dormir par
vas anticles! » « Pour l'instant, il n'y
u qu'un « présidentiable », ne mélangeons pas les genres », a-t-il précisé
au cours de la même conversation,
en l'amme suivre cette première
ambiguîté d'une seconde : « Nous
sommes à une écurie présidentielle
ce qu'une entreprise antisanale est à
une multinationale, a-t-il dit. Il est
vrai que les artisans sont, parfois,
plus innovants que les multinationales, qui, alors, les rachètem...»
Dernière indication sur la facon

Dernière indication sur la façon Dernière indication sur la façon dont le président de la Commission européeune — qui se souvient l'intervention — qui se souvient l'intervention — congrès extraordinaire du PS à Bordeaux, — juillet dernier, et qui mitent pour responsables — lieutenants de M. Rocard — vit marapports avec l'ancien premier ministre : a Rocard, — mais mais son entourage, je m'en méte », a-t-i dit.

Le thème de ces rencontres était d'utopie démocratique », M. Delois expliquant, le l'ouverture, que ale socialisme n'est, après tout, que l'approfondissement de la démocratie». Au cours d'une première table roude, destinée d'éfricher les généraux de la question, M. Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Sianon, de souligné, le

démocratie à appartenance », fonnationale, une « démocratie délibération», qui donne à chacun la possibilité participer aux déciqui le Paul Thibaud, aucien directeur la Esprit parti du au référendum sur l'Union euro-péenne, la fonction politique « de la nation, « le la de partici-à l'Histoire ».

M. Jospin: socialistes affaiblis

Ce a l'occasion pour M= Guigou de développer les principales leçons qu'elle a consacrés à la elle observé, d'abord, que la souveraineté. « relativement elle des principales en capacités de la consacrée de l souveraineté. relativement circonscrite par rappart celle de l'identité», «cristallisée» la crainte de l'Allemagne, à problème la banque curopéenne, qu'elle avait été « exorcisée qu'on parlée. Les questions l'identité, a-t-elle dit, portaient davantage l'identité régionale l'identité nationale.»

Le ministre délégué un aprime européennes a ensuite évoqué la crainte du « pouvoir de techno-crates », qui exprimée pendant la doute d'ici en en de la remède avait de 1993, a-t-il dit, effacer complète-

apporte par la elle-même,

de laquelle « les suissis de laquelle » les suissis de question européenne pour parler de leurs problèmes ». Cependant, « on « peut pas organiser un référendum « les quoire matins », « le Guigou « réponse » « revendicaion a citoyenneté vivante a politiques i leur a fonction a la cadre régional, par exemple à l'occasion la la discus-

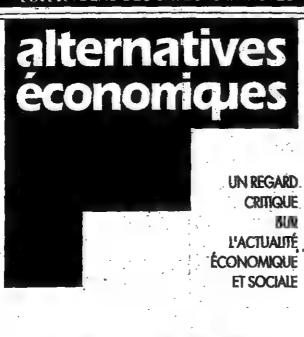
of the CEE, The et la régions. chef socialiste invité Lorient, lospin a peut s'épanouir la projets politique actuel (...), la parte plus des projets politiques, les lospinsables de l'opposition évoquent la enrimaires ». cohabitation, l'anticipation des échéances Uniorales, il rien d'auare, a-t-il dit. Pas une III III fond. " L'ancien ministre de l'éducation nationale a improché, mui, à l'op-position de prétendre que « les diffisocialiste», and qu' « ll all and a démontrer (...) problèmes qui irritent beaucoup de Français (...) les pays dèveloppés v. dit, M. Jospin n'a doute d'ici

man Mi causes Mi man affaiblisseacruel, in plan électoral.

M. I a plaidé, au terme des travaux, pour and anima en force de la politique v afin la remédier aux maux d' « une France ombrageuse et désenchantéc, au vie democratique pleines in rides, un Etat empêtrê 🔳 contestê, une 📥 sion sociale in miettes v. Le prési-Commission européenne. se référant aux clubs des années 60, a présenté Témoin comme une poir, apporter du grain 🛦 moudre au débat public, lancer 🚛 📖 🚃 velles ». « C'est, quelque sorte, a-t-il dit, un nouveau départ, mise la plat de la analyses de certitudes, le la lémoin une France nouvelle, qu'il s'agit de plus grand nombre. » M. Delaus que « la question sociale » doit être au comm de min réflexion, qu'elle et « ma maire malaise français », et il « souligné um «la question nationale demeure», l'Europe n'étant «qu'un projet collectif parmi d'autres », « La politique, a-i-il dit, doit » créer » occasions et des peut s'affirmer will conviction we chaque Français est pris en compte et peut participer | l'œuvre collective >

par Patrick Jarreau





NOUVELLE FORMULE

N° 100

Chez votre marchand de journaux

Abonnement I an : 150 F Alternatives Economiques 12 num du Chaignot 21000 DIJON

ES socialistes réunis à Lorient, les 3 et 4 octobre, comme chaque année depuis 1985, ne sont pas pervenus à résoudre ce que M. François Hollande a appelé els question, le mystère, l'énigne Jacques Delors». Le député de la Cortère, ronfacilient de la cortère, ronfacilient de la cortère. Témoin, l'a confessé sans détour, dimenche matin, à le tribune, avant de laisser la parole au président de le Commission européenne. Le dis-cours de ce demier n'a pas contribué à dissiper le mystère. ouvrier laic.

L'énigme est double. Elle .Réside, pour une part, dans la popularité dont jout M. Delors dans les son-deges, qui, avec des hauts et des bas, le font apparaître souvent comme le seul candidet de gauche comable de leure M. lecume Chiese. capable de battre M. Jacques Chirac aussi bien que M. Valéry Giscard d'Estaing au second tour d'une élection présidentielle. Plus exactament, se cote remonte cheque fois que la gauche subit un revers, tan-dis que M. Michel Rocard conserve la préférance de l'électorat socia-

M. Fabius estime one la rénovation du PS « prendra pent-être quatre ou cinq ans»

M. Laurent Fabius explique, dans un entretien publié par le Journal du dimanche le 4 octobre, que la « rénoration » qu'il entend accomplir à la tête du Parti socialiste e prendra peut-être quatre ou cing ans». Confignt que sa foncpremier secrétaire réallirme qu'il e construire e grand parti social-démocrate's sur la base des la gauche: « justice sociale, refus de l'exclusion, défente

· Interrogé sur le retour au gouvernement de M. Jean-Pierre Soisson, M. Fabius souligne le e grand de négociateur » du maire d'Auxerre, qui dans son nouveau paste » de ministre il l'agriculture et du développement rural. En mars dernier, M. Fabius avait M. Soisson, soupçonné d'avoir été En président du conseil régional de avec des voix du Front national, m soumette I l'épreuve d'un marrie vote, man de quoi ministre im pourrait avoir le du Parti socialiste». Alass ministre III la III publique, and public le · nouvementent

M. Desire est perçu comme une «Le politique ne prendre prendre d'un repentir l'alle prêts seconde la gauche la gauche la gauche la gauche la gauche la catte der per trop défavorable à cette dernière. Il incame le rêve – ou le mythe – de la la catte dernière la catte dernière la catte dernière. Il incame le rêve – ou le politique à propos de l'Europe la sans hypocrisis M. Llone) Joapin, vont devoir prochainement leisser le mythe – de la mala de la mala de la mala de une expression politique aux constance — de principe ou de circonstance — in a construction convera deux réformismes en France, depuis le siècle, celul qui est né du celui qui est se du mouvement

Les résultam du référendum du 20 septembre, où le vote couis a été dominent de l'égions marquées par ma traditions, servenus à l'appui de l'idée que construction européenne pourrait le la la la ce rapprochement. Evoquant wore breton, M. Jean-Yves Le Drian, député du Morbihan, meire 📠 Lorient, a réaffirmé, les le vœu des teurs des manufer qui le de le champ politique», an ajoutant :

selon lui, que si la conjonction des européenne devenalt assaz forpour menecer celle-cl.

Le second aspect in l'énigme time à il personnaité de la Detors lui-même. A soixante-sept mus fort de plus de mande tisme et d'action politique, artisan de la relance européenne depuis 1985, le président la la Commis-sion veut-il se un entreprise conquête du pouvoir en France? A la Miller M. Rocard, il a toujours 🚮 mai l'aise avec la appareils politiques.
Tel un la fois, il la câlébrer, Les communiants M Lorient sont restés sur

lis pourtant nombreux,

vont devoir prochainement laisser le premier d'entre eux seul face il une des rocardiens Marie II Quimper fin accit, its n'ont pas fait leur examen conscience in le dos de M. François Mitterrand, ce que M. Delors n'eût ma admis, Leur bonne volomé ne me aura mul pourtant, il la part de l'ancien ministre il l'économie et il finances, qu'un appel i la réflexion au main austère.

Faute d'une frégate " l'Elysée, Témoin leur offre, sous le prestigieux pavillon deloriste, un canot 📠 sauvetage 📠 prendre place lorsque le navire - M. Laurent qu'il lui a equatre ou cinq pour la rouille prévenus : Il souquer ferme.

Pékin, ville pourpre 🔳 grise dont 🖫 beauté éclate dans la Cité interdite ou 📟 camoufle dans les ruelles de mu vieux quartiers... C'est un séjour dans cette

au destin unique que nous and offrons, penqui lui sied le mieux, en hiver lorsque ciel d'un bleu limpide découpe les ombres et IIII chanter les couleurs.

8 JOURS A PEKIN 6700 F AIR CHINA / HOTEL DE PEIGN

9 JOURS A PEKIN 6950 F AIR FRANCE / HOTEL DE PEKIN

36, RUE DES BOURDONNAIS 75001 M° CHATELET

TEL 40 26 21 95 UC 175 541

riques (m plus importants, m d'autre part, un itinéraire très complet alliant le charme des villes majeures celui des jardins et paysages les plus célèbres.

Et pour vos premiers pas dans monde

chinois nous vous proposons, d'une part,

découverte willes sites histo-

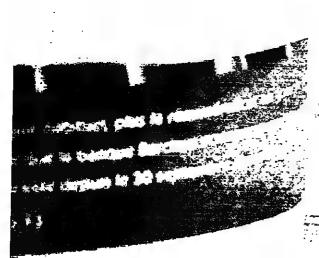
LES TROIS JOYAUX 10 JOURS 9200 F Paris/Pekin/Xian/Shanghai /Paris

LA ROUTE DES **MANDARINS**

18 JOURS 14750 F KONG/CANTON/ GUILIN/SHANGHAI/SUZHOU/ LUOYANG/YIAN/PEKIN/PARIS

Nom	Prénom	
Adresse		
Code Postal	Ville	

JE DÉSIRE RECEVOIR GRATUITEMENT LE CATALOGUE VOYAGES **AUTOMNE/HIVER 92/93**



يد بديقاني ۽

Le gouvernement israélien n'écarte aucune hypothèse

correspondant

Accident? Attentat? Erreur 🕮 pilotage? A l'heure 📑 condoléances et la sympaisraélien, qui menvoyé lundi matin les premiers élements d'une commission d'enquête dirigée par l'an-cien commandant en chef de l'armée 🌬 l'air, le général 🛍 réserve

Lapidot, n'écartait encore, officiellement, hypothèse l'accident di l'avioncargo d'El Al, qui s'est écrasé dans d'Amsterdam.

La direction III III compagnie d'aviation israélienne, qui ■ constitué propre o commission d'enquête, dirigée par un directeur général adjoint, M. Amir, listed the faire preuve se « la plus

Plus de 200 morts et disparus

Suite de la première page

Le nombre 😓 🗠 s'établissait 29, dont de grièvement atteints, du un bilan communique par la maine d'Amsterdam heure matin. A ce moment, d'urgence en début hôpitaux bil bi depuis trophe, les secouristes ne s'atten-daient plus qu'à relever des miracules miracules

D'après le registre de la population tenu à l'hôtel de ville, les immeubles touches étaient habités par 239 personnes. Mais ce chiffre semble faible pour le «HLM» neuf étages et mesurant plusieurs dizaines de mètres de long! D'antant que le Bijlmermeer, essentiellement peuplée de milliers surinamiens ou antillais surinamiens ou antillais anombreuses est conque de être nombreuses, est connue the être volontiers fréquentée par des habituil clandestins, immigrés illégaux ou personnes non déclarées par leurs

En tout état de cause, l'accident du Boeing d'El Al pourrait 🖼 avoir la min - union mu quatre occubres d'équipage et un plusieurs de personne de personnes. La police d'ailleurs, des dimanche soir, s'attendre un bilan de 150 à victimes v. 90 239 habitants lement recensés occupaient
30 appartements totalement
de l'immeuble Kruitenberg. Dans
l'immeuble Groeneveen, 50 appartements ont été soufilés!

La fouille des décombres

La journée du lundi a octobre La journée du lundi octobre permettre mantornée et aux services la protection civile d'Amsterdam se faire une plus précise e l'ampleur la tragédie. Dès l'aube, en dépit d'un vent qui a le la veteurs, un peloton de 60 secouristes a commencé à fouiller les décombres. Les pans le mur subsistant avaient étayés m cours le la nuit par des

Les chutes d'avions sur des agglomérations

Les seridents occasionnés par la ou le d'avions sur le habita-fréquents :

- le 6 juillet 1988, un Mirage de l'armée de l'air pakistanaise s'écrase sur 20ne au nord le Karachi : 14

- le 7 1988, un avion civil d'une compagnie régionale la heurte un hôtel la province de Shanxi : 42 plusieurs bles-

- le 8 décembre 1988, un avion militaire américain de sur un quartier de la ville allemande Remscheid : 5 personnes blessées;

- le 21 1988 a lieu l'at-Ecosse un ing la PanAm : 11 hab du village;

- le 3 septembre 1989, un Ilyouchine la cubaines s'erase décollage un quartier proche la La Havane : 170 victimes di quartier;

- le 25 janvier 1990, un lloeing de la compagnie colombienne Avianca son marissage s'écrase dans li banlieue New-York: 72 victimes; - le 6 décembre 1990, un militaire s'écrase sur un collège dans environs de Bologne, Italie : 12 morts, 80 blessés;

- ■ 16 avril 1992, = avion de l'air kényane tombe flammes sur un quartier pauvre Nairobi : 50

entreprises in travaux publics. «Les risques d'éboulement étaient grands », expliqué des sapeurs-pompiers d'Amsterdam.

secourir au plus nils d'éventuels qu'ils soient rendus maîtres de l'incendie moins de quatre le après un fouille devraient de au pérations de

Les buté un autre obstacle : la conduite de un alimentant le quartier touché du les pour permettre les fermenre l'extinction des foyers d'insendie de distribute. cendie résiduels. Mais à ces deux contre tem près, les opérations de correctement déroulées. Un centre d'accueil de victimes et un proposition de la catalitation de curieux accourus des l'annonce de la catastrophe. La télévision et la radio ont, à plusieurs reprises, lancé des appels au public pour qu'il «maîtrise sa curiodis», et houseversé leurs programmes sité», et bouleversé leurs programmes pour assurer une information «nonstop » sur ce drame, le plus impor-tant survenu aux Pays-Bas depuis l'inondation de la Zélande en 1953.

L'hypothèse de l'attentat

catastrophe aérienn date de 1981 : un Fokker de la com-pagnie KLM s'était abimé dans les environs de Rotterdam à cause du mauvais temp Quant au du Boeing d'El Al au-dessus d'Amsterdam, il mandi matin entouré d'un cer-

chronologie événements est établie. L'appareil avait là l'aéroport Schiphol alentours 15 heures, bre, en provenance de New-York. Le temps de compléter son chargement et de remplir ses réservoirs, et il avait redécollé à 18 h 22 en direction de Tel-Aviv. Mais, dix minutes plus tard, de bord signalait à la contrôle « des en feu » et annonçait qu'il en feu et annonçait qu'il

parole l'aviation civile, «Jumbo» à explosion. un térnom a déclaré à la radio nécriandaise qu'il avait de l'aviation avant de la radio necriandaise qu'il avait de l'aviation de l'aviat entendu une défiseration avant de voir le l'amme jaillir sous l'aile gauche de l'appareil.

gauche de l'apparea.

Les moteurs, endommagés puis perdus, auraient été mu vés à mu quinzaine l'est d'Amsterdam, leur analyse pourrait de lever un com du voile sur causes la causarophe.

Avarie technique, sur un avion depuis mans ou la cause l'accordant de lever un condu voile sur causes la causarophe.

Avarie technique, sur un avion l'avion mu depuis mans ou la la la croire depuis mans de lever un conducte de l'avion surrenté s'est

ll que l'avion amputé s'est retrouvé l'un des quarretrouvé plus denses d'Amsterdam alors que son équipage avait lancé un SOS. Lors de la conférence de presse donnée au milieu de la nuit, le maire de la capitale, M. Ed Van Thijn, a avoué qu'il igni si le commadant du Boeing mil respecté procédures prévues en m d'urgence et si celles-ci prévoyaient le dégagement des engins en péril vers les plans d'ean qui enfourent la ville.

li il précisé que la partie d'Amsterdam, qui il l'une plus urbanisées. Il trouvait adons un mar normal». Un où, rançon du dynamisme de l'aéroport Schiphol
développe-ment de la ville au des dernières décennies, un avion toutes les trois minutes au dessus la tête de phisieurs dizaines de mil-

CHRISTIAN CHARTIER

extrême prudence» spéculations qui vont manmultiplier. ment, c'est la première fois, dans l'histoire in compagnie, qu'un pour purement techni-ou mécaniques.

L'avion, acquis El Al en 1979, "n'avait jamais en aucun problème particulier», "indiqué le lime général la compagnie, M La lin Lev. Als le chef d'escale israélien l'Amsterdam, M. Yisrael Cherbin, l'appareil, qui était en partance pour Tel-Aviv, transportait excression tout transportait cargaison tout qu'il y a le plus « régulière », à parfums d'appareils électronigrand public. Le manufaction clair: il n'y mail multiple d'équipage in the passagere, épouse d'un oftimel de la marille d'El AL, mes

minu sur le rume. * Le gouvernement d'Israël, u fait dimanche soir, le minime de mires étrangères, M. Shimon l'inte a son homologue néerlandais. prêt apporter toute l'autorités de l'Europe notamment proposé d'envoyer sur

spéciale le l'armée qui avait été

créée à la suite de la guerre du Liban et qui a développé certaines techniques prime pour manural disparus sons des tonnes décombres. L'unité en question avait uniment de envoyée l Mexico en Arménie lim de Lundi matin. donné son accord I III offre

néerlandais. Notre cœur nous pleurons néerlandais. lais 🔳 israéliens.» Le président 👘 la République, M. Illia Herzog, & envoyé, sa part, un message

Lundi matin, E compagnie III Al avait maintenu son the ordinaire, avec cinquante-six vols passagers a prévus pour la journée. Interrogé par de journs-listes locaux, le ministre de la risme, M. Uzi Baram, a la savoir que ce « terrible désastre » pas avoir desaitre de

PATRICE CLAUDE

Interrogations autour de deux moteurs

La catastrophe aérienne d'Amsterdam comprend plusieurs incondes enregistreurs des paramètres de voi de l'avion - les dans «boltas noiras» -, les enregistre-ments des conversations avec le STORY OF THE REAL PROPERTY. pour comprendre ce qui s'est passé à bord d'un appareil apparemment en bon état de fonction-

Li coming 747 d'El Al après l'envol, dans deux réacteurs. Ce cas est rarissime, car les problèmes d'échauffement d'un réacteur ne se communiquent pas à son vol-sin. Deux hypothèses peuvent être émises pour expliquer cette simultanéité : la première est l'explosion de la turbine de l'un des deux moteurs et la projection de morceaux de métal sur l'autre moteur qui n'aurait pas supporté ce bombardement; la deucième

Cette dernière hypothèse est moins hasardeuse qu'on pourrait le croire. En effet, les oiseaux

migrateurs abondent en cette sai-

est l'ingestion de volatiles per les

de mer du Nord provoqués d'un peuvent considérables. il de de anormal que l'appareil n'alt pu, and en marche, revenir départ : rempli posé Japon avec

ignore si, and après | suri - lorsqu'il | limit | appel ... pilote l'avion était difficile à manceuvrer. Si oui, un événement supplémentaire est venu compliquer la tâche du pilote qui bataillait pour mainand en ligne et en altitude son appareil déséquilibré par le décrochage des deux réacteurs tueux. Une défaillance structureile f'aile caux-ci? pour alléger w avion, le pilote ne pouvait pas beaucoup de pro-une qui une vol pour V



La Nouvelle Opel Vectra 93, une ligne encore plus élégante : le plus séduisant, dans la nouvelle Opel Vectra, c'est u nouvelle ligne. De nouveaux choix de puissance: moteurs essence, Diesel ou Turbo Diesel, et surtout la nouvelle Vectra Turbo 2.0 litres 16 soupapes 204 ch (150 kW CEE), boîte 6 vitesses, transmission intégrale. De nouvelles normes de sécurité : système de ceintures de sécurité actives à l'avant, et système de protection latérale, composé de doubles barres en acies

3615 OPEL

VOITURE PROPRE

Dénonçant une inculpation politique

Les avocats de M. Henri Emmanuelli rendent public le procès-verbal de son premier interrogatoire

Emmanuelli, inculpé le 14 tembre dernier de recel et complicité de trafic d'influence en sa qualité d'ancien trésorier du Parti socialiste, ont rendu public le procès-verbal de l'interrogatoire, conduit jeudi 1= octobre à Rennes, par le conseiller Renaud Van Ruymbake dans le cadre de son enquête sur le financement ilicite des partis politiques la Sarthe luma 3 octo-brej. Décidé en appeler l'opinion publique contre le magistrat rennais, le président de l'Assemblée nationale alnsi montrer qu'en ce qui le concerne la manuel vide.

Pour Me Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Welzar, qui ont distribué ce document samedi I octobre I la presse, le détail de cette longue séance (près de quatre heures) tendrait à prouver que le dossier est sans consistance. Tout en estimant que l'inculpation de leur client est injustifiée et que la démarche du juge est « non pas judi-

The second of th

And the second s

" The second

A Country of the state of the s

2017 T 277

unities avec l'accord de M. Emma-nuelli illustre surtout im dialogne de sourds entre le président de l'Assem-blée nationale et le magistrat ren-nais. D'un côté, le conseiller Van Ruymbeke, références à l'appui, rap-pelle les liens historiques du PS et du bureau d'études Urba; il démon-tre le conseiller autiment de l'accomme di bureau d'enices urba; il demon-tre le caractère national et l'organisa-tion pyramidale de la collècte de fonds opérée dans tonte la France, et donc la Santhe; il souligae le rôlè-cié du trésorier du PS dans cette atrocture et questionne, en cette qua-lité, le président de l'Assemblée

De l'autre côté, M. Emmanaelli oppose an magistrat, avec obstination, trois arguments: il ne voit pas, dans les citations et questions du juge, «l'existence d'un lien direct et joge, «l'existence aux uen aurect es personnel» entre sa personne et la pessation de commission, lors de la pessation de marchés publics dans le département de la Sarthe; il a déjà répondu il ce genre de questions en juin 1991, il acume il commission d'enquête parlementaire sur le finan-

Pour l'essentiel, l'aucien trésorier du parti socialiste s'en tient à cette lique de défense, exprimée ferment des le premier échange: a Je me tourne vers M. le conseiller Van Ragmbeke et je hii demande s'il est à nême de me produire un élément matériel prouvant ce lien direct et personnel. Si c'est le cas, je reste à su disposition. Dans l'hypothèse contraire, je ne serui que renforcé dans ma conviction que, depuis le départ et souvent à la hâte, il nei s'agissait que d'incriminer le plus vitel passible un homme, non pas en fonction de ce qu'il est, ou de ce qu'il cumult fait, mais de ses respansabilités politiques. Je demande danc à mon interrogateur de produire ces charges dont je n'ai pas trouvé trace dans le dossier.»

Cherchant à préciser le lien entre le trésorier de la la commissions perçues par Urba dans la Sarthe, M. Van Ruymbeke déclare alors : e.l.a spécificité des sociétés du groupe Urba résulte de ce qu'elles reversaient 30 % modulables de ses recettes pour le compte du « national », que ces fonds aient été collectés dans la Sarthe ou ailleurs (...). Il apparaît que les fonds collectés dans la Sarthe

idire mais politiques, les avocats de M. Emmanuelli n'envisagent expentent politique.

Le procès-verbal d'interrogatoire diffusé avec l'accord de M. Emmanuelli illustre surtout un dialogue de sourds entre le président de l'Asserablée nationale et le magistrat renais. D'un chté, le conseiller Van Ruymbèke, références à l'appai, rappelle les liens historiques du PS et du bureau d'études Urba; il démontre le contraire, le ne serui que renforcé dans une masse indivisible. M. Emmanuelli rétorque : «Je m'inscris totalement en faux contra ces assertions, qui sont totalement contraires aux déclarations que j'ai faite devant la commission parlement en met de me produire un étiment de commission parlement en de me produire un étiment de dessire. Contraires également aux déclarations de M. Monate du 6 juilles les liens historiques du PS et disposition. Dans l'hypothèse qui précisait : «J'ai geré ce prospelle les liens historiques du PS et disposition. Dans l'hypothèse qui précisait : «J'ai geré ce prospelle les liens historiques du PS et disposition. Dans l'hypothèse qui précisait : «J'ai geré ce prospelle les liens historiques du PS et disposition. Dans l'hypothèse qui précisait : «J'ai geré ce prospelle les liens historiques du PS et du partie d'avoir une détunde une masse indivisible.» M. Emmanuelli rétorque : «Je m'inscris totalement en faux contraires aux déclarations que j'ai faux contraires aux déclarations de M. Monate du 6 juilles de me produire une témple de défense et de m'inscris totalement en faux contraires aux déclarations que j'ai faux contraires aux déclarations de destires et dont j'ai versé copie aux destires et dont j

Le juge poursuit ea citant, lui aussi, des propos de M. Monate, ancien PDG d'Urba, et de M. Laignel, ancien trésorier du PS, qui sonlignent, au contraire, le lien direct entre le bureau d'études et le PS. M. Laignel, rappelle M. Van Rnymbeke, a déclaré à la commission parlementaire : «Le trésorier rencontrait régulièrement le président du groupe, M. Monate, qui l'infor-mait du contrôle régulier de la société, mais c'est la commission du contrôle financier du PS qui exerçait le contrôle sur les finances d'Urba.» Répouse de M. Emmanuelli : « Votre insistance à prononcer le nom de insistance à prononcer le nom de M. Laignei, membre du gouverne-ment, me parali relever d'un souci permanent de donner à cette instrucDans l'un le plus grands établissements pénitentiaires d'Amérique latine

Cent onze détenus tués lors d'une mutinerie à Sao-Paulo

vandredi 2 octobre, dans la cantre de détention de Carandiru à Sao-Paulo s'est achevée samedi par un váritable massacre. Cent onze prisonniers ont été tués, et soixante personnes blessées,

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondent

dredi après-midi, dans un pavillon
2 17 7 200 détenus
1 un plus grand
ments pénitentiaires d'Amérique
latine. La cture de hande pour le contrôle du trafic de la drogue dans le bâtiment réservé aux jeunes délinquants, a marqué le déclenchement des affrontements.

Les gardiens n'arrivant pas à contrôler les bagarres entre prisonniers, la destruction du matériel et les multiples foyers d'incendie qui se sont ensuivis, deux juges, à la demande du directeur de l'établissement, ont autorisé l'intervention des forces de l'ordes Ornelous trois des forces de l'ordre. Quelque trois cent policiers militaires du bataillon de choc, accompagnés de chiens, ont envahi la prison. La bataille rangée entre les détenus et les poli-ciers auraient duré moins d'une heure dans une presque com-piète obscurité, l'électricité ayant été coupée. Les prisonniers ont fait exploser des bouteilles de gaz, et se sont battus, selon le police, avec des conteaux et une dizzine d'armes à feu en leur possession. La situation n'a été totalement maîtrisée qu'aux

Enquête sur l'action de la police

Pendant toute la journée des mil-liers de parents et amis des détenus se sont massés devant la prison afin d'obtenir des informations. Mais la destruction des archives, incluant rées, a rendu extrêmement difficile les lichiers des personnes incarcé-

Les farilles sugremation med

aux prisonniers, en huriant du trottoir ou des immeubles voisins, pour connaître le sort de leurs pro-La sécurité avait été renforcée dans tout le quartier, situé dans la zone nord de Sao-Paulo. Le déroulement exact de cette mutinerie, la plus violente de l'histoire brésilienne (1), est loin d'être élucidé. Le secrétaire de la sécurité publique de l'Etat de Franco, n'a indiqué qu'en fia d'après-midi samedi le lili-complet de l'affrontement, quelques minutes avant la clôture du scrutin des élections municipales qui avaient lieu ce même jour. Refusant affirmé - M. Pedro Campos de l'indiqué que l'action de la police destinée l'action de l'indiqué que l'action de la police destinée l'action de l'indiqué que l'action de l'act

Le de l'Etat, M. Luiz Antonio Fleury, a que ce drame confrontetion bandes bien armées » et a déploré « le nom-bre élevé de victimes ». M. Fleury, tont soulignant le nécessaire a rôle rèpressif des forces de l'ordre »,
précisé qu'une enquête
sernit menée » pour savoir si l'action
de la police avait été correcte ou s'il de l'ordre des avocats de Sao-Paulo, M. Jose Batochio, estimant e incon-cevable qu'une supposée dispute entre délinquants fasse autant manua assuré que la commission des droits de l'homme mènerait à blen sa propre investigation.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) La surpopulation dans les brésiliens - la prima de Carandiru, constraite 1961, n'était prévue que pour 3 détenus et abrite le double, - Inféquentes de lions et la l'épression de police déjà. Le possé, provoqué de tois drames : en 1987 à Sac-Paulo, 30 prisonniers avaient été tués lors d'une prise d'otages, Péndant le de 1989, toujour à Sac-Paulo, participal d'une d'une l'été la contété d'une le l'une d'une l'acceptant le des la contété d'une le l'une le l'une l'acceptant le l'une l'une l'une l'acceptant le le le le l'acceptant le l'une l'acceptant le l'une l'acceptant le l'acceptan earrês. 18 d'entre aphixiès. 1 d'une émeute une prison de Rio-de-Janeiro. 1991,

Alors que les bâtiments n'étaient un partiellement équipés de filins

Trois hommes se sont évadés en hélicoptère de la prison de Bois-d'Arcy

Trois détenus se sont évadés. dimanche 4 octobre, de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) grâce à l'intervention d'un complice, qui avait pris en otage un pilote d'hélicoptère. Cette la quatrième selon ce scénario depuis le mois de juillet - dont l'une avait échoué, porte à quinze le total des éva-sions réussies depuis le début de l'année.

Michel Lepage, quarante-cinq ans, Farid Delys, trente-cinq et Didier Lunel, ans, se trouvaient dans l'une cours de trouvaient dans l'une cours de promenade la maison d'arrêt Bois-d'Arcy, en compagnie d'autres détenus, lorsqu'un hélicoptère qui de décoller de l'aérodrome Saint-Cyr-l'Ecole s'est posé dans la cour. Les hommes sont montés dans l'appareil, qui s'est ensuite dirigé vers un terrain de sont de Rocquencourt. La les sport ué Rocquencourt. Lè, les d'une Toyota grise. coup feu n'a été tiré, conformément un règlement qui l'interdit un raison des risques d'explosion Im l'appa-

Des filins auti-hélicoptère étaient cours au-dessus du terrain de sport de la prison, mais les de promenade n'étaient équipées. Comment extrêmement lourds : pour le terrain sport, il fallu poser des mats quinze mètres haut qui pèsent chacun tonne afin de risques déracinement mouvements collectifs de directeur l'adminis-tration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, qui s'est rendu place dimanche après-midi, a rappelé au com de visite que l'équipement filins prisons françaises, lancé en l'une et manuel de l'équipement prisons françaises, lancé en l'une et manuel de l'équipement prisons françaises, lancé en l'une et manuel de l'équipement prisons françaises de l'équipement prisons de l'équipement pri

léré dans le cond'un plan d'urgence, replique un de 100 millions de

de cette évasion, les syndicats il surveillants ont protesté il «l'insécurité» qui règue établissements.
L'Union fédérale pénitentiaire (UFAP, représentant 35,3 des aurveillants), qui de bluff de l'insecurité des mesures contrôle des héliports», n'appelle cependant les personnels à cesser in nouvelle fois le travail. Par la voix de son secrétaire général, M. Serge Alberny, ouvrière (32,5 % des voix) a souligné l'urgence mesures immédiates » en faveur de la sécurité, et l'Union syndicale pénitentiaire (10,8 % surveillants) a demandé la nomination d'un chargé de mission issu du personnel de surveillance afin d'étudier le problème des évasions. de cette évasion,

Réussites en baisse depuis cinq ans

Trois opérations d'évasions par hélicoptère ont en lieu depuis le mois de juillet : la première à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, la deuxième à la prison de Ploermeur (Morbihan) et la impaire de la maison centrale Saint-Maur (Indre). Cette

avait tué au cours d'une fusillade lors de l'hélitreuillage (le
du 10 septembre). Après
une augmentation continue au
des années 1981-1987, le
nombre des évasions réussies
depuis cinq ans : l'administration pénitentiaire a recensé
36 évasions en 1987, 30 en 1988,
en 1989, 24 en 1990, 17
1991 et 14 pour les neuf premiers
mois de cette année – 15 depuis
l'évasion de dimanche.

ANNE CHEMIN Saint-Maur (Indre). Cette

ANNE CHEMIN



Si on vous dit qu'une voiture a d'un prix accessible, informez-vous de son qualités d'une voiture tant qu'on ne

grées aux 4 portes, freinage ABS (en série à partir de GI). Un nonveau respect de ivironnement: matériaux en grande partie recyclables, peintures moins nellement de GI). nouveau standard dans sa catégorie: découvrez la nouvelle Opel Vectra. Sa technologie, ses formances et son prix vous séduiront. Nouvelle Opel Vectra. A partir de 85 500 F. (Vectra 1.6 i)

Soel. Une idée neuve.

16 Le Monde ■ Mardi ■ octobre 1992 •

Le Monde des DEBAIS

Le Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Le Monde des Débats invite, chaque mois, des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers le s'exprimer de la façon la plus libre sur quelques-unes des grandes questions du moment.

Pariant sur les vertus de l'écrit, le Monde des Débats souhaite ainsi aider comprendre, une le recul qui s'impose, les grandes évolutions d'une époque surinformée mais souvent désorientée.

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMEN	T:1 AN (11	NUMEROS)	: 216 F AU	LIEU DE 330 F
----------------------------	------------	----------	------------	---------------

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :

Le Monde des Débats, service abonnements, 1. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615, LEMONDE code ABO

Expire _____

EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE / 10 F

DB **02**

SOCIÉTÉ

Les désordres de Cabourg

Rumeurs et recours devant les tribunaux : la discorde règne dans la cité balnéaire Son maire est au centre des polémiques sur fond d'affaires immobilières

CABOURG

envoyé spécial

Cabourg n'est plus Cabourg. Cabourg n'est plus Cabourg.
L'élégance n'est plus sur sur l'est plus sur l'est proust.
L'élégance n'est plus sur l'est proust.
L'y empoigne comme ailleurs. La résidence secondaire du Pur l'est peaux quartiers à pareil chahut. Le qui fait le précieuse, alanguie les plages du Calvados.
L'a septembre, des banderoles incongrues même facade l'acaino. même façade casino,
bâtisse bourgeoise construite en
1907: « Occupé par l'ensemble personnel défendre l'emploi
Les employés et l'direction maire la fermeture «raide de sècurité». Dans l'attente d'un jugement utribunal administratif Caen, l'occupation a mais lie water restaut State

Au-delà du casino, la contiere bruit d'une agitation inhabituelle. Il su question d'argent, su procès, de champs de d'opérations immobilières, su procès, de champs de d'opérations immobilières, su procès d'opérations immobilières, su procès de la champs de la champ rains 📾 🖮 🛊 « prix d'ami ». 🖪 d'un maire pour contesté:

Van (sans de quette), «DVI» (sans de nomme parfois. «Je n'ai rien cacher», lancot-il, agacé, aux journalistes. Certains de le potres du Calvados ne sont pas conienses. toujours di mine etc.

Car « DVT » est bel et bien l'ac-principal de l'ac-Elu mars 1989, homme volu-bile, que « enthousiaste mais insaisissable », courses. Agé de quarante-huit ans, vice-président de l'Société d'encoursement français (SECF. de trot), il fréquente du cou de politique (droite gauche). ambitions – il souhsiterait présider SECF – et ennuis d'moment lui tout inimitée, notamment

> - Le casino et Casa nostra

Certains Cabourgeais, eux, lui reprochent de de de frénésle immobilière». L'opposité évodéjà un gouffre financier»,
cue le exemples d'Angoulé et la Briançon. Alors que de l'angoulé de de de l'angoulé de de l'angoulé de de l'angoulé de in opérations immobilières

in financées par le privé » et que la ville n'aurait

s'élève » 76 millions en million

Le conflit là plus en vue, celui 🌬

Or, l'endroit, qui comprend éga-lement à discothèques et un cinéma, a vieilli. Une est devenue nécessaire. Assurant

Cette préférence pour Casa président, M. André le Krikorian, suscite blen des polémiques à Cabourg. Elle intrigue d'autant plus que le Themsche procédé, comme l'y oblige un décret un 31 mai 1992, à une publicité un sein de la Communauté péenne. En l'autorité la Hubert lors du conseil municipal de 13 mai, l'équipe Van Themsche commismante erreur. Le préfet, estimate que la manœuvre était entante d'irrégulatiés, a déposé un recours devant le tribunal adminisment de Caen qui le 9 septembre, a donné raison à M. Indeed et state octobre.

serie | fesses qu'il n'arrive rien », se souvient M. Van Them ui, le 3 septembre, a de fermeture.

D'abord, l'hippodrome le son arrivée, M. Van I bemsche a fait de ce pui hippodrome un hippique d'envergure nationale capable d'accueillir des mund de trot

pale nu mune le préfet du Calva-dos, la label lesse

Le conflit
autant. Il porte sur l'état
vétusté du casino. Le 17 août, la
Commission départementale de
au métavorales conditions actuelles». Du
17 3 septembre, le casino
est, maigré tout, maisse la notification officielle. J'ai
tendais la notification officielle. J'ai
terré sesse qu'il n'arrive

M. Mais il msurge contre l'argument mais il msurge contre l'argument qu'il qualifie de « prétexte fallacieux » l'évincer : Si ma clients étaient danger, il infallume contraindre à fermm en début de let ne laisser des milliers in gens risquer leur vie été. » Le tribunal administratif devra trancher ce litige. L'affaire serait anecdotique si elle ne s'ajount il d'autres dossiers, tout complexes. Car les points in discorde un légion in cabour-

en partie financés par la SECF, vice-président La mune y la également allée de sa poche. Elle a déboursé plus de

CABOURG SES PLAGES SON CASINO SON HIPPODROME SON MAIRE

🔳 millions 📭 francs pour la 🚛 francs 🛌 effectuer 📥 études construction d'une salle polyvaiente

l'installation projecteurs (les
courses ont en nocturne).

Qu'obtient-elle en retour? Pas le l'aménagement casino du gran bôtel attenant. L'un projets, prévoyait des d'un montant 90 millions d'francs de Qu'obtient-elle en retour? Pas le moindre centime sur les paris. La SECF paie un loyer annuel de 5 000 F. Quant à la salle polyvalente, dont la ville est propriétaire, elle est mise gratnitement à la disposition de la SECF qui l'utilise comme halle des jeux. Si, dans les soixante ans à venir, la ville voulait résilier la convention qui la lie à la SECF à propos de la salle, il lui en coûterait 27 millions de francs. mettait il mal le charme des lieux, a été rejeté sur intervention du ministère a culture. Les architectes de plans a été facturé 6 181 692 F. Du casino ZAC, les oppo-sants ou le préfet se sont toujours efforcés dénicher le juri-diques l'arrivée buildo-

zers. La tactique s'est révélée effi-cace, mais n'a permis d'éviter mouvements financiers aux-

quels la cour régionale comptes semble s'intéresser pro-

chainement. Sans doute se penche-

chainement. Sans doute se penchera-t-clle sur les activités la Société d'économie mixte de Cabourg de sa région (SEM-CAR), qui est intervenue dans la plupart des dossiers prétant aujourd'hui polémique. La commune appelée à la rescousse pour

CAR, — qui est logique compte tenu de ses fonctions de maire. En revanche, — shef de cabimit à la mairie, M. Jean-Claude Letang, — on dit en ville qu'il — la vati maire de Cabourg, est aussi directeur général de — SEMCAR, Il

« Affaire privée » et aprix d'amis

Autre dossier : celui de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du « Château ». Il s'agit en fait il lui terrain de camping situé en bord de mer que sur riétaire a cédé pour 16 de francs, le 20 avril 1992, à un investisseur parisien, la la Frank-Alexandre, M. Van Themsche assure qu'il s'agit d'une « affaire privée ». Certes. Mais le gérant de cette société, M. Alexandre Skowronskil, est considéré comme l'un de ses considéré comme l'un de ses proches. Il a même été son adjoint au Syndicat national des proprié-taires du trot. On reste dans le

acquérant ce terrain. M. Skowronski savait qu'il n'était M. Skowronski savait qu'il n'était par aillument constructible car situé en front de mer. Mais il a déclaré de situation son «affaire personnelle». Concidence? Cinq jours après la signature de la promesse de vente, «DVT» invitait son conseil municipal à transformer ce terrain en ZAC, donc à le rendre constructible. M. Van Thernsche, dont le but est de créex à cat dont le but est de créer à cet endroit une base nautique et un hôtel, entend passer outre la loi lit-torale qui protège la «bande des cent mètres» (interdiction de construire certains types de bătiments à moins de cent mêtres du rivage). « Cette loi ne s'applique pas dans notre cas », explique-t-il. Le préfet pourrait de nouvezu s'in-terposer et porter l'affaire devant le tribunal administratif.

Une autre transaction fait l'objet d'une polémique. Il du maire, la ville a vendu, en 1990, un pour 3 millions l'iranes (42 F le mètre carré) à la société immobilière Investim. Selon M. Van Themsche, il s'agissait d'une bonne affaire pour la le mêtre carré vaux, d'après lui, 15 F. Or, fin 1990, une société anglaise 9 millions de francs le même terrain, M= Corinne Lepage avocate de profession et chef le de l'opposition, se la alors si Investim
n'avait la classima d'un « prix
d'ami», d'autant plus que l'actionneire principal de société,
M. Guy Leloup, un proche il
«DVT», se savec lui la l' quentation assidue in hippodromes. Elle se in done vers le in a la administratif pour faire annuler la vente, estimant la le tribu-nal rejeta demande. Le Conseil l'In fut saisi, Après expertise, il apparut que la mètre valait en réalité près de 200 F. Le 11 juin 1992, le Conseil les contribuables l'annulation de la vente.

«DVT» a donc dia interlocateurs favoris. C'est le cas du cabinet Péron et Dangréaux qui, avant même in premier coup de pioche, a déjà perçu 22 millions est donc à la fois salarie de la com-mune de la SEMCAR, ce qui est déjà plus surprenant. Le secrétaire général de 🔳 mairie. M. Alain Sacazes, est aussi dans ce cas puisqu'il de également directeur administratif in l'inancier de la SEM-CAR

Un mystérieux « Prix d'excellence européenne »

«Nous n'avons rien 🛮 cacher. Mes deux fonctions sont pas incompa-tibles. Mid n'est illegal «, certifie M. Letang, ancien collaborateur de François Léotard après avoir été l'adjoint M. Michel Mouillot (maire de Cannes) du temps où celui-ci travaillait chez Ricard. Dans une lettre adressée le 19 décembre 1991 i M. Van Themsche, la régionale == comptes évoque déjà la question :

Vous (...) que le préfet du Calvados attiré attention le retard dépôt de comptes iles du premier de la SEMCARI de le déficit de l'exercice clos de 31 décembre 1990. lié à l'Importance des rémunérations versées and dirigeants a sala-riès a la société. J'observe, en and q certains d'entre des jonctionnaires employés par municipalité de Cabourg. »

Le maire, m homme de caractère qui s'emporte lorsque choix sont contestés (il a fait évacuer deux la salle du conseil municipal), sc défend d'être un » bétonneur » et un a tyran », mais l'accumulation de dossiers fragilise sa position. « Cabourg w bord de catastrophe », les opposants.
« Ils ne proposent rien », rétorque «DVT» 📰 émettant le vœu que Lepage, son le plus tenace, son a psychanalyser ». Cabourgeais, comptent coups, dans l'artente d'éventuelles judiciaires. fier, en 1990, un mysterieux a Prix d'excellence européenne ». Le diplôme la comversé 500 000 francs pour l'obtenir.

PHILIPPE BROUSSARD

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

La commune de Laruns retire du Parc national des Pyrénées

L'ouverture prochaine d'une enquête publique portant 🚃 le 🔤 du a provoqué 1'Ossau, m particulier è (Pyrénées-Atlantiques). d'une du municipal, bre, les étus de Laruns ont demandé le retrait me territoires de la commune de la tutelle du Perc national des Pyrénées et rejeté le projet de classement du site du Soussouéou.

M. André Fabre, maire de Latuns, usufié per per contraintes qui résulteraient du classement de 5 000 hectares de ce montagne, L'instauration d'une Izone d'intérêt nautaira) limiterait l'activité, pastorale, en le le projet in line d'Artouste, - (Corresp.)

NUCLÉAIRE

Manifestation intersyndicale pour M redémarrage Superphénix

Quelque 1 700
participé il un intersyndical organisé, dimanche il octobre, il Creys-Mahville (Isère), à l'appel
syndicats CGT, FO, CFTC, LIII Autonomes, pour demander M redémarrage di surgénérateur Superphénix La CFDT, malia le débat, les représentée par sections Creys-Melville et une partie La caz-électricité. De nombreux élus présents.

Le gouvernement annoncé, aménagaments réce saires à mi protection immi installemener i bien i i i i i i sur son utilisation comme l'annual de déchets (actinides). M. Late Vlannet, Inc. 1997 de 🖿 CGT, a estimé, dime Creys-Malville, que catte décision en'est pas une concession faite à la sécurité (...). Il sereit regrettable, e-t-il ajouté, que 🖷 premier ministre de un potentiel, un patrimoine aussi important ».

(Publicité)-

De la crise des banlieues à la crise du monde rural, quelles nouvelles formes de solidarité?

VERSAILLES - PALAIS DES CONGRÈS 14 et 15 octobre 1992

PREMIERS * ENTRETIENS VILLES, CAMPAGNES * A L'INITIATIVE DU MOUVEMENT FRANCE PLUS

MERCREDI 14 OCTOBRE 1992

11 h 00 SÉANCE D'OUVERTURE 14 h 30 TABLE RONDE Nº 1 La campagne, une chance pour mum banlieues?

17 h 30 TABLE RONDE Nº 2 La campagne, un atout contre le chômage en milieu urbain ?

JEUDI 15 OCTOBRE 1992

9 h 30 TABLE RONDE Nº 3 La décentralisation, une chance pour um campagnes ? 11 h 00 TABLE RONDE No 4 L'Europe, une chance pour nos campagnes?

14 h 30 TABLE RONDE Nº 5 Villes, campagnes : vers de nouvelles solidarités ? 17 h 00 SÉANCE DE CLÔTURE

Pour travailler I formuler cette perspective de manière concrète, les premiers « Entretiens villes, campagnes » réuniront élus, experts et responsables de l'aménagement du territoire.

TROUVONS ENSEMBLE UN ÉQUILIBRE!

Avec le concours du secrétariat d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, du conseil régional d'île-de-France, des conseils généraux de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne ■ du Val-d'Oise

CONTACT PRESSE: FRANCE PLUS - Tél.: 40-38-40-00 - FAX: 40-38-92-06

Au sommaire du Monde de l'éducation » d'octobre

Réussir à l'école

Comment devient-on bon élève? Comment se maintient-on cui arrivent au bac sans avoir radoublé et en se faufitant dans les bonnes séries? Comment se fabriquent les «bonnes» classes? Quelles sont, dans le succès des élèves, la part des professeurs et celle des parents? Le Monde de l'éducation a mené l'enquête sur ce sujet tabou. Le soutien des families est déterminant dans la réussite d'un élève. Mais les établissements peuvent nettement améliorer - ou aggraver - la situation. Un dossier à lire pour connaître les grands et les petits secrets de la néussite scolaire.

higutage !

distinctif les fiffères bizutage pratiqué un nombre croissant d'établissements, sous indignes. motivations de et les menses es bizutés? Et comment y échapper? Avec de larges extraits des récentes circulaires du ministère de l'éducation nationale sur le

Philosophie, le texte du projet

En exclusivité, le Monde de l'éducation publie le document intégral du projet programmes i épreuves envisagé pour la ran-1994, qui la la enseignants.

Le enseignements 😂 👢

La campagne sur le référen-dum a été profitable aux ténors de la politique. Pierre Bérégovoy retrouve sa première place. Les socialistes reprennent des suffrages aux écologistes.

Le choix des mots, le paids des dicas : Neuf dictionnaires pour jeunes

su banc d'essai. Débutants, njors, maxi... comment trouver uclume à se teille. Le chasse poux : les

Japon : la prix du succès sco-La revue de presse internationele 🕶 l'éducation.

culturalle des enfants et des ado-

écoles se mobilisant.

Courbis et Bordeaux en quête de réhabilitation

En écrasant le FC Metz. 5-1. dimanche 4 octobre Parc Princes, le Paris SG a conservé la la du championnat de France in football. Deux illi le suivent désormais I un point : Quí . Monaco, ■ le FC Nantes, vainqueur 1-0 Girondins de Bordeaux, qui reviennent en première division après une l'illi d'absence, en même temps que leur nouvel entraîneur, Rolland

NANTES

in notre envoyé spécial

La mine s'est renfrognée, la Alla s'est ralenti. De la varra habituelle, seul affleure l'accent marseillais. Ce soir, Rolland Courbis préfère raboter in plutôt que interes formules. A peine consent-il une petite saillie, pour justifier m réputation devant les caméras : jeunesse des Nantais, lance-t-il, s'ils lâchaient leur biberon que pour reun un le térrain. » Sur la pelouse de la Beaujoire, la ser à renaissance bordelaise dans affrontement des puissances atlantiques, vieux classique du championnat de France qui renvoyait 🖃 deux clubs 🛮 leur spien-

Les Girondins ont perdu, Courbis, chez qui tout commence par la parole, a choisi de corseter faconde. Comme s'il craignait d'en dire trop, un defaite, de transformer pouvoir séduction en faculté d'agacer. L'homme sait que les mots suffirent pas toujours a excuser les revers du terrain. Il = surtout conscient d'être attendu au tournant de ce championnat. « Plus que jamais, dit-il. — sort — liè des

L'art d'accommoder les restes

Courbis trop hésité accepter ce poste pour ignorer qu'il n'a pas in droit I l'erreur. Car, n a pas in droit in l'erreur. Car, en juin dernier, lorsque Alain Affielou, le président-opticien des Girondins, lui a proposé la place d'entraîneur il l'équipe, Bordeaux la bourgeoise a grincé de la rille ville voyait jeter la figure passé qu'elle tentait de nier. La réputation du nouvel entraîneur du club, aggravée rivilaines rumeurs, venait lui rieles actions répréhensibles

Car, avant que Claude Bez ne chute, avant me la la décor fasger général pendant quatre Il était passé maître III l'art d'accommoder restes d'effectifs, monégasques marseillais marseillais leur marché dans les rangs tou-

Grâce à son bagout et à ses capacités meneur d'homme, l'entraîneur soudait les individualila les plus hétéroclites. I pour que cette bande de copains demeure au plus haut niveau, l'ancien libero monégasque s'improvisait bricoleur génie. Mais, en où le football français ne reculait devant rien pour financer le grand pied lequel il soubaitait vivre. pouvait s'arrêter aux strictes limites I la légalité. Pour faire vivre upassion, Rolland Courbis ne montrait très regardant : caisse noire, sociétés-écrans, fausses factures soulageaient les déficitaires du club.

Pendant l'hiver 1990, alors que Claude Bez est il son tour inculpé d'escroquerie, Courbis une centaine de jours dans une prison des Bouches-du-Rhône, en détention préventive. « Rolland le magnifique », qui vivait dans somptueuse villa de Saint-Jean-Cap-Ferrat avec une richissime italienne, veuve d'un magnat de la presse transalpin, devient la première victime expiades excès du ballon rond.

« Entre se laisser mourir de faim

nat d'Italie avec un match en

AC a'est brillamment imposé

ls Fiorentine (7-3), dimanche 4 octobre, I l'occa-

ilian de 🏿 cinquième journée, la

plus prolifique i l'histoire du Calcio – plus connu pour la soli-

de pour

quarante-huit buts marqués en

Souffrant toujours d'une

amygdalite, Jean-Pierre Papin

n'a pu participer le ce festival offensif. Comble im malchance

pour lui, me deux grands rivaux, le luis luis Ruud, Gullit, m

matches.

Sept buts pour Milan sans Papin

retard I disputer contre la buts. If comme Marco Van

we, je n'ai pas hésité, explique-t-il aujourd'hui, alors que son procès n'a pre encore lieu. Je n'étais ni un saint ni le pourri qu'on u décrit. Rolland Courbis le flambeur, réputé pour sa passion du jeu (1), donné un exemple pour sa réussite, n'en sut moins oblige m quitter l'élite pour m rélugier. Utemps d'une saison purgatoire, dans le club m division 3 d'Endoume, un quartier de Marseille. Un « retour pour natif des quartiers nord de la ville, pour Mediterraneen qui manque jamais une occasion de rendre visite I m mère vénérée.

Une works improbable

Coïncidence, les Girondins Bordeaux traversaient, au de 1991-1992, leur propre période de rédemption, en deuxième division. Claude Bez, auteur d'un trou de près de 300 millions de francs, and à man tour connu l'opprobre des menottes poignets. Alain Affle-lou repris club avec l'avo-d'affaires Jean-Didier Lange, et aussitôt déposé li bilan pour assai-nir li limitim financière. Repartis sur des bases plus solides, les Girondins peuvent remonter direc-tement parmi l'élite, et Afficiou faire appel à son vieil ami Courbis. Ce fut la rencontre improbable entre le tendre voyou méditerra-néen wille in aime pas le scandale, encore étourdie des turpitudes que l'on avait commises en son nom. « Je n'étais pas dupe il l'était pas dupe il l'était susciter il Bordeaux, explique l'opticien. Ce

I svent-centre Daniele Mas-

saro, ont inscrit chacun =====

Prompte il tirer les leçons de

l'intégration du capitaine

de l'équipe in France, la presse

italienne s'interroge déjà sur

l'opportunité de un transfert

qui inità 14 milliards de lires millions in francs) au club

pour un sevent in trois

mm Le Ballett d'or 1991 n'a

disputé qu'une partie de la pre-

du championnat

at le match aller di premier tour

is la Coupe d'Europe des

champions à Ljubljana, où il

and least l'un equatre buts

de son équipe.

mais je savais qu'il amènerait beaucoup a choses positives l'équipe. J'ai pris le risque.»

Dans leur quête de réhabilitation, dans III I I'hon neur perdu, Bordeaux - Courbi désormais IIII Les Girondins ani arborent bordeaux w blanc, water effacer maillots marine in la grande époque. Courbis veut lingui où le passion le club l'avait entraîné. Et, paradora-lement, c'est l'ancien Toulonnais « fort un gueule» qui joue au ma au pays de Montaigne. Avec Alain Afflelou, Courbis semble avoir trouvé un tempérament plus que 📓 sien. L'entraîneur vise une place dans in cinq premiers, que le président s'impatiente la participer | | | lutte pour | | places

La semaine dernière, Afflelou s'emportait après un joueur coupable de maladresse, menacant m le renvoyer de l'équipe u du club. « Maladie de jeunesse, tranche de Courbis. Sur le coup de la déception, il a en la réaction d'un père de famille qui a nu son fils faire une grosse rie.» Courbis, lui, qu'il s'est acheté une conduite.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Quelques mois avant la découverte de la caisse noire toulonnaire, il ini-inculpé dans une affaire de baronnage (extente entre des joueurs et in crou-piers) in la casinos de la Côte d'Azur.

FUITT DE L'UEFA : le l'AllI Salonique suspendu. -L'UEFA suspendu, dimanche octobre, deux ans de coupes curopéennes le club grec de PAOK Salonique I la suite III incidents qui avaient entraîné, adi 1e octobre. l'interruption du Saint-Germaia. La commission a donné partie gagnée (3-0) au club français qui sera opposé l Naples.

D Le collectif de l'atilisation provi-soire da stade. – Le collectif de l'atilisation provivictimes de Furiani a décidé. samedi 3 octobre, «dans un espri-d'apaisement», de un plus s'oppo-ser, à défaut de toute autre solu-tion a l'alland provisoire du stade Armand-Cesari de Bastia, où quinze personnes avaient muné la mort lors de l'effondreine d'une tribune provisoire, 5 mai (le

Mail du 7 mail.

"Case et Le Havre.....

"Sedan b. Mulhouse...

"Valence b. Ajaccio...... "Alles io. Cherleville

"Créceil b. Louhans-Caiscaux.

Bastia et Perpignan (à Ajaccio) .

"Nice b. Epinal......

VOILE : la Nioulargue in le golfe de Saint-Tropez

La grande fête des maxi et des vieux gréements

plus the man aller plus voitiers du monde lam le de Saint-Tropez, a débuté, 1 1 au 4 octobre, par lui régates enter espr des indicates qui avaient participé à la dercourse autour du monde equipage. Troislème de ces régates gagnéss par skippé par Giorgio Falck, Merit Cup Pierre Fehlmann, est assuré de remporter pour la troisième année consécutive la coupe du monde des maxi, dont la dernière manche aura lieu du 16 au 18 octobre à Monaco.

> SAINT-TROPEZ de notre envoyé spécial

Les légions de touristes qui défi-lent, l'été charant, devant les superbes yachts, au pont arrière fleuri de glaïeuls ont déserté le célèbre port du littoral varois ruisselant sous une pluie d'automne. Comme chaque année Il l'époque de la Nioulargue les bateaux I moteurs ont III priés d'aller mouiller leur ancre aillimin jusqu'au 11 octobre pour laisser le d'honneur aux envahisseurs venus de la mer. En douze ans, il Nioulargue, qui a repris le nom d'un haut fond stué à 5 milles de Pampelone, est devenue une institution de la vie tropézienne et l'un des plus beaux rassemblements de voiliers an

monoe.

Avant de se disputer cette année la Coupe de l'America, Bill Koch, avec son Mari Matador, et Raul Gardini, avec l'-Moro-di-Venezia, faisaient partie des fidèles de ce rendez-vous original où les plus récentes créations pour le course côtoient quelques-unes des œuvres d'art de l'histoire de la voile, dont les cuivres rutilants se reflètent sur les ponts vernis. Oubliant leur âge, les gémissements de leur coque ou les craquements de de seur coque ou les craquements de 12 TIMES contentent d'ailleurs pas de parader à quai, mais participent pleinement à la fête en mer.

Cette année, Endeavour, Tun des Cette année, Endersour, Tun des dix monstrueux classe J construits dans les années 30 pour la Coupe de l'America, sauvé de la moisissure, longuement restauté et remis à l'eau en 1986 par Elizabeth Meyer, lointaine descendante de l'inventeur du jean à l'époque de la ruée vers l'or californien, devait défier (le 10 octobre) Ville-de-Paris, le class America de Marc Paiot, concu cinguante-sent de Marc Pajot, conçu cinquante-sept ans plus tard. Des 12 mètres Ji comme Challenge-France, Columbia, Flica II, Ikra, Sovereign, Tomahawk, Trivia et Vim viendront se mêler à cette régate, résumé de soxamte aus

dans m seconde jeunesse, Endeavour aura auparavant lutte pour le trophée Louis Vuitton Tradition avec quelconte vinton i raomon avec quel-ques-una de ses plus prestigieux contemporains comme Candida, un autre classe J de 1929, resauré par Attilio Monti, un magnat de la presse conte, Lelontina, mise à l'eau en 1937 de la dernière parade pavillon français,

H. vainqueur de la
dercième du Fasnet en 1926,
Esterel, un 8 mètres JI aurique (grand-voile trapezoïdale), ou encore Pen-Duick, le vieux cotre (1898) sur lequel Eric Tabarly a fait son initia-

Du 1= au 4 octobre, les vieux grée ments avaient laissé la vedette aux maxi qui participent tous les quaire ans à la Whitbread, la course autour du monde en équipage. Afin de ne pas laisser ces bateaux à quai entre deux tours du monde, l'OMYA (Offshore Maxi Yacht Association), (Oranore Maxi Yachi Associatori), qui regroupe les skippers et les pro-priétaires de ces voiliers, a créé en 1990, avec le concours logistique de TAG Heuer, une Coupe du monde annuelle reposant sur la participation des Maxi à des courses transatlanti-que (Gende régrée de Christophe ors maxi a des courses transatiantiques (Grande régate de Christophe Colomb entre Gênes et Boston, via Cadix, Ténériffe, San-Juan et New-York, puis Québec-Saint-Maio en 1992) et à des semaines de régates à Portofino, Saint-Tropez et Monaco.

Des bateaux inmeaux

« Ces régates sont à la Whitbread ce que les critériums sont au Tour de France», explique Pierre Fehlmann, le skipper de Merit-Cup, qui a assuré à Saint-Tropez sa trousième victoire consécutive dans la Coupe du monde. «Cela permet, dit-il, au public qui a rêvé à nos bateaux penvoir manauvrer près. » Troieaux varoises, skipper suisse avait sans doute déjà un autre rêve en tête : celui du nouveau ketch qu'il fait construire pour la provisies. Whithread dont la départ nochaine Whithread, dont le sera donné le 23 septembre 1993 à-

14 141/4

Pour sa cinquième participation consécutive à la Whitbread, Pierre Fehlmann a choisi d'innover en prorenimann a choisi d'innover en pro
t aux postiers français qui

t disputé la dernière édition de
l'épreuve à bord d'un petit 51
de construire cette fois deux maxi
jumeaux réalisés à du même
plan dessiné par l'architecte néo-zélandais 1. Tealisation
commune, confiée à la 1.

SA pour le moulage
courses, puis au chantier Maz pour

Dès la mise à l'eau des deux maxi au début de 1993, Pierre Fehlmann et Daniel Mallé, skippers respectifs de Merit-Cup et de La Poste, pourde Merit-Cup et de La Poste, pour roat surtout entreprendre un produint surtout entreprendre un produint d'entraînement en commun au large Port-Camargue, où seront basés les deux voiliers. Cette utilisation de bateaux jumeaux pour progresser plus vite et plus sûrement dans réglages au texpérimentée par les Néo-Zélandais cope de l'America, mais la premique sur une épreuve importante la Whitbread, par deux équipages qui, surcroît, ne sont pas originaires

GÉRARD ALBOUY

a AUTOMOBILISME : de Deals Halme, - Le Denis Hulme, champion du monde formule 1 = 1967 sur une Bra-Repco, d'un cardiaque, à de cinquante-six d'une mire du championnat australien 🔤 voitures de production, dimanche I octobre, I Bathurst (Nouvelle-Galles-du-Sud).

" PATINAGE ARTISTIQUE: John Curry annouce qu'il atteint du side. – Le britannique John Curry, champion olympique de patinage artistique un 1976 linnsbruck (Autriche), a révélé, dimanche 4 octobre dans le Mail of Sunday, qu'il était en train borg = 1976, qui = faisait = mystère es son homosexualité, se savait porteur in virus VIH depuis décembre 1987. Son sida au me de l'été 1991. Après er retrait el la compétition, John Curry aux rière 🌃 patineur professionnel 🖿

de chorégraphe. − (AP.)

grande condition pour nam premier march affect de la saison, HIPPISME: l'Arc de Triomphe

L'aptitude et l'habitude

Un rimal français de quatre ans, Subotica, a enlevé dimanche 4 million le prix in l'Arc 🌆 Triomphe d'une munit encolure. Pourtant, im supportem anglais, venue en grand nombre à Longchamp assister à course où ils alignaient plus de la moitié 📥 dix-huit partants, ont bien cru jusqu'à la demilies incombs que la interna ne pouvait leur échapper.

Les pistes des grands hippodromes internationaux | chacune un profil différent et particulier. A Long-champ, exemple, sur les \$400 peloton doit d'abord une pente, poursuivre larges virages en déclivité avant d'aborder longue ligne droite sélective qui conduit au poteau d'arrivée. Pour se distin-guer sur m type d'itinéraire, il faut ce qu'on appelle «l'aptitude», mais

L'une et l'autre ont manqué dimanche 4 octobre un trois grands favoris anglais. Dr Devious, Jovite, qui s'étaient partagé les principales de leur génération outre-Manche, 🔳 leur contemporaine User Friendly, elle, six sorties, Les jockeys ces deux derniers, probablement sûrs d'eux, ont péché par

First mare I l'abordage de le départ ou presque pour l'and de s'imposer de bout en l'and Une tacti-🐙 qui leur avait réussi 🛮 Epsom notamment, mais qui, ici, m révélait suicidaire: I Jovite, quoique cravavigoureusement, make pied 300 and du but, franchi qua-trième position seulement, dépassé fin par un outsider, l'inattendue Vert Amande. La pouliche, elle, allait

la rejointe et imilie un le mess tout I la fin par le dernier assailla Subotica - celui-ci patience par Thierry Jarnet,
d'Yves Saint-Martin.

Le cheval appartient II M. Olivier Lecerf, qui doit son succès partie au hasard... et il nécessité. Il y a trois quittant la présidence des Ciments Lafarge, il acceptait celle, différente, la Fédération des carétée. sociétés il manue en France. Plus faire plaisir i ses in a a soutenir l'activité hippique, il achetait, massociation son M. M. de Moussac, demi-douzaine de jeunes chevaux. Parmi m. Subotica.

11 000 F. Il le confiait à M. André Fabre, entraîneur Chantilly, qui le confrontait. travail du matin, Il toute une armada de rivaux de valeur appartenant aux richis-simes propriétaires du Moyen-Orient. Le jeune élève forgeait sa réputa-

présent dans arrivées le grandes Herri Berrivées le grandes Hier, agagné lot, la gloire, a millions future carrière d'étalon. Ce fils de Pampabird et Terre de Feu mu pur produit Melevage français. Et même marchétype. Capable d'accèlèrer longtemps
reprogression pendant plus de deux kilomètres. Alors que les pur-sang I la mode ment, ceux 📰 l'on fabrique Angleterre d surtout Amérique, me essentiellement rapides, parfois fulgurants, wai manquent tranquent tenacité. Le verdict de la confrontainternationale d'hier - l'Arc de Triomphe = = un championnat du monde pur-sang

rasséréner nos éleveurs nationaux. Après 🖿 récentes 💶 de Deauville, ils Hier leur activité «sinistrée». Hier, la leur refrouvé. sur leur terrain et dus leur leur

motifs d'espérer. GUY DE LA BROSSE RUGBY: la tournée des Sud-Africains

Première désillusion

La première internationale depuis unu ans des Springboks deux présidents de la Fédéra-tion sud-africaine ont, en effet, annonce qu'ils conservaient l'appel-lation traditionnelle de leurs rug-bymen – a tourné, samedi I octo-bre à Bordeaux, I II déconfiture. Les humans un vert, pâle copie de leurs glorieux ainés, un all séche-men battus, 24-17, par une sélection France «Espoirs».

Les Springboks and avoir perdu l'essentiel il leur culture rugbystique. I man de leur longue période d'isolement forcé due l'apartheid. Ils out pratiqué un jeu monocorde statique, passé de mode, et un même dominés dans le jeu d'avant, qui dijadis leur grande spécialité. El que le jeu s'accélérait, un l'impulsion de Thierry Lacroix, Franck d'audion de l'interny Lacroix d'audion d'audion de l'interny Lacroix d'audion d'audion de l'interny Lacroix d'audion de l'interny Lacroix d'audion de l'interny Lacroix d'audion d'audion d'audion de l'interny Lacroix d'audion d'audion d'audion de l'interny l'i troisièmes lignes français, ils semblé incapables de résoudre les équations offensives d'adverséance d'entraînement commune. Les Sud-Africains ont, cependant

atténuantes. lls arrivés en France, mardi dernier, am équipe type, dans l'in-Leur tactique première a été de bâtir de masembles homogènes pour en tirer une synthèse en vue du premier test-match 11 17 octobre. Il leur 11 désormais huit matches an mun de cette tournée française, des des tions a priori plus fortes que celle qu'ils un rencontrée samedi, pour démentir le jugement sévère in président in im Fédération : « Ils T que c'est d'eure un Springbok, a déclaré, dépité, l Craven. Attachent-ils seulement de la valeur au mallot Springboks?»

Les résultats

DAMES BALL	*Cannes et Martigues 1-1
BASKET-BALL	*Annecy-Istres : mardi 6 octobre.
Championnat de France	Classement: 1. Martigues, 14 pts;
Nationale A	2. Bestis, 12; 3. Istres, Cannes, Sedan et
(Custribme journée aller)	Mulhouse, 11; 7. Valence et Charleville,
	Perpignan, Nice et Nancy, 9; 12. Créteil,
*Racing b. Lyon 77- 72	Louhans-Cuiseaux, Alès, Aiaccio at Rodez,
"Le Mans b. Roame 102-96 (a. p.)	7; 17. Annecy, 6; 18. Epinel, 2.
Antibes b. "Chilons	
Levellois b. "Monspellier	GROUPE B
Limoges b. "Cholet	Le Mans b. "Arriens
"Vileurbanne Is. Dijon 82- 78 (a. p.)	Dunkarque b. "Guingamp 1-0
*Gravelines b. Pau-Orthez 95- 74	Rouen b. Chinesuroux
	Angers b. Lorient 4-0
Classement : 1. Gravalines et Limoges, 8	
pts: Cholet, 2. Cholet, Antibes, Le Mans et	Rennes b. La Roche-sur-Yon 2-1
Racing, 7: 7. Levallois. Pau-Orthez at Vil-	"Gueugnon b. Ancenis
leurbanne, 6 ; 10. Montpellier et Lyon, 5 ;	*Lavel at Red Star1-1
12, Dijon, Chillons et Roame, 4.	"Niort b. Tours 2-0
	TWO I OUR SERVICE CO
FOOTBALL	Bourges et Beanvais
LOGISHEE	Classement: 1. Rouen, 17 pts; 2. Niort, 15; 3. Angers, 14; 4. Beauvers; 5. Rennes
Championnat de France	15; 3. Angers, 14; 4. Beauvais; 5. Rennes
Première divisius	et Dunkerque, 11; 7. Red Star, 10;
	8. Bourges, Châteeuroux, Le Mans et Tours,
(9- journée)	9; 12. Guingemp et Laval, 8; 14. Gueugnon
"Life et Lens 0-0	et Amiens, 6; 16. Ancenis et Lorient, 3;
"Valenciernes et Toulouse 1-1	18. La Roche-sur-Yon, 2.
Nantes b. Bordeaux 1-0	
"Marseile b. Moneco	
"Saint-Etienne et Lyon	SPORTS EQUESTRES
"Sochaux b. Totalon 2-1	
"Seasboury et Names	Chempionnets de France
The traffic h A	La champion du monde et champion d'Eu-
Montpellier b. Auxerre 1-0	roce en titre. Eric Navet, est devenu, pour la

Le champion du monde et champion d'Eu-rope en titre, Eric Navet, est devenu, pour la première fois, champion de France de saut d'obstacles dimanche 4 octobre à Fontaine-bleau sur Roxane de Gruchy. Il devence Herré Godignae sur Quidam de Revel. TENNIS

Toursoi de Bille L'Allemand Boris Becker, tête de série nº 2, a remporté dimenche 4 octobre le tournoi de tennis de Bâle. La joueur alle-(name)(me journée) GROUPE A mand a baftu en finele le Tchécoslova Petr Korda (cr. 1) (3-6, 8-3, 6-2, 6-4). "Nancy b. Rodez____

..... 2-0

____ 1-1

1-0

Tournoi de Brisbane Le Français Guillaume Raoux, 96- Joueur atondial a enlevé dimenche 4 octobre à Brisbane le premier tournoi professionnel de se carrière en battant en finale le Danois Kenneth Carleen (6-4, 7-6).

Chiffre symbolique et objectif atteint pour M. Jack Lang qui présentait son projet de dépenses pour 1993

La vicille revendication du l déposée dès l Vilar faissit partie du liste 1981. L barre aujourd'hui franchie. Quelle soit l'ampleur des r politiques de 1993, ce chiffre sym-bolique cause

- SEE SEE

inuagi.

1262

* 2 77 24

の理論を

1944 2020

er of the second

Water Form

400

子が食業 146 色色的

V 700 100

The second second

化气油 金金 THE PERSON

number.

in Interes

STORESTS.

400 3 425

100

STEEDS TO 100

1 1 100 11.6 (3.25)

The second secon

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH 220 1 1 1 1 1 1

. 5%

property of the first of

249-64-64-7

医乳腺小切除性 医二十二十岁 医上外 数十二十二年

· Ampara Marie Company of the Company of the

The second secon

1

reements.

. जिस्सा ३ - १० ४

(+ 3,5 %).

Le de la culture profite son de la culture profite son de la culture profite de la culture del culture de la culture del la culture international
in qui devrait regrouper l'ensemble
3º cycle in que diverses unités
Cet
occuper
vacants par le déménagement
de la Bibliothèque nationale en
direction du quai la Gare,
côté la Bibliothèque
nationale l'Ecole in
patrimoine. En outre, pro-

Distribute de l'Serie decimile supérieure des arts décoratifs, pour les travers des Seules verleicher d'in de Limoges et de Fresnoy.

Deuxième coup de pouce en sance des moyens d'intervention en matière de thélitre devrait favoriser dramatiques mila et 🖃 compagnies indépendantes plus que les grandes
L'augmentation de la la musique la la la des 4-5 como a pour but de frimme la resilue contemporaine et les aprogramma-innovantes». Pour le cinéma : null de le le de l'aide li 🖹 Lincipolit au profit

producteurs. Just Lang compte, enfin, pour-suivre son effort dans le domaine du patrimoine. Les crédits d'inves-House en faveur de Monuments historiques augmenteront de 88 millions de francs (+ 6,3 %). Le Centre Pompidou bénéficiera d'une enveloppe de 60 millions de francs pour la rénovation du bâtiment et de ses abords. Avec Illi miline de francs, les dépenses en direction in l'archéologie (Mont Beuvray) d'un des l'archéologie (Mont Beuvray) d'un des pérations plus légères. Le archiaeront, en revanche, gâtées, Marier du Lette de action du -u-le du travail, l'ouverture à Fontzineblezu d'une troisième

(52 milion de france) milion i cioemathèque sur les supports inin-

En dehors de ces trois priorités, le ministère entend rééquilibrer les dépenses Paris-régions, an profit de ces dernières, et achever la modernisation du service public culturel (formation, paralle filières, mobilité accrue, informatisation des services). La réforme des statuts des personnels relevant de la rue de Valois doit être achevée en

LETTRES

Première sélection pour le Grand Prix du roman de l'Académie française

L'Académie française, qui décer-nera le 22 octobre son Grand Prix du roman, a procédé jeudi 1e octo-bre à sa première sélection. Voici la liste des ouvrages rete-

ous: - Malika, de Dominique Bona (Mercure de France); - L'Affreux, de Franz-Olivier Giesbert (Grasset);

- I'm l'Orient désert, A Francis Huré (Albin Michel); - La Part du diable, ils lands

. Vitoux (Le Seuil); - La Démence du boxeur, de unité de stockage et la poursuite | François Weyergans (Grasset).

MUSIQUES

Le couvent des zozos

L'opérette est-elle inusable ou moribonde?

LES MORISQUETARES AU COUVENT

Le public est beaucoup moins âgé qu'on pourrait le Quatre relisont assises premier Mousquemonche. L'Opéra-Comique invités (par intermittence) jusqu'aux fêtes de fin d'année. Dans cent ans, ils y reviendront encore. Pour enx, c'est partont en France l'éternel retour,

Optimine? Optimine? Bestseller ultra-lèger dont on se
demande, à part trois airs, ce qui
sa longévité. Limi Varney, l'auteur, mit en musique
trente-neuf limi jusqu'à mit
en 1998. Limi ses bretteurs
renx ont vécu, sous-produits des
Trois Mousquetaires, ce qui leur
vant d'être toujours virtuellement
populaires. On'une troupe s'en populaires. Qu'une troupe s'en empare, et c'est reparti. Cancan à l'amberge des monsquetaires gris.

Panberge des monsquetaires gris.

Après quelques mesures d'échauffement, l'Orchestre ProMeiodia a de l'entrain, man la literature de Michel Lasserre de Rozel. Directeur du Centre national d'insertion professionnelle d'art lyrique, ce chef a formé le gros de sa troupe dans son centre marseillais, aidé pour la mise en scène par Michel Dumand, «spécialiste» d'un certain opéra français dont on verra une Laicmé sur la même scène en 1994. Brissac est Michel Vaissière, Gontran, Pierre Catala. Les deux compères chantent juste, ils ne sont jamais naturels, Les nobles demoiselles (Patricia Jumelle, Marie, Carole Clin, Louise), la cabarctière (Cécile Gallois) ont elles aussi de jolies tour-

leur élocution exagérée lorsqu'elles chantent On demande soi, se convertir en comédie musicale, en instant expérimental. Man pourquoi en tradition s'est-elle arrêtée premiers parlants mal Comme toujours, il y a le vété-

Ma D predilection), Man pur prédilection).

la mère supérieure
qu'on voudrait lui faire jouer.
Gabriel Bacquier sans
de Faistaff
Varuey. Il chanjamais.
peine ombrée,
vif-ament, cabotin et désarmant,
il
les grands
conniques la fin dix-neuvième

drait - révérence parler - un Villégier pour rendre à ce d'opérette fin le siècle style, dignité. Parodiant allègrement Mus-(l'abbé Bridaine se ne badine pas an l'amour) et Moière se ma l'amour) et Moière se pillant se pullant se pullant se pullant se pouvait, à l'époque, que a un public « branché», capable de décrypter ces degrés - se tant d'autres, dont on n'a plus la

A quoi bon aujourd'hui Bridaine fasse mentrée sur vélo? claquettes jeunes couventines? Rafistolée o non, l'opérette meurt parce qu'elle n'a plus intellectuelles, il suffic peut-être

tion, Les grands
17 décembre 3 janvier,
20 heures
17 heures ou 14 h
11 m curiosités, il fautun les de curiosités, il fau-

CINÉMA

Le pôle asiatique

Le cinquième Festival de Tokyo a tenté de prendre son rang parmi les grandes manifestations internationales

TOKYO

bestell 18 c

de notre envoyé spécial

Au début de chaque projection, qu'il s'agisse des compétitions «officielles» on « jeune cinéma», du panorama des films japonais on de celui des films asiatiques, une voix d'hôteste de l'air rappelle que le Tokyo Film Festival (TIFF) est la acule manifestation compétitive reconnue en Asie par l'Association internationale des festivals. Manière de présenter avec insistance des lettres de créance qui tardent à être de présenter avec insistance des lettres de créance qui tardent à être
reconnes, aussi bien par le public
et les médias japonais que par la
communanté cinématographique
mondiale. Les problèmes rencontrés
par le TIFF sont communs à la plupart des festivals de la planète. Ils
sont rendus plus fiagrants par l'ampleur des ambitious affichées —
devenir l'équivalent extrême-oriental
de Cannes — et des moyens mis ea
œuvre. Et aggravés par l'explosion
de la «bulle» de prospérité spéculative qui répandait sa généreuse
manne sur le Japon jusqu'au début
de cette année.

Le Festival de Tokyo présente

de cette année.

Le Festival de Tokyo présente ainsi plusieurs symptômes de schizophrènie. Fant-il montrer au public japonais le meilleur de la production mondiale, quitte à sélectionner des films déjà programmés dans d'autres manifestations, ou tenter d'a les visiteurs étrangers avec des inédits qui, la production mondiale et l'inflation de festivals étant ce qu'elles sont, seront souvent de qualité pour seront souvent de qualité meilleur (Et la vie de l'Iranien Abbas Kiarostami, récompensé à Cannes par le prix Rosselini) et le «pluiôt bon» (Actress de Stanley Kwan vu à Berlin en février, Strictly Balliroom, American Me, Dust of Angels, etc., vus à Cannes) avec des films moyens, voire catastrophiques tel le Heavenly SIn japonais qui a ouvert le Festival.

Le jury de la compétition inter-

Le jury de la compétition inter-nationale a clairement choisi, lui, de privilégier des inédits. Et bien que présidé par le producteur Richard D. Zanuck, invité d'honneur d'une manifestation aux explicites inclina-D. Zanuck, invite d'honneur d'une manifestation aux explicites inclinations hollywoodiennes, il a superbement ignoré les concurrents américains. Contestable (comme toujours), le palmarès manifeste au moins de véritables choix, en décernant le Crand Prix et le Prix de la mise en actue a manifeste de grande invention cinémati, ique, finesque consacrée au calvaire des trois cent mille Coréens ayant combattu a Vietnam, et aux séquelles battu en Vietnam, et aux séquelles de leur retour la la vie civile, traduit, avec d'évidentes références à l'

Deux orix également (meilleure interpre on féminine pour Luni Cavazos, meilleure contribution artistique) à une autre fresque historique, Como agua para chocolate du Mexicain Alfonso Arau, récit contrariée sur foud de révolution et d'exploits culinaires. Max Von Sydow a été normé meilleur acteur pour son interprétation Max Von Sydow a été nommé meil-leur acteur pour son interprétation de la coproduction européeanne The Silent Touck du Polonais Krzysztof Zanusi, tandis que le prix du scéna-rio allait à l'Allemand Schtonk. Exception à la préférence donnée aux médits, le Prix du jury ambué du sort pénible des jeuna Chinois an Japon, mais dont la réa-lisation inégale avait déjà déçu, à Venise, les admirateurs des Feux de Himaturi, précédent film de Yana-gimachi.

Bientôt Yokohanta

Quant au Prix du jeune cinéma, doté de solides apports en yens, il est allé au film espagnol Vacax, au taïwanais Peach Blossom Land et à l'américain Bob Roberts. Autant pour les concurrents français, Jean-Jacques Beineix avec IP 5 (sélection officielle) et Patrice Noïa avec Au nom du père et du fils. Mais le cinéma français – déjà très bien exporté au Japon avec une cinquantaine de films vendus cette année – devrait encore gagner en pénétration

ans bout de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer de l'enfer de Cimino, une rage sincère et un sens certain de l'enfer nisé en juin 1993 par Unifrance Film. Après l'ajournement de cette manifestation l'été dernier, Daniel Toscan du Plantier a effectué un aller-retour éclair à Tokyo pour assurer que le festival anrait, cette fois, bien lieu.

Parmi les cinéastes japonais, seul le singulier Furniti Watanabe (déjà repéré à Cannes et à Nantes) paraît savoit trouver à la fois des sujeta forts et un style personnel. Troisième film de ce « guérillero solitaire» (scénariste-réalisateur acteur-producteur-distributeur...), Zazambo incarnait le meilleur du cinéma nippon actuel. Moins inspiré, l'ex-dessinateur de BD Takashi Ishii retrouvait nourtant, par instants, fa nateur de BD Takushi Ishii retrouvait pourtant, par instants, la sensualité sulfureuse du Imamura de Profond désir des dieux avec son Péché originel, tandis qu'on remarquait Okoge de Takehiro Nakajima pour sa façon d'aborder franchement le tabon de l'homosexualité, et qu'on notait que plusieurs films, à défaut de grande invention de mise en scène, portaient témoignage des problèmes de l'immigration au pays du ven. du yen.

Autre dilemme affronté par le Festival: le poids respectif de ses restival: le poids respectif de ses enjeux économiques et artistiques. Devenu annuel (il n'avait jusqu'ici lieu que les millésimes impairs), le TIFF s'est adjoint un marché du film à l'utilité suffisamment discutable pour que les organisateurs aient dû payer hébergement, billets d'avion et installations techniques aux vendeurs et acheteurs étrangers.

Réponse de fourmi

TOKYO de notre envoyé spécial

Avec IP5, dont il a fallu dou-

bier la projection du fait de l'ai-flux du public, un de films ayant déclenché un notable élan populaire s'antitule (en français dans le texte) les Liai-sons érotiques. Son succès est du à ce qui passe ici pour une distribution prestigieuse : pas mais un présentate un chanteur 🖚 rock publicité une residente de photos de mi s'est Plata li illa -Mexico'b sewilleri Ali Animie d'existi-

Entitroment Land Paris, la

s'ouvre une scène hilarante qu'instructive. tricolore, une virago se lance, en français, dans une violente diatribe antijaponaise ponctuse d'una agressive seilleise. Grande jois des spectacteurs nippons qui n'ont ni oublié ni perdonné les déclara-

tions peu diplometiques d'Edith

Cresson à leur endroit.

Malheureusement, passé cette minute de l' hors sujet, was intrigue d'un où l'atilisation perisiens n'est plus qu'une suite nevrante de cli-

J.- ML F.

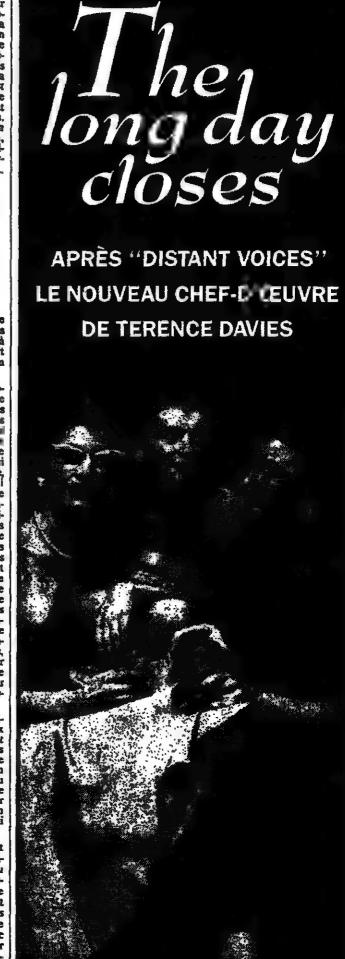
Outre l'existence d'un grand nombre de marchés, la proximité de l'un des principaux, le MIFED, qui se tient à Milan dans trois semaines, réduit l'intérêt de ce nouveau lieu d'échanges.

Beancoup plus que le fruit d'appetits cinéphiliques, le TIFF existe grace à convergence d'intérêts des politiques. Très symboliquement, le générique de synthèse un la grande qui domine Tokyo, puis de ville, de plonger dans l'antre qui accueille et d'un grand magasin. Nouvelle technologie, audiovisuel, politique et commerce sont les emblémes de cette imagerie où rien n'évoque le cinéma. Le festival est d'ailleurs considéré avec circonspection par les cinéastes locaux. Si Kurnsawa, dont le nouveau film est produit par le cinéastes locaux. Si Kurnsawa, dont le nouveau film est produit par le directeur du TIFF, y fait une rituelle apparition, Imamura organise une manifestation très cinéphilique dans son coin, tandis qu'Oshima, président de l'Union des cinéastes, rève de crèer un équivalent de la «Quinzaine des réalisateurs» de Cannes, où les films seraient selectionnés par des créateurs. Mais, comme tout le monde l'auteur de l'Empire des sers monde, l'auteur de l'Empire des sens conchie que « ce sera difficile, main-tenant que la bulle a explosé ».

La abuliea, ou plutôt sa dispari-tion, a donné bien des soucis aux organisateurs, les sponsors étant devenus moins généreux. De l'avis unamine, après l'immobilier et le secteur boursier, la communication de loisir est la grande victime du changement économique. Problème affronté directement par le directeur du festival, M. Tokuma, patron d'un constrtium multimédia aujourd'hui

Si les solutions artistiques restent à tres sontrons artistiques restent à trouver, l'avenir du TIFF ne sem-ble pes en cause. Ses parrains (au aombre desquels on trouve le minis-tère de l'industrie et du commerce extérieur. Sony ou Matsushita) ont trop misé sur le marché des images pour y renoncer, alors que l'essor de la haute définition, amoncé comme mirifique, s'essouffle. Et la mise sur pied d'une zone d'échange graphique asistique reste un objectif clairement affirmé qui devrait permettre à Tokyo, sans risquer de faire de l'ombre à Cannes ou à Berlin, de devenir un pôle de référence, dans me région qui ne semble plus dis-posée à abandonner au rouleau compresseur américain la totalité de ses

JEAN-MICHEL FRODON



Selection officielle festival de Cannes 1992

1

Consulter, construire, consolider

Brigitte Lefèvre trace un bilan de cinq ans d'action de la délégation à la danse

créée, sous la tutelle in la direc-tion in la musique. Brigitte Lefèvre, inspectrice principale I la danse (depuis 1985), en prend la la vient du terrain. l'Opéra de Paris, elle a quitté la célèbre compagnie (au 1971) au uinterpréter des ballets qui parient présent v. Dans aventure, elle a un complice, Jacques Garnier (décédé en 1989). Ensemble, créent Silence La Rochelle, une premières troupes province. Bri-gitte Lefèvre – administratrice génédepuis le 10 septembre (1) – esquisse m bilan du travail effectué

« Quand la gauche arrive au voir, l'institution utrès en retard par l'effervescence du terUne première ministre attentif milieu chorègraphique militant, volontaire, bourré d'idées laients prèts développer. talents prêts développer.

1982, un premier d'urgence pris pour soutenir de création sur la base des centres chorigraphiques et des mis mis place par Michel Guy. Les crédits gèrés directement par délégation deux ordres : l'enseignement et création/diffusion. 1981, premier poste s'élevait 3,05 milliss francs, le second 11,853 mis plus tard, ces budgets sont deux des plus tard, de 11,853 plus lard, ces budgets sont 41,537 de 5,5 teignent 19,991 mil198,60 création, par François Léotard, léga1988, l'Année la danse en 1988, l aux régions (10
francs 1992): ce va
ancrer développement
charégraphique. Désor à
(municipal, départemendes que ce soit en goût ou danse une bonne vitrine!»

Les centres chorégraphiques nationaux (aujourd'hui au

Dominique Bagouet Montpellier,
Grenoble,
Régine Chopinot La
Karine Saporta Caen. Arrivés maturité de Sentent suffisamment d'autres chorégraphes, à la chercheurs. Bientôt installé au couvent des ursulines, Dominique Bagouet, par exemple, invite Trisha a compagnie installe une cellule d'insertion professionnelle pour

Des formules de contrats-missions

Depuis 1989, de la chorégraphiques, de efficaces, parfois jugés lourds (budget global 1991: millions de francs), délégation invente des formules de contrats-de de de la contrats-de la d'une demande. D'ailleurs, n'aurions pas vite si les collectivités locales n'avalent pas is, et des projets chorègraphiques. François Verret, par exemple, chorègraphe associé Théât national de la et l'Image (TNDI) de Châteauvailon, a voulu effectuer un travail, diffictie, non spectaculaire, en milieu carcéral. Son contrat avec le TNDI s'achève. Il veut maintenant radicaliser son outil en sortant du pur circuit chorègraphe et un cas à suivre. La délégation doit rester attentive aux fortifier structures sans autant les ossifier.»

Après le développement des

outlis et il allering d'accompagnement du spectacle vivant à un moindre "" à sa diffusion, les efforts de la délégation vont se concentrer sur la formation, l'enseignement, l'amélioration du statut du danseur. «A quoi ser parler création, de diffusion, réper-l'on ne préoccupe de danseur, lieux peut former. C'est pourquoi rattaché Centre d'information du Théâtre contemporain

Le nombre 🕍 classes 🛤 «contemporain» a augmente – pas assez municipales, dir in compte intrentaine. A la Villette, le Consermusique la la accueille
130 la mides contemporain, l'apprentissage comporte
dorénavant l'étude de la management le la management l'étude de la management l'étude de la man baroque, de l'écriture de manuel ment, de la composition chorégramatière manquant cruellement
la danse francaise. Um absence qui se vérifie en
permanence, handicapant même les

Clerri de bataille de la délégation : le koi un l'entergnement qui diptôme de professeur. La la garantit la qualité des enseignants le certain dispenses et d'équivalences, notamment les chorégraphes d'haut niveau et les professeurs exercant depuis plus de trois ans. Deux centres de formation ont été créés: l'Institut de formation des enseignecentres de formation ont été créés:
l'Institut de formation des enseignements de la musique et de la danse,
à Paris, le Centre de formation des enseignants de la musique et de la danse, à Lyon, le CAFEDEM à

Dans le cadre d'une meilleure intégration de la profession, je réjouis que nos diplômes aient même qu'un DEUG permetitra e reconversions vers w wur métier», note Brigitte 🖼 🖚

La de la maintenant se regraphies. Des mesures ont de con-été prises pour les compagnies de danse baroque, comme de et Dan-ceries ou Barocco, L'aide aux formes de danse-traditionnelles,

pression contemporain, sont l'étude i il s'agirait le les mande aux de musiques tradition-nelles qui, déjà. Les compagnies jazz aimeraient davantage. prises compte la la projets, la l'enseignement de la loi de la profes-

la danse classique? «Le ballet classique l'un nouveaux enjeux de la danse, estime Brigitte Letevre. Il a toujours eu ses outils des moyens financiers importants.
Aujourd'hui, la langue classique Le travail de l'interprète d'évoluer depuis vingt S'in-terroge sur la notion de répertoire. L'expérience du Lyon Opéra Ballei est à ce titre exemplaire.

capable d'inviter graphes comme Angelin Preliocaj ou lil T.

Cette décennle a également vu la création de la Cinémathèque de la danse, des stages du Théâtre natio-nai de la danse et de l'image de Châteauvailon. Le la danse sion», estime Brigitte Lefèvre.

Autre grand chantier en perspective : la conservation de patrimoine chorégraphique chorégraphique ses formes. Une de du Conseil national de la en trace grandes lignes. Selon Brigitte Lefevre, il faut encore développer et les circuits de diffusion.

Pourquel les chorégraphes eu tant de la expédit de de la conseil quartiers défavorisés? que dans expression artistique unique avec autrui. Une société qui ne donne pas à la par la place qui lui revient s'ampute 🖆 ses forces 💳

(1) Elle a été ramplacée Chiffert, Celle-el, dernière pour la la danse en lig-de-France, était l'adjointe Brigitte

MUSIQUES

Nouvelles d'Espagne et d'Amériques

Un Festival différent, sur un thème inévitable

correspondance

Desa Nocturne de Juntal pour orchestre, le l'entrée triomphale dans La Havane, en 1959». La musique, distinguée, n'a cepen-rien in triomphal. S'agirait-il d'une subversive? Au même programme le l'Orchestre sympho-nique de Valence, le concerto pour d'un compositeur cubain de Floride, Orlando Jacinto Garage

Le Festival o musique poraine d'Alicante, buitième du nom, est soucieux des équilibres géographiques politiques de proprement parler sur les curiosités, il a dû assumer du thème véritable le l'édition 1992 : l'Espagne les Amériques. Seule exception ou presque Luc Ferrari, compositeur français inclassable

Hispanité universelle

du Nord constitueit and III dans et océan d'hispanité universelle. Cage Bernstein, dont la symphonie – un peu a symphonie – un peu a Traditural par-ci, un peu de Mahler par-là – n'ajoute rien à l'héritage prestigieux de l'ama de West Side Story. L' Américain a été appelé en renfort.

Parisien ne fut qu'un new-yorkais d'adortion. new-yorkais d'adoption.

Côté Amérique du Nord encore, on voit un jeune faire la démonstration de son verbisge peraistant et de sa démagogie pré-coce (Concerto violoncelle, Ramon Ramos): un autre se prend très de l'abrille pour Richard Strauss et lui emprunte les d'il y a cent (Miguel Angel Coria). On vit encore les manufic survie d'une musique d'inspiration «hippie», utopies
III (le groupe canadien
formé d'Alcides Lanza : H Sheppard).

Le rendez-vous musical d'Alicante n'est certes pas un festival de chefs-d'œuvre. Ses organisateurs en conscients. Cella année, la focalisation du répertoire agissait comme une loupe il par-la présence de compositeurs d'intérêt régional. Toutefois, ce genre de panorama dépourvu de parti pris esthétique (et même, dans une certaine loin d'être superflu. Il invite les velléitaires i m 1111 et, qui

Le festival surtout permis d'avoir un image un peu plus précise de la création musicale latinoaméricaine, moins connue (sauf en or quipornume les compositeurs qui vivent m ont vécu fongtemps en Europe) un représentée seulepittoresque. Cette musique donne d'elle-même une image i stabilité, indifférence in aux i que nous autres, Européens, le plaisir de croire universels di inévi-

Un anditoire

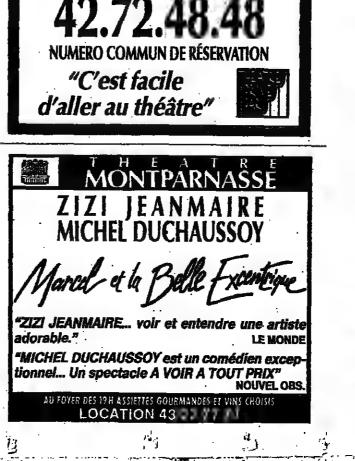
On relèvera bien sûr le nom de l'Argentin Alberta Classera inche aussi M Juan Carles Paz, figure emblématique de M musique argentine, grand animateur i théoride distantione inspiré et name. gent une walthers ignorance des contingences. Un inclus tion espagnole (d'après la guerre civile), milis de Rodolfo II. ou de Julian

La musique hispanique était naturellement représentée la la plus grande de la Du la la la Barcelonais Joaquin Homs (né en land aux très jeunes (p plutôt verts) David del Partir du festival, Tomas Marco, ne s'est pas programmé lineates - ça limited – 📠 génération espagnole de la pleine maturité se himn dans les partitions de Pablo (une inspiration William poétique dans Cancion, où l'on pouvait mante le grand épicurien de la missiul et 🛍 la valle la la désinvolte, chalance high arms laquelle if poursuit 📂 📥 et de Francisco Guerrero (dont in discours rude. ascétique, suggère une force jamais entièrement divuiguée).

Enfin, une surprise de ce festival, «différent» è plus d'un titre, venait de public. Un auditoire jeune (surtout au van and and tuits) qui provient visiblement ni familles grande tion samedle qi de den d'un conservatoire. Un public pousse par une saine curiosité, ne pas par principe ce qui me peut are compris au premier abord. Un type de public dont ne peut se prévaloir, France, aucune institu-tion, celles qui devevirtuoses dans l'interprétation

COSTIN CAZABAN





LES THÉÂTRES PRIVÉS

VOUS FONT

LEUR NUMÉRO!



Louis Amade est mort

Louis Amade, le préfet-poète, auteur **=** beaucoup des grands de Gilbart Bécaud, Mit mort, le la l'âge la domicile parisien

il semblait sortir, évidenment, tout affable et discret qu'il était, d'un de Daudet. E sous-pré-fet aux... chansons. Avec Pierre Delance et Maurice Vidalin, il allait former un mousque-taires, complémentaire et fécond, taires, complémentaire et fécond, pourvoyant ses mots formidable jeune électrique, Gilbert Bécaud, au la années Bécaud, premier pour qui aillait casser l'Olympia, et qui, de chacun charmants poèmes il Louis Amade, repris France : les Croix, les Marchés de Provence, L'important, c'est la baladins... Cha tendres, mystiques il sentimentales, il la partique il sentimentales, il la poème 13 innvier 1915. Became

13 janvier 1915 # Re-sur-Tet (Pyrénées-Orientales), Lusuivi une carrière haut-fonction-naire. Licencié lettres droit, diplômé d'alle criminelles. médecine légale, mentale, Louis avait commencé carrière de la carrière en 1937 au IIIIII du préfet de l'Hérault, puis en 1940 comme sous-préfet du Via (Gard), avant d'arriver, en 1947, à préfecture police comme cabinet du secrétaire général. Il était fet police.

De l'antic catalane, fils d'un

Louis Ames - il han également diplômé il maia supérieures 🖼 premiers poèmes publiés, I treize ans, le Cog catalan, un hebdomadaire de Perpignan. Il cerire in many recueils (Tempétes étoilées. Vingt Ans... hon noie vendredi), quelques (la Ferme genêts, l'Escale le jour), in the same an Amade

C'est in Tin que Louis Amade ront Inlamit des dizaines la chansons, une cantate, l'Enfant = l'étoile, et un opéra, l'Opéra d'Aran. L'appera d'Aran. L Lettres, croix is guerre (1939-1945), comparing the volonprix musicaux mmar is Grand Prix de la diame française et (Société auteurs, compositeurs musique).

D Miert de l'acteur Jeffrey Batter. - L'acteur et traducteur britannique Jeffrey l'anne et met le l'anne ens. Après avoir ultrus utrus la Rocky Horror Picture Show, il n joué dem le films in Win Wenders, James Ivory, Jacques Demy, Raul Ruiz. Manoel M Oliveira et Chantal Ackerman. a Paris, on lui traductions français dialogues anglais pour le cinéma et le théâtre ainsi que le sous-titrage Nixon China. l'opéra de Mana présenté à Bobigny.

PARIS EN VISITES

MARDI 6 OCTOBRE

chises, 10 h 30 et 14 h 4.

e Exposition Value at Arpeels», 10 h 30 et 15 h 30, 10, Pierre-1-de-Serbie (M. Heger). C Décors du dix-septième siècle, présentation nouvelle au Musée Carnavalets, 10 h 30, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

s Les Empire I'Opéra Garnier : Empire I'Opéra Garnier : Empire I sous-sols » (limité I trente personnes), 11 h 15, dans II vestibule, statue I Luili (Monuments histori-

a Les Catacombes », 14 h 30, 1. place Denfert-Rochereau (P.-Y. Jasiet).

Blancs-Menteaux »,
14 h métro Hôtel-de-Ville (Savvegarde du historique). et jardins du la sud. losges», 14 h (Résurrection du passé).

et su Musée d'art moderne la ville Paris », 14 h Lu 11, du (Europ explo).

«La prison Belhomme assa la Révolution», 14 h 30, métro Ledru-Rollin, devant Monoprix (C. Merie). e Le M Cognacq-Jey en l'aud Donons, 14 h 45, 8, rue Elzévir (Tou-

«Le Bibliothèque nationale l'ancien hôtel l'ancien hôtel vingt-cinq personnes), 15 heures, la marchaneur, 58, rue (Monuments historiques).

maison », 15 heures, entrée du Musée, 6, place des Vosges (Paris et

CONFÉRENCES

Jacques, 14 : «Les sources de nos connaissances : Bible et archéologie», par C. Marquand (Cilo).

Francs-Bourgeois, the half see the second see the second see the second see the second est, Magnit, Tolo

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

CHATELET, THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). LI DE PARIS (40-28-28-40).

Becurie is du :

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Trill Fontensy: 19 h lun. Haydn, Schumann, Rachmani-

AUDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29), Annick Roussin, Film L. Corre : 12 n 30 jau. Vio-ion, piano. Szymenowsky, Francisco CENTRE CULTUREL SULDCIS (42-71-82-20). Magnus : 20 h M mar, L Edlund, Rydberg, L berg, Zwedberg. Entrée

CHAPELLE SAINT-LOUIS-DE-LA-SALPETRIÈRE Ensemble et 20 h 45 jeu. Jacques Pichard (direc-tion). Montaverdi, Charpen-tier, Zangius, Otto, Zelenka, Erle-bach.

bech.

CHATELET. THÉATRE MACHEN

DE PARIS (40-28-28-40). Orchestre Laborat. 17 h 30 dim. Antonello Allemandi (direction). Schubert, Mozart. J. Strauss Natalie

Dessay: 1 h 45 lun. Soprano,
Rubon Lifschitz (piano). Debuasy,
Pfitzner, R. Strauss Sviatoslev
Richter, Laborat. Mozart. Laborat.

20 h 30 dim. Laborat. Laborat.

Mozart. Laborat.

EGLISE AMÉRICAINE DE PARIS. Yves Severe, Christine Late: : 18 h

Carinette, harpe. Rossini,
Weber, Chausson, Boieldieu.

EGLISE DE LA MADELEINE. Deniel Mare: 16 h dim. Orgue. Bach, Vivaldi, Mozart, Franck, Brahms, Liazt. La ria libre Orchestre interna-

EGLISE DE LA TRINITÉ. Devid-Noel Hudson, Christopher Wells: IE h 45 mer. Orgue, contre-ténor. Bach, Bosly. Entrée libre. EGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). F. Einelberger: 11 h

Orgue. Weckmann, Tunder. Entrée libre.

EGLISE DES DOMINICAINS (45-63-63-04). Reber : 11 h 30 mer. Orque. Bach, 1-1-1 Booly, Messiaen. Entire libre.

EGLISE SAINT-AUGUSTIN. Orchestre métropolitain de Paris : 16 h dim. Venera Keller (soprano). Brigitte Vinson (a 11 Payo i a 11 (ténor), Yvas Faurie (basse), Carrnen Moral, Denis Gautherie (direction). Beethoven, Uribe-Holguin.

FOLISE SAINT-FILSTACHE Jane Guillou : 20 h 30 mar. Orgue. Mozart, Mendelasohn, Guillou, Liszt. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-Bernard Thomas: 20 h 30 mail Massis (soprano), Cécile Eloir (mezzo-so-prano), Francis III (ténor), Nico-les Cavalier (basse), Chour du Marais, Bernard Thomas (direction), Requiem im Mozert.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-VRE. La Trompettes Verseilles : jusqu'au 1 MINT 21 h sam.,

Nous publions la lundi (daté mardi) la liste des concerts la semaine, dont se sélection commentée figure supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

qu'au 21 h jeu., sam., mar. S. Tran Ngoc (vloion), Carl Brainich (direction). La Quatre

SALLE CORTOT (47-63-80-18).
Fixe, Jan Tuffet, Philippe
Line | 10 h 30 sem. Sopreno, vin-

Ion, piano. Schuberrt, Duparc, Franck.

TALLE DAVENU (49-53-05-07)

Bruno-Leonardo : M h 30 jeu. Piano Beethoven, Brahms Lau-

Chopin, Brahms, Schumann Podles : h III lun. Mezzo-so-

Graham (piano). Rossini, Berlioz, Lutoslawski, Rechmaninov Laforêt

20 h 30 Pieno. Chopin, Debussy, Hann

PLEYEL (45-63-88-73).

jeu., van. Hargen (soprano), (ténor), Ollmann

(baryton), Hauts-de-Seine, l'Orchestre I Paris, Samyon Bychtov (direction), d'Ile-de-: 20 h 30 sam, Françoise

Pollet (soprano), Jacques Mercier (direction), Berlioz, Messiaen, Dutil-leux Ensemble orchestral de Paris:

20 h 30 mar. Danielle Boret (sopreno), (mezzo-so-prano), Nova, Armin Jordan (direction).

THÉATRE GRÉVIN (43-58-75-10).

Laporte, Laporte :

h I lun. Soprano, piano. Poulenc, Poulenc, Satie, Massanet, Fauré, Laporte :

Fauré, Laporte :

Lapor

Périphérie

ABBAYE DE ROYAUMONT (34-68-05-50). L. L. Synfonie : 20 h 45 aam. de trou-

BEYNES. LA BARBACANE (34-89-55-99). La Camerate de Ver-: 21 Philippe (direc-(violon), Ameury du (direc-

BOULOGNE-BILLANCOURT. TBB (46-03-60-44). Chosur d'Ukraine : 20 h :30 mar. Vivaidi, Rossini,

MUNICIPAL Trio Wanderer: 16 h
dim. Christophe Gaugue (al...), Pescel Moraguès (clarinette), Michel Garcin-Merrou (cor), Daniel Marillier

(contrebasse). Beethoven, Haydn, Moscheles, Schubert. Land du Fall d'fle-de-France.

COURBEVOIE. ESPACE MAII [1441] (46-67-70-00). Orchestre national d'ile-de-France : 17 h dim.

Françoise (soprano), Jacques (direction), Berlioz,

OPÉRAS

CHATELET. THÉATRE MUSICAL III (40-28-28-40). Eugène Onéguine : h 30 lun. Opéra Deg-

(mezzo-sopranos),
(soprano), Dimitri Hvorostovsky (baryton), Neil Schicoff,
Peter (ténors),
Anisimov (basse), Chœur de chambre il Saint-Pétersbourg,
de Paris, Semyon Bychkov (direction),

ven., Il h mer. De l'amendel, Daumas. Musique de Haendel, Mozart, Palsiello, Nunes, Rousseau, Weyse. Mireille Julian (mezzo-so-prano), Martine Midoux, Yuri

Ogawa, (sopranos) Terence (ténor), Hall

ric II (beryton), Francis II (flüte), Stéphane Leach (piano, clavacin), Christian III

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00).

Les Noces de Figaro : 19 h 30 sam. Opéra Mozart. Jorna Hynni.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Bernard Meury, F. Theberge, J.-P. Viret: 22 h 30

mer., dim. ; 22 l and 1 and : 22 h III jeu., ven., and ; and Jazz Repertoire Orchestra : 22 h 30 lun.

Philips Morris T. Nnenns (chent), Phil Woods, Jimmy Heath,

Davis, Radman (saxo-phone), Hampton (trombone). Ryan Kisor, Land Leonard, Donald

Byrd (trompette), Mike Ledonne, Kenny (piano), Sawyer (gultare), Christian McBride, Bob (basse), Nash, Kenny Washington (batterie).

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam

Session : jusqu'au II octobre. 22 h 30 mer. ; II Septet :

I h 30 jeu., ven., Captain
U i jusqu'au 26 octobre.
Li h I kn.; Li Diop: I h 30

LE SILBOQUET (45-48-81-84). Novos Tempos : III h III

Jam Session : 22 h 30 mar: AU BRAND MAR (45-08-93-89).

THEATRE

tion). Haydn,

COULOMMIERS.

SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. bulgara : 20 li al lan. ; 17 b 30 dim. ; 20 h 30

SAINT-MÉDARD. Orchesde Nortorf: 15 h 30 dim. M. L. (soprano), C. Hismach (contralto), L. (trompette), Gunter Bongert (direction).

ENLERIN PEINTURE FRAICHE (45-51-00-85). La ijusqu'au 11 20 h 30 ven., sam. ; 18 h dim. I Andreu François Tusques (piano). HOPITAL HAWY-JDSAFFE CHA-

PELLE. Las Saveurs sonores : HOTEL DE CRILLON. WILLIAM : 17 h dam. Soprano, Vin(piano), III Not(mise en sobne). A
chanter. II et corresponet Clare

HOTEL DES MONNAIES (42-81-23-44). Mercq:
20 h L jeu. Forqueray,
Rameau, Couperin, Ginès
Sirere, 20 h L
Ténor, piano. Messenet, Verdi,

INSTITUT NÉERLANDAIS (47-05-86-99), La Maia amanasa 20 h tum. Musique del 17º talleta

LE MADIGAN (42-27-31-51). Laurence Alialah, Hervé Tauta: 11 h 30 jeu. Malanda, piano. Mendelasohn, Franck, Beethoven, Chostakovitch Trio Paradisio 22 h 30 lun. Beethoven, Ival.

MAISON DE L'EUROPE (42-72-94-06), Trio Ons-lun : 20 h Milhaud, Tans-man, Mozart, Ibert, Tomasi.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-15). Orchestre philhermonique in Radio-France : 20 h 30 ven. Thomas I (60te), in Janowski (direction). Honegger, Ibert, Milhaud Philippe Corre, Edouard Exerjeen : 18 h dim. Entrés

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), Ensemble Sirin: jusqu'au 17 octobre. 20 h 30 mer., jer ven. ... mar. ; 17 h Andrel F ... (direction). ie taku du familie al ai sacré Milie

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). tille : 20 h mer. June Anderson (soprano), Myung-Whun Chung (direction), Rossini, Tarii Jeanne d'Arc au bûcher : jusqu'au 31 octo-bre. 19 h 30 ven., lun. Oratorio Honegger, Isabelle Hupert, Redjep Mitrovitse (récitents), Hamada Rie, Anne-Sophie Schmidt (sopranos), Nadine Deniza (mezzo-soprano), Im Caley, Robert Dumá (ténors). Romueld Tesarowicz (besse),
C de l'Opéra da
Paris, Myung-Whun Chung (direction), (mise en sobre).

8 A I N T E - C H A P E L L E (48-81-55-41). CHANN Ars Antide Paris : II h 45 21 h mer., dim. Musique troubedours at trouvères Antide : 11 h 21 h

CHANSON

3

A K T É O N - T H É A T R E (43-38-74-62). Jean-Noël Dupré : 15 h 30 20 h 30 jeu. ; Alain Bellone : jusqu'au 11 octobre. II h 30 dim. ; III d'Apparecide : jusqu'au 12 octobre, 20 h an dim.

BATACLAN (47-00-30-12). Richard Desjardins : 30 h 10 mer., jeu.,

ven., sam. CASINO DE 1.411 (49-95-99-99). La Quatuor : 20 h 30 mer. ; Carmel : La 1 h 30 mer.

CAMEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). It la chan-française : It h mer., jau., ven., sam., lun., mar. Durand à la carte Soirs.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Lamontagne : Lam CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE (48-05-00-09), d'un Fait 18 h 30 mar. Spectacle Musi-que Xénakis, Jean-Louis Hourdin

(mise 📖 scène). HOPITAL ÉPHÉMÉRE (46-27-82-82), num Pill : jusqu'au 31 octobre. 20 h mer., jeu., ven., sem., lun., mar.

BALLETS

CENTRE MANDAPA

CIGALE (42-23-38-00). Morta-ijusqu'au III octobre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sem., dim., mar. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47), Compagnie Schmid-Pernette i 20 h III mer., jeu., ven.,

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE. Compagnie Ebène i jusqu'au 14 octobre. 21 h mer., jeu., ven., sem., lun., mer. ; 17 h dim. Yenenga, Tassambado (chor.).

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Charlot bre. 10 h sam., 17 h dim. 17 h dim. Pott. Sallet national Marseille, Elizabeth Terabust, Little Beslee, Lear Charles Vo. Luigi Bonino, Jean-Charles Ver-chere, Laurent Delibert, Thierry David Virginia

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GAR-NIER (47-42-53-71). La jusqu'su 31 octobre. 19 jeu., ven., iun. Bailet de Petipe. Avec la Guérin, Monique Loudières, l'aver, Elisabeth Maurin, Eli-Platei, Laurent Hilaire, Char-

PALAIS NEN REGISTR (48-28-40-10), Ballet Carmen, Rafael Agullar (chor.). Musique de Bizet, Sarasata.

THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Amerindia 20 ii 30 mm Alfonso Urrego (chorégraphie).

Périphérie

CHATILLON, THÉATRE (48-57-22-11), Cle Labori des Olseaux, 🗀 l'Empreinte : 🛍 h 🔜 jeu. Leng, france : In n
jeu. Leng, france : In n
Schamber, Pal Frenek, france : Cavolt (chorégraphes). In l
cadre : Temps : Cie Propos,
le Môme, Aller-retour :
20 h Jean-Antoine Bigot, Plassard, Fanny Tirel, Hidalgo (chorégraphes).

cadre da Temps 11'Explose, Ĉie Objets-fax : 20 h 11

Tino Fernandez, Rozo,
Fabienne Compet, Pedro Pauwels Temps NANTERRE. SALLE DES

CONGRES. Ballat efro-brasileiro
20 h Bresil
Maracatu-Capoeira Brasil.

PUTEAUX. THÉATRE DES HAUTS-DE-SEINE (47-72-09-59). Cendrillon : 20 h 45 Ballet I l'Opéra

RUEIL-MALMAISON, THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX (47-32-24-42). koflev. I l'Opéra national i

SARTROUVILLE. THEATRE (39-14-23-77). Compagnie Juku : 21 h ven., 22 Buto. SCEAUX. LES GÉMEAUX (45-60-05-64). Compagnie Michèle-17 il 30 dim. Sona-18 555, Michèle-Anne de Mey

MUSIQUES DU MONDE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Antonio Moreno Frias, Antonio 🖦 👊 🖼 ; 20 h 30 mer. Chant, Antonio Moreno Paleyo (guitare). Flamenco

LE MADIGAN (42-27-31-51). man : 22 h 10 mer., ven., sam. Musiques d'Argentine.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Madredeus : 18 h ven.. sam.





La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

And the second section of the section of the second section of the section of the second section of the section of the

La livre sterling poursuit sa chute

Les médecins et la méthode Coué

Depuis le retrait, fin juin, du projet de loi sur 🖿 maîtrise 🚞 dépenses 🗐 santé. 🚞 remboursements 📠 la 🖾 🛎 d'assurance-maladie ont retrouvé leur rythme progression _____In En ___ septembre, h a 🚟 de 💢 🖟 munio um de 0,1 i juln une augmentation 🐸 0,3 🕷 en mai. Coincidence? Evidemment, non. Après avoir Mi mis

pression > pendant plusieurs par les Manage de réforme pouvoirs publics, certains médecina libéraux paraissent considérer que l'orage passé. Et qu'ils peuvent continuer de une continuer de la mission première 🌬 🖷 🚾 sociale dura in financer in the l'activité d'un corps plêthorique.

Après avoir capitulé sans gloire. gouvernement entend an principe présenter 🖼 🚥 🛒 projet 🔳 loi 🗓 la session d'octobre. Mais imi n'Indique qu'il dispose me moyens parlementaires de parvenir 🛭 📖 fins. Pour éviter 🗪 motion 🕼 censure, il dolt = « couvrir » == acceptant l'avai de la Commission des syndicats français (CSMF). Jouant allègrement 🎫 🕍 proximité des la n'e pes l'intention ! la tâche de

M. René Teulade, minima des Elle vu même jusqu'à affirmer 📭 📥 havered and treitly size ont une 📹 intrinsèque 🛮 qui 🖛 plus III diliminia pur rapport 💴 moyens 📭 se donnent La calsses pour les rembourser ». En d'autres termes, 🗎 🖼 a 🗎 choix : augmenter im cotisations pour les exigences with me HALF PROPERTY OF THE PARTY NAMED le di le combier la Les - sociaux apprécieront. Quant la l'apposition, elle semble surrout préaccupée 👫 🐃 tomber 🗷

Cam cas conditions, réactions outragées après 🔤 sur III gaspilleges 💶 🖪 « petite délinquance » risquent in sonner group, at Manager a feeting proc laquelle 🕍 gardiens 📤 prison grévistes ont centaines **im** arrêts-maladie Imaginaires pour remain vauzellose » m contribue sans doute pas à rehausser l'image de marque IIII praticiens béraux.

douvemement.

Les dépenses de l'assurance-maladie (445 milliards in france milliards 1991) ne pourront indéfiniment au rythme 6.3 M pm an. Les disciples d'Hippocrate bien placés pour savoir que n'a jamais guéri

JEAN-MICHEL NORMAND

L'Espagne demande une réforme technique du SME

A quelques jours du sommet extraordinaire des Douze, vendredi 16 octobre & Birmingham, plugouvernements vienment prendre position au sujet d'une éventuelle réforme du système monétaire européen (SME). le Financial Times, 🖥 premier ministre britannique, M. John Major, aurait accepté 🖷 mettre weilleuse son projet 📥 réforme du SME jusqu'après 🖬 tenue du sommet Birmingham. Ces semaines, les responsables britanniques ont fait 📥 🖢 réforme du SME la condition d'un retour 👪 la livre dans le mécanisme 🝱 change (elle 💵 🗪 sortie 🛂 16 septembre).

Le ministre espagnol de l'économie et all sinances, M. Carlos Solchage, u déclaré samedi I intern un entretien accordé au Financial Times 📻 «le NIIII est presque totalement détruit : des aménagements techniques importants permettraient d'assurer sa survie, nécessaire à 🖫 🚃 en deuxième étape de l'Union économique monétaire (UEM), au le janvier 1994. Parmi ces aménagements, M. Solchaga suggère E création d'un fonds multilatéral 📖 réserves européennes, qui serait utilisé 🗪 🗰 interventions banques sur sur marchés, visant & maintenir parités 📥 change.

A l'heure actuelle, les banques centrales interviennent principalement sur le biais d'accords (échange de devises pro-prêts de rachat), ou prêts court man financés par l'intermade to FILLIS (Fonds total péen coopération monétaire). D'autre part, M. Solchaga, Douze devraient entamer, avant même la les du sommet de Bir-

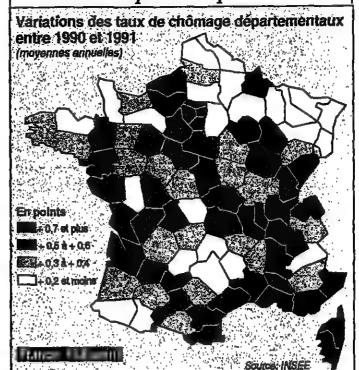
mingham, 📠 discussions sur 🗀 parités change au sein du SME. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, pour sa part « très grave in parler de 👪 création d'une Europe plusieurs vitesses, juste parce qu'on sèvèrement 🗾 la tempète 🐼 marchès ».

M. Roland Dumas, ministre français IIII affaires étrangères, refute pour m part, dans une interview accordée au quotidien la Echos, lundi I octobre, l'inia d'une « réforme circonstancielle 📭 JME v. Selon lui, « les comm 🕒 🐚 crise actuelle ne sont pas I recher-cher dans I SME mais III la situation des économies nationales En revanche, afin 🌬 tismes lim An I l'encontre de la Commission européenne, M. Hands suggère la d'un a contre-pouvoir politique », forme d'un conseil 🗺 ministres reuni I Imalia de manière quasi

De musi évidence, les mandios i Communauté imital de III la spéculation relative eventuelle identie du SME, alim um les marchés les changes toujours très agités. La livre sterling ne com de more vis-à-vis on principales monnaies européennes. Elle s'échangeait lundi octobre m matin # 2,3780 deut-(son plus bas cours his-torique) et 8,12 F 2,4390 ratio et 8,31 F vendredi

La peseta espagnole, qui fait principale partie du la company de la comp change, s'inscrivait and en lundi. Des rumeurs de 📶 🚾 des taux directeurs de la Banque d'Espagne neillement à circuler, imdn que les Mainte matteres ner annoncé, limit 5 octobre, avoir modifié im mesures de contrôle des Il septembre, maintenant

Chômage: de fortes disparités départementales



En hausse de 0,5 point en 1991, l'évolution du taux de chômage national (9,5 📕 de la population active) masque de fortes diversités départementales, selon les résultats d'une étude de l'INSEE diffusée lundi 5 octobre.

Dans un contexte d'embauches moins favorable, disparitée reflètent d'abord - rythmes - croissance des ressources en main-d'œuvre, que ce soit par pression démographique ou flux misse Ainsi de chômage pro-gresse-t-il le plus vite dans le couloir Rhodanien et le Midi méditerranéen, deux régions 🔳 🖫 ralentissement de l'expansion - peut plus absorber une main-d'œuvre en augmentation.

Si le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la Picardie sembient épargnés par la hausse du chômage, c'est en raison d'un appeuvrissement de leur main-d'œuvre ilé aux mises le retraite et aux départs des plus jeunes vers des zones plus actives. Restant certaines régions (Alsace, Seine-et-Marne) qui, grâce à une activité exceptionnelle, peuvent encore absorber une main-d'œuvre toujours en croissance.

Un an après le rapport Praderie

L'Etat consacre 1 milliard de francs aux entreprises d'insertion

connues, il y mencore un an. Im emplois possibles ne se limitent entreprises d'insertion m sont beaucoup développées depuis que M. Michel Praderie ■ remis son rapport Entreprises 🏗 quartiers 📖 juillet 1991. M. Martine Aubry, ministre du travail, qui vient 📓 faire III la actions engagées. en compagnie de M. François Loncle, secrétaire d'Etat f la ville, a ili ili chiffres éloquents.

☑ 271, les entreprises d'insertion passées à 410 pp 1992. Les Maria intermédiaires, qui étaient m 850, sont mant 🖊 Au lolai, le nombre 🏗 postes a doublé 🛍 🖂 📨 pondent à l'équivalent de 🛂 🛂 emplois il plein.

A l'origine, l'Etat consacrait 72 millions de francs a ces opérations, budget qui a 🛍 doublé 👛 in publication in rapport Praderie, puis porté à 100 millions en 1971 el qui devrait atteindre III millions m 1993. Compte tenu du soutien de l'une social européen (FSE), qui a MAM d'apporter MU millions de francs, le ministre 🛍 travail a assuré qu'environ I milliard m francs, au total, était désormais mobilisable chaque année. Ce qui devrait permettre d'accueillir 1000 personnes

Avec 🖃 recul, toutefois, l'intérêt porté 📻 🔚 chefs d'entreprise 🔳 collectivités impressionne groupes an accepté de détacher le cadres à temps plein un à temps partiel dans me entreprises d'insertion. D'autres 💷 choisi 📥 créer in telles manue qui permettent in faire retravailler des chômeurs 👫 longue durée, 🛦 l'instar ild flamed manual on entreprises qui adaptent m véhicules aux handicapés,

Plusieurs dizaines, enfin, um adhéré à la Fondation nationale pour l'insertion que préside la PDG 🛍 Darty. Peu il peu, comme dans le cas in groupe in publicité Eurocom-RSCG, in découvre que

activités industrielles de base, Après Lille, Roubaix, Tourcoing et Dunkerque, on compte maintenant treize villes qui ont mis place im * plans locaux d'insertion » où les entreprises d'insertion travaillent en réseau, avec offices d'HLM, per exemple. Milmolfe file partie de ce groupe, ainsi 📭 la municipalité communiste de Saint-Denis. Plus de cinquante autres plans la am la mula cours de montage. preuve de l'illa porté la formule par dei communes qui connaissent de lorts

M. Madelin estime que le projet Sapin sur la publicité «ne man pas voté

Le projet il loi de M. Michel Sapin, ministre l'économie et finances, la prévention la corruption et transparence la vie économique, qui contient un chapitre sur la publicité, devrait être examiné par l'Assemblée nationale du 13 au 11 octobre. M. Jean-Marie Le Guen, député rapporteurs, souhaite # # inclure hors médias - promotton, marketing direct, etc., – afin d'éviter un transfert de budget 🖮 annonceurs vers 🖿 secteur, 🖬 subsisterait le droit de perpêtuer nérations occultes ».

en l'état »

Pour sa part, M. Alain Madelin, rice-président 🖿 l'UDF, juge 🍱

Visitationalisto Stratégies du 2 8 octobre que projet, qu'il com-battra, projet, qu'il com-battra, projet, qu'il com-conseil projet, qu'il com-conseil projet, qu'il com-conseil projet, qu'il comtrain de faire son métier et n'avant pas Selon lui, ce projet est « indigne, le dernier feu d'artifice d'un pouvoir sinis-IIII », III m sera i certainement pas

Dans « le Monde diplomatique » d'octobre

Chaos monétaire, menaces de récession

Fruit d'une réglementation va, qui engendrer la prospérité, l'est engendrer la taire fragilise 🖿 Etats, 🖿 construction européenne Feintes naīves, les illusions propos 🔤 l'état 👪 1 Occident m pent, Ibrahim Marus III E---II examinent in enjeux politiques de la bourrasque monétaire de climat l'après-référendum sur le traité de astricht. Leurent Carroué Malue le 🖼 🏜 l'unité à marche la 🕬 l'Allemagne. A la veille de présidentielle américaine, Dommergues s'interroge sur la possibilité d'inverser la spirale du déclin américain...

On lira, d'autre part, une série d'articles sur le Proche-Orient l'heure im négociation de paix. Un ordre régional nouveau E

et Gresh), tandis que persistent inquié tudes suscitées par l'arme nucléaire le Geoffrey Aronsoni, Elimini laisses-pourcompte, affrondans la limitation occupés, unités spéciales particulière-

ment no una [Mare Fiore]. La man en China M l'empereur du Japon à la fin du mois d'octobre symbolise im changements sur la scène asiatique que confirme la décision la Tokyo d'envoyer des les les les Cambodge, Claude I Philippe Li Corre analysent i rapports entre Pékin M Tokyo M II MWW gie IIII firmes sud-coréennes I l'égard 🚻 l'ancien Empire du

ger l'ONU (Ignacio Ramonet); L'impérieuse nécessité M penser in paix en Militia (Catherine Samary); L'Europe centrale à la recherche d'une nouvelle cohésion (Jean-Yves Potel); La Grèce et l'impératif européen (Supplément); Les imans denkarion the l'Espagne européenne (Juan Goytisolo); a contre la promise 🗀 o (Luiz Felipe 📥 Alencastro); tranquille (Fulvio Caccia); Les incertaines de la coopéra-(Philippe Leymarie); La culture américaine au des immedia (Herbert I. Schiller); Las mades et la guerre III référendum IIII France (Serge Halimi). Egalement au Pour

une refondation des pratiques sociales, un Imm inédit illi Félix

En vente del must marchand de journaux : 20 F.



peuvent vous les proposer. Concessionnaire Agréé Apple Diagne : 46 11 66 00) - Rouen

Lille (20 m 56 11) - Paris (M [31 = 1] 32 44) - Le Havre (35 22 55 55) - Dijon (80 72 65 65) -

Groupe Européen de Services et de Distribution Informatique, Agena 🖿 sont 45 agences commerciales en France, des compétences certifiées par Apple en PAO, CAO et Ges- hier (67 50 42 50) - Nancy (83 98 15 95) - Reins (26 05 tion, et une gamme de services : la maintenance (52 000 13 20) - (Toulouse (61 36 76 36) - 111111 (99 28 08 08) micros sous contrat), l'ingéniéric (connectivité et et la formation (90 salles équipées).

Besançon (81 81 12 M) - Lyon (72 15 14 00) - Montpel-- Brest 148 42 142) - Epinal (29 14 55 55) -Saint-Brieuc (96 78 21 21).



Filiale de VRG, m premier

LES ARCHITECTES DE VOTRE INFORMATIQUE



OFFRI ALAB DANS LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

Après avoir cédé un affaire 1 Ferruzi

M. Gilbert Ducros se lance dans la vente d'épices en surgelé

Quelques mois après avoir cédé
affaire à l'italien Ferruzzi,
M. Gilbert Ducros report, comme
si de rien n'était, à la surfaire des épices el autres herbes aromatiques, qu'il entend maintenant dre en surgelé. A soixante-cinq ans, fils Yves et 1 son frère Marc, il a créé la Carpentras la société Gyma – inspirée la inila société Gyma – inspirée la inila prendre le contrôle la la (La Surgélation bretonne), une petite entreprise implantée près de Bress. Même Il l'activité n'en est qu'à ses débuts, a irrite profondément l'arrie et le veau propriéta de Ducros e envisage de réagir ».

En janvier, au moment 📬 a 📇 vendue in firme familie carpen-trassienne, de particu-lière n'a été signée », précise le fon-dateur de l'entreprise. décision 👪 revenir vers le même

Ce d'autant plus fort que M. d'autant plus fort pue M. d'autant plus fort jamais envisagé de céder d'autant le cofants. Mais difficul-financières de Pentreprise, qui auraient pu être surmontées, les forneils familiales, « Nous étions arrivés possibilités de travail en commun a nous avons
de l'entreprise », explique
M. Michel Ducros, l'un dei deux accords, les plus de la constant de

EN BREF

biles on septembre. - Les immatriculations d'automobile ont reculé de 0,87 % en France, en sep-tembre, le corrigées Le variations saisonnières. brutes, grâce à un plus grand nom-triculations ont progressé de 3,84 % à 147 416 unités. Les constructeurs français un tealis-une house performance trellique une bonne performance, totalisant 60,6 % de parts de marché, contre 60,2 m la janvier a septembre, grâce I l'excellente tenue des immatriculations le Citroën (+ 15,4 %) et de Veruk (+ 4,9 %). Paugeot, en revanche, réalise une contre-performance (- 9,6 %). Parmi les construct de de de de les construct de les constructions de l

□ Les Publications du Muller créent une réduction 🛮 Lyon. - Les ublications du Moniteur (groupe CEP communication) viennent 👪 créer I Lyon leur première rédaction permanente en region, confiée à M. Pierre Land, qui s'appuiera ur de le correspondants et des pigistes. Le groupe urme en outre une librairie et créée ainsi six molois II comptait jusqu'ici à Lyon un commer-cial de salaries. Dans l' région Rhône-Alpes, l' bâtiment compte 111 abonnés, un total national de 11 054. Une politique i i i rédactionnelle s'est gée, février, une nouvelle rubrique, « Le Marile de la contraction de la contract régions». Par la création d'antennes à Nice. bourg. - (Bureau rég.)

□ L'hebdomadaire « Courrier interfête son centième numéro. - L'hebdomadaire Courrier international, lancé le 8 novembre 1990, fête cette Composée d'articles traduits récrits par la rédaction (qui représente les deux tiers de la quarantaine de salariés), à travers plus de 5 000 titres de la manufactionale (le Monde du Enovembre 1991), cette publication diffuse environ 65 000 exemplaires selon son éditeur et annu lépasser les 70 000 exemplaires à la fin de l'an-née. COM (Office de justification la diffusion) lui attribuait 50 500 camplaire en 1991.
Alexandre Adjer, journaliste Libération, spécialiste des questions de l'ex-empire soviétique,

conditions, à l'accord entre ICI et Du Pont. - La Commission européenne a approuvé, mercredi 30 septembre, sous certaines conditions, l'acquisition per le firme américaine de l'amine de l'amine de la maine de la maine de l'amine l'acrylique et du Nylon (le Monde du 25 avril). posées per la Commission, Du-Pont devre un d'acquérir une partie significative » de la cité de production d'iCI en l'acquérir l'Alla de moyens de carbante concentrate en l'acquérir l'

D Textile : fen vert de la CRR.

REPÈRES

COMMERCE

Accord Company Chicago

Les chefs de gouvernem Russie et d'Ukraine ont signé, 3 octobre, des documents normalisant les relations économiques des deux pays, mises à mel depuis l'éclerement de l'ex-URSS et la création de la CEI (Communauté d'États indépendants). Un accord commercial a été passé pour 1993, prévoyant

A l'issue d'un entretien avec son homologue M. Valentin Simo-nenko, le premier ministre russe, M. E. L. déclaré que Nav si Mascou entendaient créer des e conditions normales a pour la mise en circulation de la nouvelle monnaie ukrainienne, is grivna. Selon M. Came, la question de la dette extérieure de l'action à fait l'objet d'un musiconjoint, qui anciennes Républiques à l'égard de mus dette, pour en faire porter le charge par la seule Russie.

CROISSANCE

L'OCDE revoit ses perspectives 1992 à la baisse

La croissance des vingt-quatre principaux pays industriels im dépassers pas 1,5 % en 1992, a fait savoir vendredi 2 octobre l'OCDE (Organisation de coopéra-tion ■ de développement économiques). Lors d'un discours noncé devant le Conseil de l'Europe II Strasbourg, le secrétaire général de l'organisation, M. Jean-Claude Paye, II mis en cause le niveau trop élevé des taux d'interêt réels. Déjà, en juin der-nier, l'OCDE avait révisé en baisse, de 2,2 % à 1,8 %, ses prévisions de croissance pour ses pays mem-

D'Le Liechtenstein vent adhérer à la CRE. - La principanté du Lie-dres de souhaite auditrer à la CEE, a déclaré, mardi 29 septembre, le prince l'annual II à Vaduz. Le prince a indiqué, à l'occasion d'un symposium économique sur l'Europe, qu'il chargeait le gou-vernement de déposer une demande d'entrée dans la CEE, indépendamment du résultat du référendum prévu sur le traité de l'Espace économique européen (EEE) an mois de décembre. - (AFP.)

BRECTIFICATIF, — C'est par erreur que nous avons qualifié M. Karl Otto Poehl de social-démocrate (le Monde daté 4-5 octobre). Nommé président de la Bunen de janvier 1980 pur le chancelier Helmut Schmidt, M. Poehl n'a jamais été d'un parti politique.

TRANSPORTS

Ouverture du tunnel sous la Manche reportée au 15 décembre 1993

Eurotunnel prévoit une augmentation de capital en 1994 ou 1995

Les perspectives d'ouverture du tunnel l'égèrement supérieurs 5 milliards de francs, de reculer. Eurotunnel l'ouvrage, évoque aujourd'hui l'un l'illiar aux en décembre 1991. actionnaires une MIL m service in 15 décembre 1993. Les dernières prévisions, en avril, faisaient état d'une entre à 15 sep-le 15 novembre : les prévisions initiales tablaient sur le 15 juin 1993. Selon Eurotuenel, ces derniers retards imputa-bles à TML (Transmanche Link), groupement is entreprises i publics responsables de in tunnel.

sions de trafé de la prévisions de trafé de la déjà des livraisons de passagers de la contraction de l devraient être mis en service devraient être mis en service printemps et de l'1994.

Compte de l'1994.

Comp

Enrotunnel a dépensé à ce jour un plus 57 milliards de cuveloppe disponi-l'ordre de 90 milliards francs. Le concessionnaire qu'il disposera des nécessaires jusqu'à l'achèvement travaux sis prévoit augmentation capital en 1994 préférence, en 1995, – opération évoquée au conditionnel en avril.

de l'aillance potentielle au titre d'obtenir d'espation de crédit, vient d'obtenir d'espation de prêts jusqu'au 30 novembre. Pour obtenir une dérogation permettant d'aller jusqu'à l'achèvement des travaux, Euroti présenter au syndicat bancaire sa stratégie de financement après l'ouverture du tunnel,

qui prévoit l'augmentation de capi-tal et un aménagement du règle-imérêts. Enfin, Eurotunnel a fait le point,

Jundi 5 octobre, sur mégocia-tions avec TML à propos in francier sur mégocia-rend financier sur mégocia-fixes d'un minima initial forfaitaire i 6,2 milliards de francs. Le décembre 1991 a TML un règle-une d'ensemble de 9,8 milliards de francs, dont millions man forme d'instruments financiers (actions m obligations convertibles). Cette première offre, relation TML, a suivie d'une

MARTINE LARONCHE

La mine en service est prévue en 1999 ou 2000

M. Philippe Essig propose une «concession de travaux et de services publics» pour la réalisation du TGV-Est

1999 ou 2000 Paris 🛮 Strasbourg en 1 heure 40 🏿 320 km/h, M. Philippe Essig, and président de la SNCF chargé d'une d'étude, préconise une contribution égale des collectivipubliques - Etat et collectivi-um - de 5 à 6 milliards de francs pour chacune. La du projet serait confiée à un n devrait assumer III majeure partie des risques financiers.

dent de la SNCF. Il eu beau retourner le projet dans tous le le TGV-Est entre Paris et Strasbourg a grandement besoin de l'argent public (Etat et collectivités territoriales) (Etat et collectivités territoriales) pour voir le jour. Chargé en septembre 1991 par M. Paul Quilés, alors ministre de l'équipement, de réfléchir à un montage juridique et financier mortage juridique et financier mortage puridique et financier mortage puridique et financier mortage projet, M. Essig a remis son rapport au ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco.

La contribution de 3,5 milliards La contribution de 3,5 militards promise par les régions (Champagne, Alsace, Lorraine, et le Luxembourg) ne suffira pas à financer les 22,3 militards francs (1991) nécessaires à la réalisation des voies nouvelles du futur TGV-Est. M. Essig

Pour que le TGV-Est une vers parle d'un ser 5 il milliards parle d'un ser collectivités territoriales, « cette dernière valeur pondant presque l'équilibre des com de la SNCF suivan propres demandes ». L'Etat, note-t-il, milliard france pour CEE

A qui incombera la réalisation du projet? M. Philippe Essig préconise un « portage extérieur à la SNCF», qui protège mieux les comptes d'une entreprise fortement endettée face à un mit jugé peu rentable. Le choix d'une «concession de travaux et de services publics » la l'avantage pour la SNCF de faire peser le ris-que de trafic sur le concessionnaire, la juridique pourrait être

collectivités territoriales, ou un public à caractère industriel commercial. Le concédant pourrait être l'Etat ou la SNCF.

SNCF. Mais d'Etat
la formule d'une SNCF à la fois concédant et exploitant, compte tenu de «l'imbrication des responsabilités entre le concessionnaire et la SNCF.».

Afin de permettre memboursedes emprunts sans peser sur l'équilibre de la SNCF et la solidité du concessionnaire, « l'application d'un tarif sensiblement majore paraît inétactable», note ». Esse, qui étudeux hypothèses d'augmentation de prix par rapport aux memes actuels de la SNCF, de 30 % et de 50 %.

INDICATEURS

BELGIQUE

e Chômage 1 - 1,7 € en un mois. - Le nombre des chômeurs a baissé 🚥 Belgique 🖿 1,7 % 📹 🖦 du 📹 de septembre par mass mois d'août, revenant l 418 life. Le de chômage rapport la population 12 🖫 🚃 les statistiques publiées par le 📹 📥 l'emploi et du travail. Par le la septembre 1991, l'augmentation du nombre des chômeurs est de 13,6 %

QUATRE PETITS EXERCICES À FAIRE **ABSOLUMENT** AVANT D'ALLER AU SICOB.

Exercice nº l

Essayez d'organiser deux fois par semaine une réunion avec rui collaborateurs des quatre coins du monde.

Exercice n°3

Essayez d'envoyer un texte à Denver (Colorado) et de le recevoir annoté m moins de 15 minutes.

Exercice n°2

Essayez de joindre en moins de 15 minutes cinq de vos collaborateurs déplacement

Exercice nº4

Essayez d'envoyer un fichier de 300 pages m 2 minutes, à l'autre bout de la France.

TOUTES LES SOLUTIONS **SONT AU STAND** FRANCE TELECOM AU SICOB, DU 5 AU 9 OCTOBRE, PARC DES EXPOSITIONS PARIS - NORD VILLEPINTE - HALL I

Et si vous communiquiez avec les autils d'aujourd'hui?



22

économiques

Dans ce numéro
UN GRAND DOSSIER:

SALAIRES

ce qui change pour vous 8100 évaluations révélatrices.

En supplément gratuit

UN VOLUME DE 192 PAGES.

LE DICTIONNAIRE DES AFFAIRES EN SIX LANGUES

18 francs chez votre marchand de journaux.



ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Selon l'Union routière de France

Les Français ont une vision pessimiste de la circulation

Dens un plutôt hosil à l'automobile il au développement IIII WWW.Wiscowill de transport, l'Union routière France publie deux sondages SOFRES qui montrent que le pas mal qu'on le première enquête, réalisée auprès d'un échantillon 1 11 personnes (dont 184 montre que 71 L des Français travailler et manur en myerve dix-huit minutes per trajet (vingtminutes pour li light lie de-France). | qui ont | qui im transports im commun pour le même trajet ont imit en trente-cinq minutes

Ainsi, in usagers réguliers de transports en moyenne quarante-deux

minutes pour rendre leur travail. En Français avouent pouvoir garer gratuitement sans difficulté, 12 considèrent qu'il a coup assez d'encombrements trajets domicile-travail. Interrogées qu'il leur très ou assez difficile de leur voiture, même 60 d'accordination qu'il leur mobile pour eméliorer la circulation d'alle.

de la première enquête, la candés a pensent que les Francais mettent moyenne trente-huit minutes pour metter dix-neur minutes pour d'ille-de-France), 71 pensent conducteurs français beaucoup d'encombrements leur trajet domicile-travail, que seulement difficulté.

En revenche, interrogées pensent que la Français en moyenne quarante-deux minutes pour rendre sur leur lleu de travail, ce qui en la correspond en résultats du premier questionnaire.

M. L

En attendant d'être privatisées

Qantas et Australian Airlines fusionnent

transports aériens se resfusion des deux compagnies publiques Cantas (internationale) Australian Airlines (intérieurs), intervenue lundi 14 putembre, est a première avant la privatisation de l'ensemble.

SYDNEY

notre correspondante

٧

Le d'Australian Airlines pour 400 millions de dollars (1) permis à Qantas de doubler sa flotte. Forte de ses appareils, Qantas estime que son chiffre d'affaires devrait atteindre 5,7 million de dollars l'amb prochaine, ce qui la placerait au quinzième compagnies aériennes, lieu vingtième actuellement. Qantas privatible en l'amb temps : son publicerait tura codé à des mandétrangers, à hauteur de 35 %, ainsi qu'à la privés nationaux, il l'amb de l'année au d'ici la la l'amb de l'année.

Le remisera offert au public

la première moitié de 1992.

La futurs actionnaires étrangers
plus Singapore Airlines et British Airways,
mais aucune am n'est officielle.

La mil devrait rapporter entre
2,5 a milliards de la Et
pour gouvernement, un effet,

Le PDG de Qantas, M. John
Ward, a compagnis a besoin
d's une injection de capitaux supérieure 1,5 milliard doilars » pour diminuer son ratio
d'endettement, qui 77 %, ce
qui m traduit m millions
annuels.

Le marché unique arec la Nouvelle-Zélande

A l'origine, le programme le priprévoyait la sépament partielle pour Qantas. Le
l'juin, souvernement modifiait
ses plans, justifiant ainsi se décision: Administrations, sérieussment endettée, n'aurait trouvé prequ'à les prix.

Les III. de la compagnie domestique se la compagnie avec la premières III. engagées sous le gouvernement travailliste de la Hawke en octobre 1990, celui-ci ayant décidé d'ouvrir la marché intérieur, jusqu'ici de Australian à sa concurrente privée Ansett. Deux mois plus tard, un la exploitant, Compass Airlines, déclenchait une guerre prix sans merci, dont il était la premier i subir conséquences : le 20 de 1991, il déposait son bilan (2).

déposait son bilan (2).

Qu'une commission d'étude (Trade Practice Commission) ait

que la faillite de Commission d'étude (Trade Practice Commission) ait

de posait sur l'annue d'étude (Trade Practice Commission) ait

de posait sur l'annue d'étude (Trade Practice Commission) ait

de posait son bilan (2).

commerciale n'a en rien dimisa popularité. Pour le public, la nouvelle compagnie avait été victime d'une déréglementation biaisée qui l'all ses devait notamment sous-louer i prix manux terminaux d'aéroport aux terminaux d'aéroport de l'all par Ansett de l'all l'

gnie faillite.

Pour la première fois, l'avion était devenu accessible, include de tarifs atteignant l'alle cerregistrait en 1991 une progression le 29,5 %, par rapport à l'annual précédente. Le boom qui en moisulté à inilla gouvernement la accélérer le réformes. Le nouveaux terminaux d'aéroport seront construits, mais c'est manual la démantèlement le concurrence.

Qantas pure les l'escales, alors pusqu'ici séparation marchés lui interdisait transporter passagers sur australien. En compensation, multiples principales la Nouvelle-Zélande à partir Melbourne. Air New Zealand, qui appartient pour 20 la Qantas, a obtenu de Canberra le droit imprendre la la fin de 1994.

SYLVIE LEPAGE

(i) Le dollar australien

Cross Air Lines, a repris ses vols il y a un mois.

ÉTRANGER

Malgré la persistance difficultés sociales

L'OCDE salue « les progrès remarquables » du Mexique

Dans une de qu'elle vient publier, l'Organisation de coopération développement économiques (OCDE) félicite progrès remarquables réalisés par le Mexique de la formulation et mise de la politique économique cours dernière décennie ». L'Organisation, laquelle Mexique souhaire adhérer, la persistance de graves difficultés, notamment

again.

274

1000

199 4 ^{130 1}

200

and the second second second

 $\mathfrak{C}_{\mathfrak{m}_{(n_{i+1})}}$

The same of the sa

Property of the second

A Reality Co.

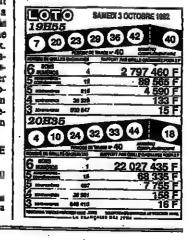
L'essentiel le l'étude porte la programme de la macroéconomique des macroéconomique des macroéconomique des macroéconomique des macroéconomique des macrofut 1982, un moment où l'
pays connut périodes le plus noires macropriodes plus noires de l'économic est décormais l'histoire du Mexique, l'accord d'économic est décormais l'accord d'économic est décormais l'accord d'Accord d'Accord d'Alena) devrait l'haccord d'Alena d'Alena d'evrait l'haccord d'ella d'ella

Une situation ambiguë

Toutefois, Mexique se anjourd'hui une de politique de restructuration principaux désmacro-économiques sont surayés prévoit sun taux de pour 1992, 3,6 en 1991. Un taux nettement supérieur à ce qui est prèvu dans la plupart des membres à.

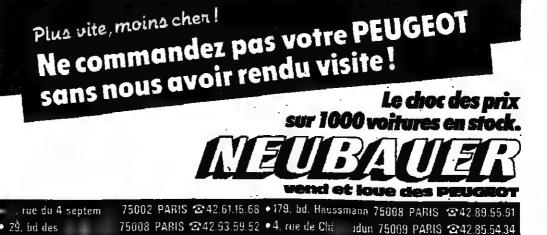
Pourtant, de nombreux propersistent: l'inflation reste
supérieure de ses principaux
partenaires commerciaux et le de la la la balance courante de penser que l'épargne intérieure
reste insuffissante. Sans oublier une
dette extérieure qui, bien qu'en
légère baisse, représente toujours
26,5 du produit intérieur brut.
Sur le plan social, la pauvreté
turale, les disparités de revenus et
de l'emploi s'avèrent toujours pré-

l'OCDE, période de croissance laquelle semble engagé le Mexique nécessaire « pour créer emplois le pauvreté très répandus





FAX: 46-62-98-74



ÉTRANGER

Alors que le climat social se dégrade à Abidjan

Le premier ministre ivoirien veut maintenir « la gestion rigoureuse des dépenses publiques »

Le premier ministre de 🖫 Côte-d'Ivoire, M. Allasane Ouattara, participé l Abidjan, jeudi 1" octobre, I un débat tionnel p retransmis andirect par 🖿 télévision et 🖿 radio nationales. Alors que d'apres négociations se poursuivent à Washington concernant nouvelle aide du Fonds monétaire international (FMI) à son pays, M. Quattara «optimiste» « confiant» dans l'avenir de la situation économique en Dite-d'Ivoire. Pourtant. à l'occasion notamment de 🖿 renree scolaire et du prochain fangement de la récolte de café et de mecontentement grandit dans la capitale.

de man envoyé spécial

Pour la première 🔤 depuis 🗷 nomination chef du gou-vernement, le 7 octobre 1990. M. Quattara a choisi de se li au allimité exercice de présenter aux douze millions d'Ivoiriens les grands enjeux politiques, économiques et sociaux du pays. Cette spéciale » avait margement annoncée par journaux du ment annoncée par journaux du Parti démocratique Côte-d'Ivoire (PDCI), formation politique du président Félix Hon-phouët-Boigny, parti unique dans le pays jusqu'en mai 1990. Car s'agissait conférence de presse - l'arre - mais bien d'une première : interrosé par douze journalistes interrogé par douze journalistes dont cinq de la presse indépen-dante ou d'opposition, M. Oustara a accepté de pesser en revue tous les aspects de la crise aigné que traverse le pays. Et, en plus des journalistes – modèle français oblige – douze représentants de la «société civile» avaient été invités. endant de quatre heures, un étudiant, un professeur, un

A revision aituation que connaît actuellement le pays

(siège du gouvernement). Depuis plusieurs jours déjà, de étudiants de l'université nationale d'Abidjan refusent de passer les examens de la session d'automne. Alors que la rentrée scolaire ex prévue pour le octobre, deux rime imesures prises par le gouvernement agitent le campus : le transport ne sera plus gratuit pour les étudiants qui devront dorénavant payer 3000 francs CFA (60 francs francais) par mois. En outre, la possibi-lité presque illimitée de redouble-ment – phénomène appelé ici le « paraplule atomique » – est supprinée. Les étudiants devront donc réussir plus rapidement leurs examens s'ils veulent continuer bénéficier des avantages matériels qu'offre la vie universitaire - logoment subventionnés - avantages non négli-à la dramatique situa-tion r l'emploi en Côte-d'Ivoire, pour les jeunes.

La fonction publique épargnée

A ce rua la jeunesse s, auquel M. Ouattara a la respondire en en appelant à la «responsabilité de tous» pour assumer, e comme dans une famille, la nécessaire compression dépenses subjeues n'évonte le mécontentepubliques», s'ajoute le mécontentedes planteurs qui attendent avec impatience que le gouvernement annonce – vers le 15 octobre – les prix garantis sur le cacao et le café, les deux plus importantes exportations du pays. hvec pour - l'instant - une certi-tude : les prix continuent de baisser et les peris producteurs sup-portent déjà depuis de nombreuses années des pertes colossales. A par-tir de 1984, les cours mondiaux du de les pertes colossales de l'écondrés café se sont effondrés de 1088 francs CFA à 175 francs CFA: ceux du cacso de 1007 francs CFA à 265 francs

M. Ouattara declaré a préoccupé » des a diguestes » conditions de vie des producteurs, mais, a t-il sjouté, « le marché mondial ne dépend pas de nous ». Le Syndicat national agriculteurs Côted'affaires et des planteurs ont pu poser leurs questions.

> Treuhandanstalt Des immeubles ill vendre ill Berlin ill en en RDA

(Berlin, Leipzig, Dresden).

Le marché immobilier dans 🖿 nouveaux Länder: Chances et perspectives

pour les investisseurs européens.

Une présentation d'immeubles par . la filiale immobilière de la Treuhandanstalt

Centre Français du Commerce Extérieur 10, Avenue d'Iéna

75015 Paris

Le lundi 19 octobre 1992

de 10 heures 🛮 15 heures

Invitations à retirer auprès de Madame Chantal Roux

Madame Laurence Alphandéry (tél: 107 33 810).

SCIENCES-PO FORMATION

médiatique we par la Primature d'Ivoire (SYNAGDI) avait pour sa part réitéré samedi 🔳 septembre menace de grève, considérant e le gouvernement ne tient pas compte des planteurs », critique reprise par la plupart des journaux d'opposition à l'heure on les petits producteurs doivent financer la scolarité de leurs enfants. « La gesrigoureuse des dépenses publiques est une des seules garanties d'un recour à la croissance a rappelé M. Quattara, précisant que la dette la correct la l'Etat ivoirien s'élève II quelque 1 200 milliards de francs CFA (24 milliards de francs)

> Le ministre a cependant clairement précisé qu'il n'était pas ques-tion de diminuer les salaires de la fonction publique (cent vingt mille conditions exigées par le FMI pour donner son feu vert aux aides internationales. Dans l'immédiat, les mesures prises par le gouverns ment en matière de lutte contre la corruption des placent la Primature devant un troisième front : les menaces de grève récemment avancées par catégorie in fonctionnaires.

Réagissant à la fin de la presta-Gbagbo, le leader en Front popud'opposition, s'est déclaré « choque » de « l'optimisme » de premier ministre : « il était » seul dans la salle li être optimistes, a t-il souliené tout m précisant que r depuis le multipartisme, les dans dans la rue, cette fois ce ne sera pas pour faire des cadeaux.»

OLIVIER PIOT

Un livre sur les relations dans l'entreprise d'après Montaigne... Si je le trouve, je fais un essai!*

36 17 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classes par auteur, titre a sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, wer un résumé. Em nouveautés par semaine.

Un service du Cercle 🚜 la Librairie

*Tapez ____ sujet : ____entreprise

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMMUNIQUÉ CONJOINT ACCOR / WAGONS-LITS / S.I.H.S. / PLM

Les Conseils d'Administration (ACCOR, PLM, S.I.H.S., SMN at the approuvé le projet de fusion/absorption (PLM, S.I.H.S., SMN et CIR par ACCOR et um arrêté les parités d'échange suivantes :

- B actions PLM pour 5 ACCOR;
- actions S.I.H.S. pour N ACCOR;

 1 action SMN pour 3 ACCOR. Enul réserve de l'approbation del commissaires en apports et le la fusion, des parités d'échange seront proposées aux assemblées générales extraordinaires au chacune des sociétés concernées qui ■ réuniront № 3 décembre IWI3 pour S.I.H.S., № 4 décembre IVII pour les autres sociétés et vraisemblablement la 15 décembre (384 sur deuxième

convocation pour ACCOR. A Three de ces fusions, 1.629.920 actions ACCOR auront and remises and actionnaires tiers on PLM, S.I.H.S. SMN, aver dalle de jouissance du 1° janvier 1984 CIR étant contrôlée | Im par ACCOR, aucune action ACCOR ne sera time

Lui actions trama représentent 6,77 ₪ du capital 🖦 ACCOR porté 🛮 24,061,233 actions. Les bénéficiaires de actions seront donc actionnaires de ACCOR aux illements :

- CIWLT (détenu par ACCOR environ 70 Actionnaires de PLM autres que CIWLT ■ Actionnaires de S.I.H.S. ■ de SMN autres ■ ACCOR
- 1,45 %

ALCATEL

ALSTHOM

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD, le 111 septembre 1992, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a examiné le rapport sur l'activité m im résultats du premier semestre, qui a im attesté par les Commissaires aux comptes.

Résultat net en progression de 20 % au 1er semestre 1992

Le résultat net part Groupe s'est élevé 3.115 millions de francs, eu augmentation 🖿 20 % par rapport à celui du premier semestre 1991 pour un chiffre d'affaires consolidé de 79.477 millions de francs, ■ augmentation de 6 par rapport au premier semestre 1991. Il intègre le résultat du premier semestre d'Alcatel NV L hauteur 12 70 % comme tout au long de l'exercice précédent, le transfert à Alcatel Alsthom des titres Alcatel NV détenus par ITT ayant eu lieu début juillet 1992.

Le bénéfice net par action de 25,60 francs est augmentation de 11 N M le bénéfice par action totalement dilué s'établit à 24,70 manus en progression de 8 % par rapport i fin juin 1991.

Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 1992, les tendances à fin juin laissent prévoir une croissance du montant de ventes i mus de change constants voisine de celle observée au premier semestre. Sauf événement conjoncturel non prévu, le bénéfice par action calculé inst sur les actions en circulation que sur le capital totalement dilué devrait marquer une nouvelle progression par rapport à l'exercice précédent.

Comptes de résultat consolidés

Collibios de Laborres					
(en millions de francs)	1° semestre 1992	1 ^{er} semestre 1991	Beerdice 1991		
Chiffre d'affaires net HT Résultat opérationnel Résultat net part Groupe	79.477 6.344 3.115	74.770 6.550 2.599	160.082 14.945 6.180		
Bénéfices par action (er	francs)				
Bénéfice net par action	25,60	23,00	51,80		
Bénéfice net par action totalement dilu é	24,70	22,90	51,00		
	4				

Les résultats peuvent être jugés satisfaisants compte tenu de la conjoncture dans laquelle s'est exerce l'accomme du premier semestre. Le fléchissement du résultat opérationnel s'explique la dégradation du marché des équipements privés de téléphonie, la rentabilité des sociétés récemment acquises encore inférieurs à la moyenne du Groupe II la réduction temporaire du programme d'équipement téléphonique en Espogne.

Le résultat net part Groupe s'entend après la mise en œuvre de plans de restructuration dont le coût a été partiellement financé par les cessions d'actifs immobilisés. Par ailleurs, il intègre une plus value nette d'impôt de 437 millions de francs sur des cessions d'actions Alcatel Alsthorn, qui se compare aux 630 millions de francs du premier 1991.

Evolution du capital

Le Conseil d'administration a constaté la création de 3.483.613 actions consécutive la la conversion d'obligations I um levées d'options i souscription depuis le début de l'exercice ainsi qu'au paiement du dividende de 1991 en actions. Au 31 août le capital social s'élève 1 5.328 millions de francs, représenté 133,2 millions d'actions ayant jouissance du 1er janvier 1992.

Cooptation d'un administrateur

Le Conseil a decrule il coopter dater de jour, en remplacement de M. Guy VERDEIL décédé, M. Jacques FRIEDMANN en qualité d'administrateur de la Société.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT:

- = MINITEL: 36.16 Code CLIFF
- Téléphone au actionnaires: 11 12 354

Diplôme de formation continue FINANCE D'ENTREPRISE Cycle reparti --- I investissement sur 2 ans professionael Formation: approfondie à la 20 journées validé par finance moderne un diplome de fermation pour des cadres de MEP par an financiers expérimentés INSTITUT de Par Informations : Georges VERGNE, D'ETUDES 215, Bd St Germain Service de Formation Continue POLITIQUES 75007 Paris Tél: 45 49 51 16 - 45 49 50 97 DE PARIS Fax: 42 22 60 79

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES Se Monde ET MÉDECINE



Les retombées de la formule 1

Les constructeurs ont besoin de la formule 1 et des grands prix pour mettre au point des techniques qui serviront à la voiture de M. Tout-le-monde

CLAREN

dernier Grand Prix

Monaco formule I pour dévoiler
sa première voiture
conçue pour la mail McLaren
F1. L'appellation de ce modèle constructeur britannique : acquis de l'écurie en plus en vingt-cinq ans de présence en plus haut niveau de la compétition auto-

Désigné d'œuvre du projet, Murray, l'un ingénieurs in plus talentueux in la formule I chez (de 1972 1987), avait carte pour concevoir a voiture décre pour concevoir a voiture
révers. L'résultat n'a décu.
Sous livrée gris métallisé, la
McLaren n'a pes la
Lamborghini,
allemandes ou l'élégance rustique des sportives britanniques

Par ses deux portes inventes l'avant « qui s'ouvrent verticale-ment, la McLaren F1 semble inspi-rée de la Diablo, de Lamborghini. L'aut, plus agressif, rappellerait plutôt la Ford GT 40. Le coupé bri-tannique offre trois places me front avec a mais de harnais, mais tion central légèrement de la localité de la localité de la localité de la localité fil reste pourtant jalousement caché

Le passage à la pesée a da quoi complexer toutes ses concurrentes : 1 018 kg 1 100 kg de moins que la trop spartiate Ferrari F40. 500 kg de moins que la Diablo. Avec son 12 bylindres BMW dévelop-pant plus de 550 ch à 7 500 tours/ minute, la McLaren Fl présente un rapport poids/puissance 1,8 kg/cheval, comparable celui des motos. L'utilisation in matériaux coûteux comme in illum de carbone, le Kevlar, le magnésium, le titane, a permis d'appréciables gains de poids.

duit également par la doptées pour améliorer la la Brabham «aspirateur», Gordon Murray recréé un sain de tème interne I deux flux internes internes particulièrement soignée. I pensions sont triangulées. Les pneus dérivés des Goodyear Fl type pluie.

Le banc du sport

de systèmes de gestion électronique élaborés en formule ! par TAG, l'ac-lle majoritaire de la société systèmes gène le fonctionnement général de la voiture, de la contra général le la voiture, ment des freins au ésembuage du pare-bin. L'autre, le man. Grâce à un modem, ce dernier permet même de le un diagnostic à distance par téléphone l'usine. Le prix de la McLaren FI (530 000 livres ou 4,6 millions le frança) l'usine le matériaux l'usine le matériaux l'usine le prix de la matériaux l'usine le prix de la françaction le matériaux l'usine récentes technologies de la forplus récentes technologies de la for-mule I sur la grande majorité II-voitures jours envisageable à court terme. n La recherche actuelle ormule I de matériaux plus noble

mais plus coûteux (carbo mais plus coûteux (carbo mais plus coûteux (carbo magasium, aluminium, céramique) pour gogner du poids peut-être, allongé la durée qui sépare l'expérimentation formule l'all'exploitation mireau du produit, et l'exploitation moreau du produit, et l'exploitation moreau du produit, et l'exploitation moreau du produit, et l'exploitation more le disease et l'exploitation de disease et l'exploitation mais le disease et l'exploitation de l' Dudot, le directeur technique de la Sport. Pour l'Instant, débouchés de ces matériaux se limitent à l'aéronaitique aux voltures sort ou de haut de gamme, mais l'élargissement progressif de cette gamme devrait permetire la mise en place de nouveaux processus industriels pour produire à meilleur prix » Le sport automobile a déià vermis Le sport automobile a déjà permis le transfert vers le produit grand public des ceintures de sécurité, des freins à disque mis au point pour Le

Mans, de la gistion électronique des moteurs pour réduire leur consommation, d'éléments aérodynamiques, des carcasses radiales de pueus dont Michelin a démontré la supériorité grâce à la compétition. Si le moteur turbocompressé n'a pas été inventé pour la formule 1, c'est Renault qui l'y a introduit. « Les turbos ont été créés au début du siècle pour compenser sur les ausses de la partes de

de la formule i ne sont pas toujouis aussi directes, Renault Sport reste un banc d'essai incomparable pour les ingénieurs de la marque. « Tous les mois nous avons des réunions avec les spécialistes des bureaux

J'AI LE HAVYAIS GARACTERE DE PROST

formule l et son titre mondial avec l'écurie Williams. « Lorsque nous proposé à la direction générale de nous lancer en formule generale de nous lancer en formule l, avions de 3 litres atmosphérique, ser-mard Dudot. En revanche, nous avions déjà un V6 de 1.5 litre puis-sant, fiable, auquel il d'adapter un turbo. Ce projet était plus jacile à vendre. Le marketing a ensuite joué un grand rôle pour le

Partir de ces travaux, nous partons explorer en formule 1 des terres nouvellex. Notre mission consiste à fixer, à poser des bornes à l'intention description des partir de ces limites, on peut, en revenant un peu en arrière, gagner en fiabilité et en performance pour la sèrie.

La formule I peut, en particulier, aider les bureaux d'études de Renault atteindre leur grand objectif pour les dix prochaines des grands constructeurs car il important d'embar-carburant, explique le directeur technique de Renault Sport. Quinze und d'essupplémentaires représentent handicap de 3/10 à 5/10 de seconde au tour selon les circuits et

Les mêmes adversaires que sur les circuits

Les spectaculaires progrès enregis-trés dans le domaine et la consom-mation ont pour origine l'apparition de l'électronique et le la la la la turbo au début des années 80. « Les premiers turbos étaient de vrais gouf-fires à carburant, se souvient Jun-Jacques His, chef du service Eules et développement de Renault Sport. Les injections mécaniques d'alors Les injections mécaniques d'alors fonctionnaient sur les mêmes principes que les pompes à injection Dissel connues depuis soixante-dix 1984, 195 en 1986, 150 en 1988), alors que la puissance des turbos ne casait de progresser des 520 chevaux du premier Renault en 1977 à près de 1 200 chevaux dix ans plus lard. Sur des moteurs atmosphériques tournant désormais à plus de 1 500 tours/ minute, les boîtiers peuvent, trois fois par tour, rectifier la quantité de carburant injecté et l'avance Il l'allumage. A partir du A DALTER CHE le janvier 1993, tous les de la gamme Renault disposeront d'une

l'électronique a permis ingénieurs de la formule 1 par-faire leur connaissance de la comraire leur connaissance de la combustion, depuis le dessin des chambres jusqu'au meilleur usage des carburants. « De 1982 à 1988, la des turbos était pasdes sur les circults. »

explique Jean-Jacques His. La consommation moyenne W10 mil pendant un grand prix est aujourd'hui in l'ordre de 66 mil pour 100 kilomètres, ce qui représente un gain de 10 mil 15 depuis Contrairement aux idées recues

la recherche sur les carburants de formule 1 peut anssi marrier i pollution. Notre im L' Elf and Elf pour augmenter capacités régine carbu-un explique Bernard Dudot. Ces montrent we litre 21 kg d'hydrocarbures i l'échappe-ment une formule 1 alors e cette pollution est ramenée à 15 kg avec les carburants utilisés sur une fication des réglages d'injection et d'allumage, par des réductions de consommation de 5 % à 10 % et de pollution de l'ordre de 30 %.

La compétition indisper sable pour un grand constructeur? e J'en suis convaincu, répond Ber-nard Dudot. Le sport automobile doit s'intégrer dans le programme de recherche d'un constructeur. Nous ne sommes plus à une époque où il suf-ficit de dire con un module tant la suru ae aure qu'i ou bon pour le vendre. Il faut le prou-ver. La démonstration d'un savoir-faire technique, d'Urie multrise technologique sant do plus un plus par la compétition. Les techniciens et les services commerciaux de Renault

Mar Marie 1

The second TERRIES .

瀬屋ではまま かったっ

200 1.15.

2000 (1930) Burney STANCE OF THE PROPERTY OF

都是被政治人士。

TELEGRAPHICA CONTRACTOR T. 27 24 11 11 11

Para a marine William I and the second THE STORY OF STREET The second of the second of

groups as how a to a We de Company of the control

1141 14 33

Spile when

-

15 des 1 -- 1 -- 1

18 195 A W.

Water

(072)'32'(3

1 **建设**2000年

V. 20.00

Tre-

Section 24.

MILIOGRAPHIE

4.30

Branch Carlo

The second second

Erica is an

STORES OF THE ST.

1

Equipements : la politique du toujours plus

Autant que le prix, ce sont les équipements qui font la différence au moment de l'achat

A bataille des parts de marché ne se joue plus depuis belle lurette sur les GTI, les turbos pu les ailerons aérodynamiques.

gagne sur l'ABS, la chaine un le contrat d'entretien pluriannuel.

Aujourd'hui, la climatisation s'impose. Demain l'a air bag gonflable qui se à l'avant en cas de choc frontal pour protéger le visage des occupants, fera partie de la panoplie de les les tous les véhicules.

Ce une évolution, une bel et bien ** révolution! La vitesse | la performance pure | plus les argum dominants communication automobile. Le confort et l'agrément, la fiabilité
aiveau d'équipement constituent nouveau. Après le
kilomètre départ arrêté, la consomet la souplesse, vitres et la souplesse, vitres et la souplesse, vitres et la milion électriques. Venus du haut gamm équipements confort s'installent sur la base. L'ABS, hier nage Mercedes, se à moins de 100 000 francs, en option sur des petites pour moins de 10 000 francs, ■ la direction BMW, les luxueuses séries 5 et 7 jumellent l'antiblocage des au freinage l'antipatisur la 400 combiné, apparu sur la 850, à disposition de ses clients sous le nom de TRACS, pour un de de 13 000 francs.

De leur côté, les marques japonaises poursuivent leur politique in tout-compris. La disparition prochaine im quotas, qui poussaient les importateurs I ne multiplier il versions ni les options afin I rentabiliser au mieux 🔚 parts 🝱 marché forcément réduites, ne sonnera pas la fin de parti pris. Ainsi, Mazda, qui avait enté de commercialiser des versions

dépouillées de la 323, vient de faire machine arrière. La direction tée, les glaces et de fermeture électriques veau d'origine sur la 111 15 Aujourd'hui encore.

Aujourd'hui encore.

nippoues, qui premières, par exemple, à d'un autoradio de série, demeurent parmi les dequipées d'origine et présentent le plus souvent meilleur rapport prix/équipement dans chaps de par le présente de la chaps de par le présente de la chaps de partier de la chaps de la chaps

Au-delà de 90 000 à 100 000 francs, rétroviseurs et les glaces électriques, les appuis-tête arrière, lu banquettes rabattai en deux parties, sont obligat

Tel pas le cas de l'Allemagne,
qui rene fidèle à ses modèles spartiates. Si, dans l'Hexagone, Furd se

Le champion vitres électriques de série, y compris sur ses ver-sions de base, sa politique est nette-ment moins généreuse outre-Rhin. Les généralistes germaniques, Opel et Volkswagen-Audi, les marques de prestige comme BMW et Mercedes, publient là-bas une impressionnante la d'options, dont l'autre

Il est vrai que la RFA est le petrie du Tilning, cette fièvre de l'accesde carrossèrie, de la prépara-tion » l'équipement luxe, censés personnaliser la voi-le valoriser le propriétaire. rateurs agréés, qui transforment la moindre Golf ou m plus pataude Audi en bombe l'unitable l'unitable, vitres opaques et becquet l'ecompétition.

Cançais préfère pour une meilleure position conduite, contralisée Address I distance, un toit ouvrant électrique, des sièges réglages multiples ou un autoradio de qualité III voitures

opposé à la automatiimmatriculations. Ce sur sur les Américains, il y viendra, car les deux développent des la automati ques à pilotage électronique parmi les meilleures du marrie

Les constructeurs français divinte

Las Japonais per fait derie sone leurs manhanden die proppe de reservoir et d'ouverture du firmériatele, qui les frances à copier. Veuus les premiers à copier. Veuus le Etats-Unis, le essuie-glaces à plus d'exception en Europe. Grâce aux Japonais, on peut même désormais faire varier à la demande

Les chevaux du confort La puissance un sort plus una

lement possible. Elle interd'abord un élé-Mieux que la mais pointe, im reprises, la souplesse du moteur, = capacité à les les une conduite sals avoir THE HEAD SE Changement vitesses, june rôle prépondérant.

Aussi, in nombre sous le capot ne va pas en diminuant. Au contraire, Le poids n'est plus l'ennemi que l'on B Direction assistée : 1 500 W.

la fréquence de battement

Les deux marques françaises n'ont pas la même approche. Renault, pour ses « voitures à vivre», est en pointe. Dès son apparition, la petite Twingo proposera en option l'air climatisé. Juste après la Fiat Cinquecento, ce sera une « première» à ce niveau de gamme. « 1993 sera l'année de la climatisation». s'accordent à dire les comtion», s'accordent à dire les commerciaux de l'automobile. En option le conditionnement d'air vaut au moins 10 000 fraum. Renault a pour objectif de ne pas dépasser III du prix de la Twingo, prévu a moins de 55 000 francs. A 7580 francs sur la seule 106 SXi du haut de sa gamme, Peugeot ne propose qu'un système de réfrigération, cousin pauvre de la climativation.

Le groupe PSA Peugeot-Citroën poursuit avec entêtement une poli-tique qui se caractérise par un sar-prenant retard à répondre à la demande. La 205 Gentry ou la nou-

combattu naguère jusqu'à la caricature. La Safrane Baccara V6, porte drapeau de Renault, pèse 200 kg de mieux sa devancière, la 25 V6 Turbo Baccare. L'équipement, qu'il soit du monté se potion, pèse lourd, consomme une part non négligeable de l'énergie produits per le moteur et donc du carburant. Le confort et le résiste sont rant. Le confort et le plaisir sont

EQUIPEMENT/PUISSANCE THEORIQUE UTILISÉE Pot catalytique : 5 K de la puissance du moteur. Climatisation: 3500 watts.

simple : 200 W. 160 W. Dégivrage de lunette arrière : 200 W. Talle AX Exclusive, mais quent findigence de de Jacques Calvet.

Au temps où le rétroviseur extérieur droit, si utile pour la sécurité en ville sur la notamment, de la monter très pour l'avoir d'origine. le veut il peut se le payer en plus», plaisait alors il dire il PDG. Aujourd'hui, l'essuie-lave-lunette arrière, indispensable accessoire ne sur in carrosseries bicorps, sur carrosseries dicorps,
toujours rigueur. Alors,
il mil 1 150 men option
la II XN, result in francs! A
39 900 francs, la Pop en
d'origine. Inconnue sur la deputable de direction n'est adaptable versions de 205 que depuis deux ans, comme l'ABS, qui depuis deux ans. comme l'ABS, qui a fait une apparition timide sur les GTI. Mais ce mattatoujours the options à des prix élevés, de 3 000 à

Vitres électriques : de 200 a 400 W. Sièges chauffants : de 200 à 400 W. Condemnation portieres : 250 W. Stèges à réglage électrique : de 60 à 120 W. Phares antibrouillard : 120 W. Téléphone im bord : 100 W. Toit dectrique : 80 W. Allume cigare: 60 W. Autoradio K7 laser: 35 W.

Rétroviseurs électriques déginame réglables : 14 W Eclairage de commandes dans l'habitacle : 15 W. ABS antipatinage : de la à 12 W.

plus de 6 000 francs. Sur la ZX de Citroën, brillante et intelligente ber-line moyenne, l'option air condi-supprime la boîte il gants sous la planche in bord. On ne l'avait pa prévu initialement!

Au-dela du que procurent équipements, l'également l'i recherche d'une réelle tranquilité d'esprit. Les constructeurs européens, qui refu-sent obstinément de suivre Japodans politique garantie triennale, s'orientent vers extension i monéreux de garantie, mais avec l'avantage de couvrir l'arrante de réparations. Com formule, choisie réparations. Come formule, choisie et payée en totalité dès l'achat, ou lus tard l'alle le trimestre suilus livraison, d'une durée variable un même cinq ans, permet de prévoir son bidget automobile, d'être à l'abri d'une mauvaise surprise, et de ne jamais se retrouver privé de voiture. « C'est produit qui démarre blen auprès de la citemèle particulière, et par seulement entreprises », dit-on chez Volvo-France. Et d'ajouter : « voitures sont fiatransporter de la conditions, pourquoi voulez un que ma le garantissions trois ans? sions trois ans?

Les vendeurs les concession-naires, dont commissions marges bénéficiaires souffrent de l'eligatoire ristourne qu'il faut à tout d'un véhineuf, proposent systématique-ment ces contrats d'un 1,- nou-veau et un représentent un apport immédiat d'argent frais. Le consommateur, lui, aura plus de mal à se persuader du bien-fondé de la dépense, toujours coquette.

Pour la première fois, peut-être, le visiteur du Mondial aura tout intérêt li flancr d'exposition que celui réservé à l'automobile. C'est chez les équipementiers aussi qu'il découvrira sa

JEAN ROL-TANGUY

■ Le Monde ■ Mardi 6 octobre 1992 27 3

MARCHÉS FINANCIERS

h.	BOURSE DU 5 OCTOBRE											Cours	relevés	à 13 h 3		
	Companisation VALEURS Cours preced co	total Cours 6-				èglem	ent m	ensuel					Compani y	ALEURS Cours	Precior costs	Derniar :
	4750 C.N.E.3% _ 4845 4821 840 8.N.P.T.P. 816 816 895 C.Lyon T.P. 875 868 1651 Remail T.P. 1826 1616	1 4820 -052 0 819 -074 8 864 -126 6 1622 -025	Salara Salara		ner 1 Con	Other VALENCE	Cours Presings		or , ULBER	Coxes précié	Pressier Desp		31 Freety 14 George	27 7 1265	36 12 12 25	24 - 1 12 15 - 5
	I IQ/U I PREDEPTE I TO I LEDA I		Chief Forces Golds Loc Feete Griyon (C)	505 830 75 30 775 775	E -135 21 9 -136 3 3 -227 5	S) Lagrand DPI (Lagrand DPI (Lagrand DPI)	2130 2108 250 658	3382 - 135 23 35 - 155 23 55 - 432 354 - 135 3 482 1 - 135 5	Store line	325 516 44 20	344 345 501 502	- 2 71	12 Jan 1	Sect 365 Chick 150 Errope 366 Erropi 31 ess 65	364 ;43 95 290 50 30 80	145 80 - 2 251 - 4 30 - 6
	740 As Lipsels 775 705 Alcriel Alsthon 617 800 1540 Als Superm 1450 1450	527 - 241 527 - 241 707 - 196 990 - 439 1450 - 268 50 - 10 - 0.42	3050 CSEE	355 348 34 2930 2991 299	9 - 195 2 1 - 297 39 5 - 14 5 1 - 293 2	40 LVMH Lyckika Sumer 22 Magneto is 75 Mer Words	495 500 500 60 61 271 220	\$ 14.12	712.255	31 15 550 75 30	:1 60 24	50 - 355 - 056 - 242	45 (\$400) 19 Hars: 11 Harris	m PUC 17 SE Solt 10 SE	40 30 17 25 10 50	43 - 4 15 55 - 7 16 - 6
	100 00 100	301 - 1-1771	Date Secret . Date Secret . Date P & C & A	158 15 15 1617 152 161 61	- 2 16 - 157	3 Mater	167 55 55 55 30 80 31		Signal Signal Signal Signal	375 1112 - 380 790	961 544 70 16 72 279 312 11 10 1030 375 376 785 250 256 251 256 252 256 252 257 258 1015 121 90 112	2- 1401	330 Healt 330 Heart 330 Heart 55 Here	2 77:	256 55 25 15 770 54	29 25 - 1 750 - 2 53 30 - 0
4	164 Bafe	- 138 + 418 + 078	290 CMC.	297 16 287 28 327 25 153 16	4 137 13 3 247 15 5 233 1 5 261 15	56 Max Satury Mai MAXE MAXERS	190 73 189 156 10 83 95 100 134 50	E E - 44 E	Spellegro Spellegro Spellegro Skellegro	1112 380 790 255 221 1056	250 245 256 252 635 618 235 225 235 1015	10 - 15£ 50 - :37	152 314 425 314 220	92.00 267 378	20 50 274	90 50 - Z 5 374 50 - 1 3 315 70 - 0 3
12 300	680 Bazar H - V 653 664 1250 Gerger (M. 1270 1216 395 Bertrant) Faue 285 330	+ 0 78 + 0 15 - 4 72 - 6 33	Eas (Gai EBS Ems Ems Ems	750 195 327 50 232	- 161 F	None Mare	700 700 114 50 114 192 153 73	100 - 151 152 100 - 151 152 103 - 151 153 153 - 151 153	Sympath Fransas 28		1 400	95 (17/	45 Value 125 Value 125 Value	ann (55 %) 670 (5 %) 7ad's (16 %)	154 43 15 215 80	152 30 - 0 6 43 - 6 5 206 85 - 3 6
	[144 [GR4] [T25] BUT [T25	180 10 - E 11	1143 E'Sanci E'sSanci 246 Erap-El Centil Sratina-Baylon Essie	297 16 2877 28 27 28 27 28 27 28 27 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28	- 857 :X	5 Pathes.	907 905 314 317 178 174 90	24 - 15 41 24 - 17 41 11 - 17 11 14 5 - 17 12	Transfer Tra	167 167 267 50 210	200 200 137 132 153 155 170 362 277 175 155 136 277 175 175 175 175 175 175 175 175 175 1	- 4 35 - 0 64 - 1 63	235 Men. 530 Mary 35 Mary 225 Mary 235 Mary	279 462 241 34	34	123 - 24 472 50 - 2 9 14 307 - 4 8
1	375 B N P 50 339 335 650 Bohor Tech 520 608 3220 Bongsan 3150 3150 510 Bongsan 497 494 497 Bongsas 385 490	608 - 194 3000 - 323 90 485 70 - 026	Essive ()Pi.	714 710 710 1731 1731 1731	- 251 A - 255 A - 255 A - 10 33	E Parent Brown	276 275 255 42 203 495 10 490 335 336 780 756 200 210 776 770	100 - 14 50 45 - 14 50	011 74 % .012 .015	400 725	455 455 455 455 455 355 270	0 - 055 0 - 002 - 3 75	215 Ump 1875 Ump 115 Ump 10 Ump	10F 200 10 3600 Type 106 60	294 80 j 3751 jg 116	234 35 - 2 9 736 - 1 8 110 13 - 5 4
	83 69 france 83 88 85 N 970 976	485 - 2 22 88 05 - 1 07 980 - 1 03 1027 - 2 00 173 20 - 5 87 1	Fundamental Europeand 805 European 1	1331 1331 1331 1331 1331 1331 1331 133	- 055 SS - 10 SS - 127 SS - 127 SS - 128 SS	O Protection !	ARD.		i Filipa I Sistem I Sistema I Sistema	482 10 400 735 370 680 142 253 80 236	362 270 675 882 142 137	- 2 E5 - 3 45 - 6 82	1420 Prosts 440 Prosts 71 Press	Sur-s 201	1426	58 60 - 6 4 396 - 3 7 358 60 - 3 3 학 15 - 3 3
	205 Cap Gen.S. 1048 1040 205 Cap Gen.S. 198 180 177 Carrelour. 2130 2136 140 Casrelour. 2130 2136 88 Casrelour. 91 50 91	3079 J- 230J	450 Extr	1450 1450 1453	1 55	Promodes .	550 355 363 163 50 163 50	20 - 11 TX	Aprile et Se Japan Et Sepon	925	CT5	- 2 % - 3 18 - 1 62	165 Page 165 Page 165 Care	Stree 35 Saton 241 (197.30)	55 20 226 20 165	55 20 - 14 225 26 - 24 155 - 14
	446 Castoteres D.L. 407 50 407 1	80 400 - 164	Galletopete .	103 104 90 102 273 50 265 2245 2250 2245 2245 1255 1950 1950 329 275 315 1452 445 445 445 445 445 1115 1140 1110 680 680 688 683 680 686 683 680 680 100 346 1265 1290 126 1265 1290 115	- 0.46 15 - 0.51 III - 4.26 III - 3.71 42	H Powers (27	50 45 90	46.50	Arter Storess	216	142 70 142 1 133 101	0 + 0 14	S Hardo Bure Ross S	100 Part 22	42160	226 - 0 9 431 - 1 6
	##2 C.C.F 185 90 185 37 CDMC (y 35 35 35) 360 CD M.F 263 359 (CD M.F 155 153 153 153 (CD M.F 155 153 153 153 153 153 153 153 153 153	36 1 345 - 227 152 - 194 61 + 339	Gez et Eaur . Getophysique Groups Andrij SA	1115 1140 1110 680 680 678 693 580 686 100 461 346 90 401 1365 1380 1383 115 70 114 60 115	- 0 45 276 - 0 25 15 - 1 15 202 - 1 07	Sagera Sagera	2730 2730 160 152 2073 485 485 485 1085 1080	777 - 12 TO	Ango Americ Ampolic Sance Sancand 12.4.54	190	204 204 \$4 20 87 150 170 150 162 170 780 583 854 855	- 15 2 . - 10 5	13 Start &	Sattra 12 50 18 40	12 45 18 30	46 50 - 8 8 11 60 - 7 2 17 - 7 6 322 60 - 2 3
	OF Int	290 - 0 68 87 - 3 29 800 - 1 84 219 + 0 23 4	Gigenne-Gis	346 90 346 1365 1397 · 1363 115 70 114 60 115	- 1 11 1150 1150 29 - 0 43 280 70 - 4 14 1410	Selsman Ly	1065 1060 1330 1130 253 1496	13/5 - 1/1 44 23	Saver Sameon Pic Surfection	42 50 21 20	854 855	1 1 4	000 Semen. 175 Sump	46 20 s 1925 151	43 1915 18 155 10	43 - 6 5. 832 - 2 2: 185 20 - 3 60
- 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1	1 890 1000 1 894 1		ide	394 338 377 278 270 270 310 301 307 112 111 80 108	- 256 715 - 097 966 - 357 615	Sed Odk Separat Pist Schrede	MI (515 (211 - 131 2140 536 - 254 57 526 - 212 5220 1233 - 112 150	Cross Mark Darroth Benz De Books . Deutsche Steel	- 108 1950 52 10 2155	21 80 20 6 105 20 105 1875 1870 53 90 50 2127 2113	- 139	74 Servicios 10 T D K 50 Teactors 70etes		4	- 5 6: - 7 3: 44 10 - 2 0: 22 30 - 3 0:
Transfer Substitutes	290 Christian Dior. 378	- 4 23 + 0 72 - 2 17 330 540 - 2 270 8 40 - 4 48 746 - 2 48 6	ingénico	78 77 74 7450 7450 7400 380 385 380 950 950 549	- 5 13 13 - 0 87 380 415 - 0 18 370	SEB	13 45 13 50 380 381 263 387 295 80	233 - 1 2 150 46 377 90 - 1 25 265 385 - 0 52 225	Dresson Bara. Dresonan. Du Pom-Nigo Saspran Kodak.	1160 40 230	1165 1151 39 50 39 3 202 225 208 60 209 1	- 0 78	570 Unieves Umt Tea 163 Yapi Re	#50 er 234 30	5£7 5 251 60 2	553 - 0 90 227 60 - 2 80 137 - 4 86
in the second		3 861 Z	No. Internal	800 790 751 460 460 465 850 850 653	- 0 18 370 - 6 13 119 + 1 09 153 - 2 43 170	Seiscobergus	119 90 1111 135 1111 660 990 157 50 157	118 10 - 1 :: 10! 123 - 1 48 22 652 - 4 56 :30	Esto Bay Esto Bay Escrolus	29 50 153	9 90 3 6 25 50 23 150	- 350 - 301 - 294	Vok 947 Valvo Vies: 1	226 87	930 9 220 2 65 05	10 - 6 18 175 - 4 87 51 90 - 7 51
	1080 Compt Med 1089 225 CPR (Parts Rés.) 212 80 214	1945 - 2.25 1 211 - 0.751	Lebon	271 60 268 60 265 260 260 280 3624 3800 3734	- 2 35 590	Sireco St. Ressignal .	393 395 620 580	329 - 100 225 578 - 677 205	Eroson Comp Forth Motor	308	36 91 303 298 5 181 181		197 Yamano 4 35 Zambe	189 40	107 Bit	92 20 - 2 08 92 20 - 0 50 3 87 - 7 05
15-5-76 71-1-11-11			OMPT		lection)			Si	CAV	{sél	lection)				2/	10
******	VALEURS diz nons. doupon	VALEURS	Cours Dernier préc. pours		de. Cours	VALEURS	Cours Den	VALEURS	Emission Frais Inci	net	VALEURS	Emissic Frais In		VALEURS	Emissio Frais inc	
	Obligations	Comphos	481 10 480 3700 316 320	Postler ************************************	100 120 170 351 50	Etra	ngères ·	Aminos Aminos Aminos	179 30 8631 55 996 27	8378 49 575 99		36 36 43 33 238 51	42 59 233 41	Querty.	689 46	121 37
W1547	10,80% 79/94	Consonie	520' - 50k 14 72	Recheforaise	570 560 110 30 110 125 20 129 30	AEG Alzo Nr Sco Alzo Alzonada.	530 . 411 80 10 82	ASSOCI ANCE FIRE ANCE ANCE ANCE ASSOCI	- 1128 35 398 54 1040 19 1698 16	1128 35	Fruttifriose accon	5165 20	6088 87	Rensect. Revenus Troniger Revenus Vert	161 23 5299 64 1154 72	168 85 5247 17
*	10,25% mars 88 GAT 10% 5/2000 DAT 9,9% 12/1997 FO4 30 8 62 DAT 8,9% 1/1998 102 02 8 65		370 660 650 1720 1719	SACER	164 170 140 10 442 211	American Brands. Added Asturques Minus	238 430 84 10	Ass Court Fermin Ass Court Fermin Ass Court Fermin	172 96 - 5208 94	1664 86+ 167 92 8205 34	Gestion Gest Astocoporu. Horgen High Mostste	16214 11 163 16 1168 88 14397 55	1132 98	St Honord Sons du	eni Balana Tr I maa m	TVOIS IS
ALEMPT LOS DE TOP LOS LATOR	DAT 8.8% 1/1998. 102 02 8 88 PTT 11.2% 85 CPT 10.20/13.ci CFT 10.25% nov 90 5 72	Datox Botton Estat Bossia Viciny	1867 . 538 550 2901 2900	Soge	153 157 170 355 107 107	Banco Popular Espa B Regioneous Inc. Can Pacifique.	25 22600 80 55	AND ENTER LIGHT		737 92 117 13 95 80	Indust Fee Court T interepar Interobles	1518 97 106027 52		III Honoré Globel . St Honoré Peofique St Honoré Peofique	732 05 524 12	
	CNA 10 % 1978 III III III III III III III III III	Ent. Mag. Pars	300 295 4200 4200 470 475 372 30 372 00	Smanuelt .	15 518 45 85 96 385	Chryster Corp . C1R Commences Commences	111 10 6 80 800 261 80 256	Au 19 Au 11 = 2000 Au 11 = 21 Un 1	101 17 142 89 56 124 96	139 53 121 32	intersalection Fca. Japaner Jeunepargne	501 19 136 58 290 51	491 36	St Honort PME . St Honort Real Stouce	1797 51	15394 79 1797 51
1.5 J. 15 1	CMS Suits 5000F 2 24 CM 1/82 5000F 97 2 24 CMT 9 % 68 4 01	FIPP	289 80 69 55 1940 1761	Single Part (M)	46 . 33 349 21 93	Fat. Gill Bran Lamb 1 Genera	13 399 1000	Ara Sti Enil' Sea Ara Villanti FER	142 64 117 07	113 73 113 66	Lander Land CT Land LT.	2324 37 12952 22	2320 88 12982 22 6324 46 •	Secun-Gan	13188 50 718 42	12929 90 704 85
2. 1 THP 2. 11 Th 2. 17 Th	CH 10,90% of 1,85 107 75 7 50 CHARB FCE 2% 100	Foncilite (De)	440 437 530	S1PH 1 SMCL 1	30 130 60 . 61	Grann Holdings Last Goodyser Tire Grane and Co (MR).	72 70 9 399 60 179	Cateron 2.	1043 42 1035	1022 36 1014 71	Lon Manuaga Lata Manuaga	11537 09	11 (20 TH) 10 (10 TH) 10 TH)	SCAN ASSOCIATIONS SPATIAL ALERA S.G. Fr	1902 12 1091 51	1902 12
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Almori 8 % parv 89 586 1.4 Enan ev 6.5% 781 781	France SA Ray	750 . 418 1381 1320	Solical	15 . 00 880 66 50 65	Horaywell inc. (12). Johnweiterg Konstifte Pakings	556 59 50 80 70	Capacities Capacities Capacities	6492 46 6554 33 1347 10	6485 97 64866 1327 19 1315 53	Lion Trisor Lion 20 000 Lovet Rouse for Lovet Ponelaul	2167 83 2000 11 534 19	2146 37 27046 40 513 63 642 25	Sately Ellists S.I. Est	- 419 49 1216 96	1181 51
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		Genetica	2050 414 400 242 50 240	Street:	51 604 16 (Kubuta	21 30 . 39 77	Communities	3627 12 318 12 411 58	31186	Mensuel CC	10115 3E 70337 11	151 61 10015 21 70337 11	Singitiance Sivern Singitian	873 12	555 10 360 87
+y 117 11. 117 11. 117		Groupe Victoire	463 320 318 815 796 187 195	Tamoger _ 21	21 .	Clivers prov Pilory Inc Recon . Recon .	6 26 352 70 345 22 263 251 5	Credit Mane Capes Cred V.a. in Cape T		1265 27+ 1 31+ 90 34+	Mone J. Uhrushe deoles	84707 22 13817 24	37445 08+ 94707 22 12789 66	SJUI Sogerfrance	1075 17	MATER MIT IN
10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	VALEURS préc. cours	immotorium	310 300 540 540	Uliner 10	01 1000 50 460	Returnes 101* Returnes Sapern	125 10 125 7 269 60 257 6	Cectasa		71746 68 182 79 • 1041 45 •	Naus Court Terms Naus-Epargne Naus-Ep Ren	18142 33	293479 17962 7G 118 53	Sogerar Sogerar Sogerar	1176 65	311 m 1153 55
	Actions	Invest (Str. Cls.)	3100 3050 	Viran 1	12 80	Series Group SAS Altrebulages Totaleco loc	23 35 50 170 30	Creative to General Creati Creating France	1685 23 1236 09 415 05	1057 796 1262 48 791 31	Pano Spary Trisor Pano-Francisco Pano-Anno	945 28 42	7984 71	Soul investments Science	541 70	520 87 2192 90
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Applications High 1531 1531 Activit	Louis Visition	515 . 682 2100 2023			Thom Electrical Total Red What Plant Core	27 25 4 80	Struct Storms Struct Struct Struct Capalisms	209 31 1047 48 121 67 13523 12	11B 13	filmo-intet filmo-filone zare filmo-Opportuncia filmo-Patranore	1393 94 26091 41 1000 41 1294 22	2505 i 41 965 88	Size Smet Act Ex Size Smet Act Fice St. St. Act Japan	9925 07 9877 19	8062 46 e 87 e 9543 18 e
	8. Hypoth Europ	Machines Bull Mag Umpras	265 23 20 23 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10					Entre Genaem Entre Genaem Entre Grenome	2256 13 143 97	2190 42 139 78	Pani-Perspectives Nano-Pacements Nano-Person	98152	1259 F4 955 25 65935 26 1020 66	State Speet Error Mu St Street GAT Pus Smeetige Amores	10451 27	9861 344 10246 344 775 78
	Batty Does:	Albai Displays		PUBLIC	ITÉ	How	-cote	Enter Mindson Enter Tringson Enter Tringson	1 1	2507 23	liano Securio Liano-Valenza Vegacon-Gan	12435 50 4276 46	12425 50	Strange Feldement Technology Technology	1447 52	TAME OF
And the second	Carbone Lorrano	1	600 580	FINANC	IÈRE			* Bires Erega Esecci	104 37 251 32 2721 35	10: 33 23-92	Scrid Sud Gevelop Dod-Associations District-Hondrie	1278 32 155 9: 2523 78	1575 17 • 154 37 2545 90	Theses Aug. Tress Tressand	1219 44	1924 29
,	CEGF Frigor J	Palael Mercont	235 SS()	Renseignem	ents :	Some Mycito Georgia Calciption C G H Cogenhor	310 216 Æ	Samuel Samuel Samuel Samuel Samuel Samuel	26198 72 2 10532 26 1	25011 =4 1 10889 37 1	Doka: Rigons Doky	3641-46 2854-30 179-11	1026 07 2822 71 175 46	Tresonae .	134329 96 51 10 32	134323 95 5044 74
	Champes Ny	man a	192 277 to	46-62-72	2-67	Copines Draws Assessment Decro-Barque	\$60 575	gradus yestes gradus gradus gradus graduses	130 11 14652 78	190 81 14563 63• () action	13341 04 952 36	1333 55 13341 04 925 13	UAP ACTIONS FRACE UAP ACTIONS FRACE UAP ACT SERVE	799 75 561 59 562 11	541 25 561 07
The state of the s	Marché des		e Dailte	arché libre d	-	Esrop. Access Surap Southes Ind Gastral S.A	81 775 1226; 48	Episye Valen . E. * Cash cap .	610.97 9043.79	8243 79 • 7	Orator Parties Capitalisation. Parties Opportunities	1527 61 116 38	8626 21 311 64	UAP Accidents UAP Aligh UAP Aligh	502 52 195 11	484 36 189 02 154 21
		COURS DES 5/10 achat		DEVISES COUR		Gay Degresse Lecaus du l'Aprot Micalas	20 15 153	Elitari 25 Erus Salari. Erus Leagus	961 36	TAM I	arists Paumone armone flavore	514 (JE 227 55	521 50 223 06 • 58E 72	UAP Permere Call.	THE	10621 92
	Ecu	326	346 Or fin je	alo en harrej54000 in lingot)	54100	Parkop Percer Qualdrant Reports It Y	155 40 5470 54	Santan Sant San Santan Santan	491 05	5607 28 P	Acemen J	1419 77 7462 12 59229 71	7447.43%	Un-Associations Un-Foncier	1131 48 554 70	126 53 • 541 17
	tasie (1000 lires)	35 82 82	90 Pèce Fr 8 8 Pèce S	[10 η 300 μετο (20 η 319	315	Si-Galant-Ent_Alogo SEPR SMT Guipl	3711 1722 2050 0 61	Posta. Para-an Posta Sastre	9218 12 285 30	3670 P	racement Mont. Coste Crossiencis	22411 77	127 07	Un Régons Univers Actions	1272 39 243 10 1142 41	1241 35 243 100 1114 55
	Subset (100 fl	23 374 88 79	394 Souvers 94 Paleos 20	ane (20 f)	315 415 1820	SPR 20.9	290 231 1150	France Coloranous France France France	\$3.63	427 08+ PA	idenière Oblig	10870 53 113 01	111 89	Univers Obligations Valong .	DM II	2107 70
	Autriche (100 sch)	48 <i>6</i>	5 Pece 5	dollars	950 2020			escor-jeding			M ASSOCIATION		30367 33 - {		min is	54993 85
	Canada (1 \$ can)	36	Pièce 10		321			con détaché - a coffer	حد سمطد هی	عاموا	Plant Comment &		BO	who comes		



MBA

وكذا من رلامل

La voiture de demain est une Audi. Les ingénieurs Audi ont fabriqué un monstre. Le plus beau, le plus rapide des monstres: l'Avus. Moteur 12 cylindres en W, 509 ch, 340 km/h sur circuit, de la 100 en 3 s. Prototype Mais, au-delà des performances, le véritable enjeu était de rendre le monstre maîtrisable. En l'équipant de toute la technologie Audi matière de Le hasard n'a pas de place (000)

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 OCTOBRE A II HEURE TUC

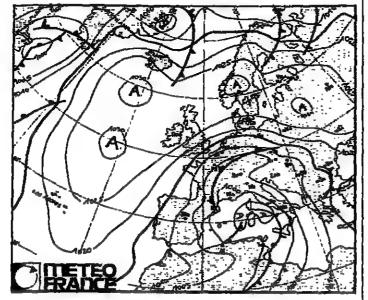
The Market of

施工人 400万元

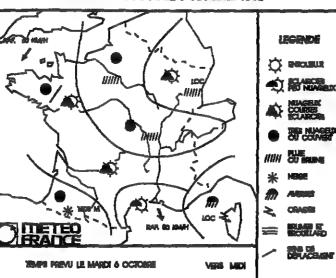
English Communication

雅 跨音点。

Fire Ja + Sage



Prévisions pour le 6 octobre 1992



grande pays. – Le metin, le couvert pluvieux le beige, II ta Bourgogne et II la la Comté. Sur l'atrâme Sud-Est Coms i y sure crame Sud-Est crase il y sure crame crages. Bretagne aux sud-Aquitaine, il pieuvra faiblement. L'éclaircles seront belles sur la golfe du Lion, Sur le reste paye, le clei restera très nuageux avec localement quel-

1000

THE PERSON

2000 - 100 -

1 Tel 12 8 25

Committee and

1.10年中华原

া গুলুমা

2:5 -

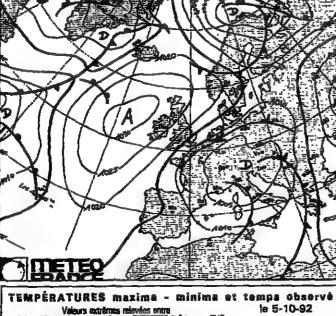
1.5

512 ·

pleuvra, avec de la neige su-dessus de 1 500 mètres. Sur le Sud-Est et le Lam, la temps sera instable avec des la literation de la Bratagne-Normandie su Poitou jusqu'aux régions sud, le clei reaters très nuegeux. Le aciel es en le restata res magazit. Le aciel es es en le restata res magazit. Le avec de la tramontane souffient le 60 km/h en refales. En Manche, le vent souffiera à 80 km/h en relaies et dans l'intérieur, sur le nord es pays, il

gogne, jusqu'au Jura et au nord in Abas, il plauvra avec de la neige audessus de 1500 mètres sur les Alpes.
Sur le Sud-Aquitaine et les Pyrénées, il pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE 1982 A 0 HEURE TUC



Valeurs extrêmes relevées entre le 4-10-1992 à 18 heures TUC et le Fill Fill à 6 heures TUC



TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été | heure légale moins || heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

De Patrick Sabatier et de quelques grosses ficelles

l'audimat tombée Main roche Tarpéienne? On scrutait le visage de Saba-tier, interrogé par Michel Denisot Plus, Caralla maldu brave public du gibet de Montfaucon, main bedauds in accidents III Etognant renversement. Sabatier construisit exhibant plein calle pauvres gens, 🛶 🖛 joie 🕿 🖫 surprise. 📮 sanglots | kui, aujourd'hui. - l'on guette.

pense-t-ii 🛝 système qui 🖿 ette comme un Vima citron? De télé, 📥 qui 📖 l'antique savoir-vivre

vite enlants in finn toujours par I dévorer, guillotinant émission, expliquer l'éviction semblent I plus plus plus sanguer l'according le plus printe un Dechavanne, emportée 🚃 la n'en laissa rien voir, pour ne pas le public a changé dans un l'avenir. La désarroi a la inattendu. Il est incroyablement THE IS NAMED IN COLUMN TO SERVICE spectacle ** l'irruption soudaine qu'on lui i a il l'irruption soudaine de la défaite, dans l'univers du carton-pâte, im l'échec, m mu man télégénique. La rélévision fait son miel de 🛮 surprise, 👪 🖥 révolte, 🚵 l'enthousiasme, 👪 🛢 l'effort. L'éches?

«Le pubic « changé», «

poursuivre sa pensée. Autole public a changé dans un plus habite que ne l'imagine TF 1 à déjouer le bons pièges fauteuil, plaisir par la concevoir qu'elle s'estime habitude, il n'est plus dupe. Si vite que man TF 1. Il public man pourtant. Est-ce là ce toujours plus vite qu'elle. A la ma vouleit ma Etienne Mougeotte? dégoulinant d'ostensibonté, quel un n'avait a l'esprit minarionnette cupide 🖦 « Guignola » 🖦 Canal

spectateurs anona, un esprit sensé peut-il seu-L'occasion na lui 📖 par Marada 📭 le préciser, seul regret d'un « Télás dimancha » 🚃 ailleurs pas-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles • signalé dans « le Monde radio-télévision » ; : Film à éviter ; « On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique,

Lundi 5 octobre

20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée Drucker.
Avec Yan Lacoq, Popock, M. Lemercier, Muriel Hermine, C. Jérôme, Clayderman, Christophe Deschamps, Dexter, Deny Brillant, Alejandro

22.40 Magazine : Durand la per Guillaume des quinza demiera jours ; I : les Christophe Lambert, Kezish Jones. 0.00 Magazine : Minuit sports. VTT; Automobile;

20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé Patrice La-

22.10 Visages d'Europe.

22.15 Megazine: Sevoir plus. Diagnostic. Présenté par Martine Alizin-Régnault :: Francois de Closets. Le cœur et les vaisseeux. :: professeur Beurille, con cardiologue à la Lariboislère: professeur Apfelle... nutritionniste il Bichet; professeur Douste-Blazy, cardiologue; Jean Martine. pimoin. 23.35 _____ et Météo.

23.50 : Le Cercle de minuit.

Présenté par : Field. : Field. : Erouart Siad, aureur d'Océanle ; Hughes Calvet, : Laurent : Et Daniel Schneidenmann, auteurs : Les juges parlent ; Mr Matagrin et Mr Lyon-Caen ; Manu Dibecce

20.45 Frantic. 1 (1987). 22.50 Journal at Metal.

23.15 Océaniques. Le Portugal. 3. Pessoa monsieur Personne, in James Antoine. 0.05 Continentales.

L'Eurojournal : I mile en v.o. 0.50 Musique: Portée a nuit. 1- mais de la Sonate en ut mineur K 457. Mozan, la Amis Lubimov, pianofone.

CANAL PLUS

20.30 Le Journel du manue. 20.35 Cinéma : Dick Tracy, # 8

115 Flash 22.20 La Journal du Million L'actualité des films 🖬 📹 et essai et des 🖼 🖛

22.25 : Prospero's Books. mm Film franco-britannique de Peter Greenaway (1991) (v.o.). 0.25 Cináma : Brian 2. a Film Brian Brian (1989).

ARTE:

20.40 Cinéma : La Famille, == Film italien Scola Scola Court-métrage : Anomalia. De Court-métrage : Anomalia.

25 AN THERM Himmelsheim ou la Massen du 🖦 21.30 Avignon WI Grands drames, d'aprèc Thomas Verbogt (Psys-Bas). 22.40 La Radio dans les yeux.

0.50 Musique: Musiques eméric-diennes (jusqu'au 9 octobre).

23.09 Ainel la nuit. Par Maguy Lovano.
Solar, Blasco Nebre, Usandizage, de Falle, Granados. 0.33 L'Heure bleue.

Mardi 6 octobre

Feuilleton : Höpital 16.16 Club Dorothée. 17.35 Jeu i Une famille en or. 17.56 Série : Hélène et les garçons. 18.25 Feuilleton : Santa Barbara.

18.55 Magazina : Coucou, _ _ nous | Christophe Decha | Christophe Decha | Show.

20.00 Journal, The st Météo.

Sur le câble à 20 h 00 MAGAZINE GÉNÉRATION



COUSTEAU ert 05 05 20 20 Film: Horn

20.45 Cinéma : L'Arme fatale 2. 22.45 Les Films dans les salles. 22.50 Cinéma : La Loi de Murphy. D

0.40 Le Club 🔤 l'enjeu.

15.25 Variétés : La la aux de aux 16.15 Jeu : De railles et des les 16.40 Feuilieton : American

17.10 Magazine : Giga. Le Jeu ! Animé par William Leymergie.

Jeu : Que le meilleur gagne plus. 19.59 Journal, Journal Am courses Météo. 20.50 ► Cinéma :

Cyrano de Bergerac. Rappenesu (1989). 1111 Visages d'Europe.

23.15 Magazine : New New Masques.
Présenté par Mireille Dumas. Je suis fou, 0.20 Journal courses, Journal

0.40 Magazine : Le Carde de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : Dominique Perrault. Jean-Louis Martinelli, Brialy, Fernando Arrabel,

15.30 : La ____ s'amuse. 16.20 Zapper n'est pas jouer. 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

and the second of the second o

18.55 Un livre, un jour.
La Pyramide, d'Ismai I.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 le
19.35, le journal le la région.

10.00 Jau : Hugodélire.

20 40 Mg

Journal = Météo.

D'Antonic in Inc. 0.30 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

16.05 : Le War von Film américain 18.00 David peluche.

18.30 Payet.

18.50 Le Top. 19.20 Le lop.

19.20 May:
Le : May.
Sport : Championnet le Frence

22.30 d'informations.
22.35 : La Schepisi (1990).
Avec Sean Connery. (v.o.).
Cinéma : La Film français François In Table (1981).

😂 le câble jusqu'à 15 🕅 ~ 17.00 Magazine: Macadam.

genus: Macadam.
en Europe, d'Ulli Pfau.
17.55 Friends.
Le Victoriff.).

20.40 thématique.

Film américain III Jerry London (1986). 22.III Téléfilm : Un jour, un mur. Magazine : Culture

FRANCE-CULTURE

M 6

MAS Cináma :

1975: d'Aléria. Avec Philippo Alfonsi, Gabriel Gilty. Marcel Lorenzoni, Almé Pietri, Ours-Louis Sarochi. Edmond Simdoni, Jean-Pierre Susini.

ILUI Du jour en inserents

FRANCE-MUSIQUE

de Barcelone):

pour clavech et chiq instruments,
L'Amour sorcier, Prologue de l'Atlantide.

July par habit de l'étalantide.

July par habit de l'étalantide.

Voiga, Le Rétable de maître fui de de la particular du l'étal

per The du Liture, dir. 22.30 Libre.

1925 Jeu : Questions pour un champion.

20,40 INC.

20,45 Les Tintin. Le Temple du soleil, Stéphane Bemasconi.

21,40 Magazine: In pas Mongolle: le antre ciel et steppe, de Corinne Glowacki et Philippe Bigot; États-Unis: le joueur de bucket, de Philippe Lallet et Philippe Marchais; France: la boule du fort, Jean-Noël Roy III Benjamin.

32.00 Teather: La Mariellesian de Marielle.

CANAL PLUS

ARTE

19.00 De Sergio III : La Lina City, De Sergio III : El Megano.

19.45 De La Lina Centeno.

19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.
De John Cle : Terry Gilliam, Terry Jones.
Graham Chapman, : Life et Michael : 20.30 8 1/2 Journal.

Le travail. proposée Jacques Baynac et Pierre-André Boutang.

20.45 II le (1- partie). De Jacques Baynac Bon

21 25 Débat. Marcel Willi Hoss. 21.45 La Luc travall. 1987).

23.25 : Interview Yakolev. 23.35 Documentaire : | | Prun une | le nuvel (2º parce).

ILIO Mine : Booker.

Magazina : [] musiqua, 17.15 Jeu: Zygopolis. 17.35 Série | Campus

19.00 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six d'informations, V 20.35 Divertissem :

Le Mardi permis.
par Amanda

20.45 Téléfilm : Retour à jungle.

Philadelphia Experiment. B
Film américain B Raffill (1984).

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel L'IFREMER. Trève en Alsace. Des enfants l'ex-Yougoslavie entre leux.
Les Nuits magnétiques. La prison férminin pluriel. 1. prison profil, cli-

0.05 Du jour au lendemain. Avec V 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert Alegries pour and conchestre. de Gerhard; Rinepsodie portugaise pour piano et orchestre, de Halffter; Nuis dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre, de de Fella; Symphonie nº 4, de Marco, par l'Orquestra Sinfonica Tenerile, Victor Pablo Perez; sol.: Gonzalez piano.

22.00 Les Voix de la nuit. Henri Chanteurs espagnols du du du 23.09 Ainsi la nuit. Dour guitares ut majeur op. 21. Carulti ; Quatuor nº 1 en ré mineur, de de Arriaga ; Duo pour pianoforte et harpe op. 29. de Woelfi ; Cannegras, Montsalvatge.

L'Heure bleue. Actualité clubs jazz, par Philippe Carles.

La préparation des élections législatives

M. Marchais doit composer pour préserver les positions locales du Parti communiste

M. Waechter juge possible

l'élection de députés écologistes

M. Jean-Pierre Soisson au gouvernement une nouvelle preuve de «l'alliance le PS et une partie de droite » et l'Humanité du lundi 5 octobre en conclut que • gouvernement remanié se prépare 🛮 aggraver 📮 politique d'austérité 💵 📸 chômage den le man du tain de Maastricht s. La question des alliances I gauche aux prochaines élections législatives et les démarches paralièles suivies par M. Charles Fiterman et lim autres contestataires contribuent toutefois & freiner III direction du parti dans sa tentation 🖮 censurer le gouverne-

plement is ressentiment as leur immilitante, les immilitante du Parti communiste n'hésiteraient 🗪 un instant à M. Pierre Bérégovoy. Aujourd'hui encore moins qu'hier. La réintégration et M. Jean-Pierre leur fournit un argument supplémentaire, si l'on en juge par la teneur des commentaires que le quotidien du PCF e consacre depuis samedi. Il n'y est question que du décalage ette péripétie et ce que le quo-tidien du l'IT l'all «le message du 20 septembre : Invoyant aux de la société française révélées par l'ampleur du au au au référendum, « Sourds à l'avertissement», titrait lundi l'Iliania 🖚 les tenants du pouvoir.

Il y a même fort à parier que dans l'hypothèse man nouvelle manuel de censure visant la politique agricole du gouvernement. sera Martini responsable, le président du groupe partiere de l'Asnie, El rural de l'Allier, serait le premier à sonner la charge, alors qu'il n'avait fait que suivre la droite sur ce terrain en mai dernier.

M. Georges Marchais n'est pour-

tant 🚃 enclin 🌡 précipiter 💹 Il mise contraire at la nouvelle, qu'il organisera l'ensemble du pour engranger les dividendes politiques qu'il espère retirer ligne protestataire. Mais il doit surtout composer avec contestataires il préparation de législatives sans dévier le leur ligne rénovatrice. M. Charles ne pas le la solliciter suffrages des électeurs la frages des électeurs = la sou-le gauche sans = sou-de recevoir ou = l'investiture du PCF.

Pour l'Instant, seni M. Brard...

Le précédent municipal de Sant Denis, où, en 1991, les «refonda-les locaux, emmenés par M. Mar-celin Berthelot, ont imposé à la tête de la municipalité le dauphin

prochaines élections

législatives. « Avec : pôle écolo-giste 17. à 18, voire à 19 %, comme : le aujourd'hui dans audages. il possible d'avoir

nationale », a-t-il affirmé.

press», l'ancien député européen s rappelé que «dans se grand de circonscriptions, le écolo-

a chute, l'Espagne de chute, l'Espagne de chute, l'Espagne de chute de chut

La chômage en France : in fortes disparités départementales 22

premier ministre ledical veut maintenir «la gestion rigoureuse

dépenses publiques » 25 La micro-informa-

Macai i l'automobile : le retour de la petite voiture et le culte de la

L'ÉCONOMIE

L'insolente du tabac Les milieux l'immo-biller par Paul Fabra Dossier :

technopoles Opinions : comment turbulences turbulences 31 36 et 43 46

.... 37 à 42

ÉCONOMIE

tique ..

Invité du Forum RMC-l'Ex-

Loire, qui venait la critiquer la déclaration candidature la M. Fiterman la quatrième circonscription de un département.

ne dilapider les dernistes nationale, 1993, et, ensuite, la direction municipalités conquises il l'époque il l'union in la gauche, M. Marchais n'a pas le choix : il devra avaler la couleuvre qui mandi pour M. Fiterman les députés « refondateurs» sortants, WIII François Asensi, Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine), Guy Hermier, Jean Tardito (Bouches-du-Rhône), Robert Montdargent (Val-d'Oise), à se poser en candidats d'une democratique pour des changements politi-ques et sociaux réels», qui choisicont «l'étiquette qui correspondra le mieux plus larges ». l'expression employée par l'ancien ministre transports, le le octobre, au micro de Radio Shalom.

Or M. Fiterman - surtout lui qui revient dans la Loire après une longue absence - et les autres « refondateurs» out encore besoin de temps pour négocier des appuis au côté des

gistes font jeu ègal avec autres formatt politiques » et qu'à l'occasion d'un tour ils pourrécupérer « l'ombre d'un accord % de l'électorat centriste ».

M. Waechter mestimé, d'autre

part, que les négociations en cours avec Général Ecologie

que umb divergences principales, qui portent sur l'abandon de la

farm de frappe, la filière électro-nucléaire et le programme auto-

Parallèlement aux groupes la travail chargés d'aboutir i un programmatique, les déléga-tions i V et a de Génération

Ecologie est convenues, lors ri-

d'examiner la situation d'excha-cune de circonscriptions législa-tives de recenser la des can-didats uniques qui pourraient p être investis. Dem certaines

régions, du mais, les turus locaux en deux formations ont

anticipé un accord national se sont déjà réparti les circonscrip-

Verts, qu'ils mi tendance i privilégier de éco-logistes, il de la contraction critiques, même lorsqu'ils sont personnellement bien implantés dans leurs non communaux. Ils n'ont donc pas intérêt, eux non plus, I des législatives anticipées qui manteraient des manœuvres de la droite au

Pour l'instant, M. Brard est le soul des députés communistes à se déclarer prêt censurer le gouvernement au terme de la discussion budgétaire, « pour faire écho au mécontentement légitime ma Français», si le premier ministre n'apporte pos au projet de loi de finances « correctifs substantiels, » partide l'emploi et de la fiscalité».

la question revenir sur le tapis, mardi après-midi 6 octobre, au cours de la réunion hebdomadaire du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et rien ne dit que le maire de Montreuil ne fera pas des émules parmi les autres contestataires, de plus en plus portés il revendiquer, au nom de la cohérence, le bénéfice de

D M. Poperen pense que les communistes ne voteront pas la censure. - M. Jean Poperen, maren lement, déclaré, dimensia d octobre, sur Radio-J, que « le bon sens est tout de même assez partagé » et que les députés communistes ne voteront pas la motion de censure que la droite entend déposer de le gouvernameti. a Caux qui se recomme 📥 la gauche joueraient 🕍 politique du pire, prendraient une très lourde responsabilité dec Gene Ecologie

de sur sur sur sur l'asment, prévue en novembre prochain Chambéry. Selon informations communiquées a
cours i week-end aux délégués du
mational interrégional in
Verts, il ne plus, en effet, que un diversences principales. the Mar son ensemble ». a-t-li

espliqué, et, dans la perspective des prochaines léctions législa-tives, « ce n'é génes par farité p parier de désistément républicain après avoir manie de partire

DES JANVIER 93 ETUDIEZ E

de La ou Paris Pour un stage Enguistique ou pour les études (BA, Ph. 12 28 000 F. 12 50 000 Cours, logement, repas inclus. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA CEPES (1) 45-50-28-28

PASSAGES special drogue

MODE:

Elles disent: "quand on a fait le tour de Paris, on se rend compte que Rodin est vraiment le "numéro 1" des tissus sublimes depuis 30F le mètre.

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

An Tadjikistan

Les partisans du président déchu menacent la capitale

Les Mariab », comme on appelle la coalition pro-communiste des impresent au puternement de Douchanbé - lequet regroupe Ma Marksonton of the islamistes – poursuivent leur liers de personnes fuient devant les fidèles à l'ancien président Rakhmon Nabiev, contraint à la le 7 septembre.

De violents affrontements se samedi 4 octobre la région Kourgan-Tioubé, tombée la semaine derniere aux mains agens Kouliabs.
Selon réfugiés rencontrés Kouibichev, une Li située quatre-vingts kilomètres au sud Douchanbé par l'envoyé de l'agence Reuter, le troupes pro-communistes seraient déjà pro-nues à Nourek, le 40 kilomètres le la capitale. Elle pourralent s'empa-

rer de la centrale électrique qui alimente Douchanbe. De de milliers fui Kourgan-Tioubé, 🛋 🖪 tronve un régiment de la Communauté des Etats indépendants (CEI), récemment renforcé que unité Les habitants de la région, dont beaucoup sontienneur in musulmans il le nouveau couvernement | | | par le président par intérim, M. Akbarcho iskandarov, affirment que in troupes mus aident forces I I M. Nabiev.

Les forces da 🚾 CEI, envoyées en diam de min de 🚃 tembre I in demande 📤 📈 🕍 darov, étaient manuel s'opposer livraisons d'armes en provenance d'Iran ou d'Afghanistan. -(Reuter, AFP.)

Le pape dénonce les persécutions antichrétiennes an Soudan

Jean-Paul II vient 🕮 recevoir sept évêques du Soudan. Dans son discours, il son en pris sur autorités de Khartoum, dénoncant «le grave danger que reprél'unité d'une nation 💵 une seule religion el culture, en appliquant en non-musulmans la loi islami-

M. Boutros Ghali, secrétaire géné-des unies, le 26 mil dernier, des évêques du Soudan, du Kenya, d'Ethiopie, d'Ouganda, du Malawi, de Tanzanie et de Zanzia avaient dénoncé les persécutions combon au frolin

de culte et d'expression, le Charto africation des peuples ratifice par le Soudan ess'escomples de bajoute, pour amener im chrétiens à 🖛 convertir à l'islam », souligne la lettre des évêques. Ceux-ci l'ONU de l'Ille um demeute le Soudan de remplir ses obligations envers the secretaries citoyens, indifféremment de leur religion, de leur race de leur langue ».

EN BREF

□ L'anquête sur l'attentat contre le DC 10 d'UTA : le juge d'instruction pourrait se rendre en Libye. - Le juge français Jean-Louis Bruguière, chargé de l'enquête sur l'attentat contre un DC 10 la compagnie UTA (cent la 19 septem-la 1939), pourrait rendre Libye afin d'interroger quatre Libyens soupçonnés d'être bles a cette operation. Emil information, artis par le quotidien égyptien Al-Ahram dans son édition du samedi 3 octobre a été confirmée par M. Amr Mousea, ministre égyp-tien des affaires étrangères. Celui-ci a précisé que la France avait accepté que l'enquête sur les quatre Libyens ainsi que leur éventuel procès aient lieu en Libye même.

□ Un membre présumé de l'ETA. arreté 📰 France. – 🕼 Basque espagnol, présenté comme un membre important de l'organisasamedi 🛘 octobre, 🗈 🖂 🚾 (Pyrénées-Atlantiques). Alberto Milliani Barrena, quarante em originaire de la province 📠 Biscaye, se trouvait en situation irrégulière en Il a Marini was I heures d'Hendaye, and domicile and compagne. Selon police espagnole, il pourrait appartenir section d'ETA chargée 📰 l'organiattaques terroristes.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un Jean-Claude reau, président l'Institut national d'études démographiques

ÉTRANGER

Etats-Unis : M. George main n's Géorgie : les revers essuyés par l'armée en provoquent des antre Moscou et Tbj-

l'ex-Yougoslavie : ClCR Lord Owen, «porteur de sombres »; la désarrol

ESPACE EUROPÉEN

Allemagne • Tribune libre : italienne en question pu Sergio

POLITIQUE

M. Bérégovoy prononce pour un mandat présidentiel de man ans M. Delcas lines la club Témoin. 13 SOCIÉTÉ

L'autoring-747 d'El Al 14

lors d'une mutinerie I Sao-Paulo; III hommes III sont IIII en hélicoptère 💵 la prison 🕪 Bois d'Arcy

Football: Courbis et Bordeaux en quête de réhabilitation; hippisme : le prix de l'Arc Triomphe..... 18 CULTURE

Li Libra budget iii ii culture

Services 28 Abonnements... Annonces classées Loto, Loto sportif......... Marchés financiers...... 28 26-27 Météorologie ... Mots croisés 28

Radio-télévision . 29 La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Cahier comporte un cahier «L'Economie» 143 a 38 et 43 a 46 Le numéro du 🛮 Monde 🖿 daté dimanche 4-lundi 5 octobre n été tiré à 514 800 exemplaires.

-Demain dans « le Monde » -

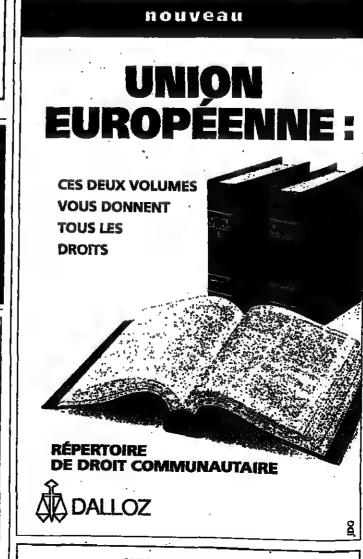
■ Sciences-Médecine ■ :

cent ans de tremblements

A l'occasion du centenaire des premiers enregistrements séismes lointains, des spécialistes d'une vingtaine de pays fait le point, à Strasbourg, sur les progrès de la sismologie.

STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE





GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT Christiane Tricoit

COFORMA - Editions François-Robert Distribution : DISTIQUE Tel.:(16) 37-34-84-84 Fax:(16) 37-30-78-65

■ Le Monde ● Mardi 6 octobre 1992 31

Le Monde

La Bourse au guichet



2000

garage (a) Sagar La de La

Une idée Mil mil chemin : réserver dans les agences bancaires un « coin Bourse » qui permettrait www six millions IIII petits actionnaires 📭 gérer plui activement leur portefauille et, qui sait, d'un attirer d'au-

page 32

Les agences photo empêtrées



l'agence Gamma u photographes à propos 📠 la couque, en s'étendant, remettre en financier fragile de cette profession qui a ses lettres de noblesse en

Un conflit entre

pag. 33

Les milieux financiers et l'immobilier



menté la spéculation immobilière, les banques aggra-vent aujourd'hui la déflation, explique Paul Fabra. Il est à craindre que leurs IIII ne au bout du compte payées par 📟 contri-

MODE D'EMPLO Humeur, per Josée Doyère : sérien. La cote des mots : Aguichage. ACTUALITÉ ...

Reprise à Bangko PERSPECTIVES DOSSIER Les technopoles

Livres : Dans les coulisses des banques. Notes de lecture. Comm éviter les turbulences monétaires. CONJONCTURE La production industrielle : La

Nord : Combattre la crise. La Corée du Sud : La marche au Nord. L'hôtelleria : Nouvelle déception

Chers catalogues

100.5

32.34.25

BOUTEN

UNION

Les Trois Suisses La Redoute Camif in les autres dépensent des fortunes pour leurs ■ best-sellers ■ semestriels

E quoi faire rever plus d'un patron de presse. Avec une diffusion qui les cinq, six, voire sept milions d'exemplaires, les catalogues généraux de vente par correspondence sont de véritables «best-sellers» de librairie | | peine paris, ou se les arrache, d'autant qu'ils sont installès tout près de la caisse, au meilleur endroit. La fabrication de ces monstres de papier n'est pas une mince affaire. Un cata-logue, c'est 43 000 tonnes de papier pour La logus, c'est 43 000 tonnes de papier pour La Redoute (1 236 pages, 2 kg, 8 millions d'exemplaires); 12 000 tonnes de papier pour Les 3 Suisses (1000 pages, 1,6 kg, 6 millions d'exemplaires); 8 500 tonnes pour la Camif, la société de vente par cor-respondance réservée aux fonctionnaires (900 pages, 2,2 LL, 14 millions d'exem-plaires).

plaires)... Cette entreprise d'envergure demande aux sociétés de vente par correspondance une organisation sans faille, et mobilise m permanence une centaine de personnes chez les plus grands. «Les consommateurs ne sont pas conscients du travail de bénédictin que représente un catalogue. La couleur de chaque pochette de tailleur est pensée pender des semaines», explique Emile Poullet, catalogue La Redoute.

Pascale Krémer

Lire in mana page 22



Allemagne: la crise des deux ans

Le 3 octobre 1990, les deux Allemagnes étaient officiellement réunies. Dans l'euphorie.Cela durera cing 🖚 🧸 personne n'en souffrira Et aucun impôt nouveau ne sera levé, promettait 📔 chancelier Kohl. Deux ans plus tard, 🜆 bilan 🕿 amer. L'Ouest paye plus de 510 milliards de françs par an pour financer la reconstruction et imprivatisation des nouveaux Länder. L'Est découvre 🖿 chômage. Et le décollage prévu n'est pas 💵 rendez-vous, faute d'investissements privés 💵 de compétitivité industrielle. Pour forcer la croissance, il faudra de l'argent, toujours plus d'argent...

Lire page Li les articles Sophie Ghérardi d'Eric La Boucher

L'insolente santé du tabac

Accusées de tous les maux, les cigarettes som partout combattues. Pourtant les fabricants ne se sont jamais si bien portés. Bénéfices et rentabilités record, les géants du secteur ne cessent de se renforcer. Mais l'avenir ent incertain

CTOBRE 1492, Christophe Colomb aborde les premières îles au large des côtes américaines. A son arrivée, les indilierdes îles au large des côtes américaines. A son arrivée, les indilierdes îles au large des câtes américaines. A son arrivée, les indiplierdes inconnue, jaunâtre, sèche et parfumée : le tabac. De voyage en voyage, les explorateurs espagnols et portugais entasseront dans les cales il leurs caravelles ces grandes fenilles odorantes pour les ramener en Europe. La fumée se propage alors dans le Vieux Monde.

Après cinq siècles d'engouement est venu le temps du rejet. Depuis plusieurs années, le quel qu'il soit, il les quel qu'il soit, il les maux. Venues d'outre-Atlantique, il campagnes

maux. Venues d'outre-Atlantique, en campagnes antifumeurs se multiplient au nom de la protection de la santé de l'amateur de cigarettes et de son entourage. Le consommateur et le fabricant sont tous les deux visés par cette offensive, dont l'intensité varie selon les pays. Progressivement, l'espace réservé aux volutes de fumée dans les lieux publics ou au travail se restreint, tandis que la publicité pour les différentes marques est limitée quand elle n'est pas inter-

forme et même augmentent leurs profits, tout en vendant la quasi-totalité le leurs productions dans les pays 🖿 plus industrialisés.

A voir leurs comptes, rêveur. Non seulement les bénéfices progressent chaque semestre, mais la production, et la vente, de cigarettes se révèle une activité plus rentable que la moyenne. Elle permet en effet souvent à un fabricant de dégager une marge représentant 10 % de un chiffre d'affaires, un nivêau très des comparé aux autres d'activité le élevé comparé aux autres d'activité. Le sent « Une cigarette c'est toujours un tube cylin-numéro deux mondial de l'agroalimentaire drique rempli de tabac avec un filtre au bout », entend-on les différents transformateurs. dite. Sans parler des procès.

a La mondiale annuelle, éva
de puis a 5 500 milliards cigarettes, est delégué général du Centre documentation d'information sur le tabac (CDIT), mais la situation est contrastée. Les ventes baissé de 15 %

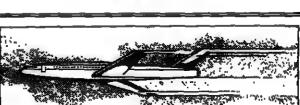
muse pour R.J.R Nabisco, dixième groupe mondial agroalimentaire e numéro cigarette. Le Winston, Camel Winston, Camel Salem dégage N % de ses bénéfices totaux du

Jimmy Goldsmith a voulu s'attaquer au conglomérat BAT (British American Tobacco) en 1989. Cette OPA géante a échoué de justesse. Mais les dirigeants en ont été quittes à réorganiur le groupe. Ils un conservé uniquement un plus rentables, an premier rang desquels... le tabac, où BAT est numero deux mondial en exploitant an multiples marques comme John Player, Kent, Lucky Strike, Benson and

Hedges...
Cette rentabilité apparemment miraculeuse s'explique pourtant facilement. des boursiers quand ils sont cotés, les fabricants justifient d'abord leurs performances par la simplicité même du produit qu'ils réali-

Dominique Gallois

Lire la 🗪 page 🚻



RENCONTREZ 16 UNIVERSITES/ **ECOLES DE GESTION AU FORUM MBA DE PARIS**

- En trois heures, au endroit, le jour. - Rencontrez les responsables des admissions et du financement de 76 programmes MBA Américains et Européens
- · Questionnez-les sur 🖿 procédures d'admission • Renseignez-vous sur les profils a candidats admis, les parcours académiques et professionnels, les niveaux de GMAT TOEFL.
- Informez-vous sur les contenus im programmes - Participez au séminaire "THE MBA and YOU"
- Achetez, à les prix préférentiels, le GUIDE OFFICIEL de préparation au GMAT que le GUIDE MBA. Frais d'accès: 30 F.

- Auresse: HOTEL HILTON INTERNATIONAL 18, Avenue de Suffren 75615 Paris • Tel.; 42 73 92 00



FINANCES

La Bourse au guichet

En s'alliant avec des banques pour créer des comptoirs spécialisés dans les agences, la Société des Bourses françaises part à la recherche du petit actionnaire

l les banques, au grand dem de nom-breux intermédiaires, ont les depuis longtemps leur - trib dans la profession en prenant de participations significatives dans les sociétés de Bourse, le contraire s'était jamais produit. En signant une danne de partenariat mus en manur plantam régionaux pour créer des « points Bourse » dins les agences, la Société des Bosses françaises (SBF-Bourse de Paris) a lancé une opération pilote qui dal line terre d'huile parmi les resent

Le constat était simple : a-t-on jamais proposé au guichet d'une banque chose que des OPCVM (organismes de placement collectif valeurs mobilières) a maison » pour la plupart? Vous a-t-on incité il ter la maille action cotée, en vantant la mérites, la possibilités de croissance, le potentiel de développement de l'entreprise? Fort

MY MILLIONS . Seize ic movies di sum épargne, la durée de son immobilisation ainsi que la degré 🝱 risque, on run prujume des sicav monétaires, im produits I limit garantis ou sette fonds minus de placement. A mil plusieurs raisons i le pres-cripteur mil manufacture de la presces produits « maison », dont la commercialisation est, de surcroft, bien maîtrisée. Ces produits ont aussi l'avantage 🖆 🗯 troubler 🖆 🗫 meil du guichetier, car le comportent peu de l'investissement de cagage beaucoup par la responsabi-lité du prescripteur à l'égard du client.

D'arms paramètres moins metadale vel également retenu l'immerien de la SBF. Il -il-France, selon une étude vieille d'un an conjointement par la Campinen des opérations de Bourse, la Benque de France et la SOFRES, six millions d'actionnaires individuels. Un mile non négligeable qui traduit et l'importance 🖮 🚃 🛫 actionnaires 💵 🖺

«actifs», c'est-à-dire achètent et vendent. Il faut donc, comme dit Jean-François Théodore, pré- Nancy, Lille, Nantes et Toulouse avec les Bansident de la SBF, «dissiper la maratana selon

lequel boursier pas adapté soit-elle, le modernisation in le Bourse, informacia le marché en continu, n'a iamais num e les orincipes directeurs » marché français, garantissant à tous les donlue. De fait, li télématique I l'informatique permettent aujourd'hui ... « petit actionnaire»

d'intervenir pratiquement comme un profes-EST NOTRE Guichet Pour LES PETITS PORTELIRS

bie, out transactions. Aujourd'hui, un ordre de Bourse ne revient plus cher que l'achat de sicav en

Ne pouvant intervenir line de la sur le marché, la SBF a cherché le moyen d'entrer en contact | * petits porteurs». Elle ! tournée ven la banques, avec lesquelles a été convention de partenariat. Le ian-

fourni une occasion propice. ... Pour mettre en pratique cette convention, Mais deux-millions de la la préférence donnée régions. Une opéra-tifs », c'est-à-dire achètent et vendent. Il faut tion-pilote est menée de la régions à Lyon, populaires, société nancéenne Varin-

Bernier, les Caisses régionales de Crédit agri-cole, le Crédit du Nord et la Banque Courtois. Celles-ci réserveront dans chaque agence un espace spécifique, baptisé « point Bourse ». En contrepartie, la SBF assurera la formation des personnels et leur fournira les moyens matériels nécessaires, notamment un écran Chronoval pour suivre les cours des valeurs en direct ainsi 'une documentation permettant d'expliquer le fonctionnement du marché boursier ou la

facon Tallan le meilleur rendement de un porteseuille. L'actionnaire potentiel devrait, principe, trouver u capable de le guider le dédale du mariel a la maniement

> Si Fin en croit les banquiers, il Met plus nécessaire de disposer de sommes importantes pour pouvoir intervenir en Fundament Klein, Illia Mill In développement M la Banque populaire de Lyon, and allieuts possédant une épargne de l'ordre de 30 000 à 50 000 francs disposeront, pour composer et gérer leur portefeuille, de services comparables il ceux dont bénéficient des clients plus fortunés, notamment des analyses financières faites par les banques sur les entreprises - car il n'est toujours pas question pour la plupart des agences de se lancer dans le conseil... Aux Banques populaires, par exemple, les clients pourront faire leur choix parmi 200 valeurs suivies, les unes figurant dans l'I CAC 40, d'autres au second marché.

A terme, si l'idée fait son chemin, les actionnaires encore «non actifs» devraient renrendre le chemin de la Bourse et, pourquoi s, en entraîner d'autres dans leur sillage. Les banques offriraient un service supplémentaire rémunérateur dans l'avenir, et permettant déjà d'employer à de nouvelles tâches des agents disponibles, sans avoir il supporter le coût de leur conversion. A condition que le «service» cas, un échéc posezait de sérieures questions sur les motivations du petit actionnaire, dans le «profil» est topiours incommité au

François Bostnavaron

HUMEUR . par Josée Doyère Bakchich aérien

V OUS avez entendu ça, sur vente radios? Air France, notre compagnie nationale, incite occasionnels ou potentiels li choisir de préférence avions plutôt que ceux de ses concurrents étrangers. Normal. Mais cette incitation est assord'une : si vous le faites, en adhérant à r Fréquence Plus » (une 🚃 spécialement créés pour la circonstance), mus vaudront... billets gratuits pour vos (selon un barème assez compliqué). En mormal, direzvous. Le parfumeur du coin, le disquaire, pratiquent une polizique un fidélisation, la base de una plusieurs achats walent un objet supplémentaire et gratuit. Ce n'est rien d'autre que la version moderne du marie il la

with theirm ich it soleton Là, il y a un «plus». Qui plus souvent? Les responsables d'entreprise, patrons ou supérieurs. Normel. Qui paye les billets d'avion? L'entreprise, privée voyageur lui-même. Ali bon. S'il propriétaire de son entreprise, pas de problème. S'il est salarié - même de heut niveau - il se transforme en représentant d'Air France, à son propre profit... et l'on veut croire qu'il n'agit pas sinei con-tre l'intérêt bien compris son employeur. Mais enfin. humain, trop humain, il peut ceder à la la many

Et la tentateur, c'est une compagnie nationale. Voyons, rovons, pour le l'etit Li la « corruption », c'est le fait de esoudoyer quelqu'un pour qu'il ntra son devoir ». Bien sûr, l'objectif de cette

a campagne de fidélisation » n'est faire agir l'inté-ressé contre son devoir, mais, per ricochet, cela peut l'y inci-

ter. Et moi, ca me chiffonne. A Air France, on plaide les nécessités de la concurrence. « Nous, nous n'offrons que des kilomètres à parcourir, et pas des menteaux de fourrure ou des voitures, Atlantique, ce qui 📖 🚾 en France. >

enfin! C'est au bas lisé. Naguère le prince Bernhard Pays-Bas avait eu quelques ennuis, accusé qu'il de l'er l'alla ciockheedera www.un peu trop de complaisance (1). En France, aujourd'hui 🔳 maintenent, le Parlement vs se d'un projet ne loi « » » pour le financement des pents politiques, et per alileurs la corruption tombe sous le coup de la loi.

Je voudrais bien qu'on m'explique 🔳 différence 🛶 la fait pour une boîte 🕮 BTP de construire 📖 cabane 🛚 ispine, un maine une mai-son (sujvant l'importance du contrat escompté) pour l'adjoint au man charge i par-mis de construire, la Mil pour III industriel d'acheter hors the prix un publicitaire dans un journal was red et le feit pour une compagnie sérienne d'offrir kilomètres à tel directeur d'une banque J'avoue un la différence (100 mm Lin 1994)

Ca qui manque en fait au BTP - et il d'autres, parce mu ments bakchich a Ast beaucoup plus répandu qu'on ne pense, dens notre beau pays - c'est d'en faire la publi-

(1) Le Mande du 31406 1976, entre autres.

LA COTE DES MOTS Aguichage

Pour séduire greluchous et roquentins, c'est-à-dire jouvenceaux et patriarches, les filles d'Eve jouent mim autres - ilm accroche-cœur, ces boucles de cheveux collés à plat nu la trape Moni usuel sans doute, le mot guiches désigne ces mêmes mèches de cheveux plaquées we la front ou la tempes de enjôleuses... Et c'est ce guiche(s) qui, peut-être, est à l'origine du verbe aguicher, « provoquer, exciter, (et, extension, « attiret, 115-

cher»), via agacher. Pour stimuler l'appétit de consommateurs, les manufactue de la mercatique pratiquent, eux, l'aguichage, un terme qui mai pour l'instant, multi mont supplanté par l'anglicisme teasing (de 🕨 tease, ifigure : « harceler, taquiner, asticoter » ...). On rencontre sussi paign: «campagne de teasing». En munication publicitaire, l'aguichage custim à more la carlocté et l'intérêt public, en ne délivrant qu'au « compte-gouttes » les messages n'aller le lance-ment d'un produit nouveau, l'apparition d'une nouvelle marque, III. La pagne d'aguichage déroule donc en principe plusieurs semaines, par voie l'alliane et le panneaux, a la radio, à la

Les premières affiches, les premiers révèlent... rien! C'est Li principe di ce style de auteurs, lors de ces premiers recours a formulations propres i immilier le mystère, le mipense, et, par consequent, I susciter l'intérêt. Le public 👪 mirram ainsi, par exemple, devant des panneaux ne comportant qu'un ou Im logos obscurs, un signe de ponctuation, un unique mot suivi de points es suspension, un denle ésotérique... La gamme 📶 large quand l'imagination au pouvoir! Ce premier - M hermétique - message a nommé aguiche. Avec mile deside précision, wous aurons tout... dévoile, ou pressur l'aguichage!

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine...

PERRE SÍRÉGOVOY: «LE FRANC NE SERA PAS DÉVALUÍ ». Le 27 septembre, au «Grand Jury RTL-le Monde», le gremier ministre a notamment déclaré qu'il n'entendait pas mener «une politique sociale à crédit», ni relancer d'une manière préma-turée l'activité (le Monde du 29 septem-

DE CHOMEURS EN MOINS AU MOIS D'AOUT. Les chiffres du ministère du travail, le 28 septembre, établissent à 2881 100 le nombre de demandeurs d'emploi en données corrigées (30 300 chômeus de moins qu'en juillet). Le taux de chômage, calculé selon les normes du BIT, recule pour se situer à 10,2 % (le

Monde du 29 et du 30 septembre).
PLAIDOYER DES DOUZE EN FAVEUR DE
L'UNION MONETAIRE. Les ministres des finances de la Communauté euro-péenne, réunis à Bruxelles, le 28 septem-bre, out réaffirmé, dans le communiqué publié, leur attachement à l'Union économique et monétaire et au traité de Maastricht, dont ils considèrent la ratification comme prioritaire (le Monde du 30 sep-

LE PROJET DE BUDGET 1993 PRÉSENTÉ EN CONSEIL DES MINISTRES le 30 septem-bre. Les dépenses de l'État retenues attei-gnent 1 367,2 milliards de francs, soit une augmentation de 3,4% par rapport au budget de 1992. Le recul des recettes génerales de l'État est de 2,8 %, soit de 34,5 milliards de francs par rapport à la loi de finances 1992. Le déficit budgétaire prévu atteint 165,4 milliards de francs, presque le double du chiffre reteau dans la loi de finances initiale pour 1992, qui était de 89,9 milliards. Ce projet est construit sur l'hypothèse d'un taux de croissance pour l'année prochaine de + 2,6% (contre + 2,1% en 1992) et du 1992). La priorité à l'éducation miliant est unifirmée avec 28! I milliard the france (+ 7,2% par rapport à 1992) a la création de dix mille emplois (le la la 29 septembre, in

i et du 1 octobre). LES MARCHES FINANCIERS SONT MATTI NERVEUX. La lire 🔳 la 🐂 🖼 de nonvius 🏭 attaquées le 🌃 septembre 🗃 le to runting the plant one in the same proche le ses plus le niveaux historiques face au deutschemark a au yen (le l'alle and octobre).

MARDI 6 OCTOBRE. Brighton (Grande-Bre-tagne). Congrès annuel du Parti conserva-teur (jusqu'au 9 octobre). Paris. Projet de loi sur la réforme du code de procédure pécale à l'Assemblée natio-

nale (jusqu'au 8 octobre). Paris la Défeuse. «Forum-expo» Llaisons sociales en présence de Mª Martine Aubry (jusqu'au 8 octobre).

Signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

JEUN 8 OCTOBRE. Bonn. Le traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht) soumis

en première lecture au Parlement, France. Ouverture de l'enquête d'atilité publique sur le le du TGV Méditer-Paris. Mondial de l'automobile à la porte de l'analise (jusqu'au II octobre).

«Twingo».

ORED! 9 OCTOBRE. Boun. Conférence ministérielle extraordinaire sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Bickkek (CEI). Réunion conjointe des

chefs d'Etat et de gouvernement de la SAMEDI 10 OCTOBRE, Bruxelles, Entretiens CEE-USA sur le GATT (Accord général sur les tarris douaniers et le commerce), à propos du commerce mondial (jusqu'au Paris. Rassemblement national du syndi-

cat CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens). DIMANCHE 11 OCTOBRE. Cumerom. Election présidentielle anticipée. Roumanie. Deuxième tour de l'élection-

Rome. Réunion du Mandi manual du la Démocratie chrétienne (jusqu'au 12 octobre). Géorgie (CEI). Elections législatives. Etats-Unis. Débat HI in mettant la face George Bush a Bill Clinton, deux

des trois candidats I l'élection prési-

LUND! 12 OCTOBRE. Stockholm. Attribution du prix Nobel de médecine ou de physiologie (le 13 : économie; le 14 : physique et chimie; le 16 : paix, à Oslo). Séville. Fermeture de l'Expo 92. Pékin. Visiste d'Etat du président égyptien Hosni Moubacak (jusqu'au

16 octobre).

COURRIER

Défense de la Lettonie

L'article 1 22 septembre 1992 signé Marie-Agnès Crosnier, sur la aituation économique en Lettonie, appelle L'auteur semble regretter que la Lettonie, en quittant la sphère soviétique, se soit coupée de son Hinterland, qui lui premières il débouchés, et grâce auquel elle jouissait « d'atouts économiques cer-tains ». Il faut tout d'abord demander de quelle coupure il s'agit. De même que le Benelux n'est coupé ni de l'Allemagne, ni de la France, les ks. Républiques le l'Union soviétique font partie de la réalité quotidienne. Cette même réalité montre par con-tre l'état désolant de cet Hinterland, avec lequel l'aboutissement de tout accord commercial est sujet à des impondérables au caractère parfois presque irrationnel. C'est sinsi que le premier ministre de Lettonie, ivars Godmanis, a été obligé de constater que les accords établis au début de cette année avec la Russie se sont soldés par un échec. Le premier élément de ces accords, par exemple, était une livraison de car-

burant qui n'arriva pas comme convenu. C'est donc piutôt la déli-l'économie al l'a transports in Russie qui explique pourquoi, mum autres, l'approviharment énergétique est en affic précaire pour cet hiver. Quoi qu'il en soit, and une quasi-paraly-sie des échanges avec l'ex-URSS I « la politique des changes instaurée I 8 août dernier » proprement injuste envers les efforts fournis par l'État letton. Il plus judicieux de parier des allande de l'ex-URSS I établir des relations commerciales sans relations de dominati

Quant à la perte de débouchés, tion d'article de l'Indian d'armements - plus a # % an integral ex-soviétiques ? Et quelles indus-tries! L'implantation le un industries en Lettonie, mente toute raipartie conomique, a 44 su grande teur. Elles importaient des matières

premières, es transformait une main-d'œuvre elle-même importée, pour exporter produits finis Désormais, la qualité prol'heure où in frontières se ouvertes anx produits occidentaux. Reste une industrie sans objet, restent des immigrants dont, pour beaucoup, la seule loyauté était celle de leur propre bien-être à un régime impérialiste qui ne respectait pas les logiques régionales et ne considérait que celle d'une planifi-cation absurde. Restent maintenant des immigrants potentiellement sans travail, qui représentent une charge sociale pénible pour le petit État letton,

> Rolands Lappuke Monster (Aljemagne)

Catalogales



Un conflit banal entre une agence et see photographes mur le mode de rémunération et les conditions de couverture sociale met en cause la situation d'un secteur particulièrement sensible et l'image même d'une profession

un conflit sal priori banal, entre un employeur et ses salariés. Mais il risque de bouleverser toute une profession singulière, la photographie de presse, un secteur culturel, médiatisé, où la France est en pointe, car les trois principales agences mondiales, Gamma Sygma et Sipa, particulièrement

en cause, sont installées à Pairs.

Tout est parti de l'agence
Gamma et d'un désaccord entre les photographes permanents - une vingtaine - et leur employeur sur les modalités de rémunération. Si les ventes de photos en France sont payées en salaires, et les auteurs, par conséquent, affiliés au régime général de la sécurité sociale, les ventes à l'étranger, qui représentent, en moyenne, les deux tiers environ W leur revern appartent, elles, d'anteur avec cotisation au régime des artistes III anteurs, l'Agessa (Association pour la ges-tion III la sécurité sociale IIII

Ce système a été mis en place en 1986 à Gamma. Tous y avaient intérêt : l'agence, qui patronales sur les ventes à l'étranfrançaise payée en salaires; les photographes, qui paient aussi moins de cotisations; les journaux clients, enfin, qui palent moins cher les photos. Mais récomment, les phincaraches so sout readu « converture » sociale (treizième mois, comes payes, indemnités de licenciements, retraite, etc.). Devant le refus de Gamma de les payer intégralement en salaires, ils ont attaqué l'agence devant le tri-bunal des affaires de sécurité

sociale, le 10 décembre 1991. in indicate deli acidate del est en effet limpide : Gamma est une agence de presse, ses photographes, détenteurs d'une carre professionnelle, sont des journa-et d'une être rémunérés comme L'agence a donc peu . agences pourraient chercher d'aude de ne pas btre de portes sortie : réduire
condamnée par le tribunal, le 16 l'équipe « permanente » — « la novembre prochain. Ayec les procédures d'appel et de cassation, elle peut gagner deux ans. Mais déjà l'affaire agite la profession : litige touche une quinzaine d'agences, qui travaillent plus ou moins avec m presse, et un millier photographes. De per façons différentes, la la des .

agences et des photographes. D'un côté, les grandes agences dont l'activité en majorité fiée la la essentiellement Gamma, marché, avec de dillina d'affaires allant = 11 100 millions de francs = 1991. Leurs photographes, qui ont use d' «obligation de use de prepnent marie des risques fin gnerre en Yougoslavie par exem-ple), ont intérêt à être payés en

salaires - et le demandent. Comment, cependant, payeront-elles les 45 % de charges patronales? « Nous n'en avons pas les moyens », répond Jean Mon-teux, directeur de Gamma, « Nous devrons fermer boutique», affirme Hubert Henrotte, directeur de Sygma. De fait, si ces agences unt connu une bonne année 1991, grace à la guerre du Golfe, Sygma et surtout Sipa sont en situation précaire : la première s'achemine vers un exercice Michielm Um comme en 1989 et 1990, L seconde a consu le déficit deux années de suite (13 millions de francs en 1991 un chiffre

d'affaires de 83 millions). Augmenter le puls des photos? # Impensable s, affirment tous les observateurs. Sauf pour quelques magazines, le budget

> ertains envisagent d'abandonner leur statut d'agence de presse.

images des journaux est fragile, surtout dans la période de crise activelle, Felre paver les photo-graphis ets les ventes d'images? Ce serait une rupture du contrat de travall, impossible and parented avec des syndicats - que l'on n'envisage pour l'instant. Les seences pourraient chercher d'auvitrines, - trop couteuss, m faisant appel minimi i des photographes installés del des pays étrangers où la législation est plus

souple... Quelle que soit la solu-tion, alle pourrait entraîner des La situation des autres agences - Magnum, Rapho, Vu,

Editing... pour en citer quelquesunes - est tout autre. Beaucoup plus petites, avec un chiffre d'affaires tournant autour de 10 millions me france, ones travaillent

beaucoup moins pour la presse, des proportions variables - elles ne suivent pur l'actualité au jour le jour - et paient les photographes uniquement en droits d'auteur. Pourtant elles cient aussi du statut d'agence de presse (mm de mu professionnelle, avantages fiscaux). Brof, « elles touchent le beum et l'argent du beurre».

IRRÉGULIER o Une rimmim irrégulière, mais qui correspond à la philosophie de ces a comme de la quasi-totalité de affirms Marc Grosset, directour Ir Rapho. El Willel Setboun, photographe Rapho, résume la pensée de ses confrères : «En gagne plus d'argent, mi je make their coursest our is information sociale. C'est min choix. J'al abandonné 🚹 📺 🛍 presse. Mais je me considère aussi comme un journaliste. S'il ir faut, j'iral m'installer un pays qui accepte ma spécificité.

Pour agences, de surcroft, le paiement en est quasi-ment impossible : « Notre

*d'auteurs », qu'elles le statut d'agence de presse ;-l'application stricte des aura « l'avantage de clarifier 🖟 multitude 🌦 📖 fiscaux 🔻 sociaux e l'on comme de l'on profession», dit Roger Pic, président di l'UPC.

boutent : puisqu'elles un des

INVESTISSEMENTS . Les enjeux ne s'arrêtent pas là. Le secteur est en pleine mutation, et de financiers ont fait leur entrée dans des entreprises jus-qu'ici familiales. En 1990, le truck Crim Communication a pris 60 T du capital T Sygma, Le racheté 47 🖥 🕮 Gamma, ce qui 🛮 permis 🌡 celle-ci 📠 multiplier р vingt son capital and racheter plusieurs spécialisées (Girandon, Les Explorer, Spoo-(le Monde 1 2 1991), mais au détriment 🌬 🖪 relation de confiance entre 🛏 photographes et la direction, qui avait fait son multi dans la années 70: " Man sommes der des pions », «The Peace Apeste-

otographe.

Des problèmes auxquels d'aurisquent d'être confrontés. men auxquels un devons faire face dans l'archivage et la transmission électronique 🚵 photos. 🛚 agences, les concentrations d'entreprises et les risques de monopole il y , derrière en problème droits sociaux, un mel enjeu qualitatif», résume François

Magnum.
En tout cas, l'« affaire Gamma» a Will im quelques vicquarantaine de photographes affil'Agessa dul III avisés par cette dernière que la la le tra-

régime général du deside sociale. Des photographes - aux points de une opposés - qui s'interrogent um feur statut. De Les Will années mm derrière nous », avoue Hubert Hermit Les uns at les aures se tournent aujourd'hui was les pouvoirs plissement 📭 la législation. 🗠 les points de vue divergent au sein 📂 ministères intéressés (culture, travail, affaires sociales). Comment | | Appliquer la loi, protéger les photographes, ne per mente en péril ⊨ agences? L'équation est-elle inso-luble?

Milded Guerrin

payerions donc nous-mêmes les charges patronales, et nous n'aurions plus que 30 . 35 du Fost runils a payer les photographes en d'auteur, des agences comme Magnum IIII Crimi envisagent donc il de-

bénéficiaire est de I % à 2 %. S'il

faut de charges

patronales, on fermera », dit Marc

Grosset, qui est aussi responsable

du Saphir, principal syndicat

d'agences photographiques. A Magnum, Zachmann

ligne que « les photographes

actionnaires in l'agence. Nous

currer ber statut d'agence de presse pour celui d'agences d'ille tration. Le mistale de la unitere penche peur cette infaile. Mais leurs photographes, qui se conçoi-ce changement serait une sorte de uvent en p effet des révolution rainnelle : « Agence, k auteurs a steine weux pas être d'Illustration; qu'fait coloriage s. Querrec, de Magnum : qui nier, en effet, que l'agence des Cartier-Bresson, Raymond Depardon, Edmilion Salgado, Joseph Indian ru Bruno Barbey un pitier du journalisme photogra-phique? « Ce qui « grave avec l'application » code » travail, c'est l'abandon de la alla d'auman and in presse », explique Fatral Zachmann.

syndicats organisa-tions professionnelles comme l'Association nationale journalistes-reporters photographes graphes " (UPC) s'arc-

L'ETAT DU MONDE

🚟 annuaire économique et 🕮 géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois polltique et économique sur tous les États du monde. Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires 🐠 la planète, y compris 🖿 républiques 🖿 🍽 🚾 🚾 de l'ancienne Yougoslavie.

Le plus complet Le plus fiable Le plus lu

■ 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. 80 pages de statistiques, 12 000 données mises i jour. ♦ 46 pages a cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées.

Les dessins

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.



Chers catalogues

Charles Mainguet, directeur de la communication la Camif, renchérit : «Il y la la camif énorme de gestion la sous-traitants, qui ne sont pas loin de la centaine : agences de mannequins, photographes, photograveurs,

La conception d'un catalogue, enfant de la VPC, en neuf mois. Des le mois d'octobre, quaatalogue hiver précédent, les de VPC se mettent au travail pour le catalogue automne-hien juin (1). Première opération: déterminer in nombre de pages attribuées aux différents types d'articles Mode homme, femme ou enfant, mobilier, hi-fi, jouets... Au sein de ces rubriques, I am surface réservée aux différents styles : « citadin », « sportswear », « jeans », par exemple, pour la mode féminine.

Un travail de réflexion très délicat, mené conjointement par les services de communication, de marketing, et par les acheteurs. Dans les réunions de travail, on évoque l'a évolution des sociostyles » (plus simplement, styles de vie), et le «profil des clientes ». L'architecture générale du catalogue se dessine. Une construction subtile, assure Emile Poullet : . Le catalogue doit avoir un rythme, ne pas lasser, alterner envoyés dans les bureaux de poste les différents types de modes, les pour les clients fidèles. Les autres Euro Disney, Les 3 Suisses ou produits petits prix et ceux de lecteurs en librairie mis en compétition cet hiver grande qualité. » De janvier ou dans les kiosques. «Le ma de jeunes stylistes européens. Les à mars, les acheteurs choisissent la fabrication d'un estalogue géné- convertures des catalogues m prè- débute en avril.

im produits. Au prorata de leurs espérances de ventes, ils déterminent ensuite avec les maquettistes la place qu'ils occuperont dans le catalogue

le nombre d'articles catalogue e le nombre d'articles présentés par page. Des maquettes très détaillées sont conçues, qui ne laisseront plus la moindre liberté dougraphes : la position très du manaequin est prévae.

Début avril, toutes les sociétés

de VPC se retrouvent en Floride, i Miami. C'est là que le plus sounême pour les catalogues automne-hiver. Le voyage est un pen cher, mais la ville est dotée de laboratoires photo fort bien équi-pés, les in pass sont variés et le beau temps garanti. Pas question en effet d'immobiliser les équipes de photographes et de mannequins (ces derniers sont payés 10 000 F la journée en moyenne) dans l'attente du retour des beaux jours.

GROS MAGAZINES . Arrive enfin la phase industrielle. Une véritable course contre la montre, de la fin mars au mois de juin. Pour «coller» au plus près à l'actualité de la mode, les sociétés de VPC repoussent en effet le plus possible cette dernière étape. Pour accelérer l'impression du catalogue, elles ont toutes recours à plu-sieurs imprimeurs (quinze pour La Redoute), en France, mais surtout à l'étranger (Allemagne, Italie, Pays-Bas). Les différents cahiers atalogue sont brochés, puis

ral equiyant à mili de la manasa i d'un hypermarche», bela Frecise Emille Poullet.

Un investissement aussi lourd ne laisse pas place i l'erreur. Le catalogue dell'ille au goût clientes, mirer for the sometime dans les librairies sans pour autant Depuis une quinzaine d'années, les catalogues longtemps eu une image vieillotte. Mais, aujourd'hui, sociétés de VPC ont toutes des agences de communication inté-grées très efficaces, qui étudient de très près de la société», Anne Lar-deur, rédactrice à la rubrique mode de Marie-Claire.

Les progrès ont été tels que les catalogues ressemblent de plus en plus I de gros magazines de mode. Avec leurs will : will saison, la championne olympique Linda Evangelista pour La Redoute; Les 3 Suisses, me leur côté, am obtenu la collaboration de Patrick Dupond, de danseuses Mala et des petits mu de

l'Opéra de Paris. Les créateurs les plus en vogue présentent leur collection d'hiver, et de messius d'un genre nonveau ont fait leur apparition : La Redoute a organisé dans son dernier catalogue printemps-été un concours pour visiter

plus de produits, mais de plus en plus visage de femme en gros plan. Françoise Meura, illemment de la moment intion also Quelle, maintail que le catalogue Quelle a tend il se procher in magazine féminin ».

désormais quelques lignes in the sur les points forts du catalogue. Net mans quins, populaires sexy, proches Femme actuelle, Voici ou Maxi, qui e le mi lectorat que nous. L pour per la clientes mount le univers dans nos alloques que dans ces journaux, nous mettons les mannequins dans des situations de fête ou de séduction.» Même I La Redoute, on convient qu' il est normal que les catalogues ne soient pas trop éloignés de ce les lisent d'habi-tude».

Malgré unit, les catalogues ont d'autres matrices que les magazines de mode. Tout esthégratuit est banni : il montrer les articles.
«On sur faire rêver,
qu décalage entre clientes nous manual la produits », avertit Emile Poullet, Il est vrai qu'une mi diffusé, contrairement aux magazines, le catalogue ne illi que commencer longue vie. Ce mu E commandes qui lui assureront ensuite une renta-

(1) Le catalogue printemps-été sort à la mi-décembre et sa conception

r 122 : 22 1000 2000 2000 10000 大色色 1 mg 12 3222 ing the state TO STATE OF THE ST - - 2 6 76

CUBB Defense de la Lenn

the second second

at the letter like the letter

277 O (20 20

المناسبة الم

. 41 HT 2 20 200

11 17年 国际国际

CALLED TOTAL

1 11 1111 12 20

in the later of th

The state of the s

14 SE 12

Parket Street A Secretaria Secre

And the second s

And see the second seco

And the first of the state of the state of

To aim seren

differ develop di :

The second secon

correspondant

deux 🎹 📂 la porte 🏗 Brandebourg, côté Berlin-Est, le magasin de motor Yamaha trone un symbole. Deux ans après la chute du mur, la transformation | plus apparente, c'est un boutiques privées ouvertes au pied des immeubles. De jour, leurs couleurs tranchent wie l'unigris, poussièreux d'tristement villes de l'ancienne RDA. De nuit, als font de diame

La sale transformation visible en le nombre de chantiers. Sur IIII autoroutes, il faut ingzaguer entre la landin Ici, on refait le potable, to téléphone, d'électricité. Là, on lite immeubles. Les voies the chemin 🚛 fer, les ponts, 🚞 tunnels

un l un. li se crée plus de dix mille par mois. La Treuhan-danstalt, l'office chargé !! la privatisation and combinats d'Etat, ■ réaun tache. Dans l'agroalimentaire, tout vendu. La Treuhand veut avoir son lem à la fin 🗠 1993 (lire ci-dessous).

> Pour 1993, le pessimisme est 🖮 m 🗷 étant donné le ralentissement I'Ouest.

Et, pourtant, l'Aufschwung Ost (le redressement et l'Est), peine. Plus dur, plus long i beaucoup plus coûteux que prévu. Le chancelier Kohl, an beaux jours 🛳 la démolition in mur, avait fait trois in promesses : cela durera cinq personne n'aura à en souffrir, impôt ne mra levé. Aucune trois in sera tenue. Pis, l'Ouest monte la grogne 🛅 devoir payer et mirmin payer. A l'Est monte la découvrir que le capitalisme apporte surtout le chômage.L'Allemagne unifiée 📰 construit un nouveau mus : and the

RESSENTIMENT - Les statistiques

Allemagne: la crise des deux ans

Deux ans après l'unification, le 3 octobre 1990, la déception domine à l'Est de l'Allemagne. En dépit d'injections massives de fonds publics, la croissance piétine, le chômage s'aggrave et l'investissement privé reste insuffisant

officiellement 1,2 million 🛍 perdans les Transilla Länder, 📠 17 🖫 📠 la population active (contre 6,5 L à l'Ouest). Mais il faut ajouter les land qui bénéficient du chômage partiel un des programmes de formation – ce qu'on appelle en France M «traitement social du chômage», - | | | | près d'un million 🏭 🚾 🖼 plus, beaucoup #1 personnes agées et III femmes ont i contraintes i mater I la maison I femmes per la fermeture des nombreuses crèches). Au total, la population active a maramenée de 9,5 millions 6,2 millions. Un manifere treat vit in prestations sociales, at the certaines régions la proportion dépasse même 📰 🚺 🐩 Un terreau sur lequel poussent la xénophobie et im violences immigrés venus d'Europe de l'Est.

Et la situation s'améliorant. L'Etat va transférer année d'Ouest un Est la somme gigantesque 💼 🖾 milla us de deutschemarks, plus de 510 milliards de francs, soit un gros tiers du budget français! 🔤 quoi couvrir in palement in immenses chantiers d'infrastructure, im prestations sociales, du traitement les et 🗺 nombreuses subventions. Pourtant Inventuement privé prend mal le MAL A 📹 dire, il 📟 difficile d'en 📟 rer l'amplitude exacte, puisque les tion, l'institut munichois IFO évalue l'investissement privé Si political de destrónes a (après 12 milliards l'an passé). Cela reste in transcription vis-à-

PESSIMISME • Conséquence : la 🚹 l'année, 🖿 instituts de prévision tablaient sur une reprise de 10 du. PNB de 1 de 1992. Ce devait être enfin le décollage, après les dixhuit premiers mois d'unification durant lesquels la production induss'était effondrée 📉 deux tiers. Les économistes révisent aujourd'hui leurs estimations à IIII ou 3% de croissance sur l'année. « Nous mittant en mina de Ni vague », explique Bernhard Seidel, de l'institut Ethered DIW. harman transmit publics et l'agroalimentaire repartent. Mais autres with the encore piqué. On se même textile, le cuir, la fonderie ou la chimie, qui le le le bataillons de l'emploi industriel, ont encore un avenic.

1993, E pessimisme

ir mise, étant donné la ralentisse-I l'Ouest. L'institut HWWA Hambourg compte tout de même sur une croissance du de 7 % à 8 %. Mais, même à ce rythme-là, il man plus de vingt ans pour que le niveau de richesse

l'Est rattrape celui ΓOuest. Principal frein I l'investissement, unanimement reconnu : le problème du droit de propriété. L'erreur remonte 🛮 la chule 🛍 mur, lorsque in gouvernement propriétaires expropriés après la le régime ma muniste doivent recouvrer leurs (en plus inits expropriés avant-guerre par la nazis). Cette décision de designation de décision de designation de millions dont le diabet pu être traité), qui tribunaux déjà leur pro-au droit par l'épuration fonc-

tionnaires. Toute la machine judiciaire débordée : enregistrements d'entreprises comme les construire.

mars 1991, insistance ia Treuhand, le gouvernement change d'orientation = une priorité l'investisseur sur le pro-priétaire (celui-ci doit investir autant el créer des emplois, quoi il mana para para bien mais i indemnité). Puis, en juillet 🖿 🚃 année, une procédure de traitement accéléré 📼 mile en place. Mais, man qu'elles compliquent dossiers, ces ne permettent = 0: débloquer la situation. Le marché immobilier, par exemple, = figé. il a'y a pur traffic filer de certisur le droit du vendeur. Les manquent toujours et, du coup, leurs prix au lui maigré leur inconfort. Le maigré leur inconfort. Le maigré leur inconfort. Le maigré leur inconfort.

difficultés, 🛍 venir travailler à l'Est, e peuvent se loger. Encore venir femme

Deuxième celle-ci phis pardonnable : la surévaluation potentiel industriel de l'Est. Les sont complètement dépasil faut, en général, les refaire intégralement. En outre, le commerce avec l'ancien l'ancien représentait le deux tiers extérieurs :

DÉCOLLAGE - Troisième munur : décision, sous la pression de syndicats, de mettre le salute de l'Est i niveau avec ceux de l'Amm 💶 quatre 💷 environ. 🖛 syndicats craignaient une des talier was l'ai si le colt de travail etait maintenu durableplus bas. C'est le contraire qui

lorisé, atteint August III deux tiers de celui M l'Ouest, mais la productivité n'y est que du tiers. Le travail 📰 donc plus cher 🖿 l'Est qu'à l'Ouest. Il le dépasserait même de 💵 % 🚃 l'industrie manufacturée, l'institut IW Cologne... Allez attirer in investisseurs dans ces ! Ils préfèrent soit 📟 en Allemagne de l'Ouest; 📰 🗰 de la Tchécoslovaquie toute proche où les salaires sont sept fois moins élevés.

源 接 遵 等

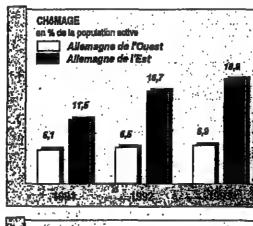
« L'Allemagne de l'Est produire place», affirme le secrétaire d'Etat à l'économie du Land de Saxe-Anhalt. Pour lui comme pour time les hommes politiques de l'Est, seul le développeindustriel peut le décollage du La classe politique, unanime, un renforcement subventions and firmes qui investissent. Il elle dénonce, inquiétude, la interventions de la Commission européenne qui cherche, comme i son devoir, i limiter l'ampleur. Le différend porte en particulier sur les anciens comme les chantiers et la sidérurgie, où les firmes étran-plaignent d'une concur-

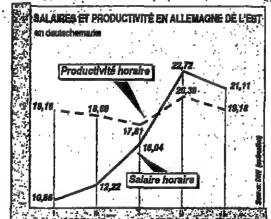
Le patronat allered de que « seuls les investisseme » privés assureroni le minimum de l'Est », comme le dit l'andiale industriels (BDI). Pour les promouvoir, il faut, demande-t-il, minorer les transferts sociaux - d**ess** le poids pèse sur la compétitivité de l'economie allemande - pour majorer et concentrer les aides sur 'Est. Il faut aussi, demande le BD réfléchir à une minoration de la TVA à l'Est afin d'y renforcer la demande. Surtout, il faut y relentir

la progressibilities salaines Des trois promesses du chancelier, aucune ne sera tenue : il faudra vingt ans pour remettre les nou-Länder a niveau, une «génération» 🖿 travailleurs sera sacrifiée, 🔳 le contribuable de l'Ouest va devoir, il nouveau, passer La caisse. La forme que prendra le nouveau prélèvement est encore en débat. Le chancelier Helmut Kohl parle d'un « pacte de solidarité ». Il reste, bien sfir, que l'Allemagne par-viendra II s'unifier, mais les joies de l'ouverture du mur le 9 novembre 1989 et celles de l'unification un an plus tand semblent bien loin.

Eric Le Boucher

L'inégalité en chiffres





L'unification économique em deux par ie de l'Allemagne se mine beaucoup plus pénible que prévu. Les masses citoyens 🖮 🖿 RDA, habitués à l'emploi garanti, 📥 l'épreuve d'un chômage 🖿 très forte aug-Les Municipe de l'Ouest assument pour l'amin' du renflouement des nouwww.lander. with the impôts augmenterent

MPST SUR LE REVENU, movenne pair habitant

pour tout le monde : plus in 1000 initial supplémentaires par personne en moyenne Une évolution inquiétante pour l'avenir de l'Est l'Allemagne divergence et productivité : le pre-sur par ceux l'augmenter rapidement, l'augmenter de l'au

La privatisation à marche forcée

En deux ans la Treuhandanstalt, l'organisme chargé de privatiser le patrimoine industriel, commercial et foncier de l'Etat est-allemand, a vendu \$\mathbb{1} 000 entreprises publiques. Un véritable exploit mais d'un coût financier et social redoutable

di mora envoyée i Pirilia

BIRGIT BREUEL a mis au chômage, m deux ans, au moins a cent mille perbas, beaucoup 📧 🖿 lui pardonpas. I présidente de la Treuhandanstalt. Treuhandanstalt. chargée de privatiser le patrimoine industriel, commercial et foncier de l'Etat est-allemand, ne trahit aucune émotion. Pourtant peu métiers will aussi écra-🖿 🗷 risqués que le sien : 🎹 prédécesseur, Detlev Rohwedder, par un groupe ter-roriste. Face I la Mai gigantes-que qu'elle en en train d'accomplir, les critiques des uns, 🔤 félicitations les mans paraissent anecdotiques. Cette femme ex-minis-Im chrétien-démocrate de Saxe, présente son bilan d'une voix basse II rapide, dans le III III d'une absolue sévérité 🔳 l'immeuble berlinois de la Treuhand, l'ancien ministère III l'air du III Reich. C'est ici que fut proclamée, en 1949, la République démocratique allemande, c'est ici qu'on procède à un liquidation.

La Treuhand a reçu par la loi du 17 juin 1990 quelque 8500 entreprises **II III** commerces, employant 4 millions de per-

BERLIN uma - près 🔄 la moitié 🏝 la population active, - | charge pour elle de les privatiser de les meilleures conditions : il s'agissait de jeter au plus vite 🕍 🗀 📟 d'une économie de marché. A fin septembre 1992, pratiquement dus; parmi 🖿 entreprises à privatiser, met le manifer avait menté du la démembrement de combinats, I 800 ont de fermées. VIMO ont MA privatisées totalement ou un partie al 1 100 Treuhand. Si M rythme actuel de firmes vendues par jour se maintient, sa mission sera bientôt

ASPHYXIE . Nous avons mence sans rien : ni bureaux, ni téléphone, ni personnel, ni statistimethode de travail », rap-pelle Birgit Breuel. Rien sauf l'argent, beaucoup d'argent. Les six premiers mois de me existence, la Treuhand a du, tout en recrutant and cadres à mante forcée, dresser un Ma des lieux des entreprises, en l'absence 🏝 া 🚟 comptabilité war aveza occiden-

Il lui fallait aussi faire les In a nul de ununs de firmes littéralement asphyxiées par le choc de la réunification monétaire : il en ■ coûté entre 🍱 ri 30 milliardi di marks (entre 85 et 104 milliards at francs), mais le danger d'une faillite générale de l'image de la RDA pu me écarté. Avent de procéder aux privatisations, deux immenses problèmes devaient tin tour : min de la propriété et celui Ir l'endettement. Le choix is la restitution des biens leurs propriétaires mena-çait une bloquer. Il a fallu qu'une loi autorise la Treuhand à aller 🏜 l'avant (trois millions 🏝 litiges area un allamin direcci la tribunaux!).

L'existence al entreprises Mail en dans menacée par un estimé à 120 milliards de marks, sans avec leur valeur réelle. Il impossible d'effacer ma dettes concentrées auprès de la banque ==== trale, car celle-ci était à 🗪 tour engagée vis-à-vis া épargnants est-allemands. La Treuhand donc procédé au 🚥 par cas : 💵 partie de duher en laissée aux repreneurs d'entreprises, movennant 🗯 warum fiscaux, in reste 🔤 assumé par la Treuhand, c'est-à-dire le contribuable.

Le rythme im privatisations est allé en s'accélérant au fil du temps, jusqu'à atteindre le chiffre de pour le mais 1992. Le plus facile me parti d'abord : petits commerces, d'un côté,

grands réseaux 🕮 distribution d'énergie, banques, l'autre. La Treuhand, alors, a accusée le favoriser les grands groupes ouest-allemands, cartels, et au mépris 🕪 l'égalité proclamée investisseurs nationaux III étrangers.

> La mauvaise conjoncture mondiale complique la tâche dia Treuhand.

Si favoritisme interallemand il y eu, il n'a en duré long-temps : très vite, en s'est que le flux d'investissements les nouveaux Lander ne répondait cspoirs 🔛 la Treuhand 🛎 entamé une campagne très à l'étranger pour attirer 🚾 capi-

Parmi les 9 000 entreprises privatisées à 🖿 jour, un peu moins im 500 um im achetées par 🖢 sociétés étrangères. Environ ontreprises seulement ont été reprises par les Automotion de l'Est (20 000 si l'on tient compte du petit commerce) : la crainte 🖿

voir true les matter de déchien n'est pas sans fondement.

QUATRE CRITÈRES . Pour la entreprises, la Treuhand compte in quatre critères : in projet industriel, le prix proposé, in nombre d'emplois garantis 🔳 👪 montant d'investismillion d'emplois ont ainsi été «garantis» les processe d'investissements s'élèvent à 151,3 milliards Les chiffres, pour impres-

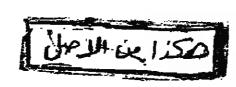
pas tout. Ni le désespoir de ces villes industrielles où le taux de chòmage atteint 30 🏿 📟 %, ni l'aspect désolé de ces usines conçues pour 10 000 salariés où les quelques centaines in rescapés semblent flotter. Mals même im dizaines, les milliards in marks injectés par l'Allemagne de l'Ouest ne peuvent compenser l'effondrement des de l'ancien Comecon qui faisaient vivre l'industrie est-ailemande. Aujourd'hui, 🚧 voix r illeral pour denouer la gestion de la Treuhand : elle se serait plus préoccupée mprivatiser que d'assurer la survie économique de « ses » entreprises. Les 3 800 firmes eles 100 000 salariés qui relèvent encore de m responsabi

lité, seraient interes d'un sousinvestissement et d'une carence estion chroniques. En outre. il n'y aurait pratiquement plus 📰

nouvelles offres. Birgit Breuel rejette catégori-quement l'An que in entreprises restantes, qui représentent la des effectifs industriels la Lander de l'Est, in [il] y a par exemple dans le lot une fill p de wagons parfaitement rentable). Mali eile almei que la lui complique la tâche. indiscrétion rapportée par Im-Zeit, elle aurait, devant le parlementaire CDU-CSU, Wash que 20 2 30 % am promesses de maintien des emplois ne respectées par le repreneurs. · Al un la military préserve 15 propres intérêts au mépris de ses engagements, nous n'hésiterons pas à 🖢 poursuivre en justice », prévient toutefois Birgit Breuel.

blesses coûteuse - 30 milliards marks deficit annuel, - suit un trajectoire telle une locomotive. « A la fin de l'an prochain. dit sa présidente, la les grande Treuhand n'aura plus 🎒 raison d'être. Quand nous amai commence, en 1990, nous pensions en avoir pour vingt ans. »

Sophie Ghérardi



Angle of the state of

chillies

新陈建设的 医海绵性 经证证 人名

the Superior and the Control of the Con-

La Thailande rebondit

Investissements, exportations, tourisme ont redémarré : l'économie thailandaise n'a pas souffert de 🖢 crise politique. Dans un climat de confiance retrouvé un vaste programme d'équipement devrait faciliter le développement du pays

Si le gouvernement constitué par Chuan Leekpai, nommé premier ministre le 23 mptembre (le Monde du 25 septembre), di jours après les élections générales en Thailande, est stable, la économique devrait retrouver in rythme rapide des années passées. L'économie a mieux encaissé que prévu la crise provoquée par la répression brutale des manifestations un faveur de la démocratie.

> BARRION correspondent

UAND, en mil dernier, foules avaient rassembler Bangkok pour protester see n l'arrogance pouvoir militaire, les milieux d'affaires s'étaient inquiétés. Il avaient carrément fremi lorsque l'armée avait tiré sur 🗎 manifestants qui demandaient le renvoi du premier ministre de l'époque, le général Suchinda Krapayoon. Et Ile n'avaient commencé I respirer dans l'arène, le 20 mai, pour tenter mettre fin la crise (le Monde du 23 mai).

17.50

 $\mathcal{L}_{2}(\mathfrak{M}_{1}) \setminus \mathfrak{L}_{2}(\mathfrak{m}_{2})$

, f

100

100.0

1000 14.75.20

1.1

5000

* * L L L L

4 2.22

1000

ಶವ ಪುರ್ಕ್ಲ

12000

 $\mathrm{conj}(\mathcal{M}_{\mathcal{S}})$

 $\{0,1,2\}$

100

100

A l'initiative Japonais, les investissements m crédits étrangers ont repris. Les banques ont ideal leurs prêts des le mois de juillet sans un durck les termes.

La situation était préoccu-La crise politique interve-depuis la guerre du Golfe, de clignotants commencaient & s'allumer. Penquatre made consécutives. 1990 compris, ce royaume 🗽 55 millions d'habitants avait en la mar la manufactura économique, avec en litte dépassant en moyenne 10 mar en En 1991, on avait constaté un ralentissement (7.5 %). Le tourisme, principale source de devises, avait marqué le pas : 5,1 millions de visiteurs année-là, après record de 5,3 millions m Liffit Le flux investissements étrangers s'était ralenti: 2 milliards in dollars marm 2,5 milliards l'année pré-

Les affrontements de mai y sjoutaient un nouvel de : le risque politique. Du coup, le taux de croissance de 8 h prévu pour avait donc

baisse : i juin, i officiels i parlaient plus up d'une four-chette le 6,7 1 7,4 %. Ils up pessimistes, in trop prudents, me reprise a la plus rapide que prévu. Le gouverne-ment intérimaire d'Anand Panyarachun, nommé 🚛 juin par la roi, a fait le nécessaire pour rétablir un climat de confiance.

SÉRÉNTTÉ o Surtout, l'économie a prouvé, encore um fois, qu'elle ne manquait per de ment. A le VIII acrutin du 13 septembre, IMPII Pakkasem, secrétaire général National Economic Management Board, estimait déjà que le La de croiset, I moins a mannée, 14 7,6 %, wer la formation in gouverne-Leekpai ne Line entrevoir, on 🛌 🖂 🖂 rythme il croissance devrait au moins ha maintenu en 1993.

Le sesse touristique, plus sensible, aborde une relative sérénité la prochaine saison (novembre II mars). Le nombre visiteurs devrait égaler 📰 1992 celui 🗺 l'année précédente. rieures (4,28 milliards Le dollars, ==== 4,48 infliment == 1991) car, pour relancer ce secteur, pris 📥 🖪 mois 🞮 juin. 🔜 juilletaoût, in Linds of première caté-sorie ont retrouvé un line d'occupation moyen de 55 %, maus brutale répression 🚈 mai. La confiance aidant, investissements derangers ont repris, à l'initiative des Japonais, premiers der-in années ; les banques ont rétabli kur prêts il mois de juillet une en durcir les termes.

FRASTRUCTURES - Surtout le la exportations restée muner : elle a dépassé III S pendant la premier manue de 1992 (alors um la importa-tions devraient baisser de 11 % refir année, idam les estimations actuelles). Les raisons en aux la (surtout depuis 1987); Im plus compétitif des produits thailandais, numment grâce na Marrie de l'inflation, 6 M en 1990 m min in projections, à 4,7 man année; mu diversification récente im produits exportés et de marche aus quels in une destinés une l'ouverture sur le Proche-Orient, l'Europe de l'Est, l'Indochine m in The PASEAN (Association Lan de l'Asie du Sud-Est, qui restrict a Thailande, Bronei, l'Indonésie, la Malaisie, 🛌

Philippines - Singapour). tigre», économie industrialisée, h Thaibarde a arman de sérieux handiIm y inférieur 1 2 000 dolet ce mille cache in fortes disparités 🍱 revenus. Le niveau vie a quatre fois plus élevé à Bangkok et dans me environs industriels que dans le Nord-Est sous-développé el où vivent 40 % de la population.

Les infrastructures n'out suivi la forte expansion économi que, provoquant des goulets d'étranglement, notamment dans le domaine de communications Les mandres de la capitale l'empêchent de devenir un centre régional de services, et un titul plin pour la reconstruction des outre, le royaume n'a pas suffisame a mild a cadres. Enfin. le développement, parfois un vage, s'est d'aut au l'autoil lu l'environnement, ce qui il aussi au tourisme.

ont, cependant, commence il corriger sérieusement le tir. En l'espace de cinq par exemple, mise en service de trois millions de lignes téléphoniques up plus que doubler la capacité un télécom-

munications. On a entanté deux grands programmes routiers pour decongestionner Bangkok, attendant que la grande métropole soit dotée, a l'horizon 2000, de réseaux de transports coilectifs

> Cent mille diplômés mateut chaque winh des universités cinq fois plus qu'il y a deux del conmais M N seulement ont una formation scientifique un technologique.

(ferroviaires a aériens) et que de nouvelles autoroutes la relient www provinces voisines qui s'in-

dustrialisent rapidement. Enfin, dans le secteur du tourisme, des sonds um été récemment dégagés une campagne lancée pour dépolluer des stations balnéaires qui, comme Pattaya, um perdu beaucoup de leur attrait.

FORMATION • Les universités ont mis les bouchées doubles, mais leurs efforts se heurtent encore à deux obstacles : la faiblesse relative du budget W l'édu-cation nationale (de 3 1 3,5 1 du PNB, contre de # % # 7 % ### la Malaisie voisine) et la pérennité d'un système 🖛 formation 📺 adapté 📖 besoins 🖮 l'économie e techniciens de les niveau, experts-comptables im gestion-naires. Cent mille diplômés sorchaque année in universités a collèges universitaires thailandais, cinq fois plus qu'il y u décennies, mais 📰 % seulement formation scientifique ou technologique.

A moyen terme, l'expansion devrait bénéficier également 🔳 🛍 progression de la consommation et des investissements internes, qui compensent, en grande partie, M décroissance

relative, depuis deux ans, des investissements étrangers. En outre, les deux gouvernements successifs diriges par Anand Panyarachun - celui que les généavaient mis place après le d'Etat de février 1991 et le gouvernement intérimaire de un quatre derniers mois - - pris d'assainissement fiscal m financier qui manufactural la porter des fruits. Les réserves III devises | l'Etat atteignent upe vingtaine de milliards m dollars. ce qui correspond à six mois demi d'importations.

Le fait que N nouveau premier ministre Chuan Leckpai, un politicien infois intègre, réaliste m habile, m soit engagé il poursuil'œuvre économique de predécesseur laisse penser qu'après avoir réussi son industrialisation la Thaïlande peut désormais envisager diversification de économie en d'offrir services, capital 🔳 technologie, 📖 la troisième phase 🗐 son

Jean-Claude Pomonti

Renault accorde une grande importance à l'animation permade son réseau. La taille. de la première entreprise française implique évidenment des populations importantes.

Qu'il s'agisse de stimulation au d'ateliers de réflexion, natre chaix du Club Med s'est fondé sur deux critères.

D'abord, sa capacité à faire bouger plusieurs milliers de personnes... effectif considérable que le Club accueille dans des sites que l'on peut moduler en fonction de l'enjeu et des groupes concernés.

L'autre critère majeur de ce choix est d'ardre historique et culturel : une relation de partenariat basée sur le professionnalisme et la confiance. Nous accompagnons le Club dans son développement en utilisant toutes ses nouveautés et ses nouvelles méthodes. Et le Club Med nous accompagne dans notre réussite en nous aidant à motiver notre réseau.

Cette synergie est bien perçue par nos commerciaux 🔳 joue un rôle important dans nos animations. Elle engendre un dimot de confiance qui permet à nos concessionnaires, agents et vendeurs d'échanger leurs expériences, de parler





de leurs problèmes et de leurs succès a toute simplicité. C'est le même climat de confiance qui permet equipes du Club de travailler parfaite intelligence equipes pour, là aussi, obliger chacun à 🔳 dépasser. Le Club est um entreprise qui me cesse de se remettre en cause, de rapprocher toujours plus de ses clients, d'innover en témoignent es deux fabuleux voiliers Club Med 1 ■ Club Med 2. 📭 son côté, Renault 🛮 considérablement évolué, 🗷 m image 📰 aujourd'hui celle d'une entreprise

qui mi voitures innovantes, qui gagne en Formule 1, qui gagne à l'exportation... Le Mondial de l'Automobile 1992 concrétisera les raisons de notre position de leader and seulement en terme de produits aujourd'hui sur tous les segments de marché, mais aussi en terme de créativité me le concept monospace, 🔳 d'environnement avec les véhicules électriques.

Le Club Med 🔳 Renault progressent dans la même voie. Celle de la recherche de l'excellence.

Pour tous renseignements envoyez votre carte au Club Med Affaires place de la Bourse 75088 PARIS CEDEX 02 ou téléphonez au (1) 42 96 44 44

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

-McKinsey-

McKinsey-France » vu unn activité progresser de 42% l'année dernière et s'apprête à renforcer um équipe I'arrivée début 1993 d'un mur directeur senior, spécialiste des grands groupes industriels allemands a de l'Europe de l'Est.

Il s'agit de Peter Kraljic, d'origine Yougoslave qui, 1 la demande de Gérard Thulliez, ■ accepté d'assumer la fonction de "managing director" du bureau de Paris.

Gérard Thulliez pourra ainsi piloter une une intensité accrue le développement de McKinsey service des entreprises françaises, tant sur le plan national qu'international. Il le fera en équipe - Peter Kraljic et les 12 autres Associés du bureau de Paris qui comprend maintenant près de 150 personnes, dont une centaine de Consultants III Chargés de Recherche.

L'insolente santé du tabac

Une matière première unique, le tabac, de la traitements, il l'absence de modifications I have M la production permettent de construire des machines de plus en plus performantes. A cela s'ajoutent lim emballages il paquets faciles il fabriquer il qui varient il eux aussi. Si, dans les années 70, la cadence était 2 500 3 000 cigarettes par minute, elle actuellement de 8 10 i of the last with on man pour doubler ce rythme.

La simplicité il production n'exclut toutefois pas d'importants recherche pari s'adapter aux manuel goûts plus légers ou was normes rigoureuses de teneur en goudron 🔳 nicotine selon 🔄 📆 Mais une 🚻 conçue, un nouvelle cigarette peut wite amortie en raison de production 🗷 🜬 l'ampieur des marches. Encore faut-il que la commercialisation

Le principal investissement im fabricants concerne in it promotion la produits. Il considérable, quelle la la taille du marché visé, pour pouvoir s'imposer, w 🛍 nombre de concurrents. A titre d'exemple, en France, pas moins de 1111 réfé-France, pas moins de IIII références de cigarettes.

Mais, paradoxalement, la lutte antitabac apporte dans ce domaine une li inattendue aux plus grands ground L'objectif pour chaque financia augmenter sa part dans un gâteau qui, chaque année, s'anne de la restreignant la publicité 🕍 façon plus 📖 moins draconnienne per les usu ques, 🔤 🖼 donnent 🚥 া 🚾 une prime um firmes mieux implantées dans leurs war ou was marques im plus connues! Laisainsi aux géants 🕍 loisir d'investir les mon n'i la commune tion un développe, et où 🛅 règlements moins stricts, Harrope de l'Ini ou

TROP DE O A vrai dire, jusqu'ici, la scule limite I l'expansion des « majors » du la semble être précisément... leur | Devenu trop gros depuis que 🖛 fameux cow-boy, dans in the 50, ■ repris en main la Mariboro, aupaavant aux femmes, Philip Morris s'est ales tourné, su milieu de made 80, van l'indusini alimentaire. Il a acquis alim Foods. «Il n'y ann aucune justification pour a diriger vers les acti-

empêche i racheter d'autres firmes. Or Ann objectif un 📥 garantir à nos actionnaires augmentation in dividende. » Même si « la diversification in pour l'instant, plutôt un ball m financier», le choix 🖦 l'agroalimentaire 📺 justifie 🕎 la similarité im réseaux de distribu-

Même raisonnement

tion in produits.

RJR Nabisco, me si, rappelle Jacques Leclerc, vice-président-dimain général de RJR Tobacco, unua n'a per encore de problème de taille dans le tabac et s'il u toujours été plus ou moins dans le secteur 🍇 l'alimentation. Et 🖦 même avant ou'il ne fusionne avec Name en 1985 : Mes stratégie au quelles per sure le man gens mallettel in manger. » La situation mi différente pour le conglomérat sud-africain Rothmans International qui, I de 🖿 cigarettes (Dunhill, Peter Stuyvesant), se développe la luxe (Cartier). Mais is rendement reste moins bon. La diversification touche

aussi 🔚 groupes européens 🛎 taille moyenne. Un instant in ill par un tei dessein, il l'image il la firme familiale allemande il tma, présente initi le café, l'entreprise publique française SEITA (Gauloises, Gitanes...)

pour

pour part immed a une telle orientation après l'avoir envisagée en

DIVERSIFICATION - De son le français Bollore (Camélia, Job, Sprint...) mène en Afrique françophone une politique d'intégration verticale», explique Maria Imbert, président de Transmi et de Amaba International, en imilalant li proximité de la de différents emballages. Le groupe fabrique également sur place in tant à l'amont qu'à l'aval de la production, étant la 🌃 agriculteur, planteur 🛎 présent dans 🔤 réseaux 🛍 distri-

A court lives done, in manpagnes multiple n'ont pas atteint, 📹 🖢 moins qu'on puisse dire, la middifile des «majors» de la cigarette. Mais, à long terme, il en va différemment. Grands ou petits, mentile ou pet, s'attaquant on non and enumeric marchés, la préoccupation de l'année fabricants et la même : quels seront à terme les impacts de la antitabac qui se développe trois plans, la publicité, les enquêtes menées i m sujet sont contradictoires, exactement comme les sondages lors des dernières élections, affirme un 🗺 profession-

nels du Les manufaux de publicité. lorson'elles sont desconiennes comme en France, = Italie, au Portugal me dans certains d'Europe du Nord, suscitent le plus d'inquiétudes. « La cigarette 🔤 💷 produit de toujours, 🗉 📥 qui commencer un jour l'intermé-diaire de la publicité, que tel ou tel type de cigarettes », affirme Michael Hund. Pour lui, la suspagnes médiatiques pour FIE ou telle marque n'incitent pas la fumer, elles aident au choix, la William ayant his prise avant. Et rexemple du bloc le l'Est :
« Dans ce marché jusqu'ici h
quement fermé le publicité, le
fumeurs plus qu'en Europe. .

TRANSGRESSION . Pour IM fabricants de cigarettes, unanimes, l'interdit a plusieurs annue. Il risque m stopper l'amélioration du produit puisque personne ne pourra en parler, et il peut déclen-cher une guerre des prix à la baisse mure les différents groupes, le devenant le argument de Seules une fait encore, let grands marques connues pourront s'en sortir, vivant sur une notoprécédemment acquise. combien de temps perdure une image? Personne à ce jour n'en IIII rien.

A ceia s'ajoute un effet pervers: la transgression. Dans tains pays d'Europe du Nord, où la publicité pour les cigarettes a 📶 totalement proscrite, la consommation stabilisée ou a augmenté légèrement... 📕 l'in-

verse, aux Etats-Unis où, sans minterdite, la publicité est limitée, la

La tentation d'amin l'interdiction de la publicité à la Communauté européenne malle cependant difficile car des pays comme la Grèce, les Pays-Bas ou le Danemark, grands producteurs de cigarettes, y sont hostiles, sans parler des Anglais 🖃 Allemands, qui pratiquent = eux la limite volontaire des campagnes en

consommation baisse régulière-ment de 2,5 % chaque année

depuis dix ans.

La lutte antifumeurs passe aussi par l'augmentation des taxes destinées au budget des Etats.

plus, actuellement, and marché n'est vraiment clos, con les peut voyagent », affirme Jacques Leclerc, qui s'insurge contre la réglementation française. Ainsi, Dime a été condamnée par la tri-bunal de Quimper, la 20 septembre, I enlever les chameaux (Camel) figurant sur ses ZX de ral-lye Paris-Pékin.

La lutte antifumeurs passe aussi par l'augmentation des mus destinées au budget des Etats. dernières, qui représentent déjà

DEDVELOR entre 48 % # 75 % ## prix d'un paquet (70 ± 75 % en Europe), sess utilisées comme des armes pour décourager le consommateur. Les conséquences sont parfois troublantes. Au Canada. une telle mesure a perturbé le la miliare des la plus indirects. frontaliers sont leurs cigarettes aux Famillal et ceux qui laideanni plus loin ze sont mis a mariam eux-mêmes, le tabac, comme la marijuana dans les années 70.

En Europe, la forte fiscalité pesant sur les cigarettes en Hoilande, au la com a en Alleconsommation un produit nitur i rouler. Fre de la second de la consommation in Pays-Bas vient de la cigarette faite à la main elle atteint les 30 % au Danemark, De l'autre côté in Rhin, elle représente déjà 7 % du marché global. Un nouvean type de produits est même apparu : le kit à monter soi-même avec, d'un côté, un tube de papier vide doté d'un filtre et de l'anne un rouleau de hant à introduire.

CONTREBANDE • Autre danger provenant des différents types de fixalim (proportionnelle en Europe de Sud et Irra dans la Nord) : im disparités de tarifs. Dans la Communauté européenne, le prix d'une même de varie dans une proportion de 1 à 2,5 et

le compromis fiscal préconisé Bruxelles ne permettre d'atténuer cette différence. Or une telle disparité pourrait inciter 📖 développement de la contrebande lors de l'ouverture des frontières, le le janvier prochain, un déra-page nuisible aux pays qu'aux fabricants.

Forts l'expérience achats, professionnels out fait stupéfiants. Une Estafette chargée 🗯 trois tonnes de paquets peut 112 200 000 francs pour un trajet court (achat au Luxembourg, écoulement en Belgique) a 1,3 million pour un trajet long (achat an Portugal et écoulemement au Dane

mark)... Enfin, pendant longtemps plané sur les labrante de labre le risque d'être condamnés | | niser les fumeurs atteints de rebondissements, lancé en 1983

Déjà les analystes voyaient rentabilité de leurs actions s'effondrer : sous le poids des indemnités futures à verser, les profits seraient partis en fumée! Une contre-offensive conjointe de promu 🛒 🚛 directions financières া grands groupes, prouvant que ce jugement leur était favorable, permit de redresser la barre.

L'interprétation vaise et les mans des militur remontèrent aussitôt. Côté cœur, les boursiers américains, devenus non-fumeurs virulents, ont di limit un tel mil Mais comportefenille, ils ont respiré en pensant dividendes qui devraient encore un un copiensement visite

Dominique Gallois

Au nom de l'indice

«Les Marie de prix un tabac en France, c'est toujours Kafka mātinė d'Ubu, quelque soit im gouvernement », raconte Hélène Bourgois, du Groupement de communautaires de cigarettes (GFCC), m évoqu'il la mener pour tenter d'obtenir um relevement du Milia ilm cigarettes. «Et ce perce que 🟭 tabac pèse dans mater des prix et qu'une augne pourrait has frétille M quatrième ⊨WM après la virgule. > 1 tabricants se plaignent des trop rares l'alladas da tarifs, et da latra faibles marin – inférieurs de 20 **4** 30 **6** moyenne européenne, - seules 👪 firmme étrangères ont porté devant in tribunaux au nom 💷 la liberté des prix. 🐚 SEITA ma pouvait décemment ioindre à eux et attaquer propre actionnaire. Ainsl. depuis in les importa-

Manage contre l'Ele français, de ne pes se mettre en conformité avec le directive communautaire de 1972 sur liberté 🕍 fixation des prix. Par fois, des armin de la Cour européenne de justice m 1983 bles les will français de 1976 Isquels « les prix Mi winte au Mini sont finde par all'Mil du ministère in Personalis et des francis).

Plus récemment, au mois de février, le Conseil d'Etat ■ confirmé cas mili déclarant l'Etat responsable 🗯 l'illégalité de prises i l'enconma des producteurs de tabac. Fort de arma confirmation, la 12 juillet, la cour d'appel de l'érie a condamné l'Etat i dédommager in plaignants. Depuis, l'il a passé in rien n'a bougé. Ni la prix il les dédommagements.

alternatives économiques

Nº 100 **NOUVELLE FORMULE**

- Europe : et maintenant ?
- Corruption, mafia, drogue: main basse sur l'économie mondiale
- Daimler Benz : une diversification à haut risque
- La Russie panne de modèle
- Sortie de crise en Amérique latine ?

Chez votre marchand de journaux

Abonnement I an: 150 F

Alternatives Economiques 12 rue du Chaignot 21000 DIJON

La SEITA préfère les blondes

Avec 12,4 milliards francs in chiffre d'allere la Seita dégagé l' un maigre de la 152,8 milfrancs, 🖾 📺 grande partie il m mà à d'importantes provisions un de sur la vue Angoulême. Mais management ces réserves, l'entreprise 📶 loin des performances financières des majors du tabac. Toutefois, le redressement est en cours. La stratégie développée dans im années 80 porte ses fruits, à savoir une reconversion dans les cigarettes blondes et une accélération des ventes à l'exportation, où les

profits sont plus élevés. Après l'ouverture an frontières de M Communauté européenne aux marchandises dans MANUE 70, In SEITA a MAI mentionals is use disastinging du menanta pour le tabac brun. D'un coup, sous l'atte de évolution des goûts, la firme a vu ses parts de marché se restreindre et ses blondes (Royale), prisées, délitable au profit de américaines. A jour, la part 🍱 la SEITA 페 tombée la un peu moins de la moitié du marché français globalement | 97,1 mil-

liards de cigarettes. Dans le même temps, la firme a restructuré son appareil industrial pour s'adapter à la nouvelle demande de produits blonds et légers, qui représenteront bientôt, marques marques deux im de un activité. Amorcés au milieu IIII III 80, in effets in se faire sentir. « Nous la juxtaposition prises », ILLEUTE Guy Dutreix, général adjoint : « d'un brun qui décline dont lechnologie a dépassé sa phase maturité, l'autre nous minimu une entreprise qui explose, is in the band in the investissons. > Cette année, pour la president de la la histoire, « la marge brute 📭 l'entreprise sera supérieure pour les produits blonds à celle des pro-

DEUXIÈME RANG . Si sur je marché moçais des cigarettes blondes, la SEITA est revenue au deuxième rang, l'accent mi mis sur l'exportation. Les prix du mart d'act très les France, en raison de leur poids I'indice im prix, in rentabilité du paquet vendu dans l'Hexagone est faible. D'où l'attrait pour l'étranger, du un même paquet se vend 10 à 30 M plus cher. La firme a donc créé une direction internationale qui réalise à ce jour III 🖪 du volume wentes. « A l'étranger, les Gauloises et Gitanes ont une image forte », explique le directeur de cette division, Char-

chits bruns ».

manura de mai 68, et reprémanual esprits la finalità de la control de ajoute Tares Dufour, directeur

du **anil**oppement. Sur un marché européen où la publicité 🜃 👊 restreinte, une marque firm est un atout mais pas suffisant. Encore faut-il pouvoir pénétrer nouveaux marchés. movens financiers, l'entreprise française s'est fait souffler la firme tchèque Tabbak au profit de Philip Morris, En revanche elle a pu, en association avec l'allemand Reemstma, reprendre le fabricant slovene Tobacna.

« Nous ne sommes pas une simple dépendance du ministère du budget, nous sommes deve-nus une entreprise à part entière », affirment les responsables de la SETTA conscients de l'image ambigue de leur firme qui est percue surtout comme: une vache à lait. Son soutien à l'équipe Ligier en formule 1 fait grincer des dents même au sein de l'entreprise. Le montant de l'aide, qui avoisinerait == 100 millions de francs, pourrait être un développement. Cetta contribution forces montre l'ambiguité des pouvoirs. publics. D'un côté ils interdisent toute publicité pour le tabac etatre ils s'en servent à leur

cers. Une telle possibilité toutefois écartée depuis la Manie de la Cour suprême des Indial mois de juin. Les inne Maint se prononcer sur un procès par une fumeuse atteinte d'un qui poursuivait ma firmes de afric pour ne pas l'avoir avertie du danger qu'elle courait. Morte l'année suivante, la procédure fut relancée par su enfants et son Le 24 juin, la Cour a décidé, l sept voix contre deax, que seules

pourraient être poursuivies les firmes possédant mais ne divulguant pas des informations sur les ques pour le santé de le pro-nits. Saluée un premier temps par les manifes de nonfumeurs, cette nouvelle entraîna une chute immédiate des cours des grandes firmes de cigarettes à Wall

want les tr

atomobil at the state of the st





Mondial l'automobile

Le retour de la petite voiture et le culte de la puissance

Le Mondial de l'automobile qui se tient à Paris, nume de Versailles, du II au 18 octobre promet d'être II plus d'un titre un événement. Ce Salon, qui se place en Min 🚟 grands rendez-vous européens 🗺 unations 🚟 📨 mécanique avec Francfort 💶 Genève, marquera l'entrée en force du pot 💵 lytique wu nos voitures, confirmera, ensuite, le renouveau wa spectaculaire de la petite automobile avec la « Twingo » de Renault « I enfin consa-* : crera l'amount recherche de la puissance mun le mont de véhicules l'amo malgré des perspectives de circulation de plus en plus étroites.

Pour la première fois un bâtiment sers réservé aux 4×4, qui ont pris de nos jours leur place il le paysage routier. Evidemment, im voitures de collection présentes, les équipements, utilitaires a autres véhicules industriels seront exposés. Une de management aux voitures d'occa-En outre, cette année, un festival cinématographique sur le thème . Des autos et des Milliani - le slogan du Salon lui-même - se tiendra dans l'immimi de l'exposition. Parallèlement, immi salles de projection parisiennes, le George-V et 🖺 📉 umman du 7 au 13 octobre leurs écrans à des films de l'automobile.



Avant les trois coups du marché unique

Au 1^{er} janvier 1993, les barrières protégeant l'automobile européenne de sa rivale nippone commenceront à disparaître. Les Douze auront sept ans pour se préparer à une concurrence sans merci

'ÉTAIT il y a deux ans. 10° (1,21 Jour pour jour, ou pres-que. Le 1º huma 1990, dans le cadre magnifi-que du l'indi de l'autoand the section mobile I Pantin, dans la parisienne, le gratin européens fait front puritue et dénonce d'une woix la péril jaune. Péril pour l'industrie européenne, péril pour l'équilibre le la balance commerciale, péril

1. 1.00 : 14 Sec. 12.12

人名英格雷斯

A 20 25

On me plus tard qu'il s'agissait d'une journée de dupes, mois durant, Jacques Calvet, IIII Peugeot-Citroen, mênera sa propre croisade, l'ensemble européens préférant « composer » avec l'envahisseur 🔳 laisser, III 17 juillet 1991, la Com-Bruxelles conclure, pour un avail d'autolimitation des importations d'automobiles

PRATIQUE

Le Mondial de l'automo bile sera quivert, porte de Versailles à Paris, du jeudi 8 octobre au dimanche 18 octobre de 10 h 3 22 kg

Les intiments 1, 2, 5, 6, et 8 seront consectés aux voittires perficulières et à leure, équipaments; aux renicules utilizates légers, aux rénicules utilizates légers, aux voittires phoniques, aux voittires d'occasion et de collection. Les batiments 3 et 4 seront réservés aux véhi-cules immissible et de nou-

veau à certains équipe ... Le princi entree est face à 46 frança. Bien que les per-langs aient été triplés cette annie ae eurace, of na ennie lamais essez consei lei au datieuz de prendre le métropolitain pour se rendre à l'appealion japonaises et échange d'un le l'in quotas nationaux protégeant et de la Communauté. Jusqu'au 1º janvier 1993,
wigueur du marché
unique, l'armada nippone doît
pas dépasser 1,3 en
Italie, 3 % en France, 12 % en
Grande-Bretagne et, en doute,
15 h en Allemagne.

Le Maria la l'automobile an messe in Minine Tous auront à accord d'autolimitation dont dépend directement la santé des me lu teurs, de équipementiers e de sous-traitants d'un muni pesant 7 de l'emploi industriel d 8,5 la valeur ajoutée la Douze. Une récente étude des recherche Ludvigsen Associates le Euromotor évalue la 150 000 le automobiles européens devraient supprimer pour man coûts et leurs prix à la hauteur leurs concurrents

de sentitiona ?

C'est il in l'importance ils rythme communantaire. C'est dire l'importance des musi grises» d'un arrent constitué, m réalité. deux déclarations séparées. Comapprécier la procession la Japonais exporter, en 1999, plus de 1,23 million d'auto-mobiles marché nautaire évalué 15,1 millions d'unités? Quelle la pro-duction la nippones Europe? Pas plus de 1,2 million véhicules par an, Commission Bruxelles? Beauplus, red redoutent requirement redoutent redo Grande-Bretagne, Espagne, Pays-Bas Espagne? constructeurs I Vieux Continent s'octroyeront-ils le time de la croissance à verir de leur marché, l'assurent les responsables

Renault, Fiat ou Volkswagen figu-rera man les premiers roles. à l'aube du vingt munième siècle? L'exemple me Etats-Unis me là pour rappeler ma Tal n'est à l'abri.

1970 : les « Big Three» - General Motors, Fund et Chrysler - affichent man insolente supériorité, abandonaux constructeurs marché. 1991 : les voitures du nippons fabriques outre-Atlantique n proposés an la man des trois grands d'outre-Atlantique. La peroce japonaise d'anplus foudroyante qu'elle s'ac-GM, Find et Chrysler - plus 7 milliards dollars, - ainsi que d'un ricin annuel de leurs posirepli (8,1 millions d'automobiles vendues l'an dernier pour 11,4 millions **11** 1986).

Après Chrysler, GM en tire im conséquences, annoncant la ferme-ture, man 1995, de 21 usines et la suppression la 74 000 emplois (le Monde du 21 décembre 1991). L'avenir? Indéchiffrable. Le premiers mois de 1992 out été marqués lui un redressement sensible des «Big Three», qui mu munqui 1,6 point de part de marché. Leurs efforts de productivité et leurs investissements colossaux ceraient-ils I payer? «Je suis convaincu vovage. Tokyo en janvier s'est en réalité soldé par du nouveaux engagements japonais», affirme un officiel francais. Les Ambienes ne voient pas bout III tunnel.

Au Mondial - E dernier avant la nouvelle europeenne, - les Européens sauront qu'ils abordent, en ordre disperse, le début. Le au mur. un le fer sur un autre continent. Déjà faibles, min ventes au Japon Faute pouvoir répondre, les déclinent. Aux États-Unis, elles d'hui un brillant retour forme.

Cest lui qui l'actualité du Monsaire particulièrement amère.

d'hui un brillant retour forme.

S'annonce particulièrement amère.

d'hui un brillant retour forme.

S'annonce particulièrement amère.

devront se de balayer d'un revers de main l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de voitures de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de voitures de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché. Une misère que les exportations de prestige - longmain l'inévitable question : combien de ché.

on furm

Le groupe britannique Vickers, qui cherchait à se débarrasser de Rolls Royce, vient d'y faute de l'a l' repreneur. Porsche joue sa survie, qui vient d'anuoncer le suppression de l de ses 8 de emplois. Repris par Ford, Jaguar a renoncé à une indé-pendance que Lancia et Alfa Romeo (groupe Fat) depuis longtemps perdue. Saab a cédé 50 % de capital a General Motors. Après avoir paru voler au secours de Renault, Volvo donne le de compter un le français pour évi-ter la noyade, « Seuls, Mercedes et BMW échappent à cette logique de rapprochitent. Mais avec les cons salariaux les plus èleves d'Europe et des usines peu automatisées, la question

est disormais posèe. • Partis plus tot. 🔄 quatre grands en revanche, les bouchées doubles. Depuis I Pallemand VAG (Volkswagen, Audi) joue l'«effet ill taille», rela ill filiale espagnole SEAT, raffant ill ill la barbe de par la Golf. la ventes du groupe dépassent 16 % du marché peen. Un taat jamais atteint. Une croissance trop rapide? Certains le pensent. La marque Volkswagen perdrait de l'argent - un millions de deutschemarks, affirmait un récent numéro du Spiegel, «Il unit aussi hasardeux de prétendre que l'ogre Volkswagen I perir d'avoir èté trop gourmand que d'enterrer prématurémen! les constructeurs latins, trop dépendants de leur marche national r. wee Thierry Gandil-

Ilm latins, Renault affiche aujour-

dial Twingo (lire page 38). Lui qui vient d'annoncer 5,44 milliards francs bénéfices d'entreprises survivront-elles de parviennent plus de masquer chronique d'une invasion annon-cée? Qui de la Peugeot-Citroën, Renault, Fiat ou Volkswagen figurers du marché par les Lexus (Toyota) de l'année suivante. Lui toureur de premiers rôles. part de marché, après être passé in 39 % (il y a dix ans) à 26.8 Il l'an dernier. Lui enfin qui a remporté 🗎 championnal du monde des PSA Peugrot-Citroën deux porté d'un par le succès de ses exponations en Europe, handicapé de l'autre par l'incapacité persistante décoller sur le marché français. décoller sur le marché français.
sept mois, les ventes de la marque
chevrons n'y ont-elles pas baissé
de 7 %? Quant à Fiat, qui représentait encore, 1989, 14,9 des
12,7 l'an dernier. son
fief. l'Italie, paraît sur le point lui

Le Japon passe

Pourtant, Fiat, see ses concurrents curopéens, a de la chance. Pour première fois defet l'automobile japonaise débarquera Mondial toutepuissante. Toyota, Nissan, Honda nippons marquent la pur Déjà leurs résultats annuels, clos au 31 mars, étaient médiocres. Mais mai de l'exercice s'annoncent plus mauvais encore. En août, pour 💵 citer cet exemple, la production d'automobiles japonaise a chute de 12.7 (par rapport au même mois l'année précédente), revenant M 678 unités. Im plus bas niveau depuis... dix-huit ans. La raison? L'effondrement marché japonais, en recul (- 15,3 pour seizième mois consécutif. Les constructeurs nippons frappés L plein fouet par III marasme qui etreint l'archipel. Mais aussi per una baisse des exportations (- 1 %). Etats-Unis, où le recul des mui est aggravé 📰 la chute du dollar.

Pour Nissan, le deuxième

Pour la première fois depuis 1946, le groupe prévoit des pertes. Au lions de francs), ont prévenu ses dirigeants, en en en place un plan de redressement sur trois Quatre mille emplois supprimés et 15 % des investissements prévus d'ici | 1996 seront abandonnes. L'équivalent de | milliards de francs. Honda, moins touché pourtant, annonce son retrait in la formule i, après dix années de présence six titres mondiaux.

 La situation des petits constructeurs, Daihatsu, Subaru Suzuki, est plus incertaine encore. un spécialiste du marché japonais. Ils s'étalent spécialisés dans la production de voitures de moins de 1 000 centimètres cubes les lameuses midgels cars - que les habitants de Tokyo pouvaient conduire sans être propriétaires d'un garage. Avec la suppression il y deux ans et demi de cette mesure. c'est la principale motivation d'achai de mideets qui a disparu. En quel-ques mois. Daihatsu, filiale de Toyota, a dù au marché américain; Isuzu est passé contrôle complet de General Motors, président est désormais... américain.

Difficile im dire si cette mauvaise passe m traduira par l'accentuation de pression japonaise ve le Vieux Continent. Ou, au contraire, par un répit. Un répit qui pourrait, de toute façon, être de durée. Déjà. constructeurs coréens préparent leur débarquement. Surgie e.c nihilo en quelques années, l'industrie automobile Matin calme a pro-duit 1,5 million de véhicules l'an dernier. Et = a exporté 378 Dějá, Hyundai, Kia. Stangyong ... Daewoo (en train de divorcer d'avec General Motors) I fait connaître leur appetit pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne I la Pologne. Avant de viser I France.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) Ci la Dermire Bataille de l'industrie

SEITA prefere les blonde

January 18 8 18 2

* 1 - 1 - 1 - 1 - 1

Service Services

But the state of the

4. Lovás men m

Avant deux ans, tous les constructeurs européens auront renouvelé leurs petites cylindrées Contre les Japonais et au nom d'une nouvelle conception de l'automobile

EUGEOT a, depuis l'an dernier, la l'M Citroën dessine qui succèdera le AX. Fiat vient de lancer sa Cinquecento. Volkswagen travaille avec Swatch, célèbre horloger suisse, sur un main de «Swatchmobile». temps, www. Suzuki, la remplacante de la Marbella. Ford peaufine la de la Fiesta. Et la Twingo Renault assurée d'être l'événement du Mondial

respecté, la six grands and a same and généralistes européens (Volkswagen-Audi-Seat. Fiat, Peugeot-Citroën, Renault, General Motors-Opel, Ford-Europe) auront d'ici deux ans nemental feur offre de petites cylin-

Rien Voir avec un toilettage cosmetique». Les Corsa, Fiesta, Super 5, 205, Peti 🖶 💵 vénéra-Mes « petites » limes 💷 début 🗺 temps. Des modèles historiquement datés. Des conceptions M l'automobile venant tout I am à péremption, a estimé, avec un mensem-

rhabillages les plus mali a la plus achevés révèlent inefficaces.

Discours marketing? True doute. Dans tous industrialisés, les mier véhicule dépassent désormais allégrement la barre des 75 %. Les marchés manufalla um parvenus

La stratégle nippone

d'abord aiguillonner le désir de renouvellement. « Une automobile n'est pas un réfrigérateur qu'on remplace and il est automobile complexes. C'est un acte le le le complexe. C'est un acte le le complexe. C'est un acte le le le complexe. C'est un acte le le le complexe. C'est un achat lourd. La situation fixes. cière mênages, le nitrom de leur endettement, I ma de leur trèsorerie, pèsent, blen sûr. Mass d'autres facbeaucoup plus subjectifs, interviennent aussi », expliquait récemment le PDG Renault, M. Louis Schweitzer.

Lutter contre la banalisation de est devenu une priorité. Et la petite cylindrée

ble, tuerait la terrain d'action le plus effi-cence, affirment-ils, mui laquelle La petite mui vaiment quelque chose de très particulier. C'est un investissement très affectif, responsable services marketing dtuda clientèle chez l'augeot. Elle peut plus de la fade. En ach les un véhicule haut les milieu de pro-c les manufallets cherchent, manu tout, afficher un maur social. La petite, joue sur un registre totale celui de la personna-lité et du caracière » Uni de nouveau a priori si l'on songe que, au fil de la possession d'une I CV, un signe distinctif évident, voire un 100 ## snobisme. Mais atta familiarité avec l'automobile qu'ont de la créer de heureux concepteurs de la fameuse Citroën ou, the un autre registre, ceux de l'Austin Mini relevait du coup 🚵 génie ponctuel. Aujourd'hui, elle s'intègre dans des man le rigoureuplanifiées.

Le créneau ben petites cylindrées représente bon tiers immatriculations voitures names en Europe. De l'avis des manufacture européens, restera relati-protégé durant les sept

L'accord automobile CEE-Japon une gamme in midget véhicules régocié l'an l'ouvernégocié l'an l'ouver-ture du marché européen aux importations jusqu'au 31 décembre 1999. A mui date, la liberté déchanges sera totale. Durant la période transitoire, en échange 🖝 🕍 levée Im quotas officiels qui proté geaient certains marchés nationaux, importations japonaises seront surveillées, leur montée un régime 1,23 million d'unités pour un marcuropéen and à 15.1 millions la véhicules ou limit la lors, esti ment les observateurs. In manufacture nippons shalliant de « remplir» le niveau d'exportations qui leur assigné berlines haut forte marge. L'of-fensive r les petites cylindrées différée... Un souci en moins pour III maln euro-péens, qui avaient tout II craindre Nippons on ce domaine.

Congestion in grandes agglomé-rations, saturation in l'air un in d'échappement, in a la difficultés III stationnement : ces contraintes pesent we le développement de l'automobile au Japon depuis longtemps. Les constructeurs nippons ont leur développé in a

maximum) dont in ventes eté dopées par la législation en

La logique des années 90

Les acquéreurs a midgets étaient dispensés de l'utilitation imposée à tous les automobilises aippons dans les de posséder un emplacement de parking. Ce « privi-lège » a été supprimé le l « janvier 1990. Les fabricants japonais pouvaient être tentés de réorienter leur production locale sur la grande exportation. Telle ne semble pas être

Pour autant, L. Européens sur la la gardes. A l'image d'un Renault qui a singulièrement son une la petites cylindrées, L. point 🕍 🚟 coexister trois modèles (la Super 5, dont la production nue, la Clio, la en 1990, et la Twingo)

Occupé il remonter i gamme, i concevoir des berlines de i le

autant délaissé la catégorie dite écoinférieure. La Clio visait A créer la rupture, à l'image « rustique » M h petite voiture francaise, Le pari a del se si l'on en juge www succès remporté en Alle-

Le Clio est intéressant inclassable. La logique 🖦 croissance années 80 un respectée. La l'III plus grande 🚾 la Super 5, 🛲 mhai plus longue - II Renault 5, Comme la Pengeot III and marie la 194. Aujourd'hui, liii petites ont résolument intel de erandir. La 106 Peugeot est passée sous la barre des I - 70. tout comme la Cinquecento iii Fiat. Avec sa Twingo, le constructeur français plus franchement dans la logique 🚛 🚟 🚻 ; dimensions lilliputiennes, meilleure utilisation de l'espace grâce à l'aspect compact, matériaux, 📉 🛶 📖 petites devenues vraiment petites = « branchées ». Volkswagen avec voiture devrait pousser evolution I son terme.

CAROLINE MONNOT

La Twingo contre les idées reçues

Petite à l'extérieur et spacieuse à l'intérieur, joujou et vraie voiture la nouvelle Renault se montre audacieuse et sage à la fois



UL que la Twingo, pour laquelle III a choisi l'automobile comme lieu **iii** naissance, va bouleverser quelque peu les l'élien matière de petite bile. M. Raymond H. Lévy, qui vient de quitter la la l'entreprise et qui n'aura pas pu, à quelques semaines près, lancer lui-même la bouteille de champagne sur 🖿 mimi futuriste, avait réclamé de l'audace pour ce manuel modèle de voiture le française. sommes servis.

Tout comme l'Espace - de Renault encore mais men Main avait su prendre 🎥 le départ une place privilégiee dans le domaine 🚾 véhicules familiaux 🌡 grande contenance pour un volume exté-rieur raisonnable, la petite voiture conçue I Boulogne-Billancourt III manquera 📖 🖷 donner, p🌬 tard, arri un maria européen qui 🛚 vu mettre m circulation quatre millions d'automobiles de petit gabarit l'an dernier, il wan mieux, pour un « généraliste » 💵 dans la perspective des grandes batailles qui s'annonprécéder de concurrence que la suivre. C'est ce que fait ce modèle très original la marque au

3,43 m im long pour 1,63 m de large, qui est exceptionnel pour un petit véhicule. hauteur (1,42 m) l'est tout autant. Les voies sont plus larges (1,41 m) à l'avant qu'à l'arrière (1,37 m) ■ l'empatte-(2,34 m) représente près des deux tiers de la longueur la voiture, ce qui met, véritablement, les aux quatre coins du châssis. Cette disposition ajoute à l'originalité 👫 la silhouette marquée par un man la la frappé par phares m demi-lune, Il par un pavilion plus i l'arrière qu'à l'avrant. On compris caractéristiques répondent priorité souci de fournir maximum it place mu program it l ieurs bagages, pour pour l'harmonie d'un dessin man-

A l'intérieur, la Twingo apparaît tout aussi accueillante, m qui n'empechera pas M critiques Mi a l'égard des formes naïvement conviviales et limite de la planche de bord fendue par un cadran à affichage digital que i couleurs suaves qui peuvent avoir III choi-sies pour elle II pour la sellerie. Elles ne pas sans rappeler le certains crèmes glacées de leur enfance. Les bambins aimeront.

Ce qu'aimeront mun plus les sange.

parents, c'est il place disponible à bord, il nombreux il rangement et surtout la banquette arrière montée sur glissière pliable par moitié, qui fait volume du coffre du simple au double presque. Tout peut s'escamoter in sièges devenir éventuellement lits.

La Twingo, qui pourrait pour un beau joujou temps modernes, en une vraie voi-ture dont l'équipement, ailleurs, apparaît complet.

Un projet de 3,7 milliards de francs

Vitres teintées, lunette arrière chauffante, essuie-glace monobalai à pantographe, appui-tête, allumecigare, montre sont au rendez-vous, pas prévue. Dommage u un véhicule dont la première vocation, dépit d'un moteur de l 239 cm³ ouvert à la route (5 CV fiscaux pour 40 kWh, soit 55 1 5 300 tours), reste urbaine. En revanche, la climatisation sera disponible sur option comme le toit ouvrant, seules entorses principe retenu par le cahier des charges qui a voulu que la modèle soit livré pour moins la 11 000 francs, avec un seul moteur dépollué, une seule carrosserie (à trois portes) et un seul d'equipement.

Il a fallu trente-trois mois pour mettre sur papier puis au point.

en pré-production, la Twingo. Et 3,7 milliards 🕋 francs, ce qui semble, au regard d'autres lancements, plutôt peu. Il est vrai que la nouvelle venue, qui sera fabriquée I Flins (800 exemplaires par jour) en Espagne, à (400 par jour), utilisera pour l'essentiel outils de production installés pour

nouvelle petite Renault qui

na ana ilia ana qu'au début la 1993 va Landar sur as route, si l'on s'en 🌬 au moins au gabarit, un certain de De 1 106 Peugeot (disponible désormais en 4 portes) ou de l'AX de Citroën la Y10 de Lancia, restylée a raffinée, a se sont installées avec plus au moins de sur le marché. La Fiat Cinquecento, qui aurait pu am la plus dangereuse des petites étrangères (3,27 m de long), connaît cultés il production en Pologne, et la toujours jeune Mini de Rover (3,11 m) vieillit tout it même. Le terrain semble donc a priori favorable à un mande commercial Ma cette venue qui devrait plaire, maigré 🔤 audaces 🚵 son style. Renault, par im temps qui courent,

n'est-il pas du côté 🔤 gagneurs?

La Swatch-mobile se fait attendre

Swatch espère rééditer dans la voiture le succès obtenu dans l'horlogerie

impatience. On croit que
impatience. On croit que
M. Nicolas Hayek va proune volture deux
ans demi, alors
mettent cinq à
ans pour sortir un nouveau modèle, s Le président 🖮 SMH (Société 🖮 micro-électronique d'horlogerie), auréolé du succès de la montre Swatch - 100 millions de pièces ven-dues en neuf ans, - m riffer avec vigueur d'avoir pris du retard sur son projet M Swatch-mobile. Pourtant, annoncée = 1990 1 l'horizon 🛍 👊 ou cinq ans, la sortie du nouveau produit 🚾 repoussée aujourd'hui à 🕅 🛋

Le projet : une petite voiture urbaine, innovante, bon marché, écologique et surtent provocatrice, pro-duite en grande sèrie en Europe, en France. Avec pour partenaire Volkswagen, avec qui SMH a sen 1991 se société manuel sen Bienne on marier la rigueur allemande et l'inventivité des ingénieurs sans cravate de M. Hayek. Une de qui de à la future Swatch-mobile un système distribution, un service après-vente une enregistrée dans Ce qui n'empêche pui PDG de SMH d'envisager une collaboration avec pour l'ingénierie détail, c'est-à-dire passage il prototype il in production. d'actualité: « Nous eu l'année 1992, précise M. Philippe Guédon, PDG J. Matra-Automobiles, il l'intéressé par montage manual m plastique, ces contacts n'en plus
aujourd'hui, d'autres
projets avec Renault. bonnes
intentions, mais la concrétisation fait attendre, à l'heure où grands constructeurs mondiaux tra-vaillent projets voisins up pré-sentent i tour de rôle in les salons des prototypes de voitures électriques

«C'est inutile de many de fausses voitures ou de simples carros-series qui verront jamais le jour-Nous ne présentons pas prototypes, car nous ne pas prêts, ajoute M. Hayek. Nous essayons plusieurs systèmes propulsion en en Suisse, mais nous n'en avons pas encore choisi un; la batterie électrique 🖊 🐱 problèmes difficiles à résoudre. « C'est sans doute pourquoi le président de SMH parle parfois de moteur hybride (propulsion électrique relayée par un moteur classique) ou de quatre dectriques (un dans chaque roue). Evidemment, N choix du mode de propulsion est fondamental : électrique signifie produc-tion en petites quantités dans un marche qui n'existe pas pour l'instant, alors que le moteur mixte ouvrirait à SMH les parade série.

CLAUDE LAMOTTE | M. Nicolas Hayek refuse également

de préciser ses intentions sur le prix qui devra être bas, - le processus de production mi la carrosserie. C'est pourtant de dernier domaine pourrait surprendre. Le moteur électrique en effet plus solide que en explosion : le véhicule plus longtemps, devrait être sensible à possibilités modification du «look» de sa voiture ou de certains éléments 🚟 carrosserie. C'est une direction laquelle travaillent aussi 🖬 ingénieurs 🗰 Peugeot.

Le cocktail par Swatch dans domaine des montres, grâce i son (haute qualité, i et provocation), a-t-il une chance i réussir i l'automobile? Dans le téléphone et les lunettes, ses deux premiers estils de directions et les lunettes, ses deux premiers estils de directions et les lunettes, ses deux premiers estils de directions et les lunettes, ses deux premiers estils de directions et les lunettes estils de l'automobile et les lunettes estils de l'automobile et les lunettes estils de l'automobile et les lunettes et l'automobile et l'au deux premiers essais de diversifica-tion, les résultats sont moins convaincants. Or la construction automobile est autrement plus difficile. La réus-site ou l'échec du nouveau projet sont d'autant plus délicats à prédire que le président de SMH entretient un flou calculé autour de son projet et fait circuler de faux prototypes.

Des idées que l'on tue »

Seule certitude, le sauveur l'hor-logerie suisse a déjà réussi l'un de ses paris : faire réagir l'industrie traditionnelle. Car. de technique, l'originalité de M. Hayek surtout dans un appel vibrant la résurrection de l'industrie européenne te nord-américaine, qui face l'agressivité

Japonais. Son arme : petites équipes d'ingénieurs motivés une de complexe. «Nous l'automobile automobile acuvelles, assure M. Hayek, alors que dans les grandes structures les réactions contre les changes sont très violentes. Il y a des idées que l'on tue chez les Moi, j'ai cree une culture d'entreprise 🕍 on écoute les gens. »

La perspective de donner une leçon La perspective de donner une recon à une vieille industrie barricadée der-rière quotas d'importation et fri-leuse devant le défi de l'automobile de l'a 2000 plair manifestement I M. Hayek. D'autant plus que certains constructeurs cachent pas leur constructeurs cachent pas leur scepticisme devant cet hortoger qui se pique de produire des voitures. Le président de la pour beau jeu de souligner qu'il a passe une moitié de sa vie à la tête de Hayek. Ingeniering SA un rephiete Ingeniering SA, un cabinet qui travaille pour Mercedes ou Volkswagen. Il faisant, il prend un risque : victime d'un succès médiatique prématuré, le projet pourrait arriver un peu tard, car les constructeurs « classiques» semblent avoir déjà un tour de roue d'avance sur hui

Marecherch

" Petites »

Maria .

Salar Sa

A la recherche d'une voiture enfin urbaine

Automobilistes, élus, sociologues, entreprises de travaux publics et constructeurs tentent de mieux faire cohabiter l'automobile et la ville. Dans le désordre

OUT in monde le proclame i nous vivons la fin de la voiture-passion. Distr-mais, l'automobiliste ne au volant son véhicule, mais plutôt disposer grace i celui-ci Malheureusement pour fui, le même exclut cet Volkswagen, M. Daniel Goedevert, exprime parfaitement — livre voitures des hommes (1) — la crise actuelle : livriture bouleverse physicional des villes et de competition au des villes et des zones très peuplées, et elle uni la qualité de vie. Ce jugement est en grande partie fondé.

Qualité la grande partie fondé.

Qualité la grande partie fondé.

Trop prossier

neures ou entre la heures et la heures dans

métropoles allemandes, françaises

ou italie ventes!» Si a voiture et la

villa ventes estimandes. ville veutent survivre, Punc = Fautre, il leur faut tra = - = vite - = modus vivendi qui = - par la maîtrise = Fautomobile.

1 4442

se fait atte

Le situation me tient pourtant pur à un accroissement du nombre des déplacements, à l'opi-nion répandue. Selon des la l'impa l'institut national de recherche sur le transports leur sécurité (INRETS), mobilité de Français (INRETS), mobilité ille Français n'augmente plus et reste fixée à une de 3,5 déplacements par jour. En revanche, le répartition entre les modes de le les deux-roues, qui de le le le de déplacement de déplacement le le le de déplacement qu'à le le temps de déplacement quotidien moyen ne varie guère (70 minutes en Ille-de-France et 50 minutes dans le reste-de la France), la distance parreste de la France), la distance par-course a doublé et atteint 25 idlomè-tres par jour.

duits

a donné,
partir l'III a fantastique coup
d'accélérateur à l'usage de la voiture,
car on sait que le budget «voiture»

ménages évoiue autour de 15
du revenu. Entre le baisses la TVA,
la chute du prix des carborants après
contrechoc pétrolier,
du parc et la avantages fiscaux us coute du prix des carburants après

E contrechoc pétrolier, I de du parc et la avantages fiscaux

us coute du prix des carburants après

E contrechoc pétrolier, I de du parc et la avantages fiscaux

nent peu ou prou à cette calégorie.

Reste le troisième modèle prix in rés ségrégaif, poursait le très ségrégaif, poursait l'Orfeuil.

In n'est donc

l'essence sans plomb, c'est quel-milliards de dépenses qui le été le auto-mobilistes. Il n'est donc le étonnant que aient usé le d'une voiture devenue in promoteurs plus loin du plus mi plus loin du plus loin du plus loin du proprie de plus mi recourir plus fréquemment encore l'auto, Le résultat audible tous les matins et tous les soirs sur

Trois modèles de cital

Les inconvénients de ces inclu pas réservés en automobilistes, qui gaspillent, en Europe, 15 de leur temps de transport dans le embouteillages. Les This aussi en pâtissent et se trouvent déformées de l'automobile par l'usage de l'automobile. L'INRETS a l'immodèles de en fonction de leur et en fonction de leur voiture.

« Nous voiture.

« Nous tout d'abord modèle californien, explique M. Jean-Pierre Orfeuil, chef de la division économie de l'espace et de la mobilité à l'INRETS. L'espac n'y a pas d'histoire; on n'hésite pas à déménager dès qu'un problème se pose et on n'importe comme le du secteur le tlaire dans les banlieues. Il existe peu ou pas de centres forts. En France, cet urbanisme se retrouve dans la région Poltou-Charentes. »

« il y s ensuire le modèle rhénan. Dans ces cités; s forte empreinte de l'histoire ne permet pas de faire n'im-Il existe fortes contraintes urbanistiques et les issements sont de Les cen-demeurent des Les cen-reconnus où les transports en commun dominent. Munich, Nurem-berg, Strasbourg ou Lyon apparilen-nent peu ou prou à cette calégorie.

loisirs, les activités déplaire conducteur-électeur. A ploi. Or y bâtit de grands objets urbains comme la Défense ou Euro Disney. Il faut beaucoup se déplacer, Paris est le prototype de ce modèle. La ville «saint-simonienne» choisit vraiment — le verra plus loin — entre le laxisme et le volontalement créer and le 13 arrandissedes chemins with de jardins d'HLM = publics, === reave le marche qui en la mode de locomotion te plus naturel. Enfin, pendant week-end, mentraliserom Me voies per me les enfants puissent y apprendre a rouler a vélo

ou y jouer au la an a

Il had the property l'automobile. 🖾 entrepreneurs 🏖 🖦 🖼 publics en was d'accord, an M marren leur intérêt. Il ont multiplié en îlede-France et II Lyon III projets III voirie souterraine baptisés leare, Laser Muse, dont la caractéristique mit de promettre la fin 🚛 embouteillages paiement d'un péage de 1 lianes par kilomètre

Les parades des industriels

Im spécialistes de la circulation. eux, préféreraient obliger les automohilistes II des choix économiques qui sont aujourd'hui un cout, explique M. Pierre-Yves Texier, responsable we département Analyse en régulation du trafic de l'INRETS. Une voiture exige 13 indicio altrini de missi en arresnence 🖛 auand on sait le prix du milet famil au rond-point fire Champs-Elysées, (and peut être coût de la possession d'une mais dans mais adulte delle sere un d'élever le mail en son usage pour mode de transport confortable en perfaire prendre conscience I l'usager formant, mais enfin will avec rai-

commerçanis 🖿 les employeurs...

Ce industriels in l'automo soit. I pour agir les petits blèmes. «Restons humbles, di: M. Rémi Deconinck, responsable III Produit avancé, chez Renault, Nous, pouvons peser ce qui le rythme de mnouvellemen 🎩 parc. Notre but, c'est la manal manage pour les individus: des micro-voitures qui n'amélio-reraient le débit, mais qui faciliteraient stationnement. Nous travaillons 🗰 Carminat, système de navigation II de guidage l'automobiliste soit plus bloque par le laitier déchargeant sa cargaison au milieu d'une rue 🛍 Paris. »

Certains dossiers ; le octobre, les pouvoirs publics sélectionneront dix villes pour les équiper 👫 bornes 👅 recharge des voitures électriques. Cinquante véhicules électriques seront affectés II III D'autres idées demeurent I l'étude comme la voiture banalisée, qui pourrait am disponible dans les centres-villes pour in pursue de carte il puce et utilisée comme *** voiture de Matina I l'heure. I les plus futuristes des ingénieurs, on travaille sur un véhicule qui cumulerait les de la visitat et des transports en present plus per son automatiquement à km/h lorsque le charroi ou le parcours l'exigeront.

li limit peut-être attendre, proposer cette ultime amélioration. que l'automobiliste mana et se les

ALAIN FAUJAS



risme, entre la voiture et les transen commun.

l'automobile. Is réponses et les dans le des contradictions. l'opinion publique française demeure, à sagnés par la verte», les Français , au calme i rèvent de centres revés aux piétons aux cyclistes ne ils ne venlent pas entendre parier d'une il ula par les nois par les prix.

Ils préférent une franche interdiction qu'ils savent propre chet! Ils

l'écoulement du trafic. Le mili du stationnement payant de les rues des parcs souterrains. On pourchasse sans les les 100 000 réhicules qui aux heures de Les bus ne bénéficient pas d'une priorité aux

Mais Peris que moins d'un deux de ses habitants possède une voiture. Aussi y entend-on impeccable. « Nous arrivons à un moment où il faut faire des choix.

M. Patrick Trémège, ler UDF le Paris et adjoint de la possession d'une mode de transport conte faire prendre conscience l'usager qu'il falt perdre du temps à tout le problèmes l'increalité des la problèmes le circulation de transports. Il n'est plus possible donner le bagnole. Et contrairement le ce qu'on dit, telle n'est pas la faire pre plus ceux auxquels (1)

Les « électriques » font des étincelles

Le véhicule électrique pourrait être la panacée pour soigner un aspect de la pollution Reste à régler quelques problèmes du côté de l'électronique et des moteurs

novembre 1974, an un rapport au au comité interministériel d'action pour la nature l'environnement, l'ingénieur général des pon de chaus-Saulgeot que 10 na parc automobile français serait élec-trifié en 1990. Visionnaire, l'ingémue en 1990. Visionnaire, l'ingé-nieur gén : Saulgeot l'était ment. Mais force est de reconnaître ou'il s'est quelque au qu'il s'est quelque peu trompé sur

Très la pourtant, ce type de véhicule fait, pourrait-on dire,

Avec la Jamais-Contente
qui franchit le 100 kilomèl'heure un jour de mai 1899.

Avec l'ingénieur Grégoire qui, en parcourut, sans recharger ses
batteries au plomb, T kilomètres
à 42,32 km/h au volant d'arrives
Tudor.

Mais, en dépit de ces prona-

envahi notre vie quotidienne. Elle avance à petits pas. Presque timide-ment. Mais sans doute plus ferme-ment que dans le passé tant il est vrai que l'intérêt pour contrait est ment que dans le passé tant il est
vrai que l'intérêt pour ce type de
véhicules n'est plus seulement dicté
la conséquences tensions
sur la marchés pétroliers.
fois, industriels l'illes
semblent vraiment enpagé. fois, industriels semblent vraiment engages raventure. Treize vehicules de ce type au Japon Plusiane

fait, des près équivalent, qui Châtellerault. Plus de MI 000 kiloune cinquantaine La volonté des deux constructeurs

français de se lancer | la produc-trançais de se lancer | la produc-véhicules électriques | 1994-1995 | donc cette fit | présente. | la la image | que cette «explosion» va conduirs que cette «explosion» va conduire l'emplacer rapidement véhicules à moteur diesel ou véhicules électriques, il véhicules électriques, il qu'il se garder l'immédiat, explique M. Jean-Yves Helmer, directeur de la division automobile PSA Peurant Citeran geot-Citroën, electrique sera pour nous un

Les coûteuses vertus du cadmium-nickel

Une opinion M. Claude Delarue, chef du déparchargie substitution

It qui que « les pre
èlectriques diposant

suffisante pour

verser la ne

mieux, disponibles ving-

tionnement et l'absence d'émis-tés, d'administrations ou polluantes. De qui ne entreprises. Véhicules Master, produits existants nous Renault Express Master, produits existants nous dens des produits existants nous dens des produits existants nous dens des produits existants nous offrent de mail taillée, maires grances ou quotidiens a l'i kilomètres. De la parcours peuvent paraîl modestes, mais il fallu les fi progrès accomplis par la la pour la rendre

The least the same of the same plooms d'abord, qui, au conjugués de quelques industriels, la Compagnie européenne Chloride Sonnenschein, amélioré performédaille a par ses sont (1 200 kg pour un Express) et leur temps de recharge est long (marcharge est pour une autonosix et hun pour une autono-de 60 kilomètres). En leur prix 🕶 « relativement 🌬 : de l'ordre de 15 um mini pur un militaire,

Dès la en effet que l'on mai le performances, dispo-ser d'une autonomie la l'ordre de All Materials at Camillio Casa plus vives, force est de se tourner un autre couple électrochimique : cadmium-nickel. Ces batteries sont empables de supporten de nombreux cycles (2 000), des recharges rapides des conditions particu-

Book park and a substitution of the substituti

Un programme 🖮 développe ment will l'industriel m les constructeurs a d'ailleurs Ma lancé pour aboutir rapidement 💷 🖼 point 🛍 🖼 🖽 dans un premier temps sur le marnance (1994) # dan un ersel en beitren melenen l'immédiat la tracé, témoigne, or plus commercialisés, la mise sur la marché annoncée de voitures électriparticuliers Renault = 1994, la 106, présentée voici deux semaines à Florence, et l'AX Peugeot-Citroen, attendue pour

Ce léger décalage mum la présenpremiers des prototypes de la la peut surprendre. Car, si les batteries ont fait percées, le les de la chaîne de motorisation a de faire 🖛 progrès.

me sont en M disponibles que server la me province de ce type au Japon. Plusicurs centaines Suède et en Allemagnes Suède et en Allemagnes Suède et en Allemagnes Suède et en Allemagnes suiter d'auntres soit d'éveloppées de manière tains sont proches des l'amittelle ces fameuses piles i comme Lyra Microcar alors que d'autres sont véhicules utilitaires Peugeot J-5 Citroèn C-25 in quelque 250 à 100 cemplaiters roulent me en fortir une autonomie supéricure à 300 exemplaiters roulent me en fortir une autonomie supéricure à 300 to monteur propose de l'étranger (Hongkong) au sein soit le partie à jouer pour impo र्वत कराज्या विदेशीयोग व ज्याप्यर

offrent de mai taillée,
Delarue, il faut les
améliorer, développer produits
faire baisser les prix l'électronique et commande de systèmes de propulsion. » D'autant que dernier chapitre,
M. Helmer, représente 20 envi-électrique
composants disponibles
pour l'essentiel d'origine japonaise.

Une électronique encore chère

C'est ainsi, par exemple, que PSA vient d'investir 1 milliard de francs dans un programme auquel

Leroy-Somer pour les
moteurs, la pour l'électronique pour les batteries. Objectif : le prix d'une AX ou
d'une 106 électrique (1) à celui du modèle thermique équivalent, ce qui représente un allen important lorsque l'on songe que le surcoût premiers véhicules utilitaires dépassait de 1000 F 11 des diesels. Selon les responsables de PSA, une telle pourrait être obtenue avec une production de 2000 véhicules par an, Marie suppose

mise au point pour 1995, and Renault, Siemens ABB, d'un véhicule urbain spécifique privilégiant im accélérations d'une autonomie mumi la 18 % grace à l'utilisation 🌇 batteries d'un

Plusieurs couples électrochimiques semblent prometteurs. En particulier la filière sodium-soufre développée 📟 ABB, 📶 aui 📗 inconvénient d'être mu le (140 000 francs pour | 100 miles la E-I im BMW) us de us fonctionner qu'à l'illi température (environ 300 °C). Nui ibail que de telles conditions d'utilisation de la réels problèmes la réglementation.

Mala m désespérons pas. Le petits obs-Maria Maria Maria Maria un jour place, I moins que d'au-couples électrochimiques comme 🖿 nickel-hydrure ou 🕼 batteries au lithium ne rapidement. Mais, à l'horizon d'une vingtaine d'années, peut-être plus. nul and que l'une des plus vi piles connues, la pile de combustible. s'impose définitivement. Finis alors les problèmes d'autonomie puisqu'il suffirait, selon le 📷 🛎 pile utilisé, 🔤 s'approvisionner 🛚 la pompe pour plein d'hydro-

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) de ces véhicules louées. In propriétaire devra, Il l'achat, une caution importante pour batteries, l'ordre de 5 000 francs par exemple, ce qui le batteries usagées un un

■ Le Monde ■ Mardi 6 octobre 1992 41 ·

Tant mieux, son conducteur a l'air si fragile.

sécurité active passive. Carrosserie et châssis aluminium ultra léger, pour que le freinage ABS soit aussi fulgurant que l'accélération. Système Quattro,

Avus. pour une de route infaillible, même la haute vitesse. Et bien sûr, Procon-ten la Airbag. Avec l'Avus, Audi la réussi la créer le premier monstre dont l'homme n'a pas la avoir peur 3 6 15 Audi.

dans une Audi.

The second of th

1.18 (# 2 大大学主





Les technopoles

Nées en France sur le modèle de la Silicon Valley californienne au début des années 70, les technopoles, réseaux constitués d'industries de pointe, d'universités et de laboratoires de recherche, sont aujourd'hui à un tournant de leur histoire. Le concept initial de parc à la campagne « intelligent », excentré des agglomérations, s'efface au profit de celui de « dynamique urbaine » comme à Montpellier. Objectif : injecter le « virus » technopoles dans le tissu urbain pour le rendre à son tour intelligent et éviter le risque de dégénérescence des cellules expérimentales

isolées. Une évolution quasi inéluctable, comme l'attestent les difficultés de la pionnière, Sophia-Antipolis, confrontée en 1990 à de graves problèmes d'infrastructures liés à son propre succès. Parallèlement, telle des araignées, les technopoles étendent leur toile en se regroupant au niveau régional, comme dans le Sud-Est avec la route des Hautes Technologies, et en entamant leur France, aussi gloutonne de technopoles qu'elle soit, n'est pas seule dans son cas. Selon la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), on comptait en effet, en 1990 près de 180 parcs à travers l'Europe. S'appuyant sur le programme européen Sprint, consacré à l'innovation et au transfert de technologies, une action

pilote de coopération entre les sites de Bari (Italie), de Séville (Espagne) et de Montpellier a commencé dernièrement, donnant un . relief particulier à l'Europe des régions. Au fil des années, les technopoles sont donc devenues un moteur de développement économique pour les collectivités locales. Toutes les régions françaises sont aujourd'hui concernées. Si sa réalité économique et sa dynamique sont incontestables, le concept ne fait donc pas l'unanimité chez

les hommes de l'art. En tout état de cause, son application n'a pas réglé, comme par un coup de baquette magique, tous les problèmes de l'économie régionale...

Dossier préparé par Catherine Lévi

BIBLIOGRAPHIE

 Vingt technopoles, un premier bilan, DATAR, la Documentation française, 130 F, 214 pages, octobre 1990. Annuaire France Technopoles, Francom 1992

 Atlas international des technopoles, DATAR, Syros Alternatives, 390 F, 236 pages, quatrième trimestre 1991.

Géographie des technopoles, Georges Benko, Masson Géographie, 1991.

La fièvre des technopoles, Jacques de Certaines, Syros Alternatives, 1988.

Quelles sont leurs caractéristiques?

 Nées dans la mouvance de la célèbre Silicon Valley, avec Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) et les zones de Meylan, près de Grenoble (Isère) et de Nancy-Brabois (Meurthe-et-Moselle), les technopoles se sont multipliées sur le territoire, tout en diversifiant les modèles économiques et les formes institutionnelles. On en compte aujourd'hui une quarantaine dont dix fonctionnent à plein régime.

> Une technopole ne se décrète pas, elle se mé-

> > Henri Curien, ministre de la recherche et de l'espace.

Une technopole est toujours le fruit de la rencontre entre des industries de pointe souvent d'une même spécialité (biotechnologies, par exemple), des uni-versités, des laboratoires de recherche et des responsables locaux. Quelles que soient les combinaisons, le principe est toujours le même : favoriser le dialogue, l'échange et la mise en commun de moyens (travail en réseau), en réunissant sur le même site ces différents acteurs. Cela afin de créer « une fertilisation croisée» (selon l'expression de Pierre Laffitte, fondateur de Sophia-Antipolis), génératrice de croissance, d'innovation technologique et de création d'emplois.

Pour faire vivre le réseau, les régions mettent en place les infrastructures nécessaires : routes, télécommunications, et services généraux (hôtellerie, banque, tennis, etc.) De leur côté, les responsables de technopoles assurent le fonctionnement quotidien: promotion, recherche d'entreprisespanimation, montage de dossiers r l'innovation, etc. La technopole de Nancy-Brabois par exemple organise, pour l'animation, des petits déjeuners à thème, possède pléthore de services généraux, comme un club hippi-que, et dispose d'une structure spécialisée pour les créateurs d'entreprise... =

LEXIQUE

miques où travaillent des industries de pointe, des centres de recherche et des universités, qui se structurent entre eux de multiples facons selon le principe du travail en réseau. Chaque technopole française a ses propres caractéristiques (voir typologie).

PARC TECHNOLOGIQUE : la plupart du

Montpellier.
PÉPINIÈRES: ce sont des immeubles à

loyer modéré équipés de services notamment, où sont hébergées des entreprises en création. Exemple : le Centre européen d'entreprises et d'innovation de la technopole

TECHNOPOLES MULTIPOLAIRES : clics s'organisent autour de plusieurs pôles géographiques et thématiques comme Bordeaux Technopolis: Montesquieu (génie biologique et médical), Bordeaux Technowest (aéronautique et spatial), Bordeaux Unitee (matériaux nouveaux, électronique), Bor-

deaux (négoce, finances).
VILLES ET AGGLOMÉRATIONS TECHNOPOLES : la technopole est intégrée dans la ville, comme

ESPACE TECHNOPOLITAIN : il regroupe différentes technopoles à l'échelle régionale, comme la Cité scientifique lle-de-France sud, ou la route des Hautes Technologies, dans le Sud-Est, ou, à l'échelon international, l'axe Montpellier/

Quelle est leur utilité?

■ A priori tout le monde semble gagnant. Les entreprises bénéficient d'an environnement « high-tech » agréable et propice à leur développement, qui a fait le succès de Sophia-Antipolis. Elles peuvent mettre en place des partenariats technologiques avec l'université et la recherche. Par exemple, sur la techno-pole de Toulouse, Elf Biologie Sanoti a confié à une chercheuse de l'université un travail sur un sujet « pointu » sortant de ses compétences habituelles, la même chercheuse trouvant auprès de l'industriel les moyens matériels pour continuer ses propres travaux. Les conditions paraissent donc idéales pour débloquer le traditionnel cloisonnement du système français entre entreprises, recherche et

Manifestant leur volonté de ne pas être écartées des grands axes de la vie économique, les collectivités territoriales (villes, groupements de villes) trouvent aussi une configuration favorable à leur développement. Ainsi, les vieilles régions industrielles disposent d'un outil de reconversion et de changement d'image de marque comme Metz, Nancy ou Saint-Etienne. Dans un autre contexte, René Monory, président du conseil général de la Vienne, explique à propos du Futuroscope de Poitiers : «Nous n'avions aucune chance de rattraper les autres départements français, sauf à créer un choc psychologique qui nous différencierait des autres.

Les technopoles s'intègrent aussi dans une recherche d'aménagement du territoire équilibré et répondent donc aux préoccupations de la DATAR. Elles évitent notamment que le potentiel de recherche et d'innovation reste concentré dans les grands groupes et sur la région parisienne. Enfin, les emplois créés par les technopoles sont tout bénéfice pour l'Etat qui peut ainsi économiser ses deniers.

Dans les sept technopoles les plus avancées, hormis Paris-Sud, estime l'Ar-Nancy, Meylan, Rennes, Lyon, Toulouse et Montpellier), plus de 1 500 entreprises se sont installées, 35 000 emplois unt été implantés par création ou délocalisation, et près de 4 000 hectares réservés pour

Quelles sont leurs difficultés?

Si la recette est séduisante, la mayonnaise, elle, est difficile à prendre et peut finir parfois par mai tourner... L'investisse-mem de départ pour la région est toujours très élevé : d'après les experts, de 100 millions à 1 milliard de francs sur dix ans. Les projets démarrent toujours lentement, et parfois piétinent. Saint-Etienne, par exem-ple, a bien du mal à structurer un projet de développement cohérent. Et il faut plusieurs années avant de mesurer les retom-

Par ailleurs, il ne suffit pas de créer une technopole pour régler les vieux antagonismes entre acteurs. Les démêlés Étatrégions se sont focalisés sur les technopoles. A telle enseigne que la DATAR, pourtant concernée au premier chef, est restée de longues années absente de la scène. A Toulouse, par exemple, les critiques ont susé : Etat et pouvoir régalien d'un côté, manque d'intérêt pour les questions économiques de la part des élus de l'autre. L'histoire des technopoles est aussi jalonnée de querelles entre projets rivaux au sein d'une même région comme dans le Sud-Est entre Marseille et Aix-en-Provence. La région parisienne s'étant ellemême structurée «en technopole géante», elle maintient toujours son avance...

Mêmes numees à apporter au tableau côté industriels. En 1990, le bilan de la Datar rapportait que sur la ZIRST (Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques) de Meylan (Isère), régnait un climat de concurrence aigue, la protection de la confidentialité des résultats devenant un problème majeur au sein des PME innovatrices.

Des technopoles peuvent également être victimes de leurs succès, comme Sophia-Antipolis, où le développement des équipements collectifs et des infrastructures a pris du retard sur la croissance du parc, avec les risques d'asphyxie qui en

Enfin, les difficultés économiques aidant, de nombreuses municipalités n'out pas hésité à rebaptiser abusivement de les zones industrielles du labei de technopoles pour attirer des entreprises et donc créer des emplois. Cette concurrence - jugée malbonnète et nuisible - a incité les « vraies » à se regrouper au sein d'une association France technopoles qui a

Quel impact économique?

Il n'est pas facile de mesurer l'impact économique réel des technopoles. Sur ce point, partisans et adversaires de la formule se renvoient dos à dos. Grand sujet de discorde : la création d'emplois sur les sites. Celle-ci tient-elle, par exemple, à la présence de grandes entreprises ayant délocalisé une partie de leurs activités ou à leur propre dynamique? C'est le problème posé par Meylan (Isère), où un tiers des emplois à été crée par deux entreprises : Merlin Gerin et le Centre national d'études des

> " Dans les technopoles, on innove au niveau des technologies, mais aussi des pratiques économiques et relationnelles entre acteurs de culture différente et souvent... concurrents??

Philippe Loesch, développement technopoles.

Autre question : peut-on dire qu'une nopole n'est pas créatrice d'emplois si elle enregistre au cours d'une année des flux de sortie supérieurs aux flux d'entrée? C'est le cas de Rennes qui annonçait, fin 1989, 920 emplois créés et 1 280 transférés.

La querelle concerne également leur impact régional. Les uns arguent qu'elles créent une dynamique régionale et les autres, a contrario, qu'elles instaurent une région à deux vitesses, avec, d'un côté, des pôles sur-équipés et, de l'autre, des

Un choix, jugent-ils, d'autant moins justifié que le développement des nouvelles es de l'information, vala l'enco tre de telles concentrations. D'autres s'opposent même au concept de « ségrégation high-tech », estimant qu'on est en train de recréer les régions de mono-industries d'hier. Un aménagement du territoire

TECHNOPOLE : zone d'activités écono-

temps sous-ensemble d'une technopole, il est composé d'en-treprises à vocation « haute technologie », mais ne possède ni laboratoires de recherche ni universités. Par exemple, le parc de la Vatine à Rouen réunit une soixan-taine d'industriels spécialisés en biotechnologie végétale, informa-

tique, électronique, etc.
PARC SCIENTIFIQUE : il intègre des entreprises de pointe et des labo-ratoires de recherche, mais ne comprend pas d'universités. C'est le cas d'Agropolis, l'un des pares scientifiques de la technopole de

Les réseaux français Caen St-QuentinA 1.fass/ CITÉ SCIENTIFICALE ILE-DE-PRANCE-SUD Le Mans Criéans ngars Tours Poitiers La Rochelle L'HOMME, LA MER, L'EAU ZIRST DE SKEYLAN MONTPELLIER LR-TECHNOPOLI • Technocossien resea Course ATLAS virenesseral des technopoles DATAR

En dehors de celles indiquées sur la carte, la France compte trente-quatre technopoles d'importance (existantes ou encore en projet) : a Villeneuve-d'Ascq Technopole », à Lille, «Zone de haute technologie de Mou-lin-Leblanc », à Charleville-Mézières, « Université technologique de Compiègne », à Compiègne, « Parc technologique de la Vatine», à Rouen, « Technopole de Caen-Normandie », à Caen, « Cité Descartes », à Mame-la-Vallée, « Brest Iroise », à Brest, « Pôle d'innovation de Quimper-Atlantique », à Quimper, « Rennes Atalante », à Rennes, « Parc d'innovation de Bretagne-Sud », à Vannes, « Atlanpole », à Nantes, « Angers Technopole », à Angers, « Le Mans Technopolis », au Mans, « Orléans Innov'espace », à Orléans, « Porte

océane », à Niort, « Bordeaux Technopolis », à Bordeaux, « Hélioparc Pau-Pyrénées », à Pau, « Agropole », à Agen, « Toulouse Technopole Labège », à Toulouse, « Parc d'activités scientifiques et techniques Georges-Besse », à Nîmes, « Agroparc s, à Avignon, « Aix Europole », à Aix-en-Provence, « Technopole de Château-Gombert », à Marseille, a Toulon Var Technopole », à Toulon, « Micropolis », à Gap, « Saint-Etienne Technopolis », à Saint-Etienne, « Savoie Technolac », à Chambéry, «Lyon Technopolys», à Lyon, « Technoparc du pays de Gex.», à Gex. « Bourgogne 2000 », au Creusot, Magny-Cours », à Nevers, « Nancy-Brabois Innovation », à Nancy, « Parc d'innovation d'Illkirch », à Strasbourg, « Metz 2000 », à Metz.

TYPOLOGIE

Bâties sur le même principe de base (réseau), les technopoles françaises prennent néanmoins des formes très diverses. Voici quelques exemples représentatifs de

- Sophia-Antipolis, la pionnière, Inqugurée en 1969, avec l'objectif de réconcilier croissance économique et qualité de la vie, elle se présente sous forme d'un parc de 2 300 hectares, entouré d'une très large ceinture verte. Conçue sur le principe du site unique, en dehors de l'agglomération de Nice, elle compte plus de 800 entreprises et organismes s'intéressant en particulier aux domaines suivants : informatique, électronique, télécommunications,

santé et énergie.
- Paris-Sud, la gésuite. Rassemblant à elle seule 43 % du potentiel recherche-développement français elle abrite des grandes écoles prestigieuses (HEC, Supélex, Polytechnique, ENSIAA, etc.), et relie un réseau de technopoles et de sites, en particulier les agglomérations d'Evry, Massy, Saint-Quentin et Melun-Sénart. Points forts: informatique, électronique, biotechnologies, énergie, automobile, aéronauti-que, mécanique et instrumentation de pré-

- Grenoble, la mutante. La Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques de Meylan est formée, côté entreprises, de PME de l'informatique et de l'électronique. Elle est l'un des maillons d'un tétrapole en cours de constitution. destine à entraîner un développement économique plus global de Grenoble et de

- Montpellier, l'exhanstive. Cinq pôles d'activité (agro-alimentaire, médical, informatique, télécommunications, tourismeloisirs), 6 universités, 12 grandes écoles, 450 entreprises et 25 centres de recherche sont répartis dans différents parcs qui font vivre toute l'agglomération au rythme

«technopolitain».

- La Rochelle, la maritime. L'eau, l'agro-alimentaire, la francophonie, tels sont les trois piliers de cette technopole qui baigne dans l'informatique.

- Poitiers, l'originale. Le Futuroscope ne revendique pas le titre de technopole. Pourtant, il en possède tous les ingrédients : un parc de loisirs scientifiques, une aire de formation consacrée aux technologies audiovisuelles, une zone d'activité et de puissants moyens de communication.

du toujours plus

14-20-5

July 20 30 1 4

on water our

ALL THE STATE OF

\$ 1 m m 10 20 00 great was an

CHRONIQUE e par Paul Fabra

Les milieux financiers et l'immobilier

financier qui est, directement ou indirec-/ tement, touché par la déflation qui frappe de plein fouet l'immobilier. Redoutant un effondrement du marché, les banques s'efforcent par tous les moyens de le soutenir. Ce faisant, elles risquent, au détriment de l'économie tout entière, de pousser à son paroxysme une crise qui est largement la conséquence de leur action passée. Sans les crédits qu'elles ont, sans compter, octroyés aux promoteurs et acheteurs de 1986 à 1990 (comme naguère aux emprunteurs latino-américains...), jamais la spéculation à la hausse n'aurait pu se développer comme elle l'a fait durant cette période.

La France n'est pas seule dans ce cas. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves, la situation est au moins aussi grave. Mais l'économie mixte qui caractérise notre pays a ses règles particulières de silence. Les responsabilités étant partagées entre le public et le privé, les compères choisissent de se taire aussi longtemps que cela est possible. Le défaut de transparence sera payé par le public. Un éminent (et jeune) banquier de la place a fini, toutefois, par manger le morceau. Font froid dans le dos les chiffres que vient de citer André Lévy-Lang, président de Paribas. Les engagements dans l'immobilier des banques (privées et nationalisées) ainsi que des organismes publics et para-publics avoisineraient les 500 milliards de francs, soit 150 à 200 milliards de plus que les estimations datant de septem-

A Stockholm, les plus grandes banques et compagnies d'assurances sont virtuellement en faillite après avoir, pendant la dernière décennie, participé frénétiquement à un boom boursier et immobilier sans précédent dans le calme royaume. Le très libéral et très conservateur gouvernement de Carl Bildt se voit contraint de procéder à leur nationalisation de fait pour éviter le pire. Le taux du marché monétaire reste désespérément accroché à 40 %, bien que la couronne ne soit plus directement menacée. A Paris, le taux au jour le iour est encore de 15 % La crise récente des monnaies n'auraitelle pas révélé un mai plus profond? La déflation immobilière n'en

serait-elle pas la manifestation la plus immédistement dangereuse?

Le plus préoccupant dans la progression de l'en-cours bancaire, c'est l'ampleur du phénomène de rétention qu'elle implique. Etant donné l'arrêt brutal des nouvelles opérations, l'augmentation ne peut avoir qu'une cause : les multiples stratégies défensives des établissements prêteurs ou « porteurs » visant toutes à empêcher l'épreuve de la mise en vente d'un parc immobilier pléthorique (pour les bureaux notamment). Les méthodes peuvent être différentes. Elles aboutissent au même résultat.

Ou bien la banque a récupéré, dans le patrimoine du débiteur défaillant, le gage qu'elle y détenait, mais elle le garde en stock, en attendant des jours meilleurs. Dans ce cas, l'établissement financier, de prêteur s'est mué en actionnaire. Le hic est qu'il s'agit d'un actionnaire avec très peu de fonds propres. La difficulté est aggravée par les exigences d'une convention internationale en cours d'application par les établissements financiers. Obligation leur est faite d'augmenter la proportion de leur capital par rapport au total de leurs actifs (cratio Cooke »). En s'arc-boutant sur leur patrimoine immobilier, les banques diminuent d'autant leur capacité à étendre leurs affaires, par exemple en prétant aux PME.

Ou bien, et c'est probablement le cas le plus fréquent, la banque créancière s'est résignée à porter à bout de bras tel promoteur, telle société immobilière endettée auprès d'elle jusqu'au cou. Là encore, il s'agit d'éviter une augmentation de l'offre d'immeubles sur un marché déjà déprimé. Pour écarter cette terrible éventualité, l'établissement prêteur est disposé à accorder des délais, non seulement pour le remboursement du principal - « restructuration » de la dette, - mais aussi pour le versement des intérêts. Non acquittés à la date à laquelle ils auraient du l'être, ceux-ci s'ajoutent au capital.

D'où l'accroissement de l'en-cours. Dans les deux hypothèses, l'établissement prêteur s'est substitué à son débiteur. Cela lui coûte cher. Pour financer l'opération de « portage» (pour une fois, le jargon de la profession dit bien ce qu'il veut dire), les établissements financiers empruntent eux-mêmes au taux de 10 %, plus depuis deux semaines. La ponction du moment où il se généralise, le résultat ne faite ainsi sur les ressources existantes est en peut être pour tous que désastreux.

('EST l'ensemble du système monétaro- soi un facteur permanent de tension sur le marché monétaire (qu'on devrait appeler « marché des créances à court et moyen terme »). C'est ici que l'on voit la déflation hourrir la déflation au risque de provoquer une rupture.

En immobilisant des fonds afin de soutenir leur clientèle privilégiée - celle qui était à la pointe de la spéculation - les banques assèchent le marché des capitaux. Voudraient-elles prêter aux innombrables entreprises viables mais aujourd'hui menaçées par la récession qu'elles ne le pourraient pas : leur ratio engagements/capital serait dépassé. Le prétexte est tout trouvé pour refuser de prendre de nouveaux risques. Mais ce respect des règles prudentielles est plus formel que réel. Ses conséquences sont contraires au but recherché. Pour tout dire, cette sagesse est illusoire et anti-éco-

Faire crédit aux entreprises industrielles et commerciales, fondamentalement saines, dont il vient d'être question serait beaucoup moins risqué que de s'enferrer dans l'immobilier pourri. Celui-ci est surgi de terre quand on préparait fébrilament, dans l'attente du grand marché intérieur européen de la radieuse année 1993, le Grand Paris, le Grand Londres, le Grand Stockholm des affaires. On ne se remettra sans doute pas de sitôt de cette factice euphorie.

Il est une autre implication de l'action des banques dont il convient de tenir compte pour mesurer la gravité de la situation créée par leurs tentatives, probablement vaines, d'éloigner d'elles les retombées

de leur course aveugle aux profits les plus faciles pendant les années de la reprise. A la fin de la dernière décennie, les banques en étaient arrivées à prêter aux promoteurs 90 % de leurs besoins de financement (voir chronique « Déflation et capital », le Monde du 15 septembre). Les commissions et les taux étaient calculés au vu d'études de rentabilité fondées sur l'hypothèse explicite que les prix de vente, pendant les dix-huit à vingt-quatre mois précèdant l'achèvement des travaux, auraient monté de 30 % à 40 %. C'est, grosso modo, le pourcentage de baisse enregistré à l'occasion des rares transactions qui ont encore lieu

depuis la fin de 1990. L'effet naturel de la stratégie défensive suivie le plus généralement (avec de courageuses exceptions) est d'accentuer le caractère non liquide du marché. Pas moyen d'échapper à l'inexorable logique des crises de déflation (contraction brusque du crédit suivi per une chute des prix) nées des excès en sens contraire perpétrés pendant la période antérieure : pour que la machine reparte, il faut remettre en mouvement

MICOLAS GUILBERT

les liquidités prises au piège. R le gel des actifs immobiliers dans les actifs bancaires débouche sur ce paradoxe : il existe d'un côté un vaste parc de bureaux et d'appartements sous-utilisés et de l'autre une demande solvable insatisfaite. Les termes de la solution ne sont pas difficiles à définir. Pour débloquer la situation, il faut que les vendeurs potentiels acceptent de vendre aux nouvelles conditions du marché. C'est seulement à cette condition qu'on pourrait obtenir une saine détente des taux d'intérêt.

Cette solution «logique» n'a, aux yeux des professionnels, qu'un inconvénient : elle risque fort d'entraîner pour les propriétaires subrogés d'insupportables pertes. Leurs craintes sont cer-tainement justifiées. Mais on voit aussi à quelle impasse elles les mènent, et, à leur suite, l'économie tout entière. Voilà pourquoi, il est sans doute temps que les autorités responsables se préoccupent sérieusement du problème. Certains professionnels préconisent une réévaluation des bilans. La demière remonte à l'année 1976. Les plus-values latentes qu'une telle opération dégageraient sur une période aussi longue pourraient permettre d'éponger des moinsvalues plus récentes. Cette méthode est-elle vraiment appropriée? Sans doute vaut-elle d'être mise à l'étude.

A trop tarder, le gouvernement risque d'être acculé à une solution à la japonaise (ou à ses avatars scandinaves) : la prise en charge par l'Etat d'une partie des créances irrécouvrables accumulées par le système bancaire. En clair, cela consiste à faire supporter par le contribuable l'aventureuse gestion des banques. Une seule chose est certaine : le réflexe d'abstention que la crise inspire aux banquiers et aux compagnies d'assurances peut se justifier à l'écheffe de chaque établissement pris en particulier ; à partir

Dans les coulisses des banques

Yves Grafmeyer regarde vivre une population des guichets aux centres administratifs. Une description précise d'un milieu spécifique touché à son tour par l'évolution technique

LES GENS DE LA BANQUE d'Yves Grafmeyer. PUF. coll. « Sociologies », 284 p., 188 F.

ANS le sillage des classi-ques de Michel Crozier (le Phénomène bureaucratique et le Monde des employés de bureau), dont les recherches remontent (déjà!) à une trentaine d'années, Yves Grafmeyer s'intéresse aux « gens de la banque ». Son poste d'observation : la Société lyonnaise de banque, membre du groupe CIC, première banque régionale avec un réseau d'environ 300 agences réparties sur le quart sud-est de la France. De nombreux entretiens ont permis à l'auteur de construire un questionnaire très pointu « destiné repérer comment s'organisent dans le milieu étudié les rapports entre les origines (sociales et géographiques), les cursus scolaires, les carrières et les représentations associées à la banque et à ses métiers ».

Un travail de fourmi comme les aiment les sociologues de terrain. L'auteur ne cherche pas à faire briller des idées générales à partir de la masse de documentation qu'il a recueillie, mais à rester au plus près des données quantitatives et mualitatives retenues. C'est sûrement moins séduisant pour le lecteur pressé mais plus sérieux.

CURSUS . On reste d'abord à l'extérieur de l'entreprise, le chercheur s'employant à analyser les positions sociales des parents, les alliances, les lieux de résidence du personnel. Puis il repère comment s'opèrent l'entrée dans la banque et les étapes du cursus. « Massivement, les employés sont des jeunes des deux sexes... Les gradés sont en majorité des femmes et les cadres sont surtout des hommes.

Comment se traduisent les mutations du secteur bancaire sur le collectif de travail? Les années 70-80 marquent un tournant décisif : c'est à ce moment-là seulement que se manifestent les effets de la crise rencontrée six ans plus tôt par la plupart des autres activités économiques, car le pouvoir d'achat des ménages continue de croître, et - ce qu'on appelle d'un affreux néologisme - leur « banca-

risation » se poursuit.
C'est à l'heure même où l'aggravation des risques industriels finit par se répercuter dans la sphère financière que l'apparition de nouvelles technologies oblige les banques à opérer des choix décisifs en matière d'investissements. An milieu des années 80, les banques effectuent environ 18 % des dépenses de la France en informatique, alors qu'elles ne représentent que 3 % de son PIB. La modification des taches doit se faire rapidement avec les tensions que l'on sait, auxquelles s'ajoutent plus tard celles qui précèdent la diversification des activités bancaires, le développement des fonctions d'accueil et de conseil à la

Le travail en agence, « modèle réduit de l'entreprise », manifeste bien la distinction entre commerce et administration, le guichet et l'arrière-guichet, ce dernier tendant à s'étoffer par rapport à la a vitrine ». Bien sûr, l'agence est insérée dans un réseau d'unités connectées à un centre. Notation intéressante : la déconcentration de l'équipement informatique peut se traduire aussi bien par une réelle décentralisation des procédures et des décisions que par un renforcement du poids de l'ordinateur central et de ceux qui en assurent le contrôle.

Les images de la profession sont un peu brouillées du fait de la diversité des métiers exercés. Aux questions posées sur les inconvénients et les avantages du travail, les intéresses appurent beaucoup plus sur les avantages : sécurité de l'emploi, possibilité de faire carrière (la formation professionnelle interne très poussée remédiant souvent au has niveau des diplômes à l'entrée), les rémunérations et les avantages spécieux. l'intérêt du travail, les contacts

inconvénients, un fort contingent n'a pas répondu (40 %) et de faibles pourcentages notent « le travail peu intéressant » (16 %), les rigidités bureaucratiques (13 %), les conditions de travail (8 %).

Qu'est-ce qui change dans la carrière? D'abord une incitation plus forte à la mobilité : « Il s'agit à la fois d'assurer les reconversions imposées par les changements technologiques, de réduire les cloisonnements et d'améliorer la quolification des personnes, » Ces pouvelles contraintes affectent les salariés de façon très inégate seloc leur origine géographique, mais « rester dans la localité, c'est pratiquement renoncer à faire une carrière dans la banque».

SORTIS DU RANG . Sur le chepitre des titres, des grades, des postes, on perd un peu pied tellement la spécificité bancaire s'affiche ici avec le nombre de ses cadres « sortis du rang », plus important qu'ailleurs, les mélanges de classifications à l'ancienneté et au mérite, les rotations entre les commerçants et les administratifs, etc. Des vues intéressantes dans les réponses à la question : « Que! moyen vous paraît le meilleur pou: obtenir de l'avancement?» Les uns parlent de « performances », les autres de « conscience professionnelle », de l'importance des diplômes. Mais un fondé de pouvoir ne discerne pas vraiment de profil de carrière, e Dans l'industrie, dit-il, on avance souvent sur un seul rail, alors aue nous sommes une gare de triage.»

Un ouvrage fouille où il manque pourtant deux choses essertielles à nos yeux : le chiffrage des salaires, des primes et huffes avantages, et les l'apports du gersonnel avec les syndicats. Les « gens de le banque » n'ont-ils jamais entendu parler de la défense professionnelle? Sans doute n'existe-t-il nes d'Arlette Laguiller dans chaque agence, mais enfin...

Pierre Drouin

NOTES DE LECTURE

CENT MILLIONS DE FRANÇAIS CONTRE LE CHÔMAGE de Robert Fossaert et Michel-Louis Levy Stock, 150 pages, 85 F.

Un petit livre qui se lit d'ane traite. Un grand sujet qui nourrira les passions. Les auteurs n'ont pas froid aux yeux. Le chômage est la plaie vive de la France et les remèdes échouent. Pourquoi ne pas encourager l'immigration afin de parvenir à doubler notre population en quatre-vingts ans, l'espérance d'une vie humaine? Provocation? Pas du tout, L'ouvrage est fortement argumenté. La France doit combattre son déficit de natalité, elle a besoin de plus de consommateurs, il lui faut revivifier ses régions trops vides d'hommes, ce qui permettra de relancer la croissance et d'offrir

de nouveaux emplois. Il ne s'agirait pas d'ouvrir les frontières « à tout va », mais de régier les apports nouveaux en quantité (croissance de la popula-tion de 0.9 % par an au lieu de 0,5 % actuellement) et en qualité. Les étrangers ne venant pas des pays du Marché commun devraient, autant que possible, être choisis dans les pays de départ (multiplication des consultats), et les immigrés clandestins refoulés, au mieux en accord avec les gouvernements dont ils dépendent, aux termes de traités de

coopération multipliés. Cette médecine (« Les immigres, une chance pour la France». avait déjà dit Bernard Stasi) n'est pas exclusive d'autres remèdes contre le chômage : création d'un service civique national, diminution des charges sociales des entreprises par la fiscalisation, en une vingtaine d'années, des cotisations maladie et famille, partage du travail.

Une courageuse prise de position qui n'ignore pas les obstacles

psychologiques, mais qui, sur cer-tains points, paraît délibérément optimiste. Le pouvoir d'achat des nouveaux venus sera-t-il de nature à stimuler la croissance? Leur formation sera le plus souvent à la charge du pays d'accueil Mais en ces temps de morosité, un souffle de générosité, voire

P. D. UN VIEUX BARRU DANS LA CHAUDIÈRE de Charles Dusnasio. Ed. La Digitale. Baye (29300 Quimperlé), 122 pages, 85 F.

d'utopie, fait du bien.

Dix livres savants sur la condition ouvrière en apprendront moins peut-être que ce bouquin d'un peu plus de cent pages dû à la plume d'un ancien salarié « de base » d'une industrie nantaise d'appareils de chauffage, mais qui a une longue expérience militante (dans les mouvements se, dans le syndicalisme CGT des métaux). L'onvrage est percutant, drôle, bourré d'infor-mations et de scènes vécues, voire de citations de grands auteurs.

Qu'est-ce qui fait marcher ce qu'il appelle « le bastringue productify? La, c'est encore le bon vieux taylorisme avec ses cadences, sa hiérarchie tatillone, mais aussi ses pannes et ses incidents multiples réduits par le système D des travailleurs. L'attitude des ouvriers vis-à-vis de l'usine? On va « au chagrin » quand on va au travail, mais on aime ces machines, l'ambiance et cette « affectivité sociale » irremplaçable. Les rapports avec la direction? Il faut aller vers la gestion participative.

Charles Dusnasio aime citer cette phrase de Marx qu'il lisait dans la Critique de l'économie politique dont, nous dit-il, il masquait la couverture à l'atelier par

le traité de galvanoplastie de chez Dunod : « Les matériaux de l'économie sont faits de l'active et agissante vie des hommes. »

Company of

L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE DEPUIS 1945 de Véronique Riches. La Découverte, Coll. « Repères », 123 pages, 45 F.

Le « déclin britannique » est un thème qu'on aborde volontiers en France (avec le reste de rosserie qui anime encore les relations entre deux ex-puissances). Mais c'est trop souvent sur des données imprécises, datées, voir carrément

erronées. La lecture de cet ouvrage concis et pertinent comble les lacunes et permet de comprendre, par exemple, les vicissitudes de la livre sterling. Depuis un demi-siècle, la gestion du change a été pour la Grande-Bretagne «un véritable casse-tête». Réagissant au coup par coup, en abusant de l'arme des taux d'intérêt, les autorités monétaires ont contribué à accentuer le comportement cyclique des consommateurs et, au bout du compte, à déprimer l'in-

vestissement productif national. Que penser de l'expérience des années Thatcher? Les contradictions de cette période sont ici exposées avec clarté : si les Britanniques ont en quelques années rattrapé le niveau de consommation des autres grands pays européens, ils se sont retrouvés au bout du compte piégés par des taux d'intérêt particulièremen: élevés. Les carences du système éducatif, l'amenuisement de la base productive, le creusement des écarts socianx et régionaux laissent au début des années 90 une Grande-Bretagne structurellement affaiblie.

and the second second . با زارامیود

And the second per property

Comment of the second Part Brack Artifact Servery and Constitution of Servery

Service Service

Aller Sales Sales والمرود الهضيونية كأوبع متعلي A CONTRACTOR OF STREET केतेन्द्रिके स्मृतिक । अन्य । aliandage of the action e in the state of

Part Carry

1 181 8 6 8

7 7 76

rut e Tra

1 104 224

* CALL

4. 12. 12. 13. 15. 7

Table 64

 $1.4 \times g_{\rm b}$

2 . 215

17 17 1 May

(CA TENT

. . . ಬ್ಲ್ ಕ್ಷ್ಮಾಕ್ಷ್ಮ

5.5 5.63 (a)

Santhy Stage 1

40.72

こうしん ゴギ

171 - 61(17.

******* 33E1

的现在发生

计正式装置:

- (200 - 15) (27)

1.00

. 54

1-1: 2

17.50

- - -

-..r 🕬

1.18 27 27

280

** . * . * . * **** **

COURRIER

mike de la Lem

. 3/ 📆

JE 36 WELL

9 3 5 G

.. ura <u>ur</u>

್ರಾಗ್ರಹ್ಮ

10 4 P. 100

The second second

NET WATER BUTTON ·阿克斯斯 (1997) g gardifikar riku iya ate the state haranan arda sera BOND WELLEY · 通知 14年本 1 5 年末 4-والمراجع والمراجع والمراجع والمحاجم والم والمحاجم والمحاجم والمحاجم والمحاجم والمحاجم والمحاجم والمحاج والمهافي بإرازية فالناعيه ستهاي راوان بها المستحركية

Garage and the same of the The same of the same and the second and the second gaggie man i je ven i 横旋 美力组织的现代 Carried Services

المراجع المساولة والمعاولة والمعاولة Marine - - -Mark Control The second of the

William 20 Language المنا حالتها خارهي يعتبين ليناؤ

AND THE PERSON 14 mg/s # 1 granical and the المان المانية والمنظورة والمنظ State State .

But for the second $\varepsilon_{+}(A_{BB}+\omega_{0})^{2}C_{B}^{2}+\frac{2}{3}\omega_{0}+2\delta_{0}=0$ Maria de la companio A. 1985年1月1日

Bright Comment James James Bridge Contra and the second s Frant Little The Acres 10 mars

des contraintes, Points-Seuil, 1991.

Comment éviter les turbulences monétaires

Sauver le SME

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

E SME n'est plus viable dans sa forme actuelle. La spéculation a forcé la livre sterling et la lire à sortir du SME, l'Espagne a dévalué la pesata avant de rétablir un contrôle des changes, mesure également appliquée au Portugal et en Irlande. Si les attaques contre le franc ont échoué, ce n'est sans doute que partie remise. Contrairement à ce qui a été affirmé, il n'y a pas de partage des tâches entre la Bundesbank et ses partenaires. Certes, les banques centrales des pays à monnaie forte interviennent pour soutenir les monnaies attaquées, mais elles s'empressent ensuite de demander le remboursement de leurs créances, soit directement, soit par l'intermédiaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). La charge de la stabilité monétaire pèse donc exclusivement sur les

pays dont les monnaies sont attaquées. Il conviendrait, au contraire, de considérer que les pays excédentaires sont au moins aussi respon-sables des déséquilibres que les pays déficitaires, et que ces demiers n'ont donc pas à rembourser aux pays excédentaires les réserves que ceux-ci accumulent. Pour ce faire, il suffirait de décider que les banques centrales des pays membres détiennent désormais leurs actifs non plus quasi exclusivement en dollars, mais principalement en écus ou en monnaies des pays de la Communauté. Après tout, n'est-ce pas le mécanisme qui a joué en faveur des

Etats-Unis? L'argument selon lequel le gonflement des réserves de la Bundesbank en devises européennes ne serait pas acceptable en raison de son impact expansionniste ne tient pas. La Bundesbank pourrait, en effet, stériliser les liquidités créées à la suite d'achats de devises en réduisant d'autres formes de création monétaire comme elle l'a souvent fait dans le passé. L'impact déflationniste recherché par les autorités monétaires serait alors limité à la seule Allemagne, alors qu'actuellement celle-ci fait sup-porter le poids de sa politique désinflationniate à ses pertenaires. Rien n'interdirait, per ailleurs, à une banque centrale «victime» d'entrées de capitaux

excessives de prendre des mesures à l'encontre de ces entrées. Cala dit, en règle générale, il est souhaitable qu'une plus grande rigueur dans un pays déficitaire soit compensée par une relance dans le pays excédentaire. Faut-il rappeler que, dans le système de l'étalon-or, si les sorties d'or qui affectaient un pays déficitaire réduisaient sa masse monétaire et donc sa croissance, en revanche, un excédent extérieur provoqualt l'appréciation de la monnaie et une relance de l'économie excédentaire. Il rendait ainsi. plus difficile les exportations et favorisait les importations et, plus généralement, la satisfaction du marché intérieur. Actuellement, les pays excédentaires contrecarrent le plus souvent ces méca-nismes. Ils surenchérissent sur les politiques d'eustérité de leurs partenaires et renforcent les tendancas mondiales déflationnistes. Tel qu'il fonctionne actuellement, le SME est donc plus déflation-

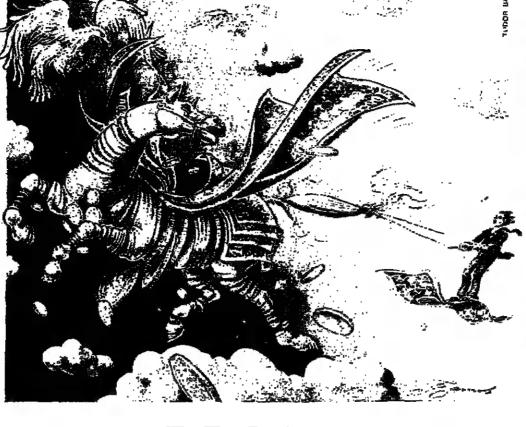
niste même que l'étalon-or.

Plus grande symétrie En 1987-1988, M. Balladur, alors ministra de l'économie et des finances, avait plaidé auprès de ses collègues européens en faveur d'une telle « européanisation » des réserves de change des banques centrales. Il n'a pas été entendu, faute d'avoir une position de rechange. L'objection généralement faite à une telle proposition est qu'elle consisterait à obliger les pays à monnale forte à financer indéfiniment les déficits de leurs partenaires. C'est pourquoi cette réforme devrait être assortie d'une deuxième règle, selon laquelle, au-delà d'un certain seuil d'accumulation de réserves de change, les pays excédentaires seraient astreints à réévaluer leur monnaie, la perte de réserves de change contraignant déjà les pays déficitaires à dévaluer la leur. Cette seconde règle permettrait de tirer les conséquences de la crise monétaire, laquelle a rappelé, qu'il n'est pes possible de main-tenir durablement un taux de change contre nature. Or il était clair que la lire et la livre étaient suréva-

luées par rapport aux performances économiques de l'Italie et du Royaume-Uni. Il paraît d'autant plus justifié d'établir une plus grande symétrie au sein du SME que l'Allemagne est largement bénéficiaire de ce système sans lequel l'appréciation de sa monnaie aurait été et seran beaucoup plus forte. La seule alternative à cette réforme consisterait à faire participer le franc à une zone mark élargie. Cette perspective, actuellement envisagée, pourrait être amorcée par un nouveau statut de la Banque de France qui assurerait son indépendance et renforcerait par la même sa

crédibilité, et par un resserrement des marges de fluctuation à 1 % seulement entre le franc et le Cette fuite en avant ne serait pas sans risques graves pour notre économie. La France s'épuiserait à suivre la politique de la Bundesbank qui nous condamnerait à la déflation en raison de taux d'intérêt excessivement élevés - absolument pas adaptés à notre situation, - et parce que la surévaluation du franc compromettrait notre compétitivité alors que notre équilibre extérieur est déjà très fragile. Une telle évolution pourrait conduire à terme à un éclatement de l'Union monétaire, d'abord parce qu'on voit mal comment les pays faibles qui ne bénéficieraient plus du soutien de leurs partenaires pourraient un jour regagner le «noyau dur», d'autre part parce que, salon toute vraisemblance, les auto-rités françaises ne pourralent pas imposer durable-

ment de tels sacrificas à leur peuple. (*) Economiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales. Dernier ouvrage publié : la Politique économique ou la maîtrise



La crise qui a ébraulé le système monétaire européen an cours des dernières semaines n'est pas définitivement enrayée. Tot ou tard les atta-ques de la spéculation reprendront, et le franc, qui sent a réussi à résister à la tourmente, risque

d'en faire à nouveau les frais. Pour résondre le problème, estime André Grjebine, il faut créer un réel partage des taches entre les différents Etats européens et ne pas laisser les pays dont la devise est attaquée défendre seuls la stabilité monétaire. Afin de contraindre les pays à mounaie forte à prendre réellement leur part du fardeau, il suffit d'obliger toutes les banques centrales à détenir leurs àctifs non en döllars mais en devises euro-péennes, et d'astreindre les pays excédentaires à réévaluer leur monnaie au-delà d'un certain seuil

The second services

d'accumulation de réserves de change. S'agissant du franc, les attaques récentes n'étaient pas justifiées par la situation économique actuelle de l'Hexagone, soulignent Gilles Saint-Paul et Carlos Winograd, mais par l'anticipation d'un changement de politique. La crédibilité de la deries fernesses en fet cert de la desire fernesse en fet de la desire fet de la d bilité de la devise française repose en fait sur la pérennité de ses liens avec le mark, et tout relachement, réel ou supposé, de ces liens décienche aussitöt des attaques. Pour renforcer réellement le franc, la France devrait accroître l'indépendance de sa banque ceutrale et fixer, par loi, un plafond pour le déficit public, de façon à rassurer définitivement les milieux

LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA SANTÉ FINANCIÈRE DE VOTRE PROCHAIN PROSPECT, PARTENAIRE OU EMPLOYEUR.



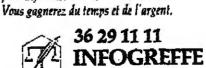
Une visite commerciale coule cher. Alors il faut bien la préparer, bien savoir qui est votre prospect, quelle est sa taille, sa surface

financière, son dynamisme, ses dirigeants. Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire

- sur les entreprises: extraits du Registre du Commerce et des Sociétés, nom du gérant, du PDG, des membres du Conseil
- d'Administration. bilans et comptes annuels (SA et SARL). · chiffres-cles (chiffre d'affaires, résultat net),

· Renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Vous pouvez aussi commander les extraits Kbis,

les copies de bilans, les états de privilèges, les engagements en crédit-bail, les recevoir sans vous déranger et les payer par Carte Bancaire. Que votre prochain rendez-vous soit avec un prospect, un éventuel partenaire ou un futur employeur, préparez-le bien en consultant le 36.29.11.11 pour déjà découvrir votre interloculeur.



La source de l'Information

sur les Entreprises GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE I, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04

Tél.: (1) 43.29.06.75

Sauver le franc

par GILLES SAINT-PAUL et CARLOS WINOGRAD (*)

ans ber se

es marchés de devises ont connu au cours des semaines dernières des attaques spéculatives contre les monnaies «faibles » du SME : livre, lire et peseta. Le franc français a été également l'objet de pressions qui ont rendu nécessaire une intervention massive de la Banque de France et de la Bundesbank. On peut s'interroger sur l'origine de ces pressions. Elles sont généralement dues à une reconnaissance par les marchés d'une situation peu saine devant conduire à une perte de réserves et un abandon inévitable des parités : mauvaise compétitivité due à des différentiels d'inflation persistants, déficits budgétaires répétés conduisant à un excès de création monétaire, etc. Cependant, contrairement à l'Italie - qui souffre d'un problème budgétaire endémique – et à la Grande-Bretagne – qui est entrée dans le SME avec une compétitivité faible, – la France jouit d'une situation fondamentalement saine. Le différentiel d'inflation avec l'Allemagne a été éliminé : le taux allemand est aujourd'hui supérieur au taux français. La désinflation s'est traduite par une nette amélioration de la balance des paie-

ments depuis 1989. La situation des finances publiques est également favorable puisque le déficit public est estime à 2,3 % du PIB. En Allemagne, au contraire, la réunifi-cation s'est révélée coûteuse en termes de déficit budgétaire et d'accélération de l'inflation. Au total, l'état des finances publiques en Allemagne, sans justifier l'alarmisme des responsables de la Bundesbank, est moins sain qu'en France. On peut donc se demander si la spéculation contre le franc possède le moindre fondement. C'est en tout cas dans le sens d'une réponse négative que vont les déclara-tions récentes de Helmut Schlesinger, président de la Bundsbank, et de Theo Waigel, ministre allemand

des finances. Cependant, le comportement des marchés est pas aussi irrationnel qu'on pourrait le croire au vu des performances de l'économie française. Les événements des deux dernières semaines ont contribué à ébranier la confiance dans le maintien des parités. D'une part, la sortie de la lire et de la livre du SME et la dévaluation de la peseta ont créé un « précédent », après une période de cinq ans sans réalignement. D'autre part, la courte marge du « oui » lors du référendum fragilise le processus de convergence vers l'union monétaire, rendant moins improbable un abandon de l'alignement du franc sur

Une crédibilité importée Bien que les politiques monétaires et budgétaires qui ont été menées depuis 1985 soient largement compatibles avec le niveau actuel du franc. celui-ci est avant tout déterminé par les « anticipations » sur ce que seront ces politiques dans le futur. Dans la perspective d'un maintien de ces performances, le franc n'a rien à craindre. Mais les tensions que l'on vient d'observer nous indiquent que, pour les opérateurs sur les marchés des changes. ces performances sont « conditionnelles » au maintien du franc dans le SME à des parités fixes. Désinflation et orthodoxie budgétaire étalent en effet les corollaires inévitables de cette appartenance, puisque toute divergence avec la politique allemande doit se traduire, in fine, par una perte de réserves et une attaque spéculative devant forcer un réalignement. Le système monétaire européen, en accroissant les coûts d'une politique inflationniste, est ainsi

un facteur de crédibilité des autorités françaises. Pour les marchés, l'anticipation d'un affaiblissement des liens avec le mark se traduit par une pression à la baisse sur le franc ; un éventuel divorce est donc percu, à tort ou à raison, comme impliquant un relâchement des politiques monétaires et budgé-

taires – ce qui révèle en fait le caractère largement importé de la crédibilité française. La santé actuelle de l'économie française est donc une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la stabilité du franc. Dans la perspective d'un éclatement ou d'un assouplissement du SME (comme par exemple un élargissement des bandes de fluctuations ou una accélération des réalignements), il peut être souhaitable de renforcer la crédibilité de la politique monétaire française par

des moyens institutionnels. De tels moyens pourraient être : L'autonomie de la Banque de France, avec par exemple des gouverneurs irrévocablement nommés pour cinq ans, et cela même si la réputation de discipline ne s'acquerra qu'au cours du temps et au vu du comportement des gouverneurs successifs

une large majorité, par exemple, les deux-tiers fixant, pour une période de plusieurs années, un plafond pour le déficit public, de manière à exclure la possibilité de monétisation de la dette, y compris par des gouvernements issus de l'alternance. Il est à noter que de telles mesures satisferaient aussi bien les tenants de l'indépendance monétaire de la France que les partisans de l'Union monétaire européenne. Pour les premiers, elles renforceraient

la crédibilité du franc dans le cas d'un abandon

volontaire du SME. Pour les seconds, elles permet-

traient de satisfaire aux critères de convergence de

Le vote d'une loi au Parlement – adoptée par

Maastricht at de réduire les risques d'attaque spéculative et d'éclatement du SMÉ. (*) Economistes au Département et laboratoire

d'économie théorique et appliquée (DELTA).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

désignés par le pouvoir public.

Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE

Æ.

europeens, sans pour autant apporter l'espoir d'un regain de croissance aux Etats-Unis, tant les importations mondiales restent amorphes;

les perspectives de la demande intérieure se dégradent de mois en mois à mesure que la situation de l'emploi se détériore et que les plans

130

125

INDICATEUR • La production industrielle La déprime s'entretient

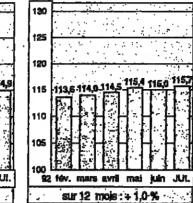
d'investissement des entreprises sont revus à la baisse. Résultat : après des mois de réduction, les stocks pesent encore sur les trésoreries et les

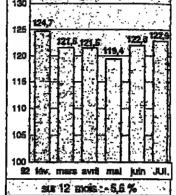
effectifs sont juges trop lourds;
- les turbulences financières, outre le trouble qu'elles sèment, suffisant pour paralyser un peu plus le comportement des agents économi-

ITALIE

construction européenne s'engage bien mal. **ÉTATS-UNIS**

JAPON





sur 12 mois : - 1,4 % sur 12 mois : + 0,2 % sur 12 mois (juin) : - 0,5 % sur 12 mois (juin) : - 5,0 %

130

GRANDE-BRETAGNE

106,8 105,3 105,8 104,7 104,7

92 fév. mers avril mai juin JUI

Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales

120

RÉGION • L'Asie du Nord Combattre la crise

A LORS que les économies cédent commercial a diminué d'un cinquième au premier semestre. en espérant la fin de la dépression, l'Asie du Nord y échappe pour l'essentiel, ou se donne les moyens de la combattre en grand.

ALLEMAGNE

121,3 120,4 120,5

92 tév. mars avrti mai luin JUI

130

125 123.2

Le plan de redressement japonais est le plus important jamais mis en œuvre, avec une enveloppe de 10 700 milliards de yens (1) equivaiant à 15 % du budget de l'État. Pour rassurer le Kabutocho, les autorités ont d'abord permis, le 18 août, aux banques de décharger leurs bilans des moinsvalues boursières, et promis de les aider à racheter leurs actifs immobiliers dépréciés. Résultat : l'indice Nikkei est remonté de 26 % en dix

jours. Les mesures de relance adoptées le 28 août comportent surtout des travaux publics (pour les trois quarts de l'enveloppe), des prets aux PME et des incitations fiscales aux investissements, aidées par un taux d'escompte à 3,25 %. Mais. alors que la part de la consommation des ménages dans le PNB a chuté de 50 % à 56 % depuis 1986 (contre 64 % dans la CEE et 68 % aux États-Unis). le gouvernement a refusé les remises d'impôts réclamées pour la doper, bien que les prix restent sages à + 2,3 % en rythme annuel. Sans doute réserve-t-il cette mesure pour les

législatives de 1993... Les autorités ont décidé d'agir car l'agence du Plan diagnostiquait un ralentissement de l'économie pour le vingt-deuxième mois consécutif, et les entreprises prévoient pour 1992-1993 des profits en baisse de 20 % en moyenne - et jusqu'à 65 % pour la sidérurgie. Mais le Japon échappe toujours aux consequences les plus déstabi-lisantes de la crise. Le taux de chômage reste à 2,1 %. La cohésion intacte de l'administration et du mande des affaires permet d'organiser le sauvetage des étabijssements financiers les plus touchés. Les excédents commerciaux ont atteint au premier semestre un nouveau record de 62.8 milliards de dollars, en progression de 42.7 %. L'exercice budgétaire 1991-1992 a dégagé un excédent de 1 500 milliards de yens. Sauf si la montée du yen se poursuit jusqu'à gèner les exportations, la croissance devrait atteindre 2,5 %.

A Taïwan, elle pourrait monter jusqu'à 8 %, tirée par une consommation robuste : les ventes d'automobiles ont augmenté de 13 % au premier semestre. Le principal souci reste l'inflation, alimentée par les dépenses du plan d'infrastructures 1992-1997 et par la tension extrême sur le marché du travail (1.3 % de chômeurs seulement). La Banque centrale a dú revenir à une politique monétaire stricte, en relevant le taux de base à plus de 9 %.

Le commerce poursuit son rééquilibrage géographique. La part des Etats-Unis dans les exportations est tombée de 48 % en 1986 à 29 %, celle de la CEE passant de 10 % à 18,4 % et celle de la Chine - via Hongkong - de 8 % à 16,3 %. Non sans problèmes : l'ex-

Mais Taïwan enregistre encore un excédent commercial mensuel moven de 900 millions de dollars. et ses réserves de devises couvrent

FRANCE

ble intensité capitalistique.

En Chine, les réformes s'accélèrent. Sur 740 prix industriels encore contrôlés par l'Etat, 593 ont été libérés au le septembre. Un décret a précisé les conditions pour déclarer en faillite, fermer ou réorganiser les entreprises d'Etat : 1 700 ont été touchés au premier semestre, contre 1 000 en 1991. Les 4 000 entreprises à capitaux étrangers qui se sont établies ont investi 6.4 milliards de dollars au cours du seul premier trimestre. contre 12 milliards pour toute l'année dernière. Tirée par les zones économiques spéciales et le secteur privé (10 % de la production industrielle contre 7 % en 1991), la croissance pourrait avoisiner 10 %.

Après une pointe à 12 % en avril, l'inflation semble retomber autour de 5 % en rythme annuel. Un résultat étonnant qui s'explique par de bonnes récoltes, mais aussi par l'arrivée sur le marché de quantités croissantes de biens et par les possibilités offertes pour éponger l'éparane par 250 000 entreprises municipales et des millions de coopératives qui proposent des participations au

Plus que les prix, le chômage semble être le danger majeur. On recense déjà 7,5 millions de chômeurs urbains, et la réforme des entreprises d'Etat menace des millions d'emolois. Toutefois, le pouvoir paraît assez fort pour garder la situation sociale sous contrôle, en pariant qu'une croissance accélérée générera assez tôt des emplois nouveaux.

ble parier sur le succès des

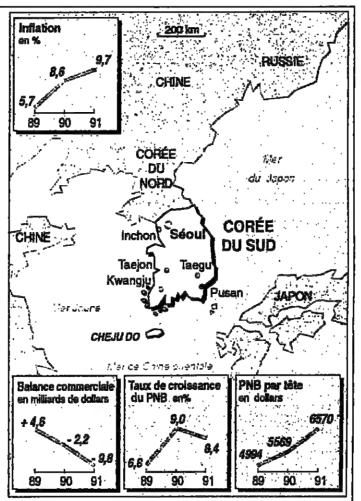
quinze mois d'importations...

Les investisseurs restent néammoins sur la réserve. La Bourse se traîne (- 9 % en juillet). L'investissement ne représente que 22 % du PNB, contre près de 40 % en Corée et plus de 30 % au Japon, reiletant un développement fondé d'abord sur des PME à fai-

Pour sa part. Hongkong sem-

réformes. L'indice boursier a gagné 42 % en cinq mois, et n'a décéléré en juin que pour repartir en septembre. La croissance devrait atteindre 5 % (contre 3,9 % en 1991). La consommation progresse de 15 % en rythme annuel et l'investissement est actif, aidé par des taux d'intérêt en baisse. L'inflation s'assagit : 9 % en rythme annuel contre 12 % en 1991. Le principal élément d'incertitude est à Washington, où les réticences du Congrès à reconduire la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice de la Chine pourraient provoquer une crise qui ferait perdre à la colonie jusqu'à 4,5 milliards de dollars de revenus sur ses activités de transit, et 0,7 point de crois-

> Jean-Marie Bouissou (1) 100 yens valent 3,95 francs



PAYS • La Corée du Sud

La marche au nord

dans une phase critique de son développement. Depuis 1990, le commerce est dans le rouge, même si le déficit des paiements n'excède pas 3,2 % du PIB. Les exportations traditionnelles (textile, chaussure) sont minées par les hausses de salaires, alors que l'électronique ou l'automobile peinent à pénétrer les marchés exigeants des pays avancés. Si les exportations se sont redressées au premier semestre (+ 8,7 %), c'est grace à une percée dans les pays en voie de développe-ment (+ 40 %). Mais la Corée doit lutter pour ouvrir des débouchés adaptés aux biens intermédiaires qu'elle produit, tout en investissant pour une nouvelle avancée techno-

Le refroidissement de l'économie reste la priorité du gouvernement. Il devrait atteindre cette année son objectif des «trois sept»: 7 % de croissance, 7 % d'in-flation et 7 milliards de dollars de déficit commercial, contre respectivement 8,4 %, 9,7 % et 9,8 milliards en 1991. Mais les stocks s'accumulent et la production industrielle chute. La Bourse est atone. Les projets d'infrastructure ont dù être revus à la baisse. Les scandales politico-financiers se tion présidentielle difficile en décembre, le Parti démocrate libéral pourrait bien desserrer les freins. Il vient d'imposer au ministère des finances un budget supplémentaire de 380 millions de doi-

La stratégie de la « marche au

'économie coréenne est entrée Nord » du président Roh Tae-woo vise en partie à relancer le développement sur une base élargie. Profitant de l'absence du Japon empêtré dans les Kouriles, Séoul a accordé, dès 1991, un prêt de 3 milliards de dollars à l'ex-URSS. Aujourd'hui, la Russie conditionne son remboursement à l'octroi de nouveaux prēts. Néanmoins, un nouvel accord, conclu le 1ª septembre, prévoit la participation des grands conglomérats (jaebols) à la reconversion de l'industrie militaire

La normalisation avec la

Chine s'accompagne d'une percée commerciale: 3,7 milliards de dollars d'échanges en 1990, au bénéfice de la Chine, et près de 10 milliards cette année, avec un léger excédent coréen. Les PME du textile investissent en Chine du Nord (dans le Shandong), où vivent des millions de personnes d'ascendance coreenne, et Pékin leur a proposé l'exclusivité d'une vaste zone industrielle près de Tianiin. A terme, on pourrait voir rouvrir la voie ferrée Pusan-Séoul-Pyongyang-Shenyang, qui fut l'axe du développement régional sous l'occupation japonaise. Mais le Sud est-il aujourd'hui en mesure d'assumer le fardeau de la réunification avec le Nord, qui multiplient. Confronté à une élec- exigerait entre 300 milliards et 600 milliards de dollars d'investissements sur dix ans - soit de quatre à huit sois le budget total de l'Etat? C'est la question fondamentale pour l'avenir économique de la

J. - M. B.

SECTEUR • L'hôtellerie Nouvelle déception

ques, ont éliminé les dernières marques de confiance et entraîné un durcissement considérable des conditions de crédit.

Ce sombre diagnostic n'épargne aucun pays d'Europe. L'Italie et la Grande-Bretagne, malgré le surcroît de liberté monétaire qu'elles s'ac-

cordent en reprenant leur indépendance à l'égard du SME, ne sont pas

mieux loties que les autres.

Tout juste auront-elles évité que leur conjoncture intérieure ne se

dégrade davantage encore, mais il est peu probable, compte tenu de

l'environnement extérieur, qu'elles trouvent dans la dévaluation de leurs

monnaies de quoi relancer leurs économies. L'achèvement de la

présent décevante. Cette branche tair, troisième groupe français, dans enrezistre depuis deux saisons une un marché jugé « de plus en plus difbaisse de fréquentation. La crise du Golfe n'a fait que l'accentuer comme si elle avait cristallisé une angoisse latente née d'une mauvaise conjoncture générale apparue a pos-

À ce contexte, sont venus s'ajouter, au mois de juillet en France, particulièrement dans l'hôtellerie saisonnière, les manifestations des routiers, la pluie et un calendrier scolaire contraignant. Certains hôtels traditionnels ont vu lations de séiour tomber en cascade. Meilleur, le mois d'août n'a pas permis de retrouver le niveau de fréquentation précédant la crise du Golfe. Certains établissements. comme les grands hôtels de la Côte d'Azur, recevant une clientèle très aisée, ont retrouvé un remplissage normal, mais d'autres n'ont « récupéré » la saison qu'en diminuant leurs prix, donc au détriment du chiffre d'affaires ou des bénéfices. Enfin le mois de septembre, qui avait bien commencé, s'est achevé dans les intempéries - voire les

inondations dans le Sud-Est. Les chaînes intégrées, tournées vers une clientèle régulière, moins sensible aux fluctuations saisonnières, constatent elles aussi un réel repli. Si les hôtels à Paris et en llede-France ont retrouvé le taux d'oc-cupation de 1990 (80 % contre 75 % en 1991), il en n'est pas de même en province. Pour l'ensemble de la France, on devrait péniblement atteindre en fin d'année le chiffre de

1991 (65 %, contre 67.7 % en 1990). Chaque groupe enregistre ses propres fluctuations. Accor, malgré un « rattrapage » de fréquentation sur l'été, se retrouve fin août en retrait de deux points sur 1991, et les présidents du groupe, déçus, pretent l'oreille aux suggestions d'économies. Envergure (groupe Taittinger), avec un taux d'occupation de 66 %, a perdu 2 points par rapport à août 1991, mais en incluant les soixante-cinq hôtels (Campanile et Première Classe) ouverts depuis le début de l'année,

OROSE. Le mot revient sur qui contribuent à faire passer le chiffre d'affaires global de 690 milhôteliers, l'année 1992 est jusqu'à lions à 800 millions de francs. Elificile » par les directeurs financiers, retrouve sur l'ensemble de ses établissements, avec 62,2 %, presque le taux d'occupation de 1990 (62,5 % contre 61 % en 1991).

Dans l'ensemble, seuls les hôtels une étoile nouvelle formule, que multiplient les grands groupes hôteliers, font le plein, avec un taux d'occupation allant jusqu'à 85 % pour Nuit d'Hôtel (Climat de France): la chambre de 130 à 145 francs pour deux ou trois personnes. sinon plus, devient accessible à une population qui fréquentait les campings, les gites d'étape, les auberges se, quand elle n'attire pas le public des deux étoiles...

491 4

35"

3.570

7:

Le marché devient incertain, tant la clientèle évolue. Les hôtels travaillant avec des sociétés et dont les bénéfices reposent en grande partie sur l'accueil de séminaires ou sur les repas d'affaires constatent que. cherchant à diminuer leurs frais généraux, les entreprises espacent ces rencontres, négocient les prix. Les familles économisent sur les frais de restaurant ou préfèrent d'autres hébergements, car les Français restent fidèles aux séjours en famille et en résidence secondaire. Ainsi s'expliquent sans doute les divergences entre la progression globale du tourisme enregistrée en 1991 - ou les estimations faites avant les vacances - et les constats des hôteliers : l'hôtellerie représente moins de 8 % des hébergements « marchands », qui eux-mêmes ne forment que la moitié des hébergements (la France compte notamment le premier « réseau » européen de résidences secondaires).

La prolifération des hôtels de chaîne - particulièrement les deux étoiles - ou l'ouverture de grands complexes (comme Euro Disney), qui rendent la comparaison avec les années précédentes difficile, contribuent aussi à saturer localement le marché et à nourrir la déception et même le pessimisme.

Maryse Dufaux

